



HAL
open science

**TRATSO – 2012/2015 - Les trajectoires des aires
touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le
XIXe siècle : dynamiques d’innovation, mises en tension
et enjeux prospectifs**

Vincent Vlès

► **To cite this version:**

Vincent Vlès. TRATSO – 2012/2015 - Les trajectoires des aires touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle : dynamiques d’innovation, mises en tension et enjeux prospectifs. [Rapport de recherche] Maison des Sciences de l’Homme d’Aquitaine. 2015. hal-01275309

HAL Id: hal-01275309

<https://hal.science/hal-01275309v1>

Submitted on 19 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine

TRATSO – 2012/2015

Les trajectoires des aires touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs

VINCENT VLES (dir)

Bilan de la recherche financée dans le cadre de l'appel à projets du Conseil régional d'Aquitaine 2012



Ce programme de recherche, dirigé par Vincent Vlès et Christophe Bouneau, a bénéficié d'une contribution scientifique et financière de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, subventionnée par la Région Aquitaine,



de l'appui scientifique du laboratoire Société, Environnement, Territoire (laboratoire SET) UMR 5603 CNRS/Université de Pau et des Pays de l'Adour,



et de l'appui scientifique et communicationnel du laboratoire Travail Organisation Pouvoir (CERTOP), UMR 5044 CNRS/Université de Toulouse



Sommaire

<u>1. SYNTHÈSE</u>	<u>5</u>
1. OBJET, METHODES, APPORTS DE LA RECHERCHE	5
2. VALORISATION	9
3. PUBLICATIONS	15
<u>2. RESULTATS DE LA RECHERCHE</u>	<u>16</u>
AXE 1 « ANALYSE DE LA PERFORMANCE TOURISTIQUE DES DESTINATIONS »	16
OPERATION 1 — LA PERFORMANCE TOURISTIQUE DES DESTINATIONS	16
AXE 2 « DIVERSIFICATION »	28
OPERATION 2 — LA RESSOURCE PATRIMONIALE, UN INDICATEUR DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ?	30
OPERATION 3 — QUELS INDICATEURS POUR APPRECIER LA TRAJECTOIRE DES STATIONS ET NOTAMMENT LEUR ELARGISSEMENT VERS L'ECHELLE « TERRITORIALE » D'UNE AIRE TOURISTIQUE AUX ACTIVITES PLUS DIVERSIFIEES ?	75
OPERATION 4 — DIVERSIFICATION DES TERRITOIRES LITTORAUX : AMENAGEMENT DURABLE DES STATIONS	97
<u>3. LISTE EXHAUSTIVE DES PUBLICATIONS PRODUITES PAR LA RECHERCHE TRATSO-MSHA</u>	<u>105</u>
<u>4. PERSPECTIVES : DES DESTINATIONS ET STATIONS TOURISTIQUES EN TRANSITION</u>	<u>122</u>
<u>TABLE DES FIGURES, PHOTOS ET TABLEAUX</u>	<u>130</u>
<u>CONTRIBUTIONS A LA RECHERCHE TRATSO-MSHA</u>	<u>131</u>

Programme MSH Aquitaine TRATSO

Chercheurs impliqués

<http://www.msha.fr/tratso/>

« Les trajectoires des aires touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs »

RESPONSABLES :

- VINCENT VLES, PROFESSEUR D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (CERTOP UMR 5044 CNRS/UNIVERSITE DE TOULOUSE)
- CHRISTOPHE BOUNEAU, PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE (EA CEMMC — BORDEAUX 3)

CHERCHEURS IMPLIQUES :

- PHILIPPE BACHIMON, PROFESSEUR DE GEOGRAPHIE DU TOURISME (UMR ESPACE-DEV 228 IRD — UNIVERSITE D'AVIGNON)
- JACINTHE BESSIERE, MAITRE DE CONFERENCES DE SOCIOLOGIE (UMR 5044 CERTOP, EQUIPE TOURISME, ALIMENTATION, SANTE — TOULOUSE 2)
- JEAN-LUC BOULIN, DIRECTEUR DE LA MISSION DES OFFICES DE TOURISME-PAYS D'ACCUEIL D'AQUITAINE, PROFESSEUR ASSOCIE DES SCIENCES ET TECHNIQUES A L'UNIVERSITE BORDEAUX-MONTAIGNE
- CHRISTOPHE BOUNEAU, PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE (EA CEMMC — BORDEAUX 3)
- LAURENT BOTTI, MAITRE DE CONFERENCES DE SCIENCES DE GESTION (EA CAPEM — PERPIGNAN)
- ESTEBAN CASTANER MUNOZ, PROFESSEUR D'HISTOIRE DE L'ART A L'UNIVERSITE PERPIGNAN VIA DOMITIA
- SYLVIE CLARIMONT, MAITRE DE CONFERENCES DE GEOGRAPHIE (UMR 5603 SET — PAU)
- PIERRE DERIOZ, MAITRE DE CONFERENCES HDR DE GEOGRAPHIE (UMR ESPACE-DEV 228 IRD — UNIVERSITE D'AVIGNON)
- LUDOVIC FALAIX, MAITRE DE CONFERENCES EN STAPS (UNIVERSITE BLAISE PASCAL-CLERMONT-FERRAND)
- ISABELLE FROCHOT, MAITRE DE CONFERENCES HDR DE SCIENCES DE GESTION (EA IREGE — UNIVERSITE DE SAVOIE)
- ANNE GOMBAULT, PROF DE SCIENCES DE GESTION, KEDGE BORDEAUX
- EMELINE HATT, MAITRE DE CONFERENCES D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (EA LIEU — AIX-MARSEILLE).
- MIHAELA MARC, DOCTEUR EN GEOGRAPHIE, UNIVERSITE D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE, POSTDOC
- NICOLAS MARTY, PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE, UNIVERSITE PERPIGNAN VIA DOMINITIA
- JEAN-MARC OLLIVIER, PROFESSEUR D'HISTOIRE CONTEMPORAINE A L'UNIVERSITE TOULOUSE — JEAN JAURES
- NICOLAS PEYPOCH, MAITRE DE CONFERENCES HDR D'ECONOMIE (EA CAPEM — PERPIGNAN)
- MARIELLE SALVADOR-PERIGNON, ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE EN SCIENCES DE GESTION A L'ESC DE CHAMBERY
- JEROME PIRIOU, ENSEIGNANT-CHERCHEUR A L'ESC DE LA ROCHELLE, DOCTEUR DE L'UNIVERSITE D'ANGERS (ESTHUA)
- PIERRE TORRENTE, DIRECTEUR ADJOINT DE L'ISTHIA, UNIVERSITE DE TOULOUSE 2,
- VINCENT VLES, PROFESSEUR D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME (UMR 5044 CERTOP-UT2J-UPS)

Toute demande d'information complémentaire peut être adressée à Vincent Vlès (adresse : <http://www.certop.cnrs.fr/VLES-Vincent>)

1. Synthèse

1. *Objet, méthodes, apports de la recherche*

Cette recherche pilotée par la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine (structure fédérative, coordinatrice) regroupe 21 chercheurs, issus de 12 laboratoires de recherche (EA CEMMC Bordeaux 3, UMR ADES Université de Bordeaux 3, Kedge Bordeaux [ESC], UMR SET 5603 Université de Pau et des Pays de l'Adour, UMR CERTOP 5044 Université de Toulouse – Jean Jaurès/Université Paul Sabatier, UMR FRAMESPA Université Toulouse – Jean Jaurès, UMR Espace-Dev IRD Université d'Avignon, EA CHRISM Perpignan, EA CAPEM Perpignan, EA LIEU, Aix-Marseille, Université de Saragosse, EA IREGÉ Université de Savoie).

Le projet qui avait été proposé à la Région Aquitaine en réponse à l'appel à projets recherche 2012 – et plus largement à l'eurorégion – est une démarche d'investigation visant à déterminer les facteurs influant les trajectoires des systèmes « d'aires touristiques », en identifiant leurs leviers, leurs cycles d'innovation, leurs bifurcations, avec leurs dénominateurs communs et leurs spécificités. L'enjeu de la recherche pour le développement économique et social régional était d'expliquer les interventions, les politiques de développement et les aménagements de villes et villages touristiques, afin d'aider à l'adaptation du territoire touristique du grand Sud-Ouest à la modernité. Son but a été d'identifier et d'analyser l'histoire et l'état actuel de l'intégration des enjeux d'ancrage territorial et temporel dans les « aires touristiques » par les stations, communes et intercommunalités qui ont trouvé, dans le tourisme, une stratégie de développement.

L'objectif central du programme a consisté à examiner les trajectoires des stations et de leurs aires touristiques (villes-champignons, mutations des vocations, cycles d'aménagement, d'« industrialisation » et de « désindustrialisation » touristiques) au prisme des dynamiques de l'innovation et des tensions d'aménagement. Seule une perspective de longue durée, articulant du XIXe au XXIe siècle court, moyen et long terme, permet de mettre à jour ces dynamiques territorialisées d'innovation, dans leurs cycles de genèse, de compétition, de destruction créatrice et de néogenèse. L'évolution de l'organisation spatiale du tourisme a conduit à une prise en compte de plus en plus forte des ressources territoriales non plus seulement de la station, mais aussi du territoire dans lequel elle s'insère, dénommée ici provisoirement « aire touristique ». Le terme et le concept d'aire touristique ont été choisis pour plusieurs raisons scientifiques, stratégiques et opérationnelles expliquées dans ce rapport et qui font l'objet des conclusions de la recherche publiées *in extenso* chez l'éditeur Peter Lang en 2016. Dans une perspective opérationnelle sur des terrains de recherche du grand Sud-Ouest français, la pertinence territoriale de l'aire, dans ses différentes configurations intercommunales et de communautés, semble permanente, selon que l'on aborde les trajectoires de l'obsolescence, du néo-tourisme ou de la sortie du tourisme, dans la diversité de leurs bifurcations. Les chercheurs impliqués ont travaillé précisément avec des angles d'attaque pluridisciplinaires (historiens, urbanistes, sociologues, géographes, sciences de gestion) à la fois administratifs, politiques, économiques et globalement territoriaux, dans les trois régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, avec un léger débordement de la frontière Sud afin de favoriser des comparaisons internationales de proximité. En même temps, les chercheurs se sont appuyés sur un *partenariat acquis* auprès des organismes professionnels du tourisme des stations aquitaines, du grand Sud-Ouest et à l'échelon fédératif français (FNOTSI).

Les recherches ont été réalisées dans deux directions :

1. Le premier axe (première opération de recherche) a analysé **la performance touristique des destinations**, en traitant la question nouvelle de la conceptualisation, de la mesure et de l'optimisation de la performance touristique des territoires. Cet axe a concerné deux types d'acteurs du système-destination (les prestataires touristiques et la DMO — *Destination Management Organization*) et a visé à améliorer les pratiques managériales des responsables touristiques (Offices de tourisme, Comités départementaux et régionaux du tourisme, etc.) du grand Sud-Ouest. La méthodologie a été déclinée en deux phases. La première phase a permis une analyse comparative de la performance touristique des destinations du grand Sud-Ouest. L'approche adoptée fut celle du *benchmarking* qui, en donnant lieu à l'identification des meilleures pratiques, permit une deuxième phase organisée autour de monographies et études de cas. Cette approche qualitative des ressorts de la performance touristique des destinations *benchmarks* identifiés dans la première phase a débouché, notamment, sur une considération historique de l'organisation, du management, des stratégies et des pratiques des responsables touristiques locaux. Cet axe a été mis en œuvre en partenariat étroit avec la Mission des Offices de Tourisme et Pays Touristiques d'Aquitaine (MOPA) et la Fédération nationale des Offices de tourisme, qui ont également participé à la diffusion et la valorisation des résultats de la recherche.

2. Le second axe a traité des bifurcations **des trajectoires des stations et aires touristiques vers un système de développement polymorphe**. Dans cet axe, trois opérations de recherche ont été menées :

- **L'étude des processus de valorisation de la ressource patrimoniale** comme tentative de diversification touristique des stations (notamment des stations monofonctionnelles ou monoactivités). Après un bilan des actions des opérateurs et des acteurs du tourisme dans des territoires soumis à processus de valorisation touristique (en montagne pour cette seconde opération de recherche), une enquête qualitative basée sur une cinquantaine d'entretiens approfondis auprès d'acteurs jouant un rôle dans la valorisation des ressources patrimoniales d'un territoire a mis l'accent sur les formes de ruptures et les formes de continuités dans les stratégies d'action et de valorisation repérées (reconstitution de trajectoires de valorisation) ; par ailleurs, analyse d'image et des représentations des touristes a permis de cerner l'évolution, auprès de la demande, des facteurs de notoriété (authenticité et imaginaire des touristes). Il s'est agi, à travers une enquête qualitative sur place puis en ligne (à partir de photographies), de comprendre comment les différents acteurs concernés percevaient les dimensions patrimoniales des territoires concernés, ce qui était attractif et ce qui était répulsif. L'utilisation de banques d'images des partenaires locaux (maison du pastoralisme, Pays d'Art et d'Histoire) et d'Internet a permis de toucher des échantillons larges et des acteurs de statut varié. Les résultats de la recherche établissent des liens forts entre valorisation patrimoniale et recyclage d'anciens projets de développement, qui avaient plusieurs fois échoué et dont la reprise n'a pas permis de déboucher sur des formes de développement innovantes. Les projets de valorisation de la ressource patrimoniale, notamment de la ressource naturelle, apparaissent pour l'heure plus comme des recyclages et des imitations de processus déjà expérimentés (avec plus ou moins de bonheur) ailleurs que comme des innovations importantes. Dans ce domaine, les meilleurs potentiels d'évolution pour les territoires et aires touristiques en devenir ne semblent pas encore vraiment travaillés dans leur qualité première, celle de l'ouverture au public, sous contrôle, de lieux disputés et convoités. Cette opération est prolongée en 2016 par une recherche dirigée par Vincent Vlès et Sylvie Clarimont, financée par le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et le ministère du Logement et de

l'Égalité des territoires au titre du PUCA (Plan urbanisme construction architecture), dans le cadre de l'appel à propositions de recherche de 2014 « tourisme et protection des sites ». Elle est portée par l'UMR CERTOP (Toulouse), l'UMR SET (Pau), le LIEU (Aix-Marseille), et le ii AC LAHIC (CNRS/EHESS) [voir <http://www.univ-tlse2.fr/accueil/recherche/newsletter/focus-sur-un-programme-de-recherche-349154.kjsp?RH=UTM>].

- La troisième opération de recherche a étudié l'**élargissement de l'assise territoriale** contemporaine des stations qui s'articule avec leur **diversification fonctionnelle** : décrites il y a peu encore comme des exemples achevés de systèmes sociospatiaux spécialisés, précisément localisés et structurés autour de l'exploitation – économique (organisation des pratiques) et symbolique (communication) – d'une ressource principale, le front de mer pour les stations littorales, la neige pour les stations de sports d'hiver, les stations touristiques tendent aujourd'hui à se fondre dans des ensembles territoriaux plus étendus, moins nettement circonscrits aussi sans doute, les « *métastations* »¹. Trois ensembles de facteurs qui expliquent ce processus ont été identifiés : le premier ensemble de facteurs découle directement des effets de diffusion spatiale du phénomène touristique *lato sensu* (manifestations directes et effets indirects : résidentialité, activités, services, migrations pendulaires liées à l'emploi...) à partir du noyau initial de la station, dans un contexte contemporain de mobilité facilitée et accrue (amélioration systématique des liaisons routières y compris en montagne) ; le second facteur est lié à la remise en cause contemporaine du caractère « monospécialisé » du modèle stationnel originel, tant à cause des mutations profondes que connaissent les pratiques touristiques (dont une baisse tendancielle nette de la fréquentation des stations et la quête d'une offre plus variée), qu'à cause de la prise de conscience croissante de l'insoutenabilité économique et environnementale du modèle lui-même. Cette remise en cause fait de la diversification des activités un enjeu stratégique de premier plan pour les stations, et les conduit à la mise en œuvre d'autres ressources comme au déploiement de nouvelles fonctions, avec pour corollaire un élargissement spatial de leur ancrage territorial ; le troisième facteur procède de la dynamique générale en France de l'intégration intercommunale, qui concerne aussi les stations et les implique de manière toujours plus importante dans le cadre territorial élargi des Communautés de communes, au-delà de l'appartenance éventuelle à des instances encore plus amples – mais également plus lâches, de type PNR. Ces aires touristiques constituées ou en émergence ont permis de mettre en évidence des « systèmes touristiques territorialisés » STT², c'est-à-dire des systèmes territoriaux dont la fonctionnalité dominante est l'activité touristique *lato sensu*³. Le concept de « territoire touristique » est devenu une réalité polymorphe, déterminée par les multiples combinaisons possibles de critères de nature différente en interaction. Le STT est dès lors envisagé comme un système complexe aux dimensions multiples, fondamentalement ouvert, structuré autour de la fonction touristique, mais également conditionné par un environnement extra – et intraterritorial qui comprend à la fois des processus géophysiques et écologiques, et d'autres fonctionnalités sociospatiales (agriculture, élevage, industrie, résidentialité). La recherche a permis d'identifier les indicateurs permettant de caractériser et d'évaluer les processus à l'œuvre dans la consolidation et le fonctionnement des S.T.T. Quatre familles d'indicateurs ont été retenues et testées dans le cadre du programme de recherche TRATSO, qui ont permis de préciser l'intensité et les modalités de leur fonction touristique et récréative, souvent très éloignées des questions abordées par le marketing touristique des bureaux d'études ou des offices de tourisme.

¹ Meta, en Grec, « exprime le changement, la succession, le fait d'aller au-delà, à côté de, la transformation. La metastation est une station confrontée au changement, aux mutations » (Vlès, 2014 : 23)

² Dérioz 2012, 2015 ; lire également Boudières, Gerbaux, Marcelpoil, 2004, Gerbaux & Marcelpoil, 2006, Fablet, 2013, Vlès, 2014.

³ Qui englobe donc l'ensemble de la socio-économie des loisirs, et non les seules activités relevant du tourisme tel que défini, par exemple, par l'Organisation Mondiale du Tourisme.

- La quatrième opération de recherche a porté sur les **modes de gouvernance et les modes de gestion de l'urbanisation des stations et aires touristiques littorales**. Elle s'est intéressée aux déséquilibres, blocages, adaptations et mutations contemporaines du système territorial (évolutions urbaines dans le temps et dans l'espace, analyse des processus de diversification, approche multiscalair du territoire touristique et des politiques mises en œuvre par les différents échelons : station, PNR, pays, département, etc.). Le but recherché était d'évaluer les contraintes qui se posent ou se poseront sur le littoral en termes de développement territorial, de même que les effets induits en matière de reconfigurations urbaines (tendances, évolutions, bifurcations du système, etc.). La prise en compte par les collectivités de leur capacité d'accueil touristique (ouverture ou non de droits à construire, emplacements, types d'hébergement proposés, aménagement des espaces publics, etc.) y est analysée en tenant compte à la fois de l'échelle spatiale (commune, intercommunalité, département, etc.) et de celle temporelle (évolutions passées et futures). La complexité du système de construction territoriale a fait l'objet d'une analyse croisée des interactions entre le système et le cadre dans lequel il s'inscrit, entre le système et ses sous-systèmes (spatiaux et sociaux) ainsi qu'à l'intérieur même du système (repérage des combinaisons qui spécifient le système et celles qui contribuent à le mettre en mouvement et à le faire évoluer). La question de la gouvernance et de la durabilité des territoires touristiques littoraux a été ainsi pensée de façon transversale, à la fois spatialement et thématiquement. Cette opération de recherche apporte un complément essentiel, pour l'Aquitaine, de connaissances au programme « aménagement durable des stations » conduit depuis 2013 par le GIP Littoral aquitain à Audenge, Mimizan et Bidart (<http://littoral-aquitain.fr/tourisme-amenagements-durables/stations>). Cette opération de recherche est prolongée par un nouveau programme de recherche initié spécifiquement sur cette thématique, financé par la Fondation de France (2015 – 2017), « valorisation touristique des territoires littoraux : quelles représentations territoriales pour quelle gouvernance environnementale ? » (ValoLitto), dirigé par Emeline Hatt et porté par les laboratoires LIEU (Aix-Marseille), SET (Pau) et CERTOP (Toulouse) — <http://iuar-lieu-amu.fr/institut-urbanisme-laboratoire/>

Les résultats de ces recherches (TRATSO MSHA Région Aquitaine, PUCA-Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et VALOLITTO-Fondation de France) permettront de parfaire, en 2017, la connaissance des facteurs d'évolution des systèmes touristiques d'avenir de l'Eurorégion.

2. Valorisation

Le programme de recherche s'est déroulé sur trois ans de 2012 à 2015, au sud d'une ligne Bordeaux — Aix-en-Provence, séquencé en quatre opérations de recherche coordonnées avec deux réunions de comité de pilotage/an, 3 séminaires de recherche ouverts, un colloque international associant les professionnels du tourisme.

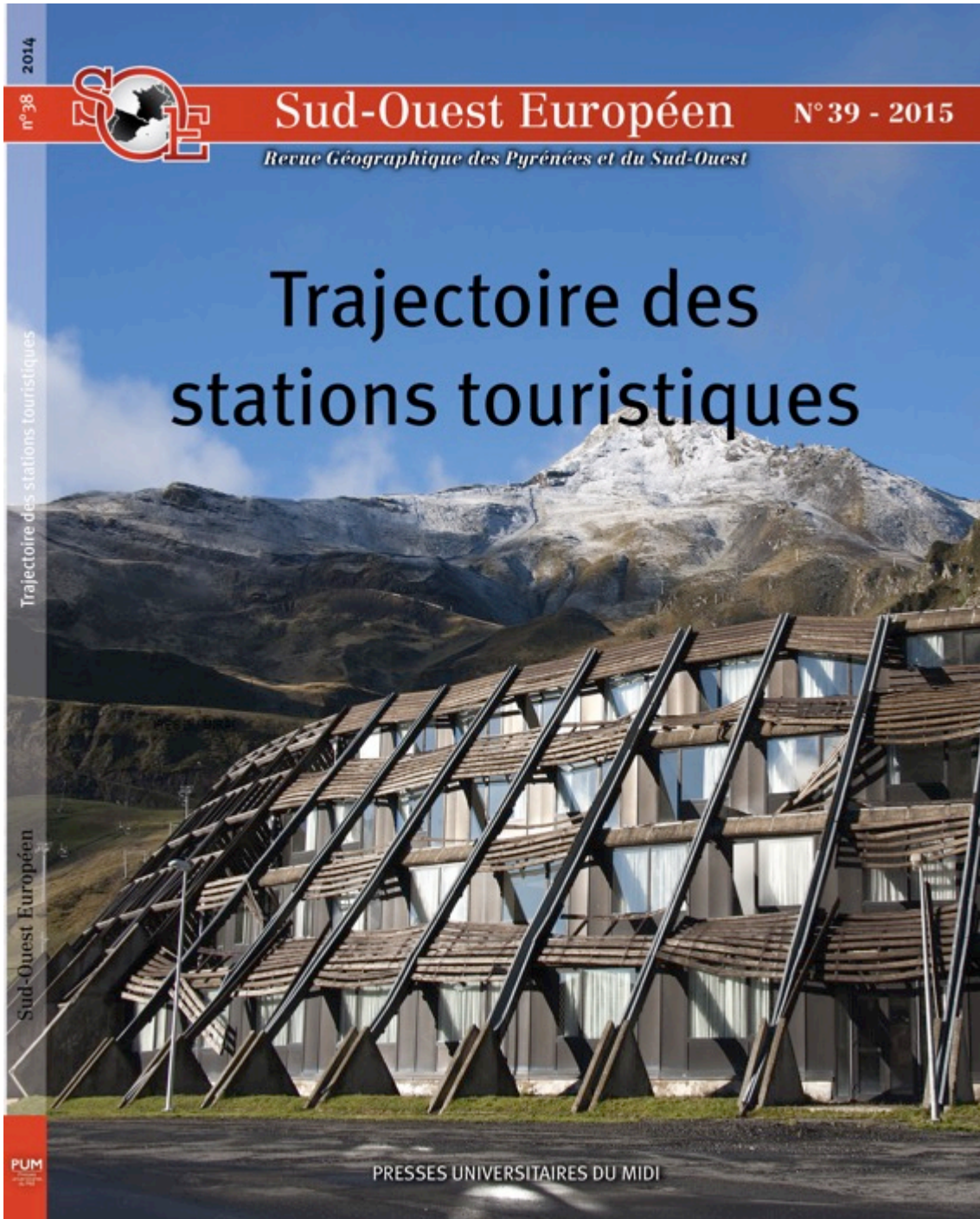
Les résultats ont été rendus publics lors de ce colloque international, ouvert au public, organisé par la Maison des Sciences de l'Homme en partenariat avec le Conseil économique, social et environnement régional d'Aquitaine.

Les résultats et débats du colloque ont été publiés :

- a. sur le NET d'une part (via le site de la MSHA),
- b. dans une revue à comité de lecture (édition spéciale de la revue Sud Ouest-Européen en décembre 2015 : n° 38 ; première de couverture page suivante) et
- c. dans un ouvrage scientifique (Éditions Peter Lang, Bruxelles, parution février 2016).



Figure 1. Logotype du colloque international TRAST 2015, Hôtel de Région, 16-18 avril 2015



Par ailleurs, le colloque international, « Trajectoires des aires et stations touristiques : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs », qui s'est déroulé les 16, 17 et 18 avril 2015 à l'Hôtel de Région Aquitaine, a réuni plus de 250 scientifiques et entendu plus de 20 communications réparties en 3 Ateliers :

Atelier 1 — Les processus de territorialisation

Les processus de territorialisation peuvent s'entendre comme une combinaison de territoires autour des stations, une structuration (socio-économique, administrato-politique, communicationnelle...) d'aires touristiques dont le point d'origine est l'existence d'une station (par effet de polarisation) ou de plusieurs stations (par effet de coalescence), phénomène dont l'économie du tourisme et des loisirs représente un facteur majeur.

Cet Atelier a examiné les questions suivantes :

1. Le passage contemporain du pôle à l'aire touristique (« métastation »), manifesté par différentes « ruptures d'ancrage » (fonctionnelles, spatio-temporelles, représentationnelles...), marque-t-il l'émergence d'un micro-système territorial (systémogénèse) très largement ouvert sur l'extérieur ?
2. Dans ce cas, quelles sont les modalités choisies par les acteurs pour construire le projet de territoire qui l'accompagne ?
3. Quels phénomènes de « diversification » des activités relevant du secteur touristique et/ou associés aux autres activités produisent-ils cette transformation (élargissement de l'usage touristique de l'espace par la résidentialité, activités de pleine nature et/ou diverses formes de mise en ressource de « patrimoines » divers, communication territoriale, filières économiques, emploi...) ?
4. Quels indicateurs peuvent être envisagés comme à même de bien traduire la dynamique territoriale par l'activité touristique (mesure des délaisés, par exemple), la structuration territoriale et les formes d'articulation ou de confrontation entre démarche touristique et démarches patrimoniales ?

Atelier 2 — Le management des destinations

Autour des stations, les aires touristiques, plus communément appelées destinations, peuvent être assimilées à des systèmes dans lesquels un sous-système de décision organise et régule un sous-système opérant qui fournit aux touristes les biens et les services nécessaires à leur séjour. Par conséquent, on pourrait approcher l'aire touristique comme un territoire qui peut être en lui-même un produit touristique, c'est-à-dire un ensemble de biens et services qui gravite autour d'éléments attractifs et qui, dans son ensemble, peut répondre aux besoins d'un segment de touristes. C'est ce rapport au produit qui fait que la destination, dans sa globalité, peut être assimilée à une entreprise virtuelle qui, à partir de son activité, tente de répondre aux besoins de ses clients, les touristes.

Cet Atelier a examiné les questions suivantes :

1. Si la gestion du produit-destination touche autant le marketing que la gestion des ressources humaines, elle a toujours le même objectif principal : la performance touristique du territoire qu'est la destination. Comment faire correspondre la trajectoire du touriste qui va vers un lieu toujours identifié et légitimé comme destination et le cheminement des territoires vers le statut de destination ?

2. Comment gérer durablement la performance touristique des aires-destinations ?
3. De quelles conceptualisations et analyses les Destination Management Organizations (DMO) font-elles (ou peuvent-elles faire) l'objet ?
4. Quels en sont les acteurs clés et les pratiques ?

Atelier 3 — L'adaptation au changement, le rôle des stations et aires dans le changement

Depuis les années 1985-1990, le secteur touristique semble entré dans une phase de changement global marqué par de multiples facteurs, tels que la concurrence accrue entre les destinations, le vieillissement de la population touristique, l'affaiblissement des dynamiques internes, l'apparition d'initiatives nouvelles, les déficits chroniques d'exploitation d'équipements, les exigences croissantes de qualité esthétique et environnementale ou encore la gestion des risques et incertitudes.

Alors que l'homme prend conscience de l'impact de son activité sur l'équilibre planétaire, l'idée d'une refonte du modèle de développement par l'activité touristique émerge lentement, mais progressivement et cette troisième question posée par le colloque propose d'en examiner les facteurs de mutation et d'adaptation socio-environnementale.

Cet Atelier a examiné les questions suivantes :

1. Les perspectives d'adaptation des stations et aires touristiques sont-elles le résultat plutôt d'un discours ambiant, de bon aloi, et d'ordre technocratique « top-down » ou sont-elles plutôt le résultat de luttes, de groupes de pression ?
2. Les changements observés relèvent-ils d'un processus subi ou d'un processus choisi par les acteurs ?
3. Se manifestent-ils dans le rapport qu'entretiennent les acteurs avec leur territoire et ses ressources (patrimoniales/environnementales/organisationnelles, etc.) ?
4. L'adaptation des stations et des aires touristiques repose-t-elle sur des phénomènes d'innovations (formes/processus/types d'innovateurs, etc.) ?
5. Sont-ils constitutifs de stratégies de diversification des territoires touristiques ?

La partie théorique des résultats de ces recherches est publiée en février 2016 :

VLES V. & BOUNEAU Ch. (dir), 2016, *Stations en tension*, Bruxelles : Peter Lang.

Résumé de l'ouvrage

Pour son projet, l'action touristique a besoin de connaître les éléments constitutifs, contributifs aux trajectoires des territoires afin d'accompagner, par des politiques publiques adaptées et en les infléchissant, les évolutions prévisibles ; l'avenir n'est pas prédéterminé, il est par conséquent ouvert à plusieurs futurs possibles et c'est une des missions de la recherche que de les éclairer. Un certain nombre de mutations relevées ici montrent le rôle majeur de l'innovation pour leur devenir.

Aujourd'hui, les stations touristiques connaissent des conditions de production très différentes dans leur processus de développement. Les tensions de cette dernière décennie ont fait apparaître un doute porté sur le processus de développement touristique engagé depuis deux siècles. Les changements actuels, dans un

contexte économique, social et culturel chamboulé, montrent avant tout des *stations en tension*, leurs mutations semblent marquées par des phases d'accélération ou de ralentissement qui relèvent de trois domaines différents, traités dans cet ouvrage : les processus de territorialisation, l'adaptation au changement et le management des destinations.

L'ouvrage vise à qualifier les différents indicateurs des formes des trajectoires des stations et de leurs aires touristiques : la ressource, le capital, les capacités (sociales, de formation, économiques), la notoriété, la réputation (l'imaginaire et les symboles, les expériences et les vécus), la gouvernance, les politiques d'adaptation et de changement comme apprentissage de nouvelles formes d'action collective sont autant de facteurs que la recherche mobilise avec utilité. Ces indicateurs aident à construire la ressource touristique, permettent sa valorisation, ils servent d'outils pour mettre en œuvre des dynamiques d'innovation et aident à la définition du projet de station et de territoire touristique.

Sommaire

Introduction

1. La mobilisation des ressources territoriales dans les trajectoires des stations littorales françaises
2. Le dédoublement résidentiel, descripteur des bifurcations des trajectoires des stations de montagne
3. Divergences des trajectoires touristiques au prisme des dynamiques d'appropriation locales
4. L'adaptation au changement. « Néouvielle, destination nature » ou la mobilisation de la ressource patrimoniale comme levier de diversification touristique
5. L'innovation dans les trajectoires touristiques de la région de l'Arc lémanique face à la crise des années 1880
6. Les stations thermales françaises entre tradition et innovation
7. Gouvernance locale et trajectoires de développement touristique
8. Quand la diversification des stations modernise le tissu organisationnel des territoires
9. Numérique et tourisme : changement de paradigme ou simple évolution dans le management de destination ?
10. Mesurer la demande d'authenticité et l'imaginaire des touristes. Expérimentation dans le massif du Néouvielle
11. Vers une nécessaire lecture territoriale de la vulnérabilité des stations de sports d'hiver
12. La mémoire des stations balnéaires espagnoles : un nouvel instrument durable de management touristique ?

Stations en tension : agenda de recherche - Synthèse et conclusion

Cet ouvrage (directeur de publication : Vincent VLES) **comporte 14 chapitres** dont les auteurs sont :

Coralie ACHIN

IRSTEA/Université de Grenoble Alpes

Philippe BACHIMON

Professeur des universités, Université d'Avignon, UMR Espace-Dev 228 IRD

Patrice BALLESTER

Professeur associé, Ph.D (qualifié), Grand Sud, École Supérieure de Tourisme de Toulouse

Jacinthe BESSIERE

Maître de conférences, Institut Supérieur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation, laboratoire UMR CERTOP CNRS/Université de Toulouse.

Jean-Luc BOULIN

Professeur associé, IATU, Université Bordeaux Montaigne

Christophe BOUNEAU

Professeur d'histoire économique, Université Bordeaux Montaigne, laboratoire CEMMC (Centre d'études des mondes modernes et contemporains)

Sylvie CLARIMONT

Maître de conférences HDR, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Christophe CLIVAZ

Professeur associé à l'Université de Lausanne, Institut de géographie et durabilité

Pierre DERIOZ

Maître de conférences HDR, Université d'Avignon, UMR Espace-Dev 228 IRD

Alain ESCADAFAL

Maître de conférences, IATU-MICA, Université Bordeaux Montaigne

Ludovic FALAIX

Maître de conférences — Université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, Laboratoire ACTÉ EA 4281

Marie-Eve FÉRÉROL

Docteur qualifiée ès géographie, Université de Clermont II, ATER à l'IUP Management & Sport de Bayonne

Hugues FRANÇOIS

IRSTEA, UR DTGR

Isabelle FROCHOT

IREGE — Université Savoie Mont Blanc

Emmanuelle GEORGE-MARCELPOIL

	IRSTEA, UR DTGR
Marc GIGASE	Enseignant d'histoire au Gymnase de Beaulieu à Lausanne
Anne GOMBAULT	Professeur de management – KEDGE Business School, Cluster de recherche Industries Créatives
Steve HAGIMONT	Agrégé et doctorant contractuel chargé d'enseignement en histoire, membre du laboratoire Framespa (UMR 5136/CNRS/Université de Toulouse-Jean Jaurès)
Emeline HATT	Maître de conférences – Aix Marseille Université, Laboratoire Interdisciplinaire Environnements et Urbanisme – EA 889
Cédric HUMAIR	Maître d'enseignement et de recherche en histoire contemporaine à l'Université de Lausanne
Jérôme PIRIOU	Professeur-assistant – Groupe Sup de Co La Rochelle, Laboratoire Société Environnement Territoire – UMR 5603 SET
Marielle SALVADOR	INSEEC
Géraldine SAUTHIER	Université de Lausanne, Institut de géographie et durabilité
Vincent VLES	Professeur d'aménagement et d'urbanisme, Institut Supérieur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation, laboratoire UMR CERTOP CNRS/Université de Toulouse.

Figure 2. Résumé et auteurs de l'ouvrage de synthèse *Stations en tension*, 2016, Bruxelles : Peter Lang.

3. Publications

Outre les résultats et les débats du colloque qui ont été publiés sur les trois supports cités, chaque opération de recherche a fait l'objet de publications par les membres des quatre équipes. La liste exhaustive et commentée figure au chapitre 3 de ce rapport.

Opération de recherche	Articles dans des revues à comité de lecture	Directions d'ouvrage ou ouvrages	Chapitres d'ouvrage	Communications dans des colloques internationaux	Conférences invitées	Autres travaux, dossiers déposés dans HALSHS, articles soumis
Axe 1						
Opération 1	4	3	1	7	1	2
Axe 2						
Opération 2	2	2	3	4	0	1
Opération 3	5	1	6	9	9	3
Opération 4	6	0	1	1	2	3
Total TRATSO-MSHA	17	6	11	21	12	9

Figure 3. Nombre de publications issues de la recherche TRATSO-MSHA (2012-2016)

2. Résultats de la recherche

AXE 1 « Analyse de la performance touristique des destinations »

Opération 1 — La performance touristique des destinations

L. BOTTI (coord.), J.L. BOULIN, E. CASTANER, A. ESCADAFAL, N. MARTY, N. PEYPOCH

1. Contexte, thématique et objectifs

Traditionnellement, les destinations sont considérées comme des aires géographiques délimitées plus ou moins vastes, telles qu'une ville, une région, une île, un pays ou même un continent (Framke, 2002). D'un autre côté, certains chercheurs saisissent le concept de destination d'un point de vue plus marketing et y voient un produit ou une marque. Pour notre part, nous considérons que pour appréhender ce concept, il est utile de le voir tant comme un lieu géographique que comme un système socioprofessionnel. Si ce faisant, la destination devient l'objet de luttes d'influence entre ses acteurs comme le montre Hoerner (2008), elle reste néanmoins très complexe à appréhender dans la perspective d'une vision exhaustive de ses parties prenantes et des facteurs de contingence de sa performance ou compétitivité (voir à ce sujet le Modèle Touristique Régional de De Grandpré, 2007). Pour autant, cette complexité n'empêche pas que la destination touristique doive faire l'objet d'une gestion. D'ailleurs, la loi française, par l'intermédiaire du code du tourisme, sans définir clairement ce qu'est une destination, lui permet d'instituer un organisme pour se mettre en tourisme et se développer. Ainsi, une commune peut créer un Office de Tourisme dont les missions comprendront l'accueil et l'information des touristes qui viendront sur son territoire et, en fonction de sa forme juridique, une activité commerciale (gestion d'une boutique ou commercialisation de packages touristiques par exemple).

Dans notre axe, nous voyons dans la destination un territoire qui peut être en lui-même un produit touristique, c'est-à-dire un ensemble de biens et services qui gravite autour d'éléments attractifs et qui, dans son ensemble, répond aux besoins d'un segment de touristes (Framke, 2002 ; Moutinho, 2004 ; Botti, 2011). Nous postulons donc que la destination est bien plus qu'un lieu où le touriste a décidé de simplement passer du temps. Nous soutenons que nous pouvons avoir prise sur la destination, que nous pouvons la réguler, l'organiser, la gérer.

Schématiquement, la destination touristique peut être représentée par la figure n°1 (Botti, 2011 ; Botti et Peypoch, 2012). C'est tout d'abord le touriste qui détermine son produit-destination (De Grandpré, 2007). Dans ce package, c'est la ou les attractions qui correspondent au motif de la visite (Botti et al., 2006). Ce sont donc en priorité ces éléments qui sont mis en comparaison par le touriste dans son choix d'une destination. Ils ont par conséquent, comme le seraient d'autres avantages comparatifs, une importance toute particulière dans la compétitivité de la destination. Néanmoins, les éléments du produit-destination nécessaires au séjour et à la mobilité sur le territoire (hébergement, restauration, transport), n'en restent pas pour autant extérieurs à cette compétitivité (cf. les démarches « qualité territoriale » citées en introduction). Selon l'Organisation mondiale du Tourisme, un touriste est « une personne qui se déplace vers un lieu situé en dehors de son environnement habituel pour une période bornée par la nuitée et l'année et dont le motif principal du déplacement est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité » ; c'est donc une personne ayant des besoins indéniables en termes d'infrastructures d'hébergement, de restauration et de mobilité. Si nous indiquons clairement ici la dichotomie entre les attractions et les autres composants du produit-

destination, c'est plus pour représenter le rôle de support au phénomène touristique de ces derniers que pour indiquer leur inattractivité. Parfois, la distinction entre attractions et éléments supports s'estompe en effet. La « communauté locale » désigne le collectif des personnes qui jouissent du patrimoine sur lequel peut être basée l'attractivité de la destination : c'est donc l'ensemble des habitants du lieu, qu'ils dépendent ou non de l'économie touristique. « L'organisme touristique » correspond à l'ensemble des services affectés au développement touristique du territoire. L'Office de Tourisme est un organisme touristique dans le sens où il est l'organisation chargée de touristifier pour le compte d'une commune ou d'une communauté de commune le lieu géographique qu'elle(s) occupe(nt). Pour autant, le tourisme en local ne peut exister sans son intégration au paralocal. Si l'OT tente d'être un passage incontournable pour les visiteurs, la mise en valeur de l'offre touristique de la collectivité qui l'a institué ne peut se faire sans que d'autres organismes, et notamment ceux qui interviennent au niveau départemental et régional, ne développent de manière coordonnée leurs actions.

Figure n°1 : La destination touristique et ses parties prenantes (Botti, 2011 ; Botti et Peypoch, 2012)

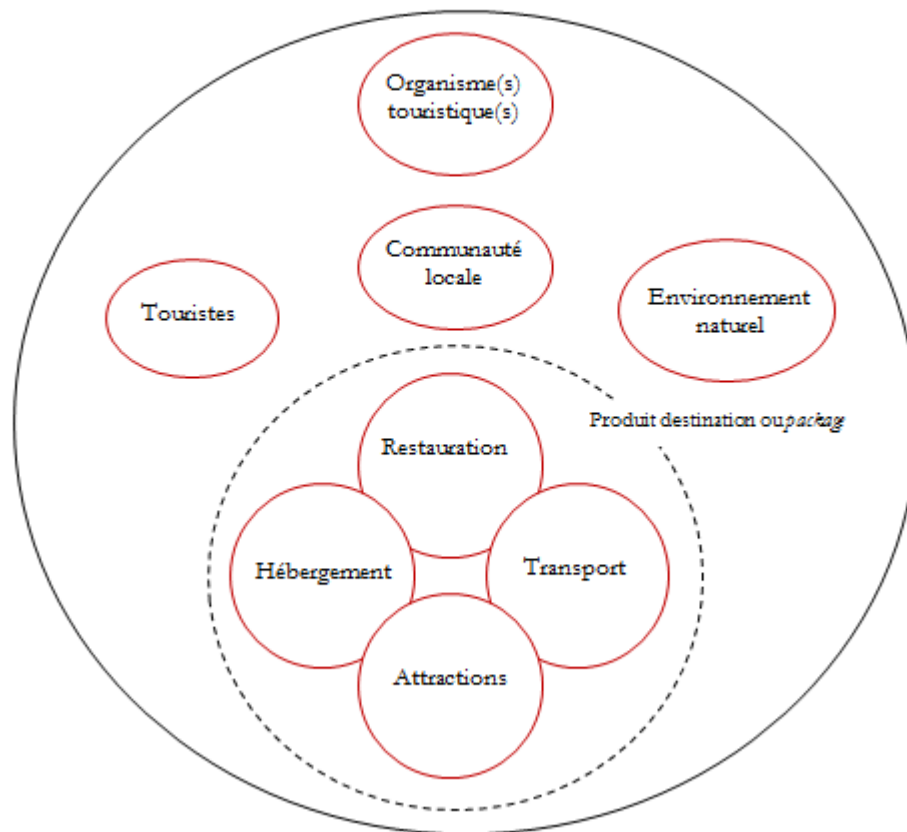


Figure 4. La destination touristique et ses parties prenantes

Le but de l'axe 2 est de réaliser une analyse comparative ou benchmarking des Offices de Tourisme de destinations du sud-ouest de la France. Des objectifs peuvent être clairement définis pour les entreprises au travers du chiffre d'affaires, de la rentabilité, ou de tout autre résultat. Il n'en est pas de même pour les OT dans la mesure où ils œuvrent avant tout pour leur territoire de compétence. Pour autant, le contexte économique dans lequel s'inscrit leur activité leur impose d'interroger l'optimisation de leurs ressources productives.

La méthodologie adoptée fonctionne en deux temps. Elle identifie tout d'abord les meilleures performances relatives au sein du groupe d'entités étudié. En déterminant les meilleures pratiques à

partir d'une méthode quantitative (Méthode DEA pour *Data Envelopment Analysis*), elle établit un standard sur la base duquel les autres entités pourront ensuite évaluer leur efficacité⁴ et identifier les stratégies à mettre en place pour améliorer leurs résultats. Dans notre cas, la méthode permet d'identifier les OT références de la population étudiée (les benchmarks) c'est-à-dire ceux qui optimisent leurs ressources. Sur cette base, les entités identifiées comme inefficaces, et ceci quelle que soit leur taille, peuvent travailler à l'amélioration de leurs pratiques⁵.

La phase 1 applique une démarche qui appelle des questions relatives tout d'abord à la conceptualisation de la destination touristique et au rôle que joue l'OGD dans son développement. En parallèle, nos travaux se sont penchés sur la mesure de la performance touristique. L'ensemble des travaux menés dans le cadre du programme TRATSO se réfère à cette phase 1. La phase 2 appelle une approche qualitative. À ce jour, elle s'inscrit dans le cadre du Club Indicateurs lancé par OTF en juin 2015 (et explicité plus loin dans ce bilan). Cette seconde phase ouvre de nombreuses perspectives de recherche. Pour autant, les travaux d'Esteban Castaner s'inscrivent déjà dans cette logique d'analyse qualitative de la performance touristique des territoires.

2. Terrains d'étude - 3. Méthodologie

Pour atteindre ces objectifs, suite à la journée d'étude du 14 décembre 2012 à la MSHA (Bordeaux), nous sommes entrés en relation avec la Fédération nationale⁶ « Offices de Tourisme de France » par l'intermédiaire de Jean-Luc Boulouin, Directeur de la Mission OTSI et Pays Touristiques d'Aquitaine (MOPA).

Le 24 avril 2013, à l'invitation d'OTF, Laurent Botti et Nicolas Peypoch ont participé à une réunion de la « Commission Prospective » de la fédération sur le thème de la « Performance touristique des territoires et des OT ». Offices de Tourisme de France souhaite en effet accompagner ses membres dans leurs décisions stratégiques en mettant à leur disposition des outils de mesure et d'analyse de leur performance.

Deux articles ont été présentés dans l'idée d'exposer les méthodes potentiellement utilisables et d'identifier les modalités de leur application aux OT de France.

- Botti, L., Goncalves, O., & Peypoch, N. (2012). Analyse comparative des destinations « neige » pyrénéennes. *Journal of Alpine Research / Revue de géographie alpine* (100-4). DOI : 10.4000/rga.1843

Résumé : La forte concurrence que connaissent les destinations touristiques en général et les stations de sports d'hiver en particulier interpelle la compétitivité des destinations françaises et pousse aux analyses en termes de performance relative. Cette étude considère que la compétitivité des stations de sports d'hiver repose directement sur la performance de l'opérateur du domaine skiable puisque ce dernier constitue l'attraction primaire du territoire. Ainsi, les destinations d'un même massif, dotées d'un domaine skiable relativement identique, se retrouvent en situation de concurrence les unes envers

⁴ L'efficacité renvoie à l'optimisation des ressources utilisées, compte tenu des résultats obtenus. Étudier l'efficacité des OT permet d'établir des comparaisons quant à la capacité à utiliser au mieux les ressources productives. Dans le secteur du tourisme, plusieurs analyses d'efficacité peuvent être citées. Botti et al. (2009) étudient l'efficacité des chaînes hôtelières, Barros et al. (2010) l'efficacité des 22 régions françaises métropolitaines et Goncalves et al. (2011) celle des stations de ski.

⁵ Prenons un exemple. Si Argeles-sur-mer ou Saint-Raphaël jouissent d'une fréquentation estivale plus importante que Plouharnel (près de Carnac) ou Gravelines (près de Dunkerque), cela n'implique pas que les offices d'Argeles et Saint-Raphaël soient efficaces. Peut-être qu'ils gaspillent leurs ressources dans le sens où ils pourraient, via leurs stratégies, créer encore plus de nuitées sur leur territoire ou générer plus de taxe de séjour. Bref... l'intérêt de la mesure de l'efficacité tient notamment dans le fait que les résultats permettent d'identifier les OT optant pour les meilleures stratégies ; Aux uns et aux autres d'échanger ensuite pour une amélioration continue de leurs pratiques.

⁶ Fédération Nationale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives.

les autres. Dans cette perspective, cette contribution propose une lecture comparative de la performance des stations de sports d'hiver pyrénéennes. Ceci permet de mettre en évidence les « meilleures » destinations neige du massif et de proposer trois leviers d'amélioration des pratiques des destinations inefficaces. Ces leviers portent d'une part sur le domaine skiable, d'autre part sur les ressources humaines de l'opérateur de remontées mécaniques et enfin sur la politique d'attractivité du territoire.

- Botti, L., & Peypoch, N. (2013). Multi-criteria ELECTRE method and destination competitiveness. *Tourism Management Perspectives*, 6, 108-113.

Abstract : The aim of this research note is to implement an application of Multi-Criteria Decision Analysis (MCDA) method ELECTRE I to tourism destinations. By doing so, this paper contributes to the reflexion on tourism destination competitiveness which has known a greater interest these recent years. Despite that MCDA outranking methods can apply to any area, very few applications have been done to the tourism context. The case of four Hawaiian islands is used to show how ELECTRE I can be used to analyse tourism destination relative competitiveness. It is shown that ELECTRE I and Weighted-Sum Method (most widely MCDA applied approach) results differ. Empirical results illustrate the two different advantages of destinations (comparative and competitive advantages) and push to believe that competitive advantages are more closely linked to competitiveness than comparative ones.

La commission prospective d'OTF est composée de directeurs d'OT de la France entière. Ainsi, les travaux de recherche sur la performance touristique précédemment indiqués ont été présentés devant, notamment, les directeurs (directrices) des OT d'Auxerre, de La Rochelle, de Fécamp, d'Angoulême, de Sète, etc.

À l'issue de cette réunion, un travail de détermination d'un cadre théorique spécifique aux OT et de recueil de données a été initié et s'est poursuivi tout au long de l'été 2013. L'objectif de cette phase de test reposait sur une analyse de la performance d'un échantillon d'OT ; la performance étant étudiée selon l'approche de l'efficience.

Les résultats de cette phase de test ont été présentés lors du congrès annuel d'OTF en octobre 2013. Cette phase de test s'est soldée positivement dans la mesure où il apparaît, d'une part, possible de mesurer l'efficience des OT et, d'autre part, pertinent de le faire dans une logique d'accompagnement des OT sur leurs choix stratégiques, organisationnels et managériaux. Référence a été faite lors du congrès au programme TRATSO, sans que la collaboration avec OTF n'aurait pas eu lieu.



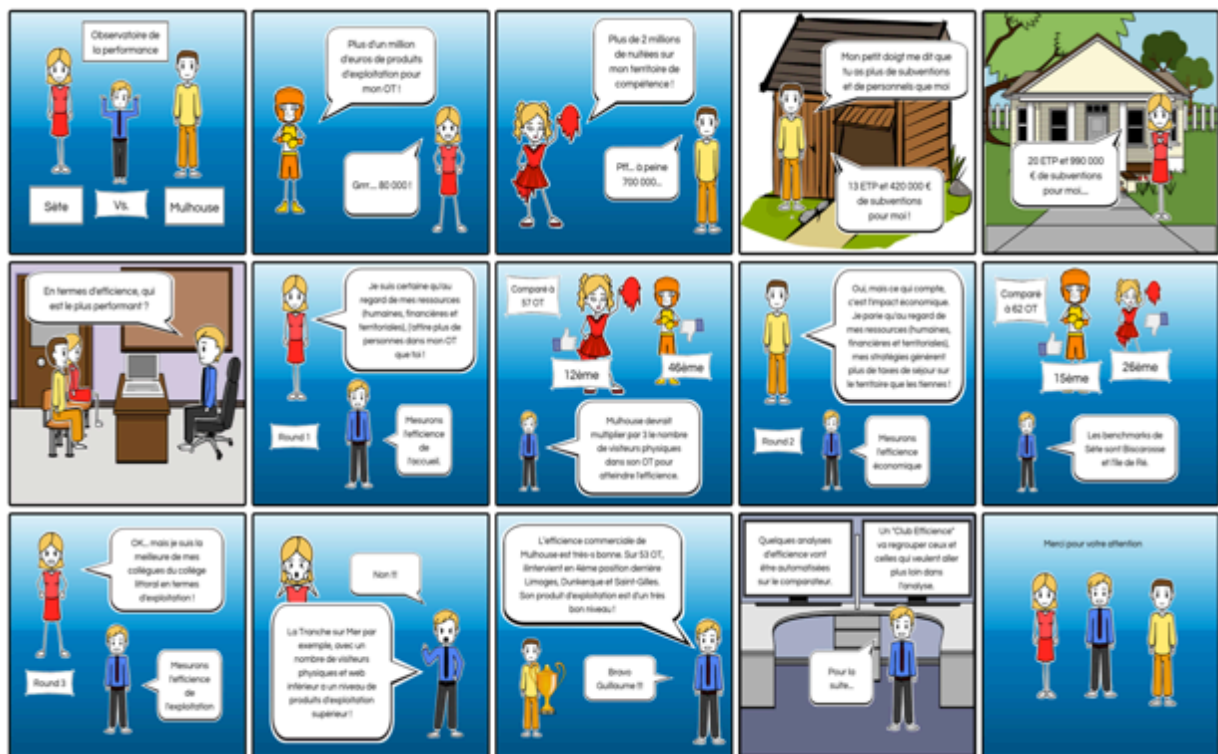
Figure 5. Échantillon de diapositives utilisées lors du congrès annuel OTF

En 2014, la collaboration avec la fédération OTF a été formalisée à partir d'un contrat de collaboration de recherche entre OTF et l'UPVD. Ce contrat s'est terminé lors du séminaire des directeurs (directrices) d'OT de Vannes en septembre 2014. Les objectifs de ce contrat de collaboration étaient les suivants :

- détermination du cadre théorique de l'analyse de la performance des Offices de Tourisme ;
- développement d'une procédure de recueil de données via la mise en place d'un « Indice de touristicité des territoires » ;
- traitement et analyse des données d'un échantillon d'OT ;
- présentation des résultats aux directeurs (directrices) d'OT.

La présentation des résultats lors du séminaire de Vannes (septembre 2014) a volontairement adopté une dimension ludique ; l'idée étant de mettre l'accent sur l'intérêt pour les OT de se comparer. La présentation a été pensée autour des OT de Mulhouse et Sète sur la base de 3 actes mettant en lumière les différents types d'efficience pouvant être analysés.

Figure 6. Le story-board de la présentation de Vannes (septembre 2014)



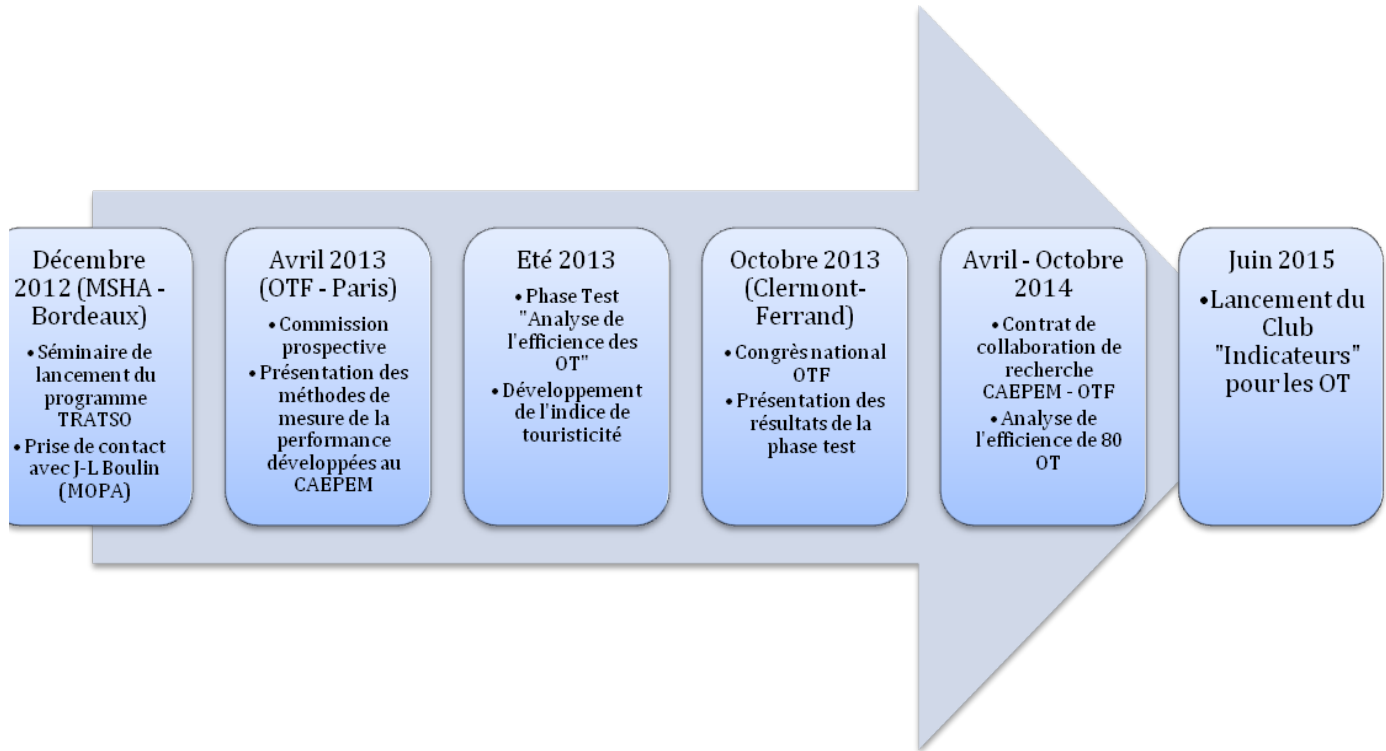
Les objectifs du contrat de collaboration de 2014 ont été atteints et ont ouvert des perspectives quant au lancement, en 2015, d'un « Club Indicateurs » ouvert aux OT du territoire national et géré par OTF. Le lancement du « Club Indicateurs » est prévu le lundi 22 juin 2015 à Paris. Il fait l'objet d'un second contrat de collaboration de recherche entre le CAEPEM et OTF.

Le « Club Indicateurs » qui réunira les OT soucieux d'engager une analyse de leur performance organisationnelle et managériale a une double vocation : premièrement, alimenter en modèles d'analyse de la performance le « Comparateur » intégré à l'intranet OTF (ou SIRT : Système d'Information des Relais Territoriaux) et, deuxièmement, permettre aux OT de s'engager dans des analyses pointues pour leur propre développement.

Le Club Indicateurs réunit les offices soucieux de disposer d'outils d'analyse de leur structure et territoire de compétence. Les outils proposés par le Club Indicateurs sont quantitatifs et adoptent la démarche du benchmarking⁷. Le Club Indicateurs fournit aux Offices qui y participent, et qui renseignent un certain nombre d'informations (via l'indice de touristicité), des analyses comparatives pertinentes, car pensées par les membres du Club. La logique de ces analyses est celle de l'efficience c'est-à-dire l'amélioration continue des stratégies et pratiques dans une logique de performance relative (et non absolue) : les résultats qu'apporte le Club Indicateurs permettent en effet aux OT d'identifier leurs référents et de mesurer les marges d'amélioration de leurs pratiques organisationnelles et managériales.

⁷ Se traduit par « étalonnage » ou « évaluation comparative » en français. C'est une démarche qui encourage les organisations à mener un processus d'apprentissage continu en s'inspirant des pratiques d'autres organisations afin d'améliorer leur propre performance. Le benchmarking fonctionne en deux temps. Il identifie tout d'abord les meilleures performances relatives au sein du groupe d'entités étudiées. En déterminant les meilleures pratiques, il établit ainsi un standard sur la base duquel les autres entités pourront s'évaluer et identifier les stratégies et pratiques à mettre en place pour améliorer leurs résultats. La comparaison se fait donc uniquement entre pairs.

Figure 6. Timeline de la collaboration avec OTF



4. Résultats de l'opération 1

4.1. Conceptualisation de la performance touristique

Le programme TRATSO a été en 2013 le temps du pilotage d'un numéro thématique de la revue Franco-Québécoise (UPVD-UQTR) *Tourisme & Territoires* (www.tourter.com) sur la « Performance touristique des territoires ».

Plus d'une vingtaine de propositions ont été formulées pour ce troisième volume de *Tourisme & Territoires* ; chacune tentant de formuler une contribution significative d'un point de vue théorique, méthodologique et/ou empirique à la réflexion sur la performance touristique des territoires. Tous les champs du tourisme (économie, gestion, aménagement, géographie, sociologie, histoire...) ont été concernés montrant, si tant est que ce soit encore nécessaire, que le tourisme est un objet d'étude nécessitant une approche pluridisciplinaire.

Au regard des évaluations sollicitées, et dans un souci de cohérence, le comité éditorial de la revue (auquel participent Laurent Botti et Nicolas Peypoch) a retenu 6 articles dont la contribution à la compréhension de la performance touristique peut être considérée comme originale.

Sur la base de ces 6 articles, le volume 3 de *Tourisme & Territoires* alimente clairement la réflexion sur la performance touristique des territoires. Notre objectif était de montrer que la performance n'est pas une notion absolue dans la mesure où elle serait fixe dans le temps et dans l'espace. Au contraire, à travers ces différents articles, nous pouvons voir qu'elle est clairement l'objet de stratégies contingentes aux territoires auxquels elles s'appliquent. Ce qui implique des questions quant aux modalités de détermination de ces stratégies ainsi qu'aux pratiques permettant leur mise en œuvre et leur évaluation.

En Annexe 1, l'introduction du Volume 3 de *Tourisme & Territoires* par L. Botti et N. Peypoch. En Annexe 2, le sommaire de ce volume sur la Performance touristique des territoires. Il est à noter que certains auteurs d'articles pour le volume 3 de TourTer ont également participé à la conférence TRATSO en avril 2015. Le programme TRATSO a permis de fédérer des chercheurs français sur la thématique de la performance touristique.

4.2. L'indice de touristicité

L'indice de touristicité est une production scientifique de l'axe 2 du programme TRATSO. La méthode employée pour mesurer l'efficacité des OT implique le choix d'intrants et extrants (inputs et outputs) permettant de construire la fonction de production des entités étudiées. Pour ce faire, nous considérons qu'un OT utilise des facteurs de production comme le ferait une entreprise. Deux de ces facteurs font référence au travail et au capital qui sont les ressources classiques de tout processus de production. Les OGD utilisent en effet des ressources humaines ainsi que des ressources financières pour mener à bien leur mission d'intérêt général consistant à développer le tourisme sur leur territoire de compétence.

Toutefois, un troisième facteur de production intervient. Il s'agit du territoire lui-même et de son potentiel touristique. Pour mesurer la dotation d'un territoire particulier en attractions et ressources touristiques, nous utilisons un indice spécifiquement bâti pour cette étude et intitulé « Indice de Touristicité ». En se basant sur le modèle de Ritchie et Crouch (2003), il mesure le potentiel touristique d'un territoire (sur une échelle de 0 à 100) à travers 4 dimensions : son accessibilité, son attractivité, son offre en tourisme de séjour et son offre en tourisme d'excursion. Chacune de ces dimensions intègre plusieurs facteurs. Lors de l'été 2013, des OT ont testé et amélioré cet indice. La feuille de calcul de l'indice de touristicité est accessible à partir du lien ci-après : <https://goo.gl/EDoJLn>

La feuille de calcul a été diffusée via la Fédération OTF à une centaine d'OT. Les résultats sont indiqués dans le tableau ci-dessous. L'indice de touristicité est exprimé sur une échelle de 0 à 100. Chaque facteur de touristicité (capacité en lits marchands et non marchands ; nombre de sites historiques ; accès aéroportuaires, ferroviaires et routiers...) est lié à un nombre de points qui permettent d'évaluer en définitive l'état des ressources touristiques du territoire. Ce faisant, lorsqu'il dispose d'un indice de touristicité important (par exemple 79 pour Pays de la Provence Verte (Brignoles) ou 95 pour Carcassonne) le territoire apparaît comme disposant de ressources touristiques plus conséquentes qu'une destination attestant d'un indice de touristicité de 24 (Eauze dans le Gers) ou 34 (Villereal dans le Lot et Garonne). Pour autant, et c'est tout l'intérêt d'intégrer cet indice à une étude d'efficacité, rien ne dit qu'en définitive l'OT de Carcassonne soit plus performant (ou sens de l'efficacité) que celui d'Eauze. Tout dépend effectivement des résultats générés par ces deux OT et donc de leur capacité à utiliser au mieux leurs ressources.

L'indice de touristicité a été valorisé à travers un article pour la revue Sud-Ouest Européen et une communication au congrès de l'Association Francophone de Management du Tourisme (AFMAT) le 13 mai 2015.

Figure 7. L'indice de touristicité des territoires ayant participé à l'analyse en 2014

Angers	-	Littoral Audois	89
Angoulême	45	Luberon Pays d'APT	75
Au cœur des Collines Cathares	30	Menton	-
Aubusson	45	Métabief Malbuisson Les Fourgs	71
Aude en Pyrénées	50	Mulhouse	86
Auxerre	-	Narbonne	92
Baie de Morlaix	83	ND de Monts	54
Basse Navarre	39	Nogaro	50
Bazadais	40	Pays d'Ancenis	46
Belley Bas Bugéy	30	Pays de Figeac	74
Béziers	91	Pays de Foix Varilhès	59
Biscarosse	68	Pays de la Provence Verte	79
Bourges	65	Pays de Mirepoix	53
Brest	25	Pays de Roquefort	65
Carcassonne	95	Plateau de Caux	48
Cassis	-	Pontarlier	37
Dieppe	67	Pornic	87
Dinan	81	Porto	62
Dinard	79	Quimper	92
Dunkerque Dunes de Flandre	82	Rennes	89
Eauze	24	Saint Cyprien	78
Etretat	69	Saint Gilles	32
Fécamp	64	Saint Guilhem le Désert	74
Gisors	27	Saint Quay Portrieux	51
Guerande	66	Saint Rémy de Provence	62
Haut-Couserans	53	Salon de Provence	60
Hendaye	89	Saverne	49
Ile de Ré	93	Sens	49
Joigny	49	Sète	78
La baule	82	Soustons	74
La Rochelle	99	St Gervais	95
La Tranche sur Mer	72	Terres de Montaigu	38
Laruns	67	Thonon les Bains	64
Libourne	30	Touraine Côté Sud	68
Limoges	66	Villereal	34

Moyenne	63
Ecart-type	20

Répartition des OT entre départements constitutifs du Sud-Ouest de la France (données exploitables)

Département	Nombre d'OT	Noms des OT
Ariège	3	Haut-Couserans (Seix), Pays de Mirepoix (Mirepoix), Pays de Foix Varilhes
Aude	5	Littoral Audois, Au cœur des collines Cathares (Farjeaux), Aude en Pyrénées (Quillan), Narbonne, Carcassonne
Aveyron	1	Pays de Roquefort
Bouches du Rhône	2	Saint-Rémy de Provence, Salon de Provence
Gard	1	Saint-Gilles
Gers	2	Nogaro en Armagnac, Eauze
Gironde	2	Libourne, Bazadais (Bazas)
Hérault	2	Sète, Saint-Guilhem le Désert
Landes	2	Biscarosse, Soustons
Lot	1	Pays de Figeac
Lot et Garonne	1	Villereal
Pyrénées-Atlantiques	3	Laruns, Basse Navarre (Saint Palais), Hendaye
Pyrénées-Orientales	1	Saint Cyprien
Var	1	Pays de la Provence Verte (Brignoles)
Vaucluse	1	Luberon Pays d'Apt
Nombre total d'OT dans la population étudiée	28	

Figure 8. Répartition des OT entre Départements constitutifs du Sud-Ouest de la France

4.3. Le développement de la méthode de mesure de la performance

Au niveau de la méthode de mesure de l'efficacité, des connaissances et savoir-faire ont été développés grâce au programme TRATSO. Notamment, Nicolas Peypoch et Laurent Botti ont organisé (conjointement avec Yasuo Ohe de l'Université de Chiba au Japon) une journée d'étude dédiée aux méthodes quantitatives et à leur application au secteur touristique. Cette journée d'étude s'insère dans le cycle des workshops QATEM (Quantitative Approaches in Tourism Economics and Management) initié en 2008 à l'Université de Perpignan Via Domitia.

Le QATEM se déroule tous les 2 ans et regroupe les chercheurs sur les outils d'analyse quantitative du secteur touristique. Ce faisant, le QATEM est l'occasion d'établir un état des lieux sur les recherches en économie et management du tourisme. La qualité scientifique de cet événement est sanctionnée par des numéros spéciaux de revues scientifiques internationales. La quatrième édition s'est déroulée le 9 mai 2014 à Narita (Japon). À l'issue, un numéro spécial de la revue scientifique à comité de lecture *Tourism Economics* (Volume 21, Numéro 2, 2015 ; <http://www.ingentaconnect.com/content/ip/tec>) a été édité par Nicolas Peypoch de l'Université de Perpignan Via Domitia et Yasuo Ohe de l'université de Chiba (Japon). Ce numéro regroupe les meilleures contributions.

AXE 2 « Diversification »

L'Axe 2 de la recherche partait de 3 hypothèses, que l'on rappelle ici et qui ont été validées.

La recherche proposée posait l'hypothèse centrale que le système touristique se présente aujourd'hui comme une succession d'évolutions continues séparées par des sauts de nature qualitativement différente. Il a été soumis au cours de la temporalité de l'histoire contemporaine, et est soumis encore particulièrement aujourd'hui et peut-être plus encore demain, à **une série de ruptures d'ancrages** :

● **Ruptures d'ancrage territorial**

L'axe 2 a étudié comment les stations travaillent avec leur territoire environnant à l'échelle de la destination : étude des relations station-hinterland, village-pays touristiques. La gestion de l'offre a-t-elle été toujours politiquement et administrativement éclatée ? Le millefeuille actuel de l'intercommunalité rend-il cohérentes les stratégies de développement touristique à l'échelle des « aires touristiques » (l'aire de la destination du touriste, plus vaste que celle de la commune ou de la station) ? Les politiques de station ont-elles eu un impact sur l'attractivité des territoires à une échelle plus vaste (la vallée entière pour la station de montagne, l'arrière-pays pour la station balnéaire, la microrégion pour la ville) ? L'histoire du tourisme, à l'échelle du grand Sud-Ouest français intégré dans une perspective comparatiste, montre-t-elle que les interventions de l'homme sur l'espace ont pu privilégier systématiquement des formes urbaines ou rurales, des événements où les touristes peuvent retrouver, sur un très vaste territoire, une homogénéité de l'offre autour de ce qui fait la renommée de la destination (à l'échelle mondiale, pas locale) ?

● **Ruptures d'ancrage fonctionnel :**

Le statut de « vacancier », fondé sur une déconnexion économique et sociale, a produit en un siècle et demi des « archipels d'altitude » ou des îlots littoraux, des villes touristiques coupées de l'habitat existant, affirmant symboliquement, par leur cadre urbain, la transposition de la cité à la montagne ou à la mer. Longtemps enclaves en milieu hostile, les stations cultivent davantage de liens avec la ville et le milieu naturel qu'avec la société locale. En partant de principes reproductifs et mimétiques (« disneylandisation »), le planificateur a souvent produit des « villes touristiques » dont la forme et le fonctionnement **ne favorisent pas la rencontre de l'univers des touristes avec celui des habitants de « l'aire »**. Jusqu'à une date récente, il importait peu que ces stations soient coupées de la société puisque le touriste ne cherchait pas à rencontrer les populations locales, mais à être en contact avec ses pairs. Mais aujourd'hui les modèles « grand ski » ou *sol y playa* ne répondent plus aux pratiques de loisirs multiformes (pratiques nordiques, promenades à pieds et en raquettes, chiens de traîneaux, engouement pour le bien-être et l'aqualudisme, tourisme culturel basé sur le patrimoine, les villages anciens, l'accueil chez l'habitant...). La demande en services se précise et porte aussi sur la vie – traditionnelle – de l'aire touristique, la qualité des hébergements, la qualité et la modernité des espaces publics et des lieux urbains de séjour. Le bilan critique du modèle d'aménagement et de gestion des stations touristiques fordiennes implique-t-il aujourd'hui comme hier de s'emparer de la question cruciale de la requalification ? Dans ce cas, comment « faire avec » ce que sont les stations, un héritage certes encombrant, mais aussi une donnée territoriale, et potentiellement une ressource ? **Plusieurs questions semblent particulièrement significatives des enjeux de requalification des stations dans leurs « aires », tant sur le littoral qu'en montagne** ou dans les stations thermales et les villes touristiques :

— tout d'abord l'idée de « **reconstruire la station sur la station** », restée encore largement à l'état de velléité en France (beaucoup moins en Espagne), où c'est systématiquement en périphérie du bâti existant que se succèdent des opérations immobilières destinées à renouveler l'offre d'hébergement, d'où une accentuation des problèmes d'emprise paysagère et foncière, de gestion fonctionnelle et de déclin de l'attractivité des stations. Comment les approches de type « micro » urbanisme ont-elles permis de mobiliser l'enjeu majeur que constituent les espaces publics dans la conception et la gestion des lieux touristiques ? Héritage délaissé et impensé de l'urbanisme fordien et de la modernité touristique, beaucoup ne sont-ils pas devenus des *junk space* (lieux rebuts, espaces de rebut) (R. Koolhaas) ou des *zero space* (espace zéro) (N. Klein) sous la pression du *branding* (marketing promotionnel de marque) ? Ou ces lieux touristiques ne sont-ils pas carrément évacués des formes spatiales « fermées », que produisent les modèles de conception des nouveaux lieux récréatifs

inhérents aux modèles du parc de loisirs, du *resort (station de vacances, intégrée)* ? Quelle est alors l'importance de ce phénomène dans l'eurorégion du Sud-Ouest ? À cet égard, la perspective du **lieu touristique urbain** (V. Vlès) se limite-t-elle à un enjeu d'image ? Ne convient-il pas d'y voir aussi apparaître la notion d'ambiance (cf. les travaux du Cresson et de J. Corneloup), plus productive ? Dans ce cas, comme se propose de le vérifier notre recherche, le caractère structurant des lieux publics urbains en tourisme irait bien au-delà d'un « simple » enjeu d'image ou de mise en scène, et notre projet l'abordera ainsi en termes élargis d'attractivité, de qualité et de lisibilité.

— ensuite il faudra bien poser la question des **déplacements piétons** en station certes, mais au-delà au sein de « l'aire touristique » tout entière, et plus généralement la question de la limitation de la place de la voiture et du déploiement de solutions de mobilité douce ;

— enfin le thème de la **saisonnalité**, qui est un facteur de déséquilibre urbanistique, économique et identitaire, reste une donnée de base à mobiliser dont l'histoire pourrait nous apprendre qu'elle a trouvé jadis des solutions qui pourraient nous apporter quelques enseignements opératoires.

● Ruptures d'ancrage temporel

L'image des destinations a toujours reposé et repose plus que jamais sur l'authenticité et la tradition, la vie de village et la nature. Ces fondements touristiques ont-ils toujours été confrontés à des phénomènes de banalisation ? Aujourd'hui les modèles d'urbanisation, qui répondent à une logique immobilière de plus en plus internationale, normée et standardisée, portent-ils encore des valeurs « authentiques », « traditionnelles » ? Quelles sont les déconnexions ? L'action à entreprendre n'est-elle pas systémique : le tourisme peut-il être traité indépendamment des autres compétences comme l'urbanisme (politiques de requalification urbaine et des espaces publics urbains, par exemple, ou préservation des paysages : quelles politiques d'aménagement commercial pour préserver les entrées de villes, de stations et éviter la banalisation ?). Que nous apprend l'histoire du lieu touristique pour produire des aménagements des sites touristiques, des places, des lieux publics selon des principes qui ne soient ni réducteurs ni mimétiques, en évitant ainsi la « disneylandisation » des « aires touristiques », l'uniformisation et la réduction de l'image de la destination (notamment en luttant contre la banalisation de l'architecture – moderne, néo-traditionnelle) et la banalisation des produits ? Pour adapter continuellement le cadre bâti aux attentes des clients, certaines stratégies de *branding* n'ont-elles pas débouché sur un inquiétant processus de réduction narrative menée parfois de manière artificielle ? Dans ces cas, que notre recherche devra déterminer précisément, comment **redonner du sens aux lieux** ? En phase avec la culture, peut-on identifier des itinéraires et des trajectoires qui redonnent des racines aux lieux touristiques dans une échelle géographique large, « l'aire touristique » ?

Ces trois hypothèses ont été soumises à l'épreuve de plusieurs séries de questionnements dans des terrains et des situations variés :

- ceux de la valorisation de la ressource patrimoniale comme indicateur de bifurcation de trajectoire issue de la gouvernance (en montagne, action 1),
- ceux de la double résidentialité comme indicateur d'ancrages fonctionnels en recompositions fortes (en montagne, action 2),
- ceux de l'aménagement durable des stations comme indicateur d'ancrages temporels en restructuration (sur le littoral, action 3).

Opération 2 — La ressource patrimoniale, un indicateur du développement touristique ?

V. VLES (coord.), J. BESSIERE, S. CLARIMONT, I. FROCHOT, M. SALVADOR-PERIGNON, P. TORRENTE



Figure 9. La maison du pastoralisme des vallées d'Aure et du Louron, en Néouvielle, cliché Vlès, 2014

1. Contexte, thématique et objectifs

Face au renouvellement des pratiques touristiques et à l'évolution des organisations et des structurations des territoires de montagne, l'enjeu de la diversification touristique (et sans doute de la dynamique des aires touristiques) demeure une problématique clé dans les processus de développement. Longtemps cloisonnés à leur seule vocation touristique et de loisir, les territoires de montagne sont traversés par de nouvelles recompositions socio-économiques, environnementales et culturelles qui mettent en question leur modèle touristique initial, monospécialisé et polarisé autour d'une seule activité, d'ailleurs souvent concentrée dans un seul lieu ou dans des chapelets plus ou moins isolés (les stations de montagne sont souvent comparées à des « archipels d'altitude » (Wozniak, 2006). La non-durabilité du processus productif touristique traditionnel

engagé par les communes et les stations de montagne donne à voir nombre de phénomènes de dégradation, de dépendances systémiques dénoncées dans le débat public. La maturité de la production touristique, des crises répétées et de plus en plus fréquentes amènent l'idée d'une mutation profonde questionnant la définition de nouvelles politiques de développement plus soutenables. Le modèle de développement de territoires organisés autour de l'exploitation d'une monoactivité touristique (produit neige pour le ski alpin) n'échappe pas à cette interrogation, et de nombreuses pistes de diversification de l'offre touristique sont testées : le patrimoine en est une. Car dans ce contexte, les processus de valorisation de la ressource patrimoniale sont souvent présentés comme des outils de modification, de structuration et d'enrichissement de la production touristique, un moyen de refondre ses ancrages⁸ initiaux. En effet, marqueur social inscrit dans le temps et dans l'espace, le patrimoine s'avère porteur d'enjeux de développement, en même temps qu'il participe à une reconstruction identitaire et culturelle des groupes sociaux.

Étudier le processus de patrimonialisation — entendu comme un processus de construction et de valorisation des patrimoines (Bessière, 2001) — renvoie à des logiques de mobilisation d'acteurs autour de ressources au service de projets de territoire. Convoqué pour accroître ou améliorer la production touristique locale, ce processus s'inscrit indéniablement dans les stratégies d'innovation (Bessière, 2012) et de mutation des aires qui utilisent l'héritage comme levier de projet d'un territoire, ou pour marquer « l'identité » d'une destination.

Cet éclairage, par l'entrée patrimoniale, des trajectoires des aires et destinations présente l'avantage de croiser un grand nombre de questions de recherche :

- Comment la dimension agricole et agroalimentaire, grâce au patrimoine alimentaire, intervient-elle tant au niveau de la production agricole (produits bruts) que de la transformation agroalimentaire (produits transformés) ?
- La dimension artisanale et « de service » relève-t-elle également de la dimension immatérielle du patrimoine et le tourisme interroge-t-il ses savoir-faire ou ses activités d'accueil ?
- La dimension environnementale, dans ses composantes paysagère et environnementale (dimension matérielle et/ou immatérielle), est-elle approchée comme un patrimoine dans sa mobilisation pour le tourisme ?
- La dimension institutionnelle et politique du patrimoine est-elle mobilisée par des formes de coopérations, de collaborations, de gouvernances ou de mises en réseau (stratégies de valorisation et acteurs d'un système « patrimonial ») ?

La recherche a tenté de comprendre comment le patrimoine (dans sa diversité) pouvait « faire ressource » au service d'un nouveau système de production dans les territoires de montagne, en quoi il était susceptible de réguler la place des différents secteurs d'activité, quelle était sa capacité à porter de l'innovation, à être fédérateur et structurant dans des aires touristiques larges en quête de diversification, notamment des aires restées prisonnières de modèles de développement productiviste. L'étude du cas du PER de Néouvielle en constitue un exemple peut-être pas plus emblématique que d'autres, mais qui affichait résolument le développement du « tourisme durable d'altitude » et la « valorisation du patrimoine » dans son projet. Autant s'en saisir et voir de près de quoi il s'est agi. L'ensemble du questionnement visait, *in fine*, à mieux comprendre les types de ressources patrimoniales revendiquées par un territoire pour déceler d'éventuels nouveaux modes de fonctionnement permettant de répondre aux défis de sa transition.

2. Terrain d'étude

Au cœur des Hautes-Pyrénées et aisément accessible depuis les trois vallées de l'Adour, des Nestes et des Gaves, le massif du Néouvielle bénéficie d'un environnement exceptionnel. Ce territoire d'altitude (entre 1 500

⁸ Mobilisée par George-Marcelpoil (2007) pour désigner l'ensemble des liens tissés entre le tourisme et son territoire support et par Vlès (2007) pour les rapports entre la station, son territoire environnant et son évolution dans le temps et dans le marché, la notion d'*ancrage fonctionnel* renvoie à des questions d'adéquation du lieu productif (la station) au sein de son système productif, comme l'*implication économique* que fait Zimmermann et coll. (1995) de la firme au sein de son système productif ou de la *territorialisation* d'une activité économique en termes de ressources décrite par Pecqueur (2001). La notion d'*ancrage territorial* renvoie à l'ensemble des liens tissés entre la station de tourisme, son territoire originel et la destination, son espace de déploiement élargi et modifié (Vlès, 2014).

et 3 000 m), de 400 km², abrite une faune et une flore riches et variées au milieu de paysages grandioses. D'abord dédié au pastoralisme, ce territoire a fait l'objet au XXe siècle d'importants aménagements hydro-électriques avant de devenir un lieu privilégié pour la randonnée et les sports de nature (chasse, pêche...). D'importants projets d'aménagements (domaines skiables) ont failli le transformer en un site de tourisme de masse dans les décennies 1970-1980. C'est son caractère naturel qui a réussi à le conserver ; depuis, son centre de 2 300 ha (à peine le tiers de l'ensemble) est classé en réserve naturelle nationale gérée par le Parc National des Pyrénées, son patrimoine paysager a été également classé en 3 sites distincts.



Figures 10 et 11. La réserve et le massif du Néouvielle, compris entre les stations de La Mongie, au Nord, de Saint-Lary à l'Est et de Piau Engaly, au Sud. Pointé au centre de la carte, cœur du massif, le col de Madamète, 2509 m, qui sépare les bassins versants du Bastan (Barèges) au nord des Nestes d'Aure au Sud.

Source IGN Géoportail, 08 2015



Néanmoins, le massif du Néouvielle est marqué par une activité touristique emblématique et significative dans la chaîne des Pyrénées : la randonnée sous presque toutes ses formes dans un environnement au patrimoine naturel (paysages, faune, flore) et humain (pastoralisme, histoire hydroélectrique, artisanat) exceptionnel. C'est le seul massif important, avec de nombreux sommets de plus de 3 000 mètres, qui soit situé entièrement dans les Pyrénées françaises, inséré entre trois vallées parmi les plus développées sur le plan touristique et les mieux équipées en stations de ski et stations thermales : la vallée de Campan, la vallée de Barèges et la vallée d'Aure. Au cœur d'un secteur de haute montagne de 200 km², on y trouve un très bel ensemble lacustre d'Europe occidentale (figures 10,11,12, assez similaire à celui du Parc National d'Aigüestortes en Espagne, également une des plus hautes forêts d'Europe puisqu'elle monte à plus de 2 300 mètres, une flore particulièrement variée, une faune encore riche, des paysages ouverts et grandioses pour la randonnée et des escalades de qualité sur un excellent rocher, de nombreux vallons pour la pratique du ski de randonnée dans un milieu relativement sûr. Le massif du Néouvielle, qui fait aujourd'hui l'objet d'un éventuel projet d'Opération Grand Site de France, représente 40 000 hectares dont les 2/3 sont protégés à différents titres : réserve naturelle nationale du Néouvielle, zone Natura 2000 et trois sites classés distincts, mais contigus (figure 14).



Figure 12. Néouvielle, espace naturel remarquable aux 100 lacs, partiellement protégé par une réserve nationale, mais dont les accès dépendent entièrement de communes périphériques dotées de stations de ski

Source : carte IGN 1 : 50 000

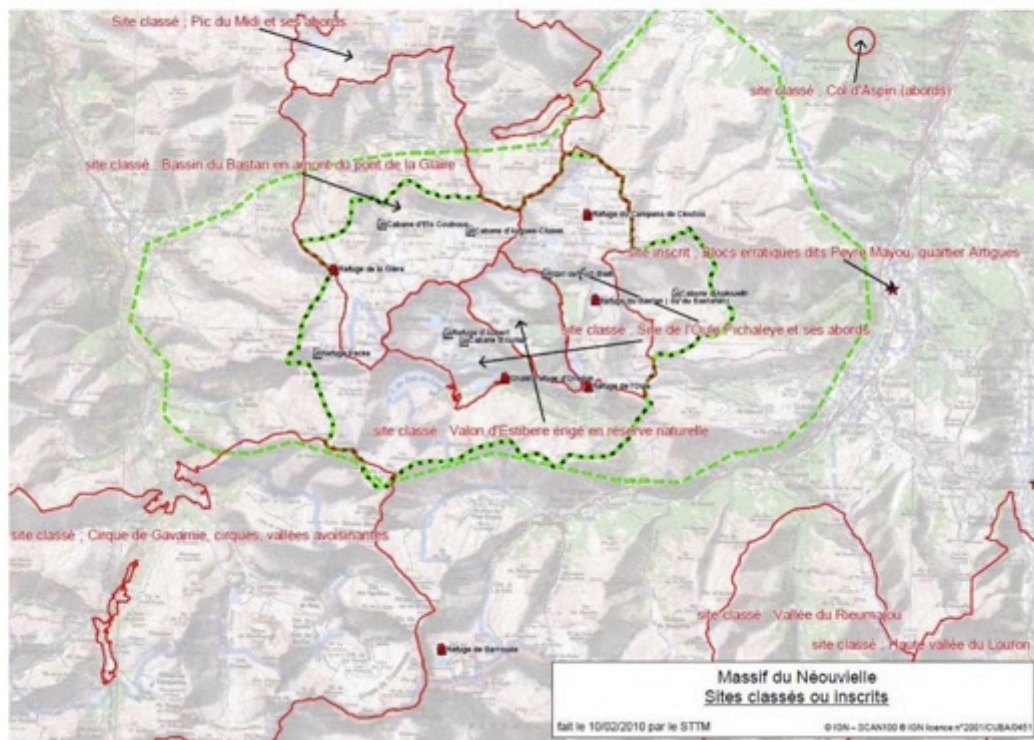


Figure 14. Massif du Néouvielle – Sites classés ou inscrits.

Source : STIM/IGN/MEDDE – 2010 — ↑N

Excepté trois routes d'altitude partiellement ouvertes à la circulation l'été et quelques barrages hydroélectriques, ce massif est aujourd'hui assez miraculeusement préservé des aménagements humains, bien que fréquenté par environ (?) 200 000 randonneurs annuels (estimations du Parc national des Pyrénées et de l'Office de tourisme de Saint-Lary⁹). Pour autant, les projets d'extension ou de liaisons des quatre domaines de ski situés à sa périphérie (Barèges-La Mongie-Le Grand Tourmalet/Saint-Lary/Espiaube) ont menacé à plusieurs reprises son intégrité. Dans les années 1975, un projet d'extension des stations existantes et de création d'hébergements nouveaux en cœur de massif, notamment à Aygues Cluses (photo figure 15) et à Oule – Pichaleye, prévoyait d'accueillir un projet de construction de 52 300 m² d'hôtels et de résidences, 6 500 m² de commerces, des bâtiments et des gares de remontées, avec piscine et cinéma. En cette fin des Trente Glorieuses, les promoteurs programmaient une zone d'aménagement concertée de 4 300 lits au lac de l'Oule et une autre à Aygues Cluses (7 000 lits au niveau du lac d'Agalops, 2 200 m), afin de relier les domaines skiables de Saint-Lary et de La Mongie et d'y faire « le plus grand domaine skiable d'Europe ».



Figure 15. Au lac d'Agalops, Aygues Cluses

Situé à 2200 m entre Barèges-La Mongie et Saint-Lary, à proximité immédiate du GR 10, ce site naturel d'exception avait été promu à un projet de réalisation de 7 000 lits en 1975 (projet abandonné dans les années 1980). Le dossier du PER y proposait, en 2014, d'y réaliser un refuge pour boucler le « tour du massif » (UTN, permis de construire annulé au printemps 2015).

Cliché Vincent Vlès, 05 2010

⁹ Ce chiffre semble surévalué par rapport aux comptages publiés : si une grande partie des visites peut être effectivement réalisée en voiture aux portes d'entrée, les comptages du PNP ne font état en 2012 que de 123 000 visites par l'entrée depuis Fabian et 51 516 par l'entrée depuis le lac d'Orédon. Ces sites étant accessibles en voiture, le nombre de randonneurs sur les chemins de randonnée est notoirement plus faible à l'intérieur du massif. D'ailleurs les comptages pédestres du Parc national réalisés en 2011 sur 3 sites du tour du massif ne font état, en cœur de réserve, que de 18 000 passages estivaux aux Laquettes, 6 600 à Madamète et 7 200 à Hourquette (PNP, 2012).

Ces projets ont échoué pour différentes raisons (les avalanches de Val d'Isère suivies du discours du Président Giscard d'Estaing de Vallouise sur la protection de la montagne, puis la directive montagne de 1977, enfin la crise qui touche l'hébergement touristique depuis les années 1980), mais peut-être surtout suite à une très forte mobilisation médiatique lancée par la Société d'Études et de Protection de la Nature du Sud-Ouest dans les années 1980 (entretien FNE).



Figure 16. Massif du Néouvielle – Lacs d'Aumar et d'Aubert (vue de Hourquette d'Aubert, 2 498 m). On distingue, entre les deux lacs et en pleine réserve, le parking d'Aubert (2 148 m) ouvert à toutes les circulations en mi-saison.

Cliché Vincent Vlès

Aujourd'hui, le territoire du Néouvielle est un lieu disputé, perçu comme exceptionnel par les défenseurs de la nature, mais également toujours comme stratégique par l'ensemble des acteurs du tourisme des Hautes-Pyrénées : ce département central de la chaîne génère 50 millions d'euros de chiffre d'affaires de remontées mécaniques, soit la moitié du chiffre d'affaires de la totalité du massif des Pyrénées ; son activité « *neige* », moins soumise qu'autrefois aux fluctuations climatiques grâce à un bon équipement en neige de culture, génère l'hiver à peu près 350 millions d'euros de création de valeurs. L'été produit beaucoup plus de nuitées, mais les recettes sont du même ordre de grandeur. Forts de ces résultats, les services déconcentrés de l'État (DDT) s'affichent « *productivistes* »¹⁰ et cherchent à donner à ce territoire une « *efficacité, des formes de rentabilité, et la neige est le produit de base incontournable qui fait le fond de l'économie* »³. Si les anciens projets de liaison et de création de station nouvelle dans le Néouvielle ont buté contre les recours associatifs, ces lieux (qui devaient accueillir il y a 40 ans des hébergements lourds « *productivistes interstations* ») sont qualifiés en 2008 par le représentant le ministère du Tourisme et le Commissaire du massif de l'époque « *d'espace transfrontalier de haute valeur et sensibilité environnementale, susceptible d'être très attractif pour le "développement d'un tourisme doux" (randonnées été/hiver, pêche, ressourcement)*¹¹ ». En 2007, les élus locaux déposent la candidature de l'Association qui gère le développement du massif à une labellisation « *Grand Site Midi-Pyrénées* ». Cependant, la région Midi-Pyrénées ne « *souhaitant pas multiplier les grands sites labellisés* » (il y avait déjà quatre candidatures incontournables à proximité : Lourdes, Gavarnie, le Pic du Midi et Cauterets), le projet a été clairement refusé. Pour le directeur départemental des territoires, l'association qui portait le projet « *avait des refuges, il fallait qu'on fasse quelque chose* ». En 2011, un projet de

¹⁰ Entretien à la DDT des Hautes-Pyrénées avec le Directeur départemental et les chefs de service (MM. Dupin/Bocher/Godoat/Crampe/Rideau/Rouch) le 12/02/2014.

¹¹ lors d'une réunion les 29 et 30 septembre 2008 au chalet-refuge d'Orédon (Richou et al., 2014 : 44).

candidature à la labellisation de Pôle d'Excellence Rurale (PER) intitulé « *Néouvielle, Destination nature* » est déposé par l'Association maître d'ouvrage de l'initiative afin de porter « *un projet de développement durable de tourisme dans le massif (...) particulièrement respectueux du milieu naturel* » (Association, 2010 : 1). Le programme qui en est issu souhaite concilier un développement touristique raisonné d'altitude avec la protection des espaces, du patrimoine naturel et du paysage. Construit autour des « *principes du développement durable et de l'excellence environnementale* » (entretien DDT), le dossier de PER a pour ambition de revisiter et de mettre l'accent sur les ressources territoriales en particulier patrimoniales : patrimoine bâti, patrimoine naturel, sport et activité de nature.

Face aux nouveaux défis des territoires de montagne que sont le changement climatique, le renouvellement des populations, l'identité des territoires, ou le changement des comportements des clientèles, souvent urbaines, les élus du massif du Néouvielle, en s'engageant dans ce dispositif de Pôle d'Excellence Rurale avec un projet désormais affiché à long terme d'obtention de label Grand Site de France (entretiens avec la Présidente de l'Association, Conseillère générale et la DDT), ont choisi la ressource paysagère patrimoniale comme vectrice pour un développement renouvelé. Aussi est-on tenté de questionner les formes de leurs actions, les logiques d'acteurs et les modes de gouvernance qui ont présidé à cette stratégie d'augmentation des fréquentations du site et des moyens qui y sont prévus pour les réguler. Cette dynamique qui souhaite concilier protection et développement de ce site naturel exceptionnel du Néouvielle cristallise des tensions autour de l'accès à ce patrimoine et des nouvelles logiques de développement auxquelles il est confronté. Pour autant, force est de reconnaître que ces débats s'appuient sur des faits scientifiques mal connus ni maîtrisés, car les systèmes d'informations concernant la connaissance des flux des randonneurs, leur impact précis sur la nature dans les sites principaux de randonnée et les retombées effectives de ces visites demeure au mieux embryonnaires, la plupart du temps inexistantes. Dans ces conditions, comment évaluer le projet « *d'augmenter les flux de 100 000 visiteurs par an* » et sortir des relations pour le moins ambivalentes qu'entretiennent les tenants du tourisme et ceux de la protection de ce site naturel ?

3. Méthodologie

Pour répondre à ces questions, les chercheurs se sont livrés à un examen approfondi des documents et des comptes-rendus publics de réunions, à une enquête qualitative auprès de 18 acteurs jouant un rôle dans la valorisation des ressources patrimoniales et dans le développement du territoire du Néouvielle, ont dirigé des diagnostics touristiques, avec l'aide de plusieurs cohortes d'étudiants, sur les contenus patrimoniaux du Néouvielle et sur la mise en place de paniers de biens patrimoniaux. Basée sur des entretiens semi-directifs (individuels et collectifs) avec les services de l'État, du Parc national, du Conseil général ou de leurs services, avec également des élus de la vallée d'Aure et de la réserve d'Aulon et des responsables d'associations locales de protection de la nature ou des professionnels de la valorisation du patrimoine, l'enquête qualitative a mis l'accent sur les ruptures et sur les continuités dans les stratégies d'action et de valorisation repérées, notamment à propos du PER. L'objectif de l'équipe de recherche était de comprendre si le patrimoine faisait réellement « ressource » aujourd'hui pour ces territoires de montagne, comment il était convoqué dans les processus de diversification touristique et quels étaient, dans ce processus, les facteurs de blocage organisationnel.

3.1. Enquête qualitative auprès des acteurs du territoire (V. Vles, J. Bessière, S. Clarimont, P. Torrente, 2013, 2014, 2015)

Une enquête qualitative auprès des acteurs jouant un rôle dans la valorisation des ressources patrimoniales et dans le développement du territoire du Néouvielle a été réalisée par les chercheurs. Basée sur des entretiens semi-directifs (individuels et collectifs) avec les services de l'État, du Parc national, du Conseil général ou de ses services impliqués, avec également des élus indépendants ou en marge et des associations locales de protection de la nature ou des professionnels, cette enquête a mis l'accent sur les ruptures et/ou les continuités dans les stratégies d'action et de valorisation repérées, notamment autour du PER. L'objectif de la

recherche est de comprendre comment le patrimoine « faisait ressource » aujourd'hui pour les territoires de montagne, on le convoque dans les processus de diversification touristique et, s'il intervient, quelle est, dans le processus, la part de l'initiative locale et celle apportée par la procédure exogène.

L'échantillon d'enquête a été construit selon une double entrée :

- Selon le type de ressource patrimoniale valorisée (alimentaire/environnementale/artisanale/organisationnelle)
- Selon le type de fonction et de statut de l'acteur (socioprofessionnels/institutionnel, politique/associatif, etc.)

	Nom et fonction	Coordonnées	Date, lieu de rendez-vous, entretiens	
Institutionnels	Joël Combes, Chargé de mission tourisme durable	Parc National des Pyrénées		Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
Elus	Christophe Cantony, Maire d'Ens	Commune d'Ens	6 février 2014, Mairie d'Ens	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	Jean Mouniq, Maire d'Aragouet	Commune d'Aragouet, station de Piau-Engaly	6 février 2014, mairie d'Aragouet	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès Jacinthe Bessière Pierre Torrente
	Maryse Beyrié, Maire de Vielle-Aure, Conseillère générale du canton de Vielle-Aure	Canton Vielle Aure	6 juin 2013, Mairie de Vielle Aure	Vincent Vlès, Pierre Torrente
Professionnels	M. Dubarry, Maire d'Aulon	Commune d'Aulon	24 juillet 2014, Mairie de Vielle Aure 6 février 2014, Mairie d'Ens	Vincent Vlès Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	Jean Vidalon, Chargé de mission SIVU du Néouvielle	SIVU du Néouvielle	6 février 2014, mairie d'Aragouet	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès Jacinthe Bessière Pierre Torrente
	Frédéric Dupin, Directeur départemental	DDT 65 3, rue Lordat BP 1349 65013 TARBES CEDEX	12 février 2014, DDT 65	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
Représentants associatifs	Franck Bocher, Chef service Urbanisme Foncier Logement	DDT 65 3, rue Lordat BP 1349 65013 TARBES CEDEX	12 février 2014, DDT 65	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	C. Godoat, Délégué territorial montagne	DDT 65 3, rue Lordat BP 1349 65013 TARBES CEDEX	12 février 2014, DDT 65	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	C. Crampe, Service Urbanisme, UTN	DDT 65 SUF/L/BAPT 3, rue Lordat BP 1349 65013 TARBES CEDEX	12 février 2014, DDT 65	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	Fabien Rideau, Responsable Bureau Prospective Territoriale	DDT 65 3, rue Lordat BP 1349 65013 TARBES CEDEX	12 février 2014, DDT 65	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	Bruno Rouch, Ancien délégué territorial montagne de la DDT 65	Concepteur du PER du Néouvielle 3, rue Lordat BP 1349 65013 TARBES CEDEX	12 février 2014, DDT 65	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	Nelly Cantin, Agent de développement	Communauté de Communes de la Haute Vallée d'Aure 06 40 75 39 84	6 février 2014, mairie d'Aragouet	Jacinthe Bessière Pierre Torrente
Représentants associatifs	Yves Saint-Martin,	Service Aménagement, Haute-Pyrénées Tourisme Environnement		Jacinthe Bessière Pierre Torrente
	M. Geoffre, Administrateur	France Nature Environnement Hautes-Pyrénées	11 mars 2014, Bours	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès
	F. André, Président	Association « Saint-Lary demain » (1977) et Président de l'Association pour la Défense et la protection des vallées	4 juillet 2014, Le Lustou, camping-caravaneigemobil homes-gîtes de groupe,	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès

	pyrénéennes de Saux et de La Géla	Vielle Aure 65 170 SAINT-LARY 05 62 39 40 64 contact@lustou.com	
F. Constantin, Président Renaud de Bellefon	Président de l'Association du patrimoine d'Ens Président de France Nature Environnement 65	6 février 2014, Mairie d'Ens 1 ^{er} décembre 2014, Tarbes, siège du PNP	Sylvie Clarimont, Vincent Vlès Sylvie Clarimont, Vincent Vlès

Figure 17. Table des entretiens fin 2015

Guide d'entretien type utilisée

Objectif général : Comprendre comment le patrimoine « fait ressource » pour les territoires de montagne ? Comment intervient-il dans les processus de diversification touristique ? Quelle est la part, dans le processus, de l'initiative locale et de la procédure rapportée, exogène ?

Acteurs enquêtés : Institutionnels/élus/socioprofessionnels

Principe et ligne de conduite : entretiens libres dont l'objectif est de faire remonter un maximum d'informations sur le territoire (situation socio-économique/touristique/politique stratégique...) et par conséquent, de percevoir les problématiques territoriales clés. Ces dernières permettront pour la suite d'affiner la construction d'une enquête plus approfondie (guide détaillé et choix des acteurs).

I – LA DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE :

- dans le temps (trajectoire de développement)
- dans l'espace (secteurs d'activité, place du tourisme, périmètres d'action..)

II - LES TYPES DE PATRIMOINES VALORISES (LES PLUS REPRÉSENTATIFS POUR LE TERRITOIRE)

Faire lister les produits (tous) qui leur passent par la tête, de l'église romane à la via ferrata et à la soirée contes. Attention : ce qui ne sera pas listé de manière naturelle (sans l'aide de l'enquêteur) pourra être considéré comme révélateur de l'état de maturité du projet ; laisser à la personne enquêtée le temps de bien réfléchir et surtout ne pas l'aider ! Un silence en dira long.

III – LES PROJETS DE VALORISATION PATRIMONIALE LES PLUS SIGNIFICATIFS :

- Types de patrimoines, choix effectués...
- Époque, étapes...
- Acteurs en présence : publics, privés, associatifs, à l'initiative de..
- Périmètre d'action du projet
- Stratégies d'acteurs, types d'actions, partenariats, réseaux...
- Retombées, cibles...

IV - PLACE DE CES PROJETS DANS LA DYNAMIQUE GLOBALE DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE ? (place dominante/place secondaire/complémentarité/appropriation...): leur rôle dans la stratégie de diversification du territoire.

Il s'agit de savoir comment le projet adaptatif et créatif s'est opéré en termes de ressources. Est-il apparu avec la « crise » et la mutation du tourisme ski (-7 % dans les 5 dernières années en France) ? Est-il plutôt apparu comme une alternative « politique » pour contrebalancer le poids des communes ski (Aragnouet [Piau], Saint-Lary, Barèges...) ? Ou plutôt comme une aide, un complément (en gros, comment les stations « installées » portent-elles ce projet de diversification ? Quel poids lui accordent-elles ? Comment l'accompagnent-elles ?).

La mutation du tourisme productif attendue (changement global de paradigme productif + changement climatique + changement des pratiques) a-t-elle suscité une « relecture » des potentialités de l'espace ? Une transposition, un réagencement des ressources patrimoniales au sein d'un « espace utile » « élargi » ?

S'agit-il :

- d'une stratégie réactive, provoquée par la crise du tout ski ?
- d'une stratégie proactive, soucieuse de mettre en valeur une portion du territoire encore inexploitée ?
- d'une dynamique d'ordre ponctuel (une commune, un syndicat, une CC, une association agropastorale...) ?

- d'une logique expérimentale procédant par essais, par coups (un projet, une création, un événement) d'individus (lesquels) ?
- d'une logique identitaire interne (plutôt un repli, donc) ou/et plus inscrite dans un positionnement concurrentiel tourné vers l'extérieur, qui se présente donc comme un territoire « outsider créatif » (par exemple, comme le Pays des Écrins qui s'est inscrit d'emblée dans la perspective du développement durable – lister les actions qui permettent de l'affirmer : position de la collectivité territoriale dans l'initiative de la programmation du PER, agenda21, bilans carbone, écoquartiers, Scot, Natura 2000) ?

Quelle place de l'intercommunalité là-dedans :

- à l'origine du projet ?
- en accompagnement obligé (selon la règle : « pas d'interco-pas de subvention ») ?
- à la traîne ?
- compétences statutaires de l'interco (faire bien préciser de quoi il s'agit : compétence « tourisme » ne veut rien dire en soi).

V - ENJEUX GLOBAUX ET PROBLÉMATIQUES POSÉES PAR LES DIFFÉRENTS PROJETS DE VALORISATION PATRIMONIALE :

- problématiques sociales ou culturelles (conflits d'usage, muséification, appropriation...),
- problématiques économiques (rentabilité, marchandisation, plus value économique...)
- problématiques environnementales (préservation, sauvegarde...),
- problématiques organisationnelles (coopération, gouvernance, pilotage de projets...)
- problématiques exclusivement touristiques (création d'image, promotion territoriale, conflits de représentations...)
-

Ici on cherche aussi à évaluer le rôle de la « destruction créatrice » (conception schumpétérienne de l'innovation) de la mutation.

VI – PERSPECTIVES/ACCOMPAGNEMENT DE CES PROJETS.

Y a-t-il une vraie « résilience territoriale » qui s'opérerait en termes de ressources : l'action vient-elle vraiment du terrain, de l'injonction adaptative et créatrice opérée par la crise du modèle productif neige dominant ou plutôt de l'extérieur (services déconcentrés de l'État, associations, autres institutions) qui, en proposant une procédure PER aurait simplement créé un effet d'aubaine ?

VII – LA PLACE DES ACTIONS DE DIVERSIFICATION TOURISTIQUE ESTIVALE

3.2. Examen des documents administratifs, des projets et dossiers de programmation (U.T.N., P.L.U., dossier P.E.R.) et des publications scientifiques concernant la problématique et le terrain d'étude (V. Vlès, 2015)

ABRIC, J.C., 1994, *Pratiques sociales et représentations*, Presses universitaires de France, Paris

ALTER, N., 2000, *L'innovation ordinaire*, Paris, Presses universitaires de France.

ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DU MASSIF DU NEOUVIELLE, 2010, *Néouvielle, destination nature*. Dossier de candidature Pôle d'Excellence rurale, Paris.

ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DU MASSIF DU NEOUVIELLE, 2011, *Néouvielle, destination nature*. PER n° D065814. Convention entre l'État et l'Association constatant l'attribution du label PER par le décret n° 2011-1019 du 25 août 2011, Paris.

ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DU MASSIF DU NEOUVIELLE, 2012, *Néouvielle – destinations nature*. Pôle d'excellence rurale 2011. Décret n° 2011-1019 du 25 août 2011. Réunion du 12 février 2012.

ATOUT FRANCE, 2013, *Stations touristiques et espaces naturels*, Paris : Atout France/DATAR /ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, 114 p.

BARTHE, L., MILIAN, J., TAULELLE, F., (coord.) et al., 2009, *Les Pôles d'Excellence Rurale (PER) : processus, gouvernance et plus-value dans les trajectoires de développement des territoires*, Rapport pour la DIACT, UMR Dynamiques Rurales/UMR-CNRS LISST-CIEU /UMR-CNRS CERTOP, Université de Toulouse II – Le Mirail, Toulouse.

- BAUDRON K., BISCARO E., DABADIE E., LALANNE C., MENGUE ASSEKO F., SANDOVAL A.-M., 2014, le patrimoine agropastoral peut-il faire l'objet d'une valorisation touristique ?, Université de Pau et des Pays de l'Adour, M1 Loisirs, tourisme et développement territorial, 75 p.
- BÉHAR, D., ESTÈBE Ph., 1999, L'État peut-il avoir un projet pour le territoire ?. In : *Annales de la recherche urbaine*. SPPU-MATET, p. 80-91.
- BERGEK A, 2010, Levelling the playing field? The influence of national wind power planning instruments on conflicts of interests in a Swedish county *Energy Policy*, 38, p. 2357-2369
- BESSIERE, J., 2001, *Valorisation du patrimoine gastronomique et développement territorial : le haut plateau de l'Aubrac, le Pays de Roquefort et le Périgord noir*, Paris, L'Harmattan.
- BESSIERE, J. (dir.), 2012, *Innovation et patrimoine alimentaire en espace rural*, Versailles, Quae.
- BOURDEAU Ph, 2008, « Les défis environnementaux et culturels des stations de montagne », *Téoros*, 27-2 | 2008, 23-30.
- BOURDEAU Ph, 2009, « De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes ? », *Revue de géographie alpine*, 97-3.
- CHARLIER B, 1999, *La défense de l'environnement : entre espace et territoire. Géographie des conflits environnementaux déclenchés en France depuis 1974*, Thèse de Doctorat en géographie, Université de Pau et des pays de l'Adour, Pau, 752 p.
- CLARIMONT S, 1996, Conflits pour l'eau dans le bassin de l'Èbre, *Espace rural*, n° 36, p. 63-114
- CLARIMONT S, 2006, « Partager les eaux de l'Èbre. La presse régionale aragonaise contre les projets de transfert », *Dossier des Mélanges de la Casa de Velázquez – Nouvelle série, Le partage de l'eau (Espagne, Portugal, Maroc)*, Patrice Cressier, Fabienne Wateau [dir.] n° 36-2, p.149-170.
- CLARIMONT S, 2013, « La patrimonialisation des espaces naturels en débat : la réforme du Parc national des Pyrénées (France) », *Vertigo – La revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série n° 16 /juin 2013, mis en ligne le 30 mai 2013. URL : <http://vertigo.revues.org/13549> ; DOI : 10.4000/vertigo.13549
- CLARIMONT S. VLÈS V, 2008, *Tourisme durable en montagne : entre discours et pratiques*, Afnor.
- CLARIMONT S, VLES V, 2010, Espaces publics touristiques urbains et développement durable : principes d'aménagement, usages et tensions. Une analyse à partir du cas de Barcelone (Espagne), *Urbia /Cahiers du développement urbain durable*, n° 10 : juin 2010 (n° spécial Tourisme, urbanité et durabilité), Université de Lausanne/Observatoire universitaire de la ville et du développement durable.
- COUR DES COMPTES, 2015, *L'avenir des stations de ski des Pyrénées : un redressement nécessaire, des choix inévitables*, Paris : Cour des Comptes, 22 P ;
- CREUCHET B., 2012, *Massif du Néouvielle (Hautes-Pyrénées), projet de création et d'agrandissement de refuges, compatibilité du pôle d'excellence rurale avec la perspective d'une candidature au label : rapport de visite*, Paris : ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, Conseil général de l'Environnement et du développement durable, 9 p.
- CROZIER, M., 1964, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil.
- D'AMICO F., BARDONNET A. DELZON S., MICHALET R., VLES V, 2013, « La montagne », in LE TREUT H. (dir.) *Les impacts du changement climatique en Aquitaine*, Presses universitaires de Bordeaux et LGPA-Éditions, Collection « Dynamiques Environnementales-A la croisée des sciences », p. 211-233.
- DIANEIGE, AMIDEV, CONTOURS, RTM, 2010, *Demande d'autorisation d'Unité touristique nouvelle. Domaine skiable de liaison entre le tunnel routier d'Aragouet/Bielsa et le domaine skiable de Piau Engaly*, 5 chapitres, 353 p.
- DOLOREUX, D., FILION, P., KLEIN, J.-L., 2005, Systèmes régionaux et innovation : le cas de la Beauce québécoise, in Guillaume, R., (dir.), *Les systèmes productifs au Québec et dans le Sud-Ouest français*, Paris, L'Harmattan, 215-237.
- DONZELOT J., ESTÈBE Ph, 1994, *L'État animateur : essai sur la politique de la ville*. Esprit, 1994.
- DREDGE D., 2010, Place change and tourism development conflict : Evaluating public interest, *Tourism Management*, Volume 31, Issue 1, February 2010, Pages 104-112
- EL ATIA I., BAULAC M., KÆLH M., HERNANDEZ M., WINOGRAD S., BARAILLER S., 2014, *Le patrimoine bâti en Vallée d'Aure*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, M1 Loisirs, tourisme et développement territorial, 54 p.
- ECHTNER, C. M. and RITCHIE, J. R. B., 2003, « The Meaning and Measurement of Destination Image », *The Journal of Tourism Studies*, 14 (1), 37-48.
- FABLET G., 2015, *Entre performance de l'outil de production et pérennité de l'outil d'aménagement : le dilemme immobilier dans les stations nouvelles d'altitude*, thèse pour obtenir le grade de docteur de l'Université de Grenoble, spécialité : Urbanisme — mention aménagement, Université de Grenoble – UMR PACTE 5194, 343 p.

- FAGENCE M., 1990, Geographically-referenced planning strategies to resolve potential conflict between environmental values and commercial interests in tourism development in environmentally sensitive areas, *Journal of Environmental Management*, Volume 31, Issue 1, July 1990, p. 1-18
- FROCHOT I. & KREZIAK D., 2009, *Etude de l'expérience touristique en stations de montagne*, SMBT.
- GEORGE-MARCELPOIL E., 2002, « Les systèmes d'acteurs des stations de montagne », in *Quelles stations au 21^e siècle ?* Courchevel, 9-10 décembre 2002, FACIM, Éditions Compac't, p. 189.
- GEORGE-MARCELPOIL E., 2007, « Réflexions sur l'ancrage territorial des stations de montagne », in Ph. Bourdeau, *Les sports d'hiver en mutation. Crise ou révolution géoculturelle ?* Collection Finance-gestion, management, Eds Hermès, Lavoisier, Chapitre 12, p. 161-172.
- KALAORA B., 2001, « À la conquête de la pleine nature », *Ethnologie française* 4/2001 (Vol. 31), p. 591-597
- KIRAT T., TORRE A., 2007, Quelques points de repères pour évaluer l'analyse des conflits dans les théories économiques, avec une emphase particulière sur la question spatiale, *Géographie, économie et société*, 2007/2
- KOUSIS M, 2000, Tourism and the environment : a social movements perspective, *Annals of Tourism Research*, Volume 27, Issue 2, April 2000, p. 468-489
- LAHAYE N., 2007, « La dimension conflictuelle de la valorisation touristique d'un espace naturel protégé : le cas du Mont Orford », *Téoros*, 26-2 | 2007, 46-52.
- LASCOUMES (P.), 1994, *L'éco-pouvoir — Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 320 p.
- MACCANNELL D., 1976, *The Tourist. A New Theory of the Leisure Class*, New York, Schocken.
- MARCELPOIL E. et LANGLOIS L., 2006, « Protection de l'environnement et développement touristique en station : du conflit à l'organisation des proximités », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 | 2006, mis en ligne le 10 mai 2006, consulté le 12 mai 2014. URL : <http://developpementdurable.revues.org/2660>
- MÉTAILLÉ J.P., 2012, « Néouvielle, Un observatoire au pays des lacs et du soleil », in *Midi-Pyrénées Patrimoine*, Portet-sur-Garonne, p. 50-55
- MINISTÈRE DE L'ESPACE RURAL ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE/MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE, 2010, *Pôles d'excellence rurale 2010. Cahier des charges de l'appel à projets*. URL : <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/sites/poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/> [consulté le 21/05/2014]
- MOLLARD, A., PECQUEUR, B., 2007, De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de services. Histoire succincte d'une recherche, *Économie rurale*, 300, 110-114.
- MORMONT M. 2006, « Conflit et territorialisation », *Géographie, économie, société* 3/2006 (Vol. 8), p. 299-318
- NEWSOME D., MOORE S., DOWLING R., 2002, *Natural area tourism*, Collection Aspects of Tourism, Channel View Publications
- PARC NATIONAL DES PYRÉNÉES, 2012, *Étude quantitative de la fréquentation du PNP et de la Réserve nationale du Néouvielle du 15 juin au 15 septembre 2012*. Tarbes.
- PECQUEUR, B., 2001, Qualité et développement territorial : l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés, *Économie rurale*, 261, 37-49.
- POLE D'EXCELLENCE RURALE, 2014, Site officiel des Pôles d'excellence rurale : <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/les-poles-d-excellence-rurale> [consulté le 21/05/2014]
- RICHOU E., KARCHER C., SERENA L., PHAM V., MÉDUS F., 2014, *Néouvielle. Le panier de biens et services : pour avancer dans l'avenir, faisons du sur-place !*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Master 2 DDAST, 48 p.
- ROSSELIN C., 1994, « La Matérialité de l'Objet et l'Approche Dynamique-Instrumentale », in J.-P. Warnier (1994), *Le Paradoxe de la Marchandise authentique. Imaginaire et Consommation de Masse*, Paris, l'Harmattan, 145-170.
- ROUBAUD J.P., BETH O., FONSECA B., 2007, *Évaluation initiale du dispositif des Pôles d'Excellence Rurale*, rapport du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux n° 1437, 64 p.
- SELMI A.. 2009, « L'émergence de l'idée de parc national en France » in Larrère R., Lizet B., Berlan-Barqué M. [coord.] *Histoire des parcs nationaux. Comment prendre soin de la nature ?* Éditions Quae, p. 43-58.
- SIMONET, G., 2009, Le concept d'adaptation : polysémie interdisciplinaire et implication pour les changements climatiques, *Natures Sciences Sociétés*, 4, 17, 392-401.
- SINE, A., 2001, Responsabilité politique : de la fin du modèle weberien aux nouvelles figures de légitimation de l'action publique, *Politiques et management public*, 19, n° 2, 45-62.

TROM D., 1999, De la réfutation de l'effet Nimby considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative, *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 1, p. 31-50.

URRY J., 1990, *The Tourist Gaze*, London : Sage.

VLES V., 2007, « Tourisme durable et attractivité : peut-on relancer le projet urbain des stations touristiques ? L'exemple des stations de montagne », *L'attractivité des territoires : regards croisés*, Paris, 3 avril 2007, ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable, Plan Urbain Construction Architecture – Université Paris 12, p. 99-103.

VLES V., 2010, « Du moderne au pastiche : questionnement sur l'urbanisme des stations de ski et d'alpinisme ». *Mondes du tourisme*, n° 1, p. 39-48. URL : <http://www.revue-espaces.com/librairie/7743/urbanisme-architecture-stations-sports-hiver-stations-montagne.html>

VLES V., 2014, *Métastations. Mutations urbaines des stations de montagne. Un regard pyrénéen*, Pessac : Presses universitaires de Bordeaux, col. Le territoire et ses acteurs, 191 p.

WORMS J.-P., 1966, « Le préfet et ses notables », *Sociologie du travail*, 1966, n° 3.

WOZNIAK M., 2006, *L'architecture dans l'aventure des sports d'hiver : stations de Tarentaise, 1945-2000*, Chambéry, FACIM-Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, 239 p

ZIMMERMANN J.-B., 2000, « De la proximité dans les relations firmes-territoires : nomadisme et ancrage territorial » in J.-P. Gilly et A. Torre *Dynamiques de proximité*, Paris, L'Harmattan, 301.

3.3. Étude d'image auprès des touristes (I. Frochot, M. Salvador-Pérignon)

L'étude menée a été effectuée auprès de 80 consommateurs in situ lors de leurs vacances en Néouvielle (lieu d'enquête : Saint-Lary et Vielle Aure). Les touristes ont été interrogés à partir de photographies (mur d'images) leur permettant un libre choix des photographies présentées :

- À partir d'un mur de photographies, les participants ont choisi trois images qui renvoyaient à des thèmes : paysages, gastronomie, activités agricoles, activités pratiquées, services animation, patrimoine bâti
- Pour chacun de ces thèmes, quatre photos ont été à nouveau proposées, les répondants devaient alors en choisir deux et justifier leur choix puis expliquer pourquoi ils n'avaient pas choisi les deux autres photographies.

La collecte de données a également répertorié les conditions météorologiques, leurs saison de prédilection, la structure du groupe de vacanciers, la durée du séjour, leur provenance, profession, âge et activités pratiquées.

4. Résultats de l'opération 2

4.1. Résultats de la recherche

1. La constitution du territoire de gouvernance touristique

Le territoire concerné est situé à cheval sur plusieurs communes, et, pour l'essentiel, cette « montagne de Bastan » appartient aux communes de Vielle-Aure, de Saint-Lary-Soulan (station de ski), Barèges (station de ski, domaine skiable du Grand Tourmalet), et à la marge, au nord, Bagnères-de-Bigorre (station de La Mongie, domaine skiable du Grand Tourmalet) et au sud, Aragnouet (station de ski de Piau-Engaly).

Une montagne convoitée

En 1961, un premier projet de liaison des stations de La Mongie (au nord), de Saint-Lary (à l'est) et de Piau-Engaly (au sud) fait naître l'idée d'extension du domaine skiable de ces trois stations par la création d'un grand complexe de ski dans le massif. Le projet comporte la création d'une route depuis La Mongie, qui passerait par le col du Portet, premier maillon de La Mongie-Barèges où il est alors question de créer « *le plus grand domaine skiable d'Europe en surface* », « *plus grand que Digne et Val-d'Isère* » : la première tranche planifiait 4 000 lits à l'Oule (figure 18) et 7 000 lits à Aygues-Cluses (figure XX), un centre de secours était prévu au lac de Port-Bielh (figure 19), avec une centrale électrique pour l'alimenter.



Figure 18. Lac de l'Oule, 1 800 m, cliché Vincent Vlès, 2006



Figure 19. Lac de Port Bielh, 2 300 m, cliché Vincent Vlès, 2006

Les documents du projet portent les mentions manuscrites « itinéraire intéressant », « bon niveau de ski », « surface de vente 1000 m² ». Cependant, l'étude d'impact émet un avis défavorable à ce projet : « le conseil général des Hautes-Pyrénées, envisage dès 1961, à faire découvrir ces sites prestigieux à un grand nombre de personnes en ouvrant une route d'Orédon à la vallée de Barèges. Cette route ne sera ouverte que l'été et sera exploitée avec un péage. Cette route dont le coût est très élevé, le projet ne peut prendre corps sur ce seul financement et seule la subvention accordée au titre du Ve Plan permettra la réalisation du tronçon Orédon-Aumar, long de 5 km, achevé en 1969 », des espèces de la faune sont menacées (notamment le crapeau accoucheur au-dessus du lac d'Aumar...), les Associations de protection de la nature se mobilisent (SEPANSO)... le projet est abandonné.

–



Figure 20. Lac d'Orédon. Un bus fait la navette, l'été, entre les lacs d'Orédon et le parking d'accueil du lac d'Aubert, cliché Vincent Vlès, 2010

1.2. Recyclage des expériences et projets passés

Dans les années 1985, la Direction départementale de l'Équipement des Hautes-Pyrénées et le Service d'études et d'aménagement de la montagne de Toulouse (ministère délégué au tourisme) avaient déjà eu l'idée de créer un réseau d'auberges d'altitude dans le Néouvielle, sans y parvenir, car « les élus s'étaient bouffé le nez et n'avaient pas réussi à aboutir » (DDT, 2014). L'idée est reprise en 2007, une association est créée à cette fin à Luz-Saint-Sauveur, les élus portent ce projet et tentent de le faire reconnaître en tant que « grand site Midi-Pyrénées » ; rejeté par la région, le projet est repris par l'administration déconcentrée de l'Etat : pour le directeur départemental des territoires, l'association qui porte le projet « avait des refuges, il fallait qu'on fasse quelque chose ».

–



Figure 21. Randonneurs sur le GR 10 au col de Madamète, 2509 m, en limite de réserve. Les projets des années 1970 prévoyaient d'y construire une route pour relier les stations de ski, cliché Vincent Vlès, 2006

« Écrit par Michel Rouffet [ATOUT France — Service d'études et d'aménagement de la montagne de Toulouse] à 75 % » et le délégué Montagne de la DDTM 65, Bruno Rouch, ce projet est recyclé dans un dossier pour un label de Pôle d'Excellence Rurale, né en quelque sorte de l'échec à la candidature « grand site Midi-Pyrénées ». Contre pied du label régional « grand site » non obtenu, le projet de PER fait apparaître dans son argumentaire la « confortation d'un pôle » ou « bassin d'attractivité touristique déjà en place », « la (re) valorisation d'un capital image » (notoriété) et « la préservation d'éléments patrimoniaux remarquables ». Pour autant, ce dernier aspect est insuffisant pour constituer le dossier de PER. La DATAR ne retient pas cette première candidature en 2010 lors du premier appel à projets, car le Parc national des Pyrénées voisin, qui gère la Réserve naturelle nationale du Néouvielle, n'a pas été consulté (une incohérence dans un projet qui s'affiche « patrimonial »).

Cet oubli traduit l'inachèvement de la gouvernance locale à cette étape du portage collectif. La DDT justifie : « ce n'est pas à cause du Parc, mais le projet a été jugé comme insuffisamment "développement durable" au sens où la question de la réserve et des enjeux défendus par le Parc – pas en tant que Parc, mais en tant que gestionnaire de la Réserve de Néouvielle – étaient insuffisamment et on ne voyait pas comment les deux s'articulaient. Ce qui nous a obligés à reprendre notre copie et à travailler sur la reformulation d'un projet qui n'était plus uniquement touristique, mais qui allait intégrer d'autres problématiques » (entretien DDT, 2014). L'intégration tardive du Parc lors du second appel à projets apporte ainsi la caution environnementale qui faisait défaut au premier dossier. « On s'est dit pourquoi ne pas présenter aussi un projet qui soit en phase avec le pastoralisme et l'agriculture ? Et donc on a encore élargi le tour de table, on a eu des acteurs du type commission syndicale de Barèges et on s'est dit : essayons de questionner certains gestionnaires d'estives et les communes qui gèrent les communes et les cabanes ; et très vite cette idée d'avoir aussi un volet pastoral dans le projet est quelque chose qui a séduit, donc on a essayé de développer des produits pastoraux d'accueil, de fromagerie, d'estives qu'on a essayé de rentrer dans le projet » (entretien DDT, 2014).

Le rôle des services déconcentrés de l'État apparaît central dans l'initiative, le montage, le portage du projet. La direction départementale des territoires le revendique : « S'il n'y avait pas eu l'État [la Présidente de l'Association] ne s'en serait jamais sorti, et s'il n'y avait pas eu l'État avec l'outil PER... ». « Le pari de notre projet est de dire qu'on peut doubler le nombre de nuitées en refuge, passer de 10 000 à 20 000, les Encantats c'est 25 000, donc on est pratiquement au niveau de la fréquentation des Encantats avec ce projet, on a 250 000 journées visites recensées par les comptages, le projet permet d'augmenter la fréquentation de ce site d'environ 100 000 personnes de plus (autant que la fréquentation du Pont d'Espagne : 300 000), mais réparties

sur une dizaine d'entrées. Le pari que fait ce projet est qu'il expose qu'on peut diminuer les impacts de fréquentation actuels, avec une [meilleure] prise en charge des thématiques environnementales et pastorales qu'avec la fréquentation actuelle ». Pour autant, le projet ne fait état d'aucun aménagement ou de mesure concrète afin de « diminution des impacts de la fréquentation actuelle » (Dossier *Néouvelle destination nature*, Association, 2010) et l'État reconnaît les difficultés de la gouvernance du projet : « On a déjà eu les premiers échos [défavorables] à la Commission des sites avec la section de France Nature Environnement. On est soutenu par contre par le Ministère du Développement durable. On touche à un site qui est perçu comme devant être préservé de toute fréquentation » (entretien DDT, 2014).

Effectivement, il est difficile de nier que le projet cherche à doubler les nuitées dans un site naturel majeur des Pyrénées, tout en sachant que son patrimoine naturel exceptionnel est très sensible aux impacts des fréquentations et que sa capacité de charge est peut-être faible, du moins on n'en sait rien, les études faunistiques et floristiques permettant de l'évaluer n'ayant pas été conduites. On sait que le marquage des sentiers ne suffit pas à canaliser les flux dans ce massif comme ailleurs dans les vallées pyrénéennes, car la randonnée hors sentier y est très facile et couramment pratiquée, donc une partie des flux se diffuse déjà dans les espaces sensibles (pelouses d'altitude et milieux humides (figure XX), notamment entre tous les lacs très facilement atteignables pour tout randonneur sachant lire une carte topographique au 1 : 25 000.

–



Figure 22. Lacs de Bastan (2 230 m), dans le massif, mais en périphérie de la réserve. Les piétinements, camping sauvage, dépôts de déchets y sont très fréquents en haute saison, cliché Vincent Vlès, 2006 (le [refuge de Bastan](#) – non visible sur la photo, à gauche — est fermé au public depuis janvier 2015. Son état ne permet plus d'y recevoir du public sauf en cas d'extrême urgence. Cette interdiction signalée par l'ASPIT, propriétaire du refuge, intervient après qu'il y ait eu une petite déflagration qui se serait produite suite à un feu de cheminée allumé par des randonneurs).

–

NEOUVIELLE DESTINATION NATURE



DOSSIER DE CANDIDATURE
POLE D'EXCELLENCE RURALE 2010



Figure 23. Page titre du dossier de candidature PER

Les discours de certains acteurs du projet se veulent, sur la question de la préservation des écosystèmes et des espèces, lénifiants, dénaturant parfois la réalité : « *Il n'y a pratiquement pas d'isards dans le Néouvielle* » affirme ainsi un technicien d'Hautes-Pyrénées-Tourisme-Environnement (le CDT, service touristique du Conseil Général) pour minimiser l'impact qu'aurait l'augmentation de la fréquentation sur la faune et la flore. Renseignements pris par ailleurs auprès des professionnels chargés de compter les espèces protégées, le dernier comptage des isards en 2012 en a recensé 837 dans le Néouvielle (sources : FNE et Office national de la chasse et de la faune sauvage). Le Parc national, également interrogé sur ce point qui n'est pas que factuel, a fait état de « *son inquiétude* » quant aux « *dérangements probables* » du Grand Tétrás, autre espèce emblématique protégée des Pyrénées, dans ses aires de nidification dans le massif, c'est-à-dire dans ses lieux de survie (l'aire de présence du grand tétras est à peu près stable depuis trente ans dans les Pyrénées ; l'espèce est protégée par la Directive oiseaux : annexe I [JO du 8 mai 1991] et annexe II, partie 2 et annexe III, partie 2 [JO du 30 juin 1994] et la Convention de Berne, annexe III [JO du 18 juillet 1999] ; dans les Pyrénées, seuls les coqs maillés peuvent être chassés, les femelles sont strictement protégées).

L'émergence d'un programme de développement patrimonial

Le patrimoine naturel que représente Néouville a fait l'objet de tentatives de valorisation par des labellisations qui n'ont généralement pas été couronnées de succès. L'appel à projets de 2006 et de 2009 de la politique des Pôles d'excellence rurale va servir de déclencheur à un programme qui « *vise à concilier le développement d'un tourisme raisonné d'altitude avec la protection des espaces* ». Ce programme retient cinq grands domaines d'action tous fondés sur l'augmentation des fréquentations : la création d'un produit « tour de massif », l'amélioration qualitative et environnementale de l'accueil et des « portes d'entrée », la valorisation du patrimoine, la création de circuits pour les handicapés, la modernisation et la mise aux normes des refuges.

Les déclencheurs d'une fenêtre d'opportunité pour le développement de structures/outils de gestion des flux

La politique PER : une logique de développement par distinction territoriale

La politique des Pôles d'excellence rurale a été mise en œuvre par l'État à partir de 2005. Elle s'inscrit dans le prolongement de la politique des pôles de compétitivité et vise à distinguer, par l'octroi d'un label à la suite d'une procédure d'appel à projets, des territoires ruraux porteurs d'un « projet innovant » et méritant à ce titre d'être subventionnés.

L'avènement des Pôles d'Excellence Rurale (PER) s'inscrit dans la lignée de ces politiques publiques qui ont progressivement conduit les territoires ruraux à expérimenter et à mettre en œuvre de nouveaux principes d'action publique (évolution des formes de gouvernance, structuration d'une ingénierie territoriale...) et de nouvelles formes de valorisation de leurs ressources (politiques en faveur du cadre de vie, de l'emploi, des services, du tourisme, valorisation des filières locales, patrimoine...). La politique des PER introduit de nouvelles logiques pour les territoires ruraux et de montagne en les encourageant à donner plus de cohérence à leurs stratégies locales à travers la focalisation de leurs stratégies sur des thèmes fédérateurs et pilotes. L'introduction de thèmes cibles constitue une injonction à l'expérimentation et à la recherche d'actions de développement novatrices. Ainsi, les PER sont représentatifs de la transformation des politiques en faveur du développement territorial et de l'évolution des fonctions des espaces ruraux dans l'économie et la société globales. (Barthe L., Milian J. *et al.*, 2009). En renouant un lien direct avec les territoires ruraux et de montagne et en prônant la primauté de « l'excellence », ils traduisent une opportunité pour l'État de « reprendre la main » sur les processus de développement local qu'il avait décentralisés en 1982.

L'excellence territoriale : une rupture dans l'articulation protection/développement

« L'excellence territoriale » s'inscrit en rupture, sur le plan méthodologique, par rapport au zonage, mode d'intervention privilégié en faveur de l'espace rural depuis les années 1960. Le zonage, défini sur la base de critères statistiques (taux de chômage, taux de population agricole, densité de population...) et associés à des dispositifs incitatifs (aides et exonérations diverses) a longtemps été la forme quasi exclusive de territorialisation de l'action publique. Des zones spéciales d'action rurale (LOA, 1960) aux zones de rénovation rurale de 1967, la logique d'intervention demeure économique et est largement reprise par les collectivités territoriales dans leurs schémas d'intervention. La LOADT de 1995 ne remet nullement en cause les zonages. Elle les généralise au contraire en créant deux types de zonage (LOADT, articles 42 et 52) : l'un pour les zones urbaines (ZRR et ZUS), l'autre pour les zones rurales (TRDP — Territoires ruraux de développement prioritaires au sein desquels sont identifiés des ZRR – Zones de revitalisation rurale). Dans le même temps, la LOADT reconnaît formellement les « pays », territoires de projet lancés à titre expérimental par l'État en 1979, repris par les régions à partir de 1982 et dont la constitution obéit en principe à une autre logique. Dans son souci affiché de porter un soutien aux « *territoires en difficulté, notamment [aux] territoires ruraux en déclin* », « *selon l'ampleur des problèmes de chômage, d'exclusion et de désertification rurale rencontrés et selon les besoins locaux d'infrastructures de transport, de communication, de soins et de formation* », la LOADDT de 1999 conserve les deux zonages prioritaires en faveur des espaces ruraux, TRDP et ZRR (LOADDT, article 2). En

somme, dans la LOADDT coexistent deux types de logiques : une logique fiscale et financière à l'origine des zonages d'intervention de type ZRR et une logique de projet avec les « pays » (Clarimont, Aldhuy, Labussière, 2006). La définition par le zonage de périmètres prioritaires d'intervention a constitué un « *net progrès par rapport à des politiques publiques uniformes sur le territoire* » ; c'est un « *outil de développement fin, ciblé, peu coûteux, facile à mettre en place et aux effets incitatifs immédiats* » (Siné, 2001 : 22-21). Cette logique de répartition des fonds en fonction des besoins des territoires définis sur une base statistique est en crise. Au début des années 2000, sur fond de débat autour de la réforme des zonages nationaux, les limites de ce type d'intervention publique sont amplement soulignées : empilement de zonages difficilement lisibles, rigidité de certains périmètres, critères d'éligibilité parfois contestables et effets des dispositifs incitatifs difficilement appréciables faute d'évaluations précises (Siné, 2001 ; Duron, 2001). Portée notamment par le courant d'idée majoritaire des années 2000 du néolibéralisme et de la « *compétitivité des territoires* », « *l'excellence territoriale* » est présentée comme la réponse idoine aux limites des zonages nationaux d'intervention économique. Les termes ne sauraient cacher la réalité, et on peut toutefois avoir une lecture différente de la politique « *d'excellence* » dans la mesure où celle-ci n'est jamais qu'une mise en concurrence des territoires. Elle scelle le glissement du principe de solidarité entre territoires vers celui de compétitivité territoriale. Plus trivialement, elle traduit peut-être enfin la difficulté, pour les pouvoirs publics, d'intervenir financièrement presque partout.

L'objectif des PER : patrimoine et tourisme, bioressources

La politique PER, lancée en décembre 2005, est donc l'équivalent pour les territoires ruraux ou de montagne de la politique des pôles de compétitivité initiée en 2004 (François-Poncet et Belot, 2008 : 120). Elle s'inspire des pôles de compétitivité sur le plan méthodologique (recours à une procédure d'appel à projets nationale), sur le plan de la gouvernance (incitation au partenariat entre secteur public et secteur privé) et, enfin, sur le plan conceptuel dans la mesure où, dans les deux cas, l'innovation est centrale. Elle s'inscrit comme les pôles de compétitivité dans le paradigme dominant de la compétitivité (Landel et Sénil, 2008).

Deux générations d'appel à projets ont été lancées : la première a donné lieu en 2006 à 379 labellisations (contre 300 initialement prévues) ; la seconde, lancée en 2009, s'est soldée par 263 labellisations. Dans les deux cas, il s'est agi de « *soutenir les dynamiques d'initiative rurale et encourager l'innovation* »¹² et, plus spécifiquement de « *soutenir des projets générateurs d'activité économique et de développement local en favorisant de nouvelles dynamiques territoriales, tant sur le plan organisationnel, en termes de gouvernance et de relations entre acteurs, que par les effets de levier améliorant la valorisation du potentiel local préexistant* »¹³. En effet, les Pôles d'Excellence Rurale sont destinés à porter des projets de développement des territoires ruraux portant sur quatre domaines principaux : la promotion des richesses naturelles, culturelles et touristiques (patrimoine), la valorisation et la gestion des ressources naturelles dans une perspective environnementale (développement durable), l'offre de services et l'accueil de nouvelles populations, l'aide au développement de productions industrielles et artisanales, de services locaux, avec en particulier l'utilisation de techniques innovantes.¹⁴ Cette politique a déterminé la création de 346 PER en 2011¹⁵, leur typologie étant très diverse : patrimoine et tourisme, bioressources, services et accueil, technologies sont les secteurs principalement bénéficiaires.

Même si cette politique a connu des succès, elle n'est pas exempte de critiques. Elle prend la suite de procédures plus anciennes, mais d'esprit similaire (les pays, les projets européens Leader+) et en cela, elle pouvait rester peu innovante. En témoigne le cahier des charges mis à disposition par la DATAR des candidats qui inventorie les critères d'éligibilité des projets : « *ancrage rural fort* » (nécessité pour les territoires éligibles d'être situés en ZRR et hors d'une aire urbaine de plus de 30 000 habitants), contribution du projet à la création d'emplois, son incidence environnementale, sa gouvernance multipartenariale et son caractère innovant constituent les principaux critères d'évaluation du premier appel à projets (2005). L'innovation est déclinée

¹² Site officiel des Pôles d'excellence rurale : <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/les-poles-d-excellence-rurale> [consulté le 21/05/2014]

¹³ Ministère de l'espace rural et de l'aménagement du territoire / Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche. *Pôles d'excellence rurale 2010. Cahier des charges de l'appel à projets*. En ligne, URL : <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/sites/poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/files/cahier%20des%20charges%20PER2G%202V%2016avril2010.pdf> [consulté le 21/05/2014]

¹⁴ <http://agriculture.gouv.fr/poles-d-excellence-rurale>

¹⁵ <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr/fin-2011-346-realises-et-263-en-cours>

sous des formes variées : partenariale, thématique, organisationnelle et/ou technologique. Rien de bien nouveau, donc, si ce n'est le vocabulaire utilisé.

Pourtant un facteur est nouveau, et c'est en cela qu'il nous intéresse tout particulièrement ici : la question de la gouvernance territoriale est au cœur des PER. Ces derniers peuvent présenter plusieurs types de configurations. Le « *PER à configuration simple* » s'avère très opérationnel, marqué par peu d'actions et piloté par une structure porteuse leader. Le « *PER à configuration complexe* » tente de structurer un réseau autour d'une série d'actions portées par des partenaires privés autour d'une gamme élargie de thématiques. Dans ce dernier cas, la gouvernance, plus difficile à conduire, produit en contrepartie un renforcement des réseaux de partenariat dans les territoires, l'acquisition de ressources et de compétences nouvelles pour certains acteurs (notamment des petits porteurs de projet associatifs ou privés) et la consolidation de rouages déjà à l'œuvre dans le processus de développement territorial (Barthe, Millian, Taulelle *et al*, 2009).

L'injonction d'excellence territoriale et d'innovation

La notion « d'excellence territoriale », mise en avant pour effectuer les choix des territoires élus au label PER, renvoie aux réalisations, aux résultats attendus et à la plus-value produite sur le territoire par le biais du dispositif PER. Si la question de « l'excellence » demeure une notion complexe, empreinte de subjectivité, elle constitue un référentiel nouveau dans les injonctions de développement portées à l'attention des territoires ruraux et de montagne, encore plus touristiques. Elle est porteuse d'un basculement dans la vision des potentiels de développement. Cette notion « d'excellence » amène à porter un regard volontairement positif sur des territoires considérés aujourd'hui comme détenteurs de ressources spécifiques (notamment patrimoniales) et de capacités d'organisation (territoires de projets, ingénierie de développement, systèmes de gouvernance) susceptibles de porter des modes de développement dynamiques. La notion d'excellence peut être évoquée et définie à travers la question de l'innovation, question structurante du dispositif PER.

Si l'on se réfère aux travaux de N. Alter, l'innovation se définit par l'introduction d'une nouveauté dans une chose établie. L'innovation représente la mise en œuvre d'une invention et son intégration dans un milieu social (Alter, 2000). Ainsi l'invention se transforme en innovation lorsque des acteurs parviennent à lui donner un sens. Elle est pour les entreprises et les territoires un facteur de compétitivité et de développement, pour l'utilisateur final un facteur d'amélioration de sa condition de vie. Nous pouvons ici différencier deux formes d'innovation : l'innovation de rupture entraînant de grandes modifications quant aux conditions d'utilisation par l'utilisateur et l'innovation incrémentale n'entraînant que peu de changement dans les pratiques de consommation. Dans une étude sur le système régional d'innovation (SRI) au Québec (Doloreux *et al.*, 2005 ; Siné, 2001), les auteurs analysent l'innovation comme le résultat d'un produit social et territorialisé ; ils portent une attention particulière aux rapports entre l'entreprise innovante et les apports externes. Par ce terme on entend, les hommes, le capital humain, mais aussi les intervenants et les influences extérieures : les autres pays ou régions, les nouveaux résidents, les touristes, etc. Les analyses de l'innovation, fondées jusque là sur la combinaison de diverses formes de capital physique, accordent désormais une place au capital social dans ses différentes facettes. Cela amène à considérer l'innovation comme un processus social et économique. La capacité d'innover d'un territoire dépend donc de son aptitude à attirer, collecter, générer, former, mais aussi retenir et accumuler le capital humain (Bessière, 2012). Dans le cas du dispositif PER, et en s'appuyant sur une recherche évaluative déjà conduite (Barthe, Millian, Taulelle *et al*, 2009), trois types d'innovation peuvent être recherchés dans le cadre du PER du Néouvielle : l'innovation technologique qui désigne une innovation technique ou une avancée technologique prolongée par une application concrète et mise en œuvre dans le cadre du PER, l'innovation sociale ou organisationnelle (l'élaboration du PER et sa mise en œuvre doivent permettre un enrichissement des rapports d'acteurs sur le territoire porteur ou améliorer les réseaux de partenariat) qui s'intéresse à la mise en synergie territoriale des acteurs socio-économiques et politiques en renforçant le partenariat et l'échange et enfin l'innovation institutionnelle, le dispositif PER étant censé constituer à lui seul une innovation en matière de gouvernance et d'action publique.

On retrouve peu l'ensemble des objectifs de la politique des PER (patrimoine naturel et culturel, bioressources, services de proximité, innovation et excellence dans la gouvernance) dans le dossier programme PER déposé pour le Néouvielle. Les retombées attendues (10 000 nuitées nouvelles, 100 000 visiteurs supplémentaires, 40 emplois directs créés, 20 millions € de retombées indirectes – p. 5 du dossier) entrent en

contradiction avec le but affiché de la démarche : « *respecter les équilibres entre les différents usages : pastoralisme, randonnée, pêche... les refuges sont situés en dehors de la réserve nationale* ».

Le projet vise à « l'amélioration de l'offre touristique du massif (mise en réseau, modernisation, mise aux normes environnementales des refuges, amélioration des itinéraires [signalétique, accessibilité], l'amélioration de six « portes d'entrée » [panneaux d'information multilingues, insertion paysagère de parkings, collecte des déchets, toilettes sèches], une valorisation patrimoniale [hydroélectricité, faune, flore], une amélioration de l'accueil des publics en situation de handicaps, la mise en place d'un système informatique commun d'information et de réservation des refuges » [Association, 2010 : 8]. Le coût total du projet est évalué à 3,88 millions d'€, répartis entre les maîtres d'ouvrages des 14 actions [30 %], le PER [25 %], des subventions des autres collectivités [45 %]. 83 % des investissements sont destinés à l'amélioration des cinq refuges existants et à la construction d'un sixième refuge [Aygues Cluses] pour assurer un maillage complet de l'itinéraire « tour du Néouvielle » — refuges accueillant actuellement 10 400 nuitées pour une fréquentation totale de 200 000/an [les nuitées en refuge ne représentent donc que 5 % de la fréquentation], le reste de l'investissement est affecté à l'amélioration de la mise en réseau, aux aménagements d'accueil, parkings, etc. La valorisation du patrimoine, dont on ne connaît pas le contenu des réalisations [car ce contenu ne figure pas dans le dossier, contrairement à celui de toutes les autres opérations], bénéficie de 75 000 euros de travaux, soit *seulement 1,9 % du montant total des investissements*.

Récapitulatif des opérations faisant appel à un financement au titre du P.F.R.

Thèmes	Actions	Coûts	Autofinancement	Autres	PER			
Réseau Internet-Tél.	Équipement tél. internet et système informatique de réservation	50 000	15 000	22 500	12 500			
Aménagement accueil et portes entrées	Porte Col du Portet	50 000	15 000	22 500	12 500			
	Porte de Lurgues	70 000	21 000	31 500	17 500			
	Porte Artigousse	70 000	21 000	31 500	17 500			
	Autres portes Adour et Gave	140 000	42 000	63 000	35 000			
Amélioration des itinéraires et valorisation du patrimoine	Itinéraires	75 000	22 500	33 750	18 750			
	Valorisation du patrimoine	75 000	22 500	33 750	18 750			
Accessibilité	Aménagement parking, itinéraires	100 000	30 000	45 000	25 000			
Amélioration de l'offre des refuges	Refuge Campana	800 000	240 000	360 000	200 000			
	Refuge Oule	800 000	240 000	360 000	200 000			
	Refuge Bastanet	600 000	180 000	270 000	150 000			
	Refuge Orédon	150 000	45 000	67 500	37 500			
	Projet refuge Aygues Cluses	700 000	210 000	315 000	175 000			
	Autres refuges non gardés	200 000	60 000	90 000	50 000			
TOTAL		3 880 000 €	1 164 000 €	30%	1 746 000 €	45%	970 000 €	25%

Figure 24. Répartition des financements entre les opérations du PER

Source : Dossier de candidature, 2010, p. 14

Ces programmations montrent que la valorisation du patrimoine n'est ici au mieux qu'une incantation, marginale même. Que 83 % des investissements soient affectés à l'amélioration de l'offre des refuges [dont une seule opération vise à l'extension à 45 places, le reste des investissements étant affecté à leur modernisation, l'assainissement, la sécurité] interroge également la nature de l'opération et les moyens que l'association s'est donnés pour atteindre les objectifs affichés. Comment, en effet, obtenir cette « *augmentation de fréquentation de plus de 100 000 visiteurs/an* » avec la seule construction de 20 à 40 lits supplémentaires en refuge, c'est-à-dire environ 3 000 nuitées/an supplémentaires [calcul établi en prolongeant les résultats actuels en hypothèse haute] ? Sans doute la création des portes d'entrée, auquel s'est rajouté la réhabilitation d'un sentier de randonnée pour les faciliter un accès aux personnes à mobilité réduite pourrait contribuer à atteindre cette augmentation. Par contre dans une approche territoriale du développement du massif du Néouvielle, il aurait été judicieux de se poser en amont la question du « pourquoi augmenter la

fréquentation ? ». À quels enjeux et objectifs de développement répond ce postulat ?

Dans ce programme pour l'augmentation des flux de visite, la question essentielle pour concilier protection et développement est donc celle du système de *monitoring* de la fréquentation, de la connaissance et de la gestion des flux dans la réserve. Car la problématique de la gestion des flux en Néouvielle est complexe : le Parc national ne peut réguler les flux qu'à l'intérieur de la réserve naturelle dont il a la charge de gestion, les points d'accès et parkings, « portes d'entrée » de la réserve se situent tous en périphérie, hors réserve et les aménagements et contentions dépendent de maîtrises d'ouvrages communales ou intercommunales pour lesquelles l'avenir des stations de ski est déterminant en termes économique et social.

Le projet de développement patrimonial mis en avant dans la recherche du label PER et l'éventuel projet de grand site repose entièrement sur un objectif affiché d'augmentation des fréquentations [et la création d'un « *projet phare pour la chaîne pyrénéenne, véritable destination touristique européenne* », ibidem, p. 4], dont les stations de ski voisines n'hésitent pas à annoncer qu'elles attendent des retombées de fréquentation hivernale [problématique de la diversification économique du ski alpin].

Mais l'évaluation et le contrôle même de cet objectif seront difficiles, car pour l'heure, aucun programme complet d'évaluation ou de gestion des flux n'a été mis en place par les maîtres d'ouvrage dans le Massif du Néouvielle, la dernière mesure date de la fermeture de l'accès aux lacs d'Aubert et d'Aumar en haute saison touristique, avec mise en place d'une navette entre le parking du refuge d'Orédon [en limite de réserve] et le parking d'Aubert [en cœur de réserve] il y a 15 ans. Certes, le dossier fait état d'une convention avec le Parc national envisageant « *la mise en place d'un suivi des fréquentations hivernales sur les sentiers et dans les refuges* » [p. 7], mais on ne dispose pas du « point 0 » [c'est-à-dire de la fréquentation actuelle, avant aménagement] ni des méthodes [écocompteurs ?] et lieux de comptage envisagés, sauf qu'ils auront lieu « *aux portes d'entrée, refuges, itinéraires principaux* » [p.10]. On ne retrouve pas cette mesure ni sa budgétisation dans le programme opérationnel [p.11-14].

2.2. Imitation des « Encantats » : la fréquentation affichée comme vecteur de développement économique

Dans la lettre d'accompagnement qui le présente, le projet vise à « *développer le tourisme raisonné d'altitude* »² et souhaite concilier ce développement avec la protection des espaces. Il ambitionne d'augmenter la fréquentation par l'accueil de « *100 000 randonneurs annuels supplémentaires* », objectif dont le chiffre semble avoir été fixé par analogie avec les résultats globaux du Parc d'Aigües Tortes, versant sud de la chaîne, dont la fréquentation est saturée en saison estivale : « *comme dans les Encantats* »¹⁶. L'utilisation du mot « *comme* » pourrait d'ailleurs trahir à lui seul l'absence d'innovation. On est en présence d'une duplication d'un modèle, dont on discerne mal d'ailleurs en quoi il est réellement innovant en termes d'initiative de diversification (la randonnée est déjà très présente dans le Néouvielle), de retombées (3 000 nuitées de plus/an en refuge, c'est très faible en termes de plus-value économique) ou de tourisme de nature (la fréquentation des Encantats pose de réels problèmes de dépassement de capacité de charge, et ce modèle est loin des principes de l'écotourisme¹⁷).

¹⁶ lors d'une réunion les 29 et 30 septembre 2008 au chalet-refuge d'Orédon (Richou et al., 2014 : 44). Les Encantats « aux mille lacs », dans le Parc National d'Aigües Tortes (Val d'Aran, territoire jadis de langue d'Oc des Pyrénées espagnoles, en Catalogne) permet d'effectuer une randonnée de tour de six jours de marche au-dessus de 2000 mètres, sans croiser ni route ni village. Cette montagne offre des paysages granitiques très similaires à ceux du Néouvielle, alternant minéralité et bosquets de pins à crochet.

¹⁷ Déclaration de Québec sur l'écotourisme 2002 : 2 et Fennel, 2009.



Figure 25. Un des nombreux clichés promotionnels des Encantats (cliché web randonades.com)

Affichant les principes du développement durable et de l'excellence environnementale, le projet PER du Néouvielle souhaite également revisiter et mettre l'accent sur les ressources territoriales en particulier patrimoniales : patrimoine bâti, patrimoine naturel, sport et activité de nature. Le patrimoine est donc bien convoqué dans le discours comme moteur de développement.

Pour autant, on connaît déjà mal la fréquentation actuelle, sa nature, sa dispersion, les pratiques induites, ses impacts sur le milieu naturel et l'économie : quelques comptages estivaux ne sauraient suffire à en dresser un état des lieux précis. Car dans les études quantitatives de fréquentation de la réserve publiées dans les plans de gestion, plusieurs biais méthodologiques ont été relevés. Tout d'abord ces enquêtes ont toutes été réalisées au cours de l'été (15 juin/15 septembre) ; aucune information n'est disponible pour l'hiver, alors même que la Réserve fait l'objet d'une fréquentation de randonnée ski et raquettes au cours de cette période et que le projet de PER porte également sur cette période. En outre, les points de comptage ont été modifiés au fil des années. Ainsi, les sites de Cap de Long, d'Orédon et du Lac de l'Oule ont été utilisés jusqu'en 2007 pour recenser la fréquentation des visiteurs. À partir de 2008, le site de Fabian devient porte d'entrée de la réserve et redirige les visiteurs sur les sites d'Orédon et de Cap de Long. De plus, les enquêtes de fréquentation des années 2005, 2006 et 2010 n'ont pas été effectuées. En somme, les études de fréquentation sont beaucoup moins détaillées à partir de 2008 (arrêt des relevés bimensuels, pas de comptage routier, absence de données pour le site de Fabian en 2011), ce qui n'est pas de bon augure pour la suite. Les données disponibles sont donc difficilement comparables dans une perspective de long terme.

-

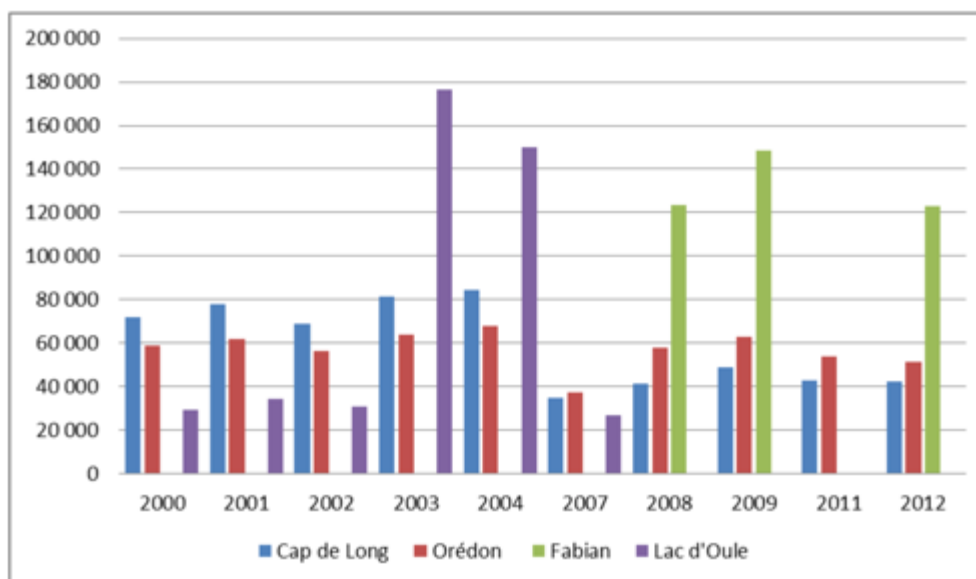


Figure 26. Évolution de la fréquentation des visiteurs sur les différents sites de la réserve nationale du Néouvielle, source : Parc national des Pyrénées, 2013.

De manière générale, il semble que la fréquentation de la réserve soit à la baisse ces dernières années, tout comme la fréquentation de la montagne en général ; la réserve naturelle nationale ne fait donc pas exception à la tendance. On a vu qu'à partir des données quantitatives disponibles extrapolées, la fréquentation globale aux entrées s'établirait, en 2012, à environ 200 000 visiteurs, mais qu'en est-il précisément au cœur du massif ? On sait que la plupart des promeneurs, en haute montagne, ne marchent pas au-delà d'une heure du lieu d'entrée motorisé (certains considèrent que ce seuil distingue les « promeneurs » des randonneurs). En outre, cette fréquentation de la réserve est une fréquentation marquée par un fort phénomène de saisonnalité avec le plus gros de l'activité touristique réalisé durant la période estivale, du 15 juin au 15 septembre, avec des pics de fréquentation enregistrés à la mi-août dans plusieurs sites de la réserve.

-



Figure 27. La station de ski de Piau-Engaly (commune d'Aragnouet), 1 878 m et une partie de son domaine skiable, cliché Vincent Vlès, 2010 (vue depuis le Pic Campbieil, 3157 m)

L'élaboration du contenu du programme

Les arguments mis en avant pour justifier l'augmentation programmée des flux de visiteurs reposent entièrement sur la valeur « authentique » du patrimoine naturel, architectural et paysager du massif. Il a donc paru essentiel d'analyser la valeur du concept, son sens tant pour les acteurs du projet que pour les visiteurs.

3.1. Authenticité et imaginaire des visiteurs du massif de Néouvielle

Une étude d'image a été réalisée dans le cadre du programme de recherche TRATSO en 2015 par deux membres de l'équipe (Salvador, Frochot, 2015), afin de mener une analyse des représentations des paysages du Néouvielle par les visiteurs. Cette étude restitue la manière dont les touristes abordent la question du paysage et l'importance qu'ils accordent à ses représentations spécifiques. Ses conclusions ont été présentées lors du colloque TRAST 2015 et publiées dans l'ouvrage de synthèse du programme.

La recherche d'authenticité est une caractéristique forte de la demande touristique actuelle et ce terme est toujours mis en avant comme argument de promotion du Néouvielle. Les chercheurs en sciences de gestion ont souligné cette dominante chez les randonneurs, notamment, ce qui leur permet de retrouver leurs racines. Cette authenticité passe aussi bien par l'expérience vécue avec les habitants du lieu qu'avec l'expérience du lieu même ? L'étude montre que cette dimension est présente aussi bien dans les paysages naturels peu ou pas transformés par l'homme qu'au travers du patrimoine architectural local, d'activités agropastorales ou encore de la gastronomie du lieu. Elle visait à distinguer l'authenticité¹⁸ qui est mise en scène, valorisée par les acteurs du tourisme, de l'authenticité telle qu'elle est perçue et vécue par les touristes, afin de déceler le degré d'artificialisation des représentations¹⁹ du haut lieu.

L'étude d'image du Néouvielle a été effectuée auprès de 80 touristes in situ lors de leurs vacances en Néouvielle (lieu d'enquête : Saint-Lary, Vielle Aure et Azet) par des membres associés à l'équipe de recherche, spécialisés dans ce domaine (Université de Chambéry, sciences de gestion).

Valeur de représentation des paysages naturels

Lorsque l'on s'intéresse aux choix effectués par les randonneurs, l'élément qui ressort en premier lieu est celui des paysages. Le paysage qui domine les perceptions des touristes est apprécié pour sa beauté et sa dimension naturelles. Il inspire la tranquillité (la sérénité loin des foules) et la pureté. La notion de calme est importante aux yeux des visiteurs. Les paysages sont choisis en référence aux activités des randonneurs.

Les couleurs dominantes des paysages font ressortir le bleu et le vert comme les teintes essentielles. Ces teintes sont associées à une certaine notion de douceur. Ce paysage s'inscrit en opposition à un univers quotidien urbain que l'on cherche à quitter.

¹⁸ MacCannell a introduit le concept d'authenticité en sociologie du tourisme dès 1976, les individus étant supposés chercher à vivre des expériences authentiques à travers leurs voyages. Rosselin (1994) identifie cette quête à un processus de rupture d'avec un quotidien qui ne semble pas satisfaire des individus coupés de leurs racines. La volonté des visiteurs d'adapter la réalité à leur imaginaire a été clairement identifiée (Etchner et Ritchie, 2003 ; Kreziak et Frochot, 2011 ; Urry, 1991). Cependant, tous les chercheurs s'accordent à dire que le concept d'authenticité est une notion fluctuante en fonction des acteurs : il y a l'authenticité perçue par les touristes, celle qui est mise en scène par les opérateurs touristiques et celle, plus « réelle » des populations d'accueil (Hamon, 2005).

¹⁹ Abric (1994) définit la « représentation » comme « étant un ensemble organisé d'opinions, de croyances et d'informations se référant à un objet ou une situation. Elle est déterminée à la fois par le sujet lui-même, par le système social et idéologique dans lequel il est inséré, et par la nature des liens que le sujet entretient avec le système social ».



Figure 28. Pin à crochet à 2 400 m d'altitude. Les photographies prises à 80 ans de distance montrent la lenteur de la dynamique de ces plus hautes pinèdes d'Europe, cliché Vincent Vlès, 2010

Le paysage qui est choisi en premier lieu comme révélateurs des valeurs d'attrait du Néouvielle représente un lac d'altitude avec un randonneur assis le contemplant.

Les lacs représentent un facteur d'attractivité indéniable, ils sont perçus comme un but de randonnée qui permet un repos de qualité après l'effort : « *le lac comme but de randonnée, c'est beau, c'est frais, on y est bien* ». Le lac est synonyme de fraîcheur, un havre de paix et de calme : « *j'aime regarder les lacs, cela apaise* » ; « *On monte en voiture, les lacs sont superbes, on adore le paysage, vert, grandiose, superbe. On ne marche pas longtemps, parfois le tour du lac, mais ça nous suffit* »

Les lacs sont en fait emblématiques de Néouvielle, le territoire est ainsi perçu à travers ses lacs, un élément qui semble caractéristique de cette étude puisque les lacs sont beaucoup moins présents dans les études portant sur les Alpes. Les verbatim sollicités font référence à la dimension « grandiose » et « superbe » de la montagne que l'on admire avec respect.

-



Figure 29. Lac d'Aumar. On peut l'atteindre sans effort : un bus fait la navette, l'été, depuis le parking du lac d'Orédon, cliché Vincent Vlès, 2010

Parmi les autres photos sollicitées, on note la présence d'un chemin de randonnée en pleine nature. Cette photo fait référence à la randonnée, activité principale des interviewés. Les visiteurs l'ont choisi comme révélateur du paysage qu'ils contemplant quand ils pratiquent la randonnée.

Enfin, la troisième photo de paysage montre un isard. Cette photo évoque des références à la vie sauvage rencontrée (ou que l'on espère rencontrer lors de randonnées). Certains visiteurs voient des marmottes, pour l'isard c'est plus difficile, mais cet animal reste très valorisé, car il est perçu comme étant emblématique du lieu. Voir des animaux revêt également un élément de surprise très apprécié : « *On voit surtout des marmottes, on regarde, c'est super, on est content de les voir, on les entend siffler. On les voit à l'improviste, c'est super, c'est la surprise* ». À la lumière des entretiens, il semble évident que la rencontre avec la faune est un élément fort des vacances, pour autant cette découverte reste difficile pour des randonneurs qui n'ont pas forcément les clés de lecture de la montagne. La recherche d'une proximité avec la faune est très prononcée, peut-être parce que cette rencontre est rare et appréciée. Ce qui plaît avant tout c'est la nature à l'état brut et la satisfaction d'avoir réussi à voir un animal.

La flore est un autre élément du paysage qui est également apprécié. La gentiane bleue est identifiée comme étant la fleur emblématique du lieu, les touristes la voient, ils sont capables de la reconnaître visuellement, mais sont souvent inaptes à la nommer. Les fleurs sont très appréciées, elles sont forcément plus faciles à voir que la faune, mais aussi appréciées pour leur beauté (finesse et couleurs) et parce qu'elles symbolisent une nature sauvage non maîtrisée par l'homme. Les touristes ne savent pas forcément quelles fleurs ils peuvent cueillir ou non, mais ils les photographient souvent : « *on ne connaît pas les fleurs, mais ce n'est pas grave on les prend en photos quand même* », « *on a pris beaucoup de photos de fleurs, on ne sait pas les reconnaître, mais on pourra ensuite les identifier sur Internet* ». Les fleurs représentent un élément très attractif pour les randonneurs, même si au final leur capacité à reconnaître et identifier ces fleurs est très limitée : « *La végétation est spécifique au coin, c'est intéressant et dépaysant. Les chemins sont bien balisés, mais nous avons très peu d'informations sur les fleurs on aimerait en savoir plus* ».

Valeur de représentation des éléments bâtis du patrimoine

L'image qui vient en tête de liste est celle d'un village traditionnel. Les répondants sont sensibles à la beauté des vieilles pierres : « *c'est très beau les vieux villages, j'aime le patrimoine local* ». Ils sont également sensibles à l'authenticité du lieu : « *c'est typique, c'est plus authentique, à taille humaine* » ; « *c'est plus typique ici que dans les Alpes* ». Le village est à lui seul un motif de balade dont on apprécie l'ambiance, ou un

complément à d'autres activités (« *après la randonnée, on se balade dans les villages, on adore, parfois même un marché* »). Le fait que ce soit un village et non une ville plus importante, apporte une dimension de dépaysement supplémentaire : « *on aime le côté sympa, petit village où on peut faire du tourisme sans être baigné dans la foule, ce n'est pas la ville* ».



Figure 30. L'art de bâtir en vallée d'Aure et du Louron. Ici, Azet, cliché Vincent Vlès, 2013

Les répondants apprécient également les églises et petites chapelles des vallées, car elles font partie intégrante du patrimoine local et leur architecture est emblématique du lieu. Les randonneurs déclarent aimer ces chapelles qui sont accueillantes. Pour ceux qui les visitent, il y a un côté systématique dans ces visites, c'est une halte qui s'inscrit dans une connaissance du patrimoine local : « *systématiquement je visite les chapelles que je croise, ça fait partie du patrimoine local* » ; « *je les visite toutes systématiquement c'est ma deuxième activité* ». On remarque un attrait prononcé pour l'église d'Agos.

Le patrimoine bâti c'est également les refuges en montagne (à égalité avec les chapelles) qui sont appréciés des randonneurs : « *les refuges sont toujours dans de beaux endroits* », « *quand je fais des randonnées, cela m'arrive de dormir en refuge donc ça fait partie de l'activité* », « *le refuge représente la montagne* ». Le refuge est donc une autre icône emblématique de la montagne, l'affectif est fort avec ce construit, cela peut représenter un but de balade et c'est rassurant et agréable de trouver un refuge après une longue promenade. Le refuge fait partie de la vie locale en montagne, l'occasion de faire des rencontres : « *le refuge c'est indispensable en montagne soit pour les randonneurs soit pour les bergers. Et puis c'est le moyen de communiquer entre les gens... et ça manque aujourd'hui* ».

Les gens interrogés ne viennent donc pas pour les stations de ski, perçues comme laides :

- une verrue dans le paysage : « *quelle horreur, ça ne va pas avec le cadre* », « *c'est laid, moche, ça n'a pas de charme* » ;
- un lieu où les gens s'entassent : « *c'est des cages à poules* » ;
- qui n'a rien à voir avec le patrimoine local : « *ce n'est pas l'architecture locale, c'est des années 70* » ;
- et qui représente la nature abîmée par l'homme : « *c'est superficiel, ça détruit toute la nature* ».



Figure 31. Station de ski de Saint-Lary-Soulan : le Pla d'Adet, cliché E. Hatt, 2008

Valeur de représentation du patrimoine agricole

Parmi les différentes images de l'activité agricole présentées, l'image bucolique/idéalisée du pastoralisme est particulièrement recherchée, c'est celle du berger avec son troupeau dans la montagne : *« ça fait partie de notre patrimoine, il faut le garder, c'est important », « le pastoralisme c'est notre cœur de métier, c'est le cœur de l'agriculture ici, avec toute la vie qui en découle, les fromages, mais aussi les paysages, la culture », « Ça représente bien la montagne actuelle tout en gardant les anciennes coutumes, il est important de maintenir ces coutumes », « on a croisé de nombreux troupeaux dans nos randonnées, c'est beau, ça fait partie du paysage ».*

Le berger, acteur emblématique du lieu, est un personnage que l'on perçoit à travers le prisme de la nostalgie, rappel nostalgique des *« temps anciens où l'on savait encore prendre le temps et où l'on s'ancrait dans le réel »*. La communion avec la nature et les bêtes est ainsi évoquée, le lien avec les fromages consommés lors du séjour apparaît souvent. L'autre image typique de l'agriculture de montagne est celle d'un berger tondant un mouton. Même si les visiteurs ont peu l'occasion de voir cette activité (photo 10), ils sont attachés à cette image qui vient asseoir la dimension traditionnelle et authentique de l'agriculture rencontrée lors du séjour.

-



Figure 32. La Maison du pastoralisme, à Azet. Fermée depuis 3 ans pour raisons financières, sa situation illustre parfaitement les difficultés de retour sur investissement du tourisme durable, cliché Vincent Vlès, 2013

Cependant, les photos qui montrent des aspects plus fonctionnels ou modernes de l'activité agricole sont rejetées. Ces images viennent « casser » le rêve des touristes qui veulent rester sur la dimension authentique, traditionnelle d'une agriculture à petite échelle et très proche de la nature

	Caractéristiques de l'authenticité perçue	Authenticité mise en scène	Authenticité réelle
Paysages	Beauté, dimension naturelle, tranquillité ressentie, pureté, douceur (des couleurs). Éléments respectés pour leur grandeur : « grandiose » « superbe » Absence d'éléments modernes	Chemins de montagne	Couleurs (bleu des lacs, vert de la nature) Fraîcheur des lacs Lacs naturels (visuellement recherchés et buts de randonnée) Emblématiques de Néouvielle Vie sauvage (isard, marmotte) et flore (gentiane bleue) – mais leur découverte et leur identification restent rares
Patrimoine bâti	Villages de petite taille (à taille humaine) et qui reprennent le style local. La notion de « typicité » est essentielle Taille humaine (cela change de la ville)	Authentique ou « authentoc », le touriste est incapable de les différencier et ne cherche pas à savoir	Églises, petites chapelles, refuges de montagne : autant de sites « réels » où les touristes vont pouvoir vivre cette typicité tant recherchée. Affectif très puissant avec ces icônes. Toute image de modernité (station de ski) est radicalement rejetée.
Patrimoine agricole	Nostalgie, tradition (tonte), image bucolique et idéalisée du monde rural	À l'occasion, les touristes rencontrent un berger en montagne	Le pastoralisme Le berger Les touristes rejettent catégoriquement toute image de l'agriculture moderne, images caractéristiques de leur région d'origine (ex. : bottes de foin sous plastique, tracteur)

Figure 33. Authenticités perçues, mises en scène ou réelles du territoire de Néouvielle, source : Salvador-Frochot, 2015.

Dans l'ensemble des discours collectés, on ne peut s'empêcher de noter l'importance du mot « *authenticité* » aux yeux des touristes. Ils ont une image préconçue très fortement ancrée dans leur imaginaire et veulent vivre cette image sur place. Le choix de venir séjourner dans les Pyrénées est d'ailleurs clairement énoncé, les Pyrénées se positionnent ainsi comme un territoire en opposition aux Alpes où l'on considère que les urbanisations à outrance ne permettent pas de donner une image de « vraie montagne ». Le choix de Néouvielle est donc réfléchi, car on pense y trouver un patrimoine entretenu et une montagne préservée.

À l'issue de cette étude proposée par Salvador et Frochot dans le cadre de cette recherche autour de la valeur patrimoniale du Néouvielle en tant que site naturel exceptionnel, « les résultats montrent clairement la cocréation de l'authenticité entre touristes qui vont venir projeter leur image idéalisée de l'authenticité de Néouvielle et la réalité que ce territoire propose, authenticité construite localement et/ou spontanément présente. L'image proposée par les documents des projets et de promotion est composée, elle ne met en avant que des éléments qui peuvent convenir à l'imaginaire préconçu et rejette catégoriquement tout élément qui pourrait venir perturber cette image idéalisée. Ainsi la tradition et l'authenticité ne peuvent exister qu'en opposition à l'univers urbain et plus globalement à la modernité (même si pourtant les habitants de Néouvielle sont eux bien ancrés dans les problématiques du XXI^e siècle). Le territoire de Néouvielle, par ses dimensions naturelles et ses paysages préservés, apparaît avec une valeur refuge, une destination où l'on vient échapper au quotidien du monde urbain, on y retrouve une douceur de vivre, une certaine vérité de la vie avec un territoire qui a su garder des valeurs de base solides (celles liées au monde agricole notamment).

L'étude permet d'identifier quelques éléments spécifiques au Néouvielle :

- L'influence des représentations collectives : lorsqu'un lieu est conforme à une représentation sociale, il influence positivement l'authenticité perçue,
- Le poids des traditions idéalisées renvoyant à un autre mode de vie ancien, pastoral et clairement idéalisé,
- Les sens de l'individu mis en éveil par les couleurs des paysages, les odeurs, les sons ; le pouvoir d'évocation de la nature est indéniable,
- Mais en parallèle l'incapacité d'aller au-delà de la « vitrine » : les contacts réels et compréhensions de la nature sont absents (faute de guidage approprié) ; et les contacts avec la culture locale se limitent souvent à des échanges « commerciaux » (au marché traditionnel, en boutique) ou en s'imprégnant du patrimoine bâti emblématique.

Si la satisfaction des touristes semble élevée à l'issue de l'enquête, l'ancrage dans le territoire semble perfectible : les touristes mettent en avant les aspects du territoire qui leur conviennent, mais les connexions et les rencontres avec l'habitant et la nature apparaissent clairement limitées.

C'est sur la base de cet imaginaire que l'Association pour la Valorisation du Néouvielle va se saisir de l'opportunité de la politique des PER pour monter son dossier de valorisation patrimoniale.

3.3. Les freins au projet de valorisation patrimoniale par l'augmentation des flux

Les réticences à l'extension de l'économie du ski alpin dans les sites naturels

Dans les Pyrénées, la décentralisation des procédures d'autorisation des projets pouvait laisser penser que l'extension des activités proposées aux visiteurs par les stations de ski était davantage en prise avec les sociétés locales, les conflits mieux anticipés, relevant du passé. Il n'en est rien : la contiguïté entre des espaces fortement artificialisés dédiés à la pratique des sports de glisse et des espaces à haute valeur environnementale et paysagère continue de provoquer de nombreux conflits, assez peu médiatisés, mais disposant d'une réelle capacité de blocage. Car les associations qui mobilisent aujourd'hui ont changé d'outils, de modes opératoires et leur contre-pouvoir est devenu une réalité indéniable. Offrant une « résistance solide, organisée et dotée de compétences juridiques », elles contrecarrent les projets de développement qu'elles jugent préjudiciables par la voie de la légalité, abandonnant les mobilisations de masse (Clarimont, Vlès, 2016). La contestation sociale des projets qui ont germé dans le massif du Néouvielle est tout à fait représentative de ce mouvement.

En effet, la situation financière de deux des trois stations qui encadrent le massif (Saint-Lary et Piau-Engaly) est très délicate : les domaines skiables sont de taille réduite, les hébergements largement obsolètes, la clientèle locale, l'enneigement naturel aléatoire (Vlès, 2014).

–



Figure 34. Un des accès au domaine skiable de Saint-Lary (Pla d'Adet). En arrière plan, à droite, la réserve de Néouvielle, Source : cliché Emeline Hatt, 2008

Pour tenter de rentabiliser les investissements réalisés sur une durée la plus longue possible, les gestionnaires des stations cherchent à garantir un maximum de jours de neige tout au long de la saison. Ils y parviennent grâce aux enneigeurs artificiels. Mais ces investissements sont très lourds pour des communes au potentiel fiscal faible : ils doivent à leur tour être rentabilisés par l'accueil d'hypothétiques nouvelles clientèles. Cette stratégie passe aussi par l'extension en altitude des domaines skiables, donc par la tentative d'annexion d'une partie du domaine d'altitude du massif de Néouvielle, du moins celui qui n'est pas protégé par la Réserve nationale. Dans un contexte accru de concurrence, cet ensemble de facteurs est parfaitement illustré par les propos du maire de Saint-Lary-Soulan, Jean-Henri Mir, en 2000 : « *Il faut dans un proche avenir renforcer la garantie neige en développant la surface bénéficiant de la nivoculture et créer de nouveaux domaines skiables vers Arrouyes (...) et Aulon (...). Ensuite, il convient de doubler l'emblématique téléphérique du pic Lumière par une autre télécabine, qui pourrait prendre son départ derrière les thermes qui, eux aussi, se verront adjoindre un bâtiment complémentaire. Enfin, il convient de réhabiliter le parc immobilier de loisirs et de le restructurer — c'est-à-dire, parfois, de deux petits appartements en faire un grand — afin de répondre à la demande qui a totalement évolué* » (Sud-Ouest, 3/02/2000). Les acteurs montagnards sont donc pris dans des logiques immobilières de « fuite en avant » (George-Marcelpoil, 2002 ; Bourdeau, 2009 ; Fablet, 2015).

Tous ces travaux déclenchent souvent la procédure de demande d'autorisation préalable des UTN. Ce fut le cas pour les refuges programmés dans le cadre de la procédure PER. Les débats entre détracteurs et défenseurs des projets y sont alors vifs. D'autant que l'environnement n'est plus la seule cause de la mobilisation : l'apparition de déficits et d'endettements importants inquiète désormais la société civile (Cour des comptes, 2015). L'autofinancement net des stations y est très insuffisant, voire négatif. Le retour au seul équilibre d'exploitation ne paraît plus possible dans un cas sur deux. Ces facteurs alimentent un débat toujours plus argumenté au moment de la procédure UTN où des conflits opposent élus locaux et associations de défense de l'environnement.

Des conflits faiblement médiatisés, mais bien réels

Les projets de mise en valeur patrimoniale du Néouvielle ont été faiblement médiatisés, et les conflits auxquels ils ont donné lieu encore moins. Développés à l'échelle locale (microconflits), ce sont des conflits portés par des habitants structurés en associations de défense souvent affiliées à France Nature Environnement (FNE) selon une organisation pyramidale, mais encore peu hiérarchisée. En effet, ici le lien entre les opposants à certaines formes de développement touristique et la presse régionale apparaît plus ténu qu'ailleurs : « *Toute La Dépêche avait sa carte de circulation à Saint-Lary, tous les gens de l'administration avaient une carte, ils s'en servaient ou pas, mais il était difficile à un journaliste de venir gratuitement le week-end à Saint-Lary et de faire un article le lundi en disant « Monsieur Mir, vous allez trop loin »* (Entretien F. A., président de l'association pour la défense et la protection des vallées pyrénéennes de Saux et de la Géla, Vielle-Aure, 4/07/2014). Face à une « presse locale verrouillée », ce sont les médias nationaux, presse écrite et télévision, qui, dans les années 1980, ont commencé à s'inquiéter de l'impact de l'activité touristique sur l'environnement et ont offert à certains militants protestataires une tribune médiatique : « *moi j'ai eu la chance de connaître des journalistes, qui sont devenus des copains, qui ne sortaient plus d'ici après, et après, quand il y avait des problèmes, la télé venait ; et après la presse est obligée d'arriver parce que... toute la donne de la com., autant c'était vissé de partout, Sud-Ouest, la Dépêche, etc., autant après, quand la télé est devenue indépendante, ils ont été obligés de suivre* » (Entretien F. A.). Aujourd'hui, la presse régionale peut plus facilement se constituer en relais de la protestation.

Ces débats se revendiquent avant tout comme « locaux », au sens plein du terme : ils sont l'émanation d'une population revendiquant son identité montagnarde. Ce localisme n'est pas nouveau, il apparaît dès les premiers combats des années 1970 : « *(...) j'avais monté une association, mais que de gens de Saint-Lary, parce qu'on ne combattait que ce que faisait Saint-Lary ; on était très, très localisés* » (Entretien F. A.). Ces associations sont très cloisonnées et leurs liens sont ténus. Souvent elles ont fait le choix d'une affiliation à FNE 65, association de veille généraliste, tout en conservant une large autonomie financière et organisationnelle. Au début de l'année 2013, FNE 65 regroupait 23 « associations locales » ou « territorialisées », mais sa notoriété demeure faible auprès du grand public : « *ce n'est pas nécessairement des refus de la part des gens, c'est qu'y connaissent pas, y savent pas ! FNE a beau avoir 40 ans ou 41 ans sur le département, être connu des élus pour être des enquiquineurs, des gens qui viennent casser des projets, mais dans le grand public, on n'est pas connu* » (Entretien R.B., président FNE 65, 1/12/2014). L'affiliation permet pourtant aux associations locales de bénéficier des conseils et du savoir-faire de la fédération départementale en matière de lutte environnementale. Ce choix est souvent plus pragmatique qu'idéologique. Les affiliés n'ont souvent qu'une connaissance limitée de la cause environnementale. Ils éprouvent des sympathies politiques parfois assez éloignées de l'écologie politique et leur engagement peut être motivé par des raisons autres que la stricte défense de l'environnement : « *notre association attire de plus en plus des adhérents qui ont des intérêts économiques* » (Entretien M. G., responsable montagne FNE 65, Bours, 11/03/2014). Le soutien de FNE 65 est précieux et permet aux associations locales de se former plus rapidement au fonctionnement de l'administration française et au droit de l'environnement. L'association départementale réalise une mission de veille constante et, par sa participation à de nombreuses instances dont la commission départementale des sites, perspectives et paysages, par son intégration à des réseaux nationaux, elle est aussi en mesure de remplir une fonction d'alerte. Elle dispose enfin d'une pratique éprouvée du contentieux judiciaire parvenant souvent à obtenir l'annulation d'UTN. Ainsi, l'association contre le projet du tour du Néouvielle a-t-elle pu attaquer le projet de construction du refuge d'Aygues-Cluses accordé dans le cadre de l'UTN et avoir gain de cause. Cette capacité de résistance a entraîné souvent la paralysie des projets dans le Massif (Piau-Engaly-La Géla, Aygues-Cluses, Saint-Lary-Soulan) : « *Il y a des associations de protections de la nature qui attaquent chaque fois, mais c'est normal : la procédure est normale ; ce sont des contre-pouvoirs utiles. Il faut que ce soit constructif ; par contre... sur certains territoires, rien n'avance...* » (entretien S.M., Hautes-Pyrénées Tourisme Environnement – CG 65). C'est le cas pour le Néouvielle.

-



Figure 35. Panneau rappelant les pratiques interdites dans la réserve. Dans les faits, en haute saison estivale, les trois premières interdictions sont très largement « oubliées » (observation de terrain). On a ainsi compté en une journée en semaine fin août 2008 plus de 20 tentes autour des lacs de Bastan et plus de 20 chiens/jour, en totale liberté, cliché Vincent Vlès, 2010

La genèse, les registres de légitimation et les formes d'expression de la contestation sociale des projets d'équipement touristique autour du Néouvielle ne sont pas une simple réaction de type NIMBY (Trom, 1999). Les ressorts de la mobilisation locale pour la défense de ce paysage pyrénéen exceptionnel montrent qu'il s'agit encore de conflits autour de la valeur de la nature (Lahaye, 2007). Pour autant, la dynamique conflictuelle — entendue ici au sens large comme « *le processus qui va du déclenchement de l'action jusqu'à l'éventuelle résolution* » (Mormont, 2006) — et son articulation au projet territorial ont évolué : aux mouvements de masse ont succédé les outils des réseaux numériques et du savoir-faire juridique. La capacité des opposants à sortir d'une logique purement réactive pour impulser, par une force de proposition une « transition touristique » n'est pour autant toujours pas enclenchée par les mobilisations.

D'avantage expression d'une résistance au changement (logique réactive), on peine encore à déceler dans ces mouvements un terreau favorable à l'innovation territoriale.

3.4. Une incantation à la fréquentation malgré l'absence d'action concrète de valorisation économique.

Innovation et patrimoine : une rhétorique actuellement dépourvue d'effets en termes de retombées dans le Néouvielle

L'économie de services (commerce, domaine tertiaire) et l'agriculture sont les deux secteurs constituant l'économie du territoire. L'agriculture et le pastoralisme sont inscrits au cœur du territoire, ils l'ont fait vivre et l'ont modelé. L'industrie y a joué un rôle important. La découverte et l'exploitation de minerais, ainsi que la construction de centrales hydroélectriques et autres barrages ont permis aux villages de survivre et à certains de se développer. On retrouve des traces d'anciens minerais de manganèse dans la commune de Vielle-Aure. La présence de centrales hydroélectriques et de barrages témoigne de ce passé. Toutefois le secteur tertiaire a pris le relais, occupant la première place dans l'économie du territoire et générant plus de retombées économiques et sociales. Le tourisme est le principal poumon économique dans le sud du territoire, notamment grâce aux stations de ski.

L'étude de l'offre d'hébergements et de restauration dans les communautés de communes qui entourent le Massif permet de rendre compte du potentiel de lits touristiques et de points de restauration dont dispose le territoire, dans un objectif de valorisation qui est d'attirer des visiteurs et de leur proposer des packages comprenant des activités de loisirs ou de découverte du patrimoine, un point de restauration et un hébergement afin de constituer une offre séjour, de plus d'une journée. On dénombre au total 694 résidences secondaires sur 1372 logements soit un taux de résidences secondaires de 50,5 %. La CC de Véziaux d'Aure compte un total de 4269 lits touristiques (sources : INSEE et O.T., 2014). Les résidences secondaires sont au nombre de 1926, sur un ensemble de 2612 logements (soit 73,7 % de résidences secondaires). La Communauté de communes de la haute vallée d'Aure comptabilise 11 563 lits touristiques disponibles.

Une forte disparité marque la restauration dans le territoire. La commune de Saint-Lary-Soulan comptabilise un total de 63 restaurants alors que la commune de Vielle-Aure en compte seulement 6. La forte présence de restauration à Saint-Lary-Soulan est liée à l'activité de station de ski.

Pour innover, les acteurs du Néouvielle auraient pu poser la valorisation des ressources locales en tant que *processus* de développement durable. Il s'agissait d'abord de repérer si les conditions permettant de valoriser un panier de biens et de services territorialisés étaient réunies : quels sont les produits et les services potentiellement et réellement constitutifs du « panier typique Néouvielle »²⁰ ? Quel(s) en sont le(s) produit(s) leader ? Quelles sont les dynamiques territoriales de valorisation de ces produits déjà existantes ? Dans un projet de réflexion sur la valorisation concertée des ressources locales autour du massif du Néouvielle, quels acteurs doivent être associés ? Quel est le périmètre territorial pertinent (autour du massif du Néouvielle) ? Créer des services et biens propres, spécifiques au lieu, notamment dans les domaines agroalimentaire et pastoral, aurait pu permettre de créer un produit phare, au moins un élément de référence typique nécessaire à l'élaboration et au lancement d'un panier de biens et services à valoriser. Pour l'heure, les produits labellisés qui sont commercialisés dans le Néouvielle sont communs à l'ensemble des régions montagneuses, et pas seulement pyrénéennes. L'absence d'un réseau de vente en circuit court local complique encore la communication sur ces produits. Sur le plan gastronomique ou alimentaire, les plats et les diverses traditions ont été oubliés. Même l'image touristique du Néouvielle n'est pas ou peu valorisée et toutes les références actuelles du territoire sont celles de ses zones périphériques : il y a un riche patrimoine architectural (art roman) dans les vallées voisines, mais il n'est pas valorisé par le programme PER. On découvre dans les restaurants et les commerces du Néouvielle les références à la garbure *béarnaise*, au haricot *tarbais*, aux vins du *Jurançon*, aux produits *basques*, au porc noir *gascon*. La restauration y est essentiellement composée de plats « montagnards » certes, mais d'une autre montagne, notamment des Alpes (*tartiflette*, *raclette*, *reblochon*). Le Néouvielle, à l'heure actuelle, ne présente aucune action qui pourrait devenir un élément du « panier de biens et services » (Pecqueur, 2001).

4. Les enjeux de gouvernance pour définir une stratégie de gestion

L'Association pour la valorisation du massif du Néouvielle, créée en 2007, se compose des 14 communes dont le territoire est concerné, des propriétaires fonciers (essentiellement publics), des propriétaires des refuges existants (communes d'Aragnouet [station de ski], de Saint-Lary-Soulan [station de ski], de Barèges [station de ski], de Betpouey, de Vielle-Aure, d'Aulon ; le Club Alpin Français, l'A.S.P.T.T. de Toulouse), des gestionnaires de ces refuges, du Comité départemental du Tourisme des Hautes-Pyrénées, de la Compagnie des Guides des Pyrénées, de l'Association départementale des Accompagnateurs de montagne des Hautes-Pyrénées, de gestionnaires d'estives, des Fédérations départementales de chasse et de pêche et du PNP. L'association « *s'appuie en tant que de besoin, sur le Syndicat à Vocation unique (SIVU) Aure-Néouvielle formé entre les communes d'Aragnouet [station de Piau-Engaly], Aspin-Aure, Saint-Lary-Soulan [station de ski*

²⁰ Les années 90 ont été marquées par la crise des systèmes agricoles intensifs mais aussi par la recomposition des espaces ruraux autour de l'intérêt renouvelé pour la qualité dans la production agro-alimentaire et les services rendus par l'agriculture. Dans les zones rurales en déprise ou plus généralement en difficulté économique, la valorisation par le tourisme de ces ressources nouvelles basées sur les liens entre qualité des produits/services et territoires a été le moteur de stratégies alternatives de développement au sein de ces territoires. Les zones dont le lien qualité des produits/services et territoires est avéré ont mieux résisté à la crise. De l'analyse de ces stratégies, menée depuis près de 15 ans sur différents territoires (Aubrac, Baronnies) par Amédée Mollard (INRA, Grenoble), Bernard Pecqueur (Université Joseph Fourier, Grenoble) et Dominique Vollet (IRSTEA, Clermont-Ferrand), est né le concept de panier de biens et de services territorialisés (Pecqueur 2001 ; Mollard, Pecqueur, 2007)

éponyme] et Vielle-Aure ». La présence des stations de ski y est donc essentielle.

Par ailleurs, le rôle des services déconcentrés de l'État apparaît central dans le montage et le portage du projet du Néouvielle. Ces acteurs reconnaissent les difficultés de la gouvernance du projet : « *On a déjà eu les premiers échos [défavorables] à la Commission des sites avec la section de France Nature Environnement. On est soutenu par contre par le Ministère du Développement durable. On touche à un site qui est perçu comme devant être préservé de toute fréquentation* ». Effectivement, le projet cherche à doubler les nuitées dans un site naturel majeur des Pyrénées dont le patrimoine naturel exceptionnel est très sensible aux impacts des fréquentations et dont la capacité de charge est limitée. Le Parc national, pour sa part, fait état de « *son inquiétude* » quant aux « *dérangements probables* » du Grand Tétrás, espèce emblématique protégée du patrimoine faunistique des Pyrénées, dans ses aires de nidification, c'est-à-dire dans ses lieux de survie. Dans le projet, le maître d'ouvrage s'engage certes à prendre en compte « *dans le cadre du Tour du massif et des itinéraires proposés des zones de reproduction et de quiétude des galliformes* ». Cependant le marquage des sentiers ne suffira pas à canaliser les flux, le hors sentier y étant très facile pour y découvrir ses paysages cachés.

La procédure PER a donc été récupérée en partie pour financer des programmes prêts dans les cartons sans doute depuis longtemps, au moins dans leurs principes. C'est le cas pour le refuge d'Aygues-Cluses qui a sans doute servi de catalyseur dans cette opération. Le projet initial des PER (« *soutenir les dynamiques d'initiative rurale et encourager l'innovation* » et, plus spécifiquement « *soutenir des projets générateurs d'activité économique et de développement local en favorisant de nouvelles dynamiques territoriales, tant sur le plan organisationnel, en termes de gouvernance et de relations entre acteurs, que par les effets de levier améliorant la valorisation du potentiel local préexistant* ») est traduite par la mise en réseau de 4 refuges pour boucler ces « *tours de massif* » que souhaitait le ministère du Tourisme dans les années 1990.



Figure 36. Le pic de Néouvielle (3 099 m), depuis la montagne de Cap de Long, cliché Vincent Vlès, 2008

Cette remise sur le métier d'expériences passées et de références exogènes a plusieurs conséquences locales : celle de ne pas tenir compte des avis divergents de toutes les populations (certains maires s'en sont étonnés lors de l'enquête de terrain), d'étouffer les élites nouvelles (le rôle innovant du maire d'Aulon, par exemple, qui a su créer en 20 ans sur sa commune – qui jouxte la réserve – une réserve régionale porteuse d'une vraie dynamique économique avec installation de populations productives nouvelles), celle de ne pas tenir compte de l'importance des réalisations du Pays d'Art et d'Histoire dont le périmètre couvre le

Néouvielle, mais dont, curieusement, on ne retrouve aucune mention dans le projet, alors que son rôle de valorisation patrimoniale y est, par définition, majeur, celle de montrer une fois encore que la mobilisation politique locale s'appuie sur des critères différents de ceux qui président à la définition des politiques nationales. Cette solidarité locale entre services administratifs et collectivités, au départ peu coordonnés, a permis à chaque acteur d'affirmer sa présence et son rôle au sein de sa sphère d'action dans le portage du projet. Pour la sociologie des organisations, c'est un des schémas classiques du fonctionnement du système politico-administratif local qui explique assez largement l'échec du changement et des processus innovants. (Crozier, 1964)

On pourrait en déduire que la diversification du système de production touristique, qui a été autorégulée localement, ne pourrait être atteinte que par une intégration politico-administrative hétérorégulée plus poussée (État/Parc/collectivités/entreprises/associations/population) : les acteurs locaux se coordonnent moins sur la base d'un projet fédérateur qu'en fonction d'interconnexions fonctionnelles ou d'aura politique locale. La programmation est organisée selon un schéma somme toute très sectoriel sur des objectifs chiffrés sans réelle signification s'ils ne sont accompagnés par des mesures d'encadrement et de valorisation (« *augmenter la fréquentation de la randonnée de 100 000 visiteurs/an* ») et sur le plan institutionnel, le tout est porté par la complicité de l'administration et des élus locaux autour de la rhétorique de l'intérêt général. Ici, la procédure de Pôle d'Excellence Rurale n'apparaît pas en soi pouvoir être présentée comme une expérience de diversification ; elle n'a été convoquée que dans la mesure où les acteurs locaux ont pu en « plier » les attendus afin d'y faire entrer leur rationalité propre, assez éloignée du changement innovant. Les pratiques « augmentées » de l'activité touristique proposée par les aménagements du PER (refuges, portes d'entrée qui ouvrent aux touristes la traversée peu contrôlée de grands espaces naturels fragiles) témoignent, même à la marge, de cet écartement à l'ordre imposé par l'aménagement tel qu'il a été programmé. Le pouvoir « d'engendrement », « d'innovation », de diversification permis par le recours au PER n'a pas eu lieu ; c'est un alibi. Il restera un mirage auquel s'accrochent quelques acteurs centraux pour fonder leur intervention et justifier leur maintien dans un système de décision locale au final peu révolutionnaire. Il est dommage que le projet de *trail des Pyrénées* qui dans sa conception et sa réalisation, où le patrimoine joue un rôle majeur, constitue un exemple de ce qu'une gouvernance partagée peut produire, n'ait pas pu servir de socle pour construire le projet de PER Néouvielle. Il est souvent pris en exemple tant par les décideurs, que les acteurs ou que la population locale sans qu'il serve de cadre de référence.

Une gouvernance cloisonnée

Éloigné de « PER-étendards » qui portent à un niveau plus prospectif le projet du territoire, le PER Néouvielle est construit sur un modèle de complicité : il repose sur des relations de pouvoir parallèles entre élus et services de l'État. Le schéma est classique et a été décrit dès 1966 par Jean-Pierre Worms. Porté par l'État et quelques élus influents du territoire, il est marqué par le caractère descendant de la démarche (de l'État vers la conseillère générale et l'Association qu'elle préside). Cette complicité permet à un projet ancien ayant achoppé à une politique de guichet (l'extension des stations) de renaître en politique de projet « d'excellence ». On est ici typiquement dans le schéma classique des « collusions locales », des relations de complicité du « Préfet et ses notables » où les acteurs s'entendent pour s'adapter au passage de la politique de zonage à la politique de compétitivité. Utiliser l'administration comme agent de changement est problématique, avait déjà démontré Pierre Grémion en 1973 : le manque d'appropriation du projet par la population locale et même par une large partie de ses élus, le faible niveau de connaissance du dispositif auprès des populations et des acteurs locaux attestent de la récupération de l'argument patrimonial au profit de la procédure « top-down » PER, déconnectée de la mise en projet locale. L'absence de construction de projet dans une approche « bottom-up », de mise en place de nouvelles formes de gouvernance territoriale fondées sur la qualité et discutées (dispositifs des Chartes, Agenda 21, gestion intégrée) et les modes d'implication des populations dans l'opération apparaissent flous lors des entretiens. Les acteurs impliqués semblent avoir vu dans ce projet une occasion de reprendre la main : dans le développement territorial pour l'État, rester présent pour le Conseil général, et de bénéficier de crédits pour moderniser les équipements obsolètes pour les maîtres d'ouvrages des opérations (le Club alpin français, la commune de Saint-Lary, etc.). Les stations de ski alpin en quête d'une image plus « nature », respectable et en recherche de possibilités d'étendre leur offre de ski à ses marges, de légitimer des pratiques hybrides associant toutes les formes de glisse, du ski de piste et du snowboard à la découverte de la nature en ski de randonnée bénéficient aussi de la rhétorique patrimoniale développée par le pôle d'excellence rurale.

La coalition entre services de l'État et collectivités a permis à chaque acteur d'affirmer sa présence et son rôle au sein de sa sphère d'action dans le portage du projet. On retrouve ici un des schémas classiques du fonctionnement du système politico-administratif local qui explique en grande partie l'échec du changement et des processus innovants (Crozier, 1964). Ici, la procédure de Pôle d'Excellence Rurale n'a été appliquée que dans la mesure où les acteurs locaux ont pu en « plier » les attendus afin d'y faire entrer leur rationalité propre, même éloignée de l'innovation. Les pratiques « augmentées » de l'activité touristique proposée par les aménagements du PER (refuges, portes d'entrée qui ouvrent aux touristes la traversée peu contrôlée de grands espaces naturels fragiles), le pouvoir « d'engendrement », « d'innovation », de diversification requis par le recours au PER n'a pas eu lieu. Il reste pour l'heure de l'ordre de l'incantation.

Un projet peu innovant

La différence entre objectifs de valorisation patrimoniale et réalisations équiementières a plusieurs conséquences : celle d'étouffer les élites nouvelles (la commune d'Aulon qui conduit depuis des décennies une politique innovante de tourisme durable ne porte pas le dossier), celle de ne pas tenir compte de l'importance des réalisations du Pays d'Art et d'Histoire dont on ne retrouve aucune mention dans le projet, alors que son rôle de valorisation patrimoniale y est majeur, celle d'écarter les programmes locaux des objectifs nationaux : moderniser un refuge relève-t-il de « l'excellence » ?

Si l'innovation est absente du dossier, c'est aussi parce que le projet s'est contenté d'un recyclage de vieux dossiers en souffrance, sans prendre en compte les ressources patrimoniales agricoles, pastorales, artisanales ou architecturales du massif. Seule action patrimoniale, une opération prévue par le PER consiste à accueillir dans un bâtiment en altitude (accessible aux visiteurs) un point de vente de fromages. Le problème est que le Néouvielle n'est pas un territoire où on produit du fromage. Les cheptels y sont élevés pour l'embouche. L'opération revient à « importer » en altitude, par transport motorisé (donc avec émission de gaz à effet de serre), des produits alimentaires fabriqués ailleurs.

De même, force est de constater que les effets d'entraînement de dynamique territoriale pour sortir des situations de tourisme sectoriel (ski alpin) n'ont pas rencontré pour l'heure le succès escompté. Les raisons en sont la faible connaissance et le peu d'appropriations locales du dispositif, la mise à l'écart du tissu socio-économique local et l'absence de projets structurants et innovants basés sur les ressources patrimoniales du territoire. Annoncé comme levier de diversification territoriale raisonné, le dispositif PER se révèle davantage comme outil d'équipement d'accueil des visiteurs. Le PER Néouvielle favorise davantage la logique d'équipement courant (restauration et création de refuges, création de portes d'entrée avec services supposés favoriser l'augmentation de la fréquentation, création de services commerciaux en altitude – dans un secteur où le Parc national pourrait s'y opposer) que la logique de projet collectif autour d'impératifs d'innovation et de diversification ; ce qui complique fortement et rend peu probable l'atteinte des objectifs recherchés.

*

* *

Le dispositif PER Néouvielle semble avoir été le lieu d'un processus « d'habillage patrimonial ». Fort d'une dimension sacralisante aux yeux de la société (locale et extralocale), l'argument patrimonial participe du processus de légitimation des formes de gouvernances locales. Le projet « d'excellence » a été récupéré pour servir d'alibi à des opérations fort éloignées du processus d'innovation. Elles visent prioritairement à la poursuite et à la prise en charge d'opérations que le productivisme touristique des stations n'avait pas réussi à régler jusqu'à présent. Au lieu de modifier le fonctionnement initial du système politico-administratif de gouvernance du tourisme local et d'impulser une nouvelle organisation interne porteuse d'innovation, cette procédure d'excellence et de compétitivité des territoires a plutôt reproduit dans le Néouvielle un ordre localisé et traditionnel fait de complicités, provoquant peu de perturbations et suscitant de faibles réactions à l'échelle locale.

L'expérience de diversification semble avoir fonctionné selon un référentiel des années 1980 modifié ni dans ses fondements ni dans sa mécanique. La procédure « d'innovation compétitive » a reproduit les interventions et la position des acteurs dans un ensemble assez bien structuré et dont la stabilité est assurée par la permanence des décideurs et leurs rapports privilégiés avec l'administration. Cette régulation croisée a freiné le changement et confirmé les choix d'un système touristique résilient : le projet n'est pas parvenu à fonder une solidarité de gestion territoriale du tourisme entre les stations et leur hinterland. Processus légitimant, la patrimonialisation annoncée de ressources matérielles (patrimoines bâtis) comme immatérielles (patrimoine paysager, patrimoine alimentaire, savoir-faire, agropastoralisme) a apporté une garantie symbolique aux yeux des acteurs, qu'ils soient politiques, touristiques, ou issus de la société civile, allant jusqu'à permettre l'aboutissement de démarches conventionnées et résolvant des problématiques de modernisation d'un parc d'hébergement de pleine nature obsolète. L'« utilisation » et l'inscription rhétorique du patrimoine dans le projet de PER ont apporté une garantie symbolique aux yeux des évaluateurs et des financeurs. Cet alibi patrimonial, porté par des systèmes de représentations positifs et encouragés par un engouement indéniablement généralisé autour du patrimoine, témoigne que ce territoire de montagne reste attaché, dans les représentations de ses habitants et de ses visiteurs, à des images liées à la tradition, au passé et à l'héritage, inhibant, au moins dans les perceptions, toute dimension innovatrice.

Opération 3 — Quels indicateurs pour apprécier la trajectoire des stations et notamment leur élargissement vers l'échelle « territoriale » d'une aire touristique aux activités plus diversifiées ?

P. DERIOZ (coord.), Ph. BACHIMON, V. VLES



Figure 37. L'autre transhumance... Résidence secondaire d'Auzat (09), dont les volets sont encore fermés en ce début juin. Parce qu'il est un rappel de la montée des bêtes vers les pelouses de la haute montagne à l'orée de l'été, le nom dont la maison a été baptisée, « *L'Estive* », invite irrésistiblement à l'analogie avec l'arrivée estivale en Vicedessos des résidents secondaires.

Cliché P. Dérioz, 5/6/2013

1. Contexte, thématique et objectifs de l'opération 3

Au sein du programme TRATSO, qui se penche sur les trajectoires des stations touristiques du grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle, cette action de recherche se focalise résolument sur la période contemporaine, marquée pour la plupart des stations par un élargissement de l'assise territoriale (François, 2007) qui s'articule avec une diversification fonctionnelle : décrites il y a peu encore comme des exemples achevés de systèmes sociospatiaux spécialisés (Clary, 1983 : 66-86 ; Stock, 2003 : 57-70), précisément localisés et structurés autour de l'exploitation – économique (organisation des pratiques) et symbolique (communication) – d'une ressource principale, le front de mer pour les stations littorales, la neige pour les stations de sports d'hiver, les stations touristiques tendent aujourd'hui à se fondre dans des ensembles territoriaux plus étendus, moins nettement circonscrits aussi sans doute, pour lesquels V. Vlès (2014 : 23-27) propose de parler de « métastations »²¹. Son propos concerne en premier lieu les stations de montagne, sur lesquelles a porté notre travail.

Cette évolution nous semble induite par l'interaction de trois ensembles de facteurs :

- le premier ensemble de facteurs découle directement des effets de diffusion spatiale du phénomène touristique *lato sensu* (manifestations directes et effets indirects : résidentialité, activités, services, migrations pendulaires liées à l'emploi...) à partir du noyau initial de la station, dans un contexte contemporain de mobilité facilitée et accrue (amélioration systématique des liaisons routières y compris en montagne).
- le deuxième ensemble est lié à la remise en cause contemporaine du caractère « monospécialisé » du modèle stationnel originel, tant à cause des mutations profondes que connaissent les pratiques touristiques (dont une baisse tendancielle nette de la fréquentation des stations et la quête d'une offre plus variée), qu'à cause de la prise de conscience croissante de l'insoutenable économique et environnementale du modèle lui-même (Clarimont et Vlès, 2008 ; Bourdeau, 2009). Cette remise en cause fait de la diversification des activités un enjeu stratégique de premier plan pour les stations, et les conduit à la mise en œuvre d'autres ressources comme au déploiement de nouvelles fonctions, avec pour corollaire un élargissement spatial de leur ancrage territorial (George-Marcelpoil, 2007 ; Vlès, 2007).
- le troisième ensemble procède de la dynamique générale en France de l'intégration intercommunale, qui concerne aussi les stations et les implique de manière toujours plus importante dans le cadre territorial élargi des Communautés de communes (depuis la loi ATR de 1992), au-delà de l'appartenance éventuelle à des instances encore plus amples – mais également plus lâches, de type PNR ou Pays. (Clarimont et Vlès, 2006 ; Vlès, 2015).

Ces aires touristiques constituées ou en émergence, sont analysées ici en tant que « systèmes touristiques territorialisés » (STT) (Dérioz et alii, 2015b)²², c'est-à-dire des systèmes territoriaux dont la fonctionnalité dominante – ou l'une des fonctionnalités dominantes, ce qui renvoie le cas échéant à la question du degré de spécialisation du territoire – est l'activité touristique *lato sensu*²³. Le concept de « territoire » est ici entendu comme une réalité polymorphe, déterminée par les multiples combinaisons possibles de critères de nature différente en interaction (figure 38 ci-après, Dérioz, 2102). Le STT est dès lors envisagé comme un système complexe aux dimensions multiples, fondamentalement ouvert, structuré autour de la fonction touristique, mais également conditionné par un environnement extra – et intraterritorial qui comprend à la fois des processus géophysiques et écologiques, et d'autres fonctionnalités sociospatiales (agriculture, élevage, industrie, résidentialité...) (figure 39, Dérioz et alii, 2015b). Le S.T.T. n'implique toutefois pas nécessairement la totalité des éléments que renferme le territoire en tant qu'entité spatiale, comme il ne se confond pas non plus avec le seul sous-système des activités touristiques *stricto sensu*, dans la mesure où il intègre l'ensemble des champs thématiques avec lesquels les interactions sont structurantes. Fondamental dans l'identité du territoire, qu'il qualifie par son existence, le S.T.T. est à l'évidence fortement dépendant vis-à-vis de l'extérieur (territoires à économie extravertie par définition).

²¹ Meta, en Grec, « exprime le changement, la succession, le fait d'aller au-delà, à côté de, la transformation. La métastation est une station confrontée au changement, aux mutations » (Vlès, 2014 : 23)

²² cf. aussi Boudières, Gerbaux, Marcelpoil, 2004 - Gerbaux & Marcelpoil, 2006 - Fablet, 2013 - Vlès, 2014 : 93.

²³ Nous englobons ici l'ensemble de la socio-économie des loisirs, et non les seules activités relevant du tourisme tel que défini, par exemple, par l'Organisation Mondiale du Tourisme.

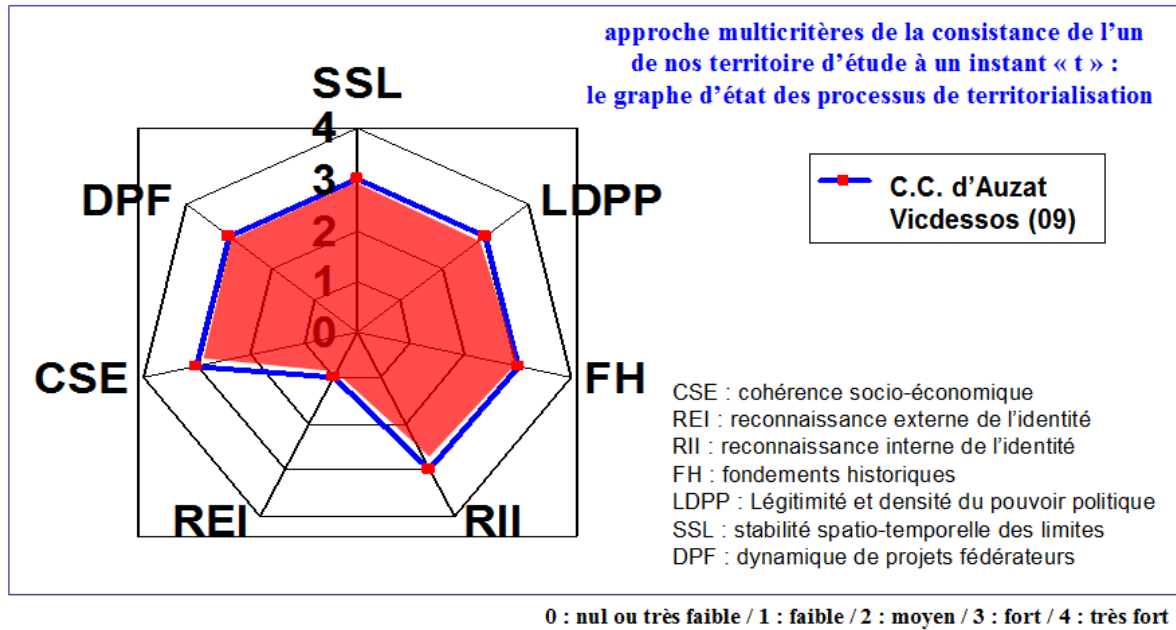


Figure 38. Approche multicritères du territoire en tant que construit sociospatial à géométrie variable

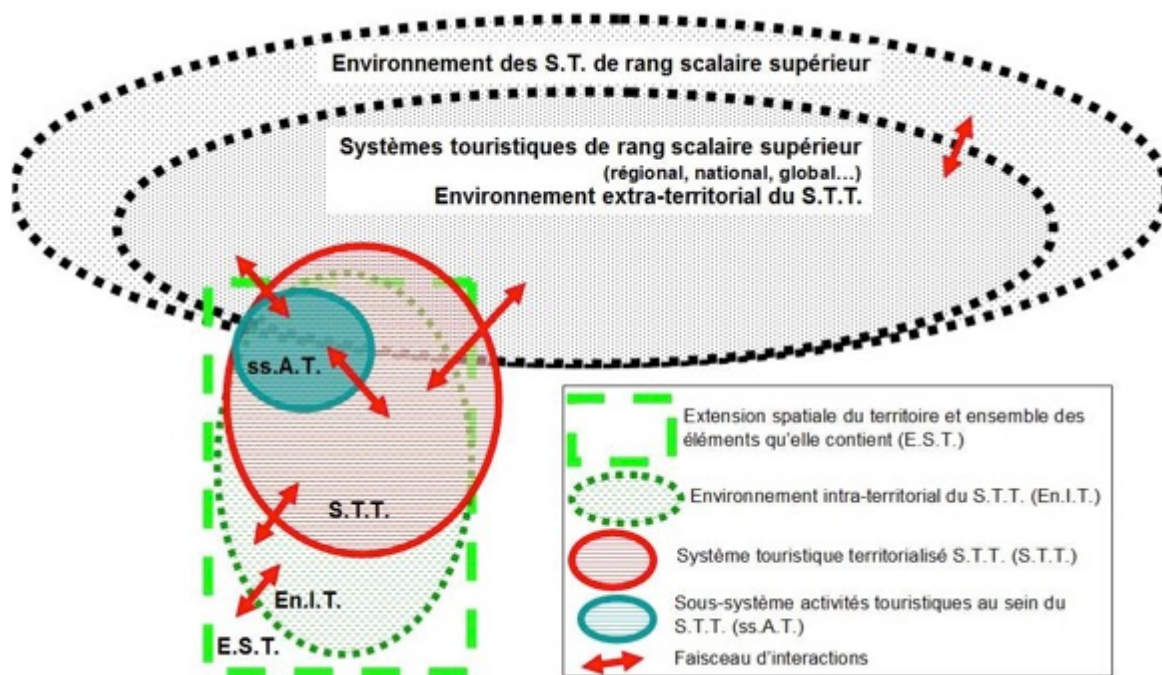


Figure 39. Les S.T.T. et leur environnement (dimensions internes et externes) (Dérioz et alii, 2015)

Nous faisons l'hypothèse que le processus de passage des systèmes stationnels initiaux aux S.T.T. contemporains, qui se traduit par un élargissement spatial (rupture d'ancrage spatio-temporelle), une tendance à la complexification de leurs fonctions (ruptures d'ancrage fonctionnel : diversification des activités relevant du secteur touristique, intégration plus poussée entre ce secteur et d'autres secteurs d'activités...) et des changements « d'image » (ruptures d'ancrage représentationnelles...), se manifeste avec des intensités et selon des modalités variables en fonction des contextes locaux et de la nature des processus à l'œuvre. Le cas

échéant, il peut même sans doute s'agir d'évolutions en trompe-l'œil, exploitées par des discours et des stratégies de communication que démentent les analyses économiques et sociales.

L'objectif de cette action de recherche est ainsi d'explorer, sur différents terrains pyrénéens aux réalités contrastées, le potentiel explicatif d'un certain nombre d'indicateurs permettant de caractériser et d'évaluer les processus à l'œuvre dans la consolidation et le fonctionnement des S.T.T. Quatre familles d'indicateurs ont été retenues et testées dans le cadre de TRATSO, qui renvoient à des facteurs clés dans l'orientation des trajectoires des S.T.T., et permettent de préciser l'intensité et les modalités de leur fonction touristique et récréative :

- 1 — indicateurs spatiaux et paysagers de l'intensité et de la diversité des formes de mise en tourisme.
 - indicateurs paysagers de l'activité touristique et récréative
 - analyse de la distribution spatiale des activités touristiques et/ou récréatives (degré de diversification), de la signalétique, de l'organisation des réseaux/accès... etc. : mesure de la place qu'occupe la fonction touristique, typologie paysagère, traductions cartographiques.
 - analyse du rapport entre paysage touristique « mis en scène » et paysage usuel, « banal », à travers l'analyse systématique de la documentation touristique (lieux, types d'espaces).
 - indicateur de la dynamique touristique par la mesure des délaissés : inventaire et caractérisation des friches touristiques interprétées comme signe (ou « apparence ») d'une déprise touristique voire d'un hypothétique post-tourisme (Bachimon, 2012).
- 2 — indicateurs du résidentiel touristique : mesure de la proportionnalité entre résidentiel marchand (avec inventaire de la nature des hébergements) et résidences secondaires (type de résidentialité secondaire, formes de transmission – intrafamiliale vs marché immobilier plus ou moins actif –, distribution spatiale).
- 3 — indicateurs de structuration administrative et politique : analyse des processus de construction et du fonctionnement politique des intercommunalités (et de leur rôle dans la structuration, l'offre et la communication touristique : nature des projets, moyens dédiés, ressources humaines)
- 4 — indicateurs de contenu/cohérence de l'image territoriale : analyse de la communication territoriale (touristique/non touristique) et de la structuration du (ou des) systèmes représentationnels qui « disent » le territoire (toponymes, thèmes, valeurs, espaces...) ; observation des décalages éventuels
 - entre systèmes représentationnels différents (par exemple, articulation ou confrontation éventuelles entre démarche touristique et démarches patrimoniales (patrimonialisations environnementales et/ou culturelles, cf. action 1 de l'axe « diversification » de TRATSO)
 - entre « récits » ou « images » du territoire, et la « réalité de terrain »

L'ensemble de ces indicateurs a été travaillé sur les trois terrains retenus (cf. section suivante), avec un effort comparatif tout particulier sur l'étude du paramètre résidentiel et notamment l'analyse des phénomènes de « dédoublement résidentiel » (Bachimon, Dérioz, Vlès, 2015) dans le fonctionnement et l'évolution des systèmes touristiques. L'objet de la recherche était de montrer, à partir d'un espace montagnard unique – les Pyrénées, où les « résidences secondaires » tiennent une place déterminante dans la production ou la réhabilitation d'espaces bâtis –, l'extraordinaire diversité des situations, des usages et des fonctions du dédoublement résidentiel. Rappelons que les résidences secondaires²⁴ représentent au minimum aujourd'hui, selon le type de stations pyrénéennes, 54 % de la capacité d'accueil (parfois jusqu'à 82 %), suivie des meublés (22 %) et des hébergements collectifs (8 %).

Notre recherche a d'abord envisagé ce phénomène sous l'angle des mutations paysagères, qui hésitent entre modernité fonctionnelle et apparence de patrimonialisation. Elle a également pris en compte la grande variété du marché foncier soumis à de fortes fluctuations selon les pressions spéculatives, et à des cycles décennaux

²⁴ Les résidences secondaires sont des logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances pour des saisons touristiques dans les stations touristiques, dans les stations balnéaires, de sports d'hiver, etc. On y classe également les logements meublés, loués ou à louer. Sont inclus dans cette catégorie de logements les cas de multipropriétés ainsi que les gîtes ruraux, les villages de vacances « en dur » et les hôtels résidences de tourisme. Est exclu le logement mobile sédentarisé, caravane ou mobile home installé à demeure sur un terrain. (INSEE 1999). Si seulement 30% des 3 millions résidences secondaires recensées en France remplissent une fonction d'hébergement touristique, saisonnière et occasionnelle, officielle ou non, soit 5 à 6 millions de lits (1,2 millions seulement sont classés ou labellisés) [Direction du tourisme, 2006], leurs formes deviennent de plus en plus variées et marquent des évolutions des territoires touristiques assez différentes. Par exemple, le phénomène de *résidentialisation* décrit le passage de la résidence secondaire en résidence principale.

(Fablet, 2011). Elle a interrogé l'image « négative » qu'en ont les habitants de ces territoires (qui toutefois la favorisent par la cession de tout ou partie de leur foncier), mais aussi les gestionnaires des stations qui déplorent ces lits qualifiés de « froids » en raison de leur faible durée d'occupation moyenne (42 nuits/an selon l'enquête Ipsos Marketing pour Atout France en 2010). Enfin, elle a montré que la mutirésidentialité s'avérait aujourd'hui entrée dans une normalité d'itinéraires de vie qui dépasse la seule résidentialité secondaire et révèle plutôt l'extraordinaire variété des évolutions sociétales contemporaines (familles recomposées, distension entre lieu de travail et de vie, mobilités accrues, ubiquités virtuelles liées notamment au numérique).

2. Terrains d'étude de l'opération 3

Cette action de recherche s'est déployée sur trois terrains pyrénéens distincts, aux caractéristiques assez différentes, où tous les indicateurs envisagés n'ont pas été travaillés exactement de la même manière :

1 — La Cerdagne française (P.O.) a connu un développement touristique précoce autour du « climatisme », dès la toute fin du XIX^e siècle, facilité par la construction de la ligne ferroviaire du Train jaune, qui permet dès 1911 d'atteindre Bourg-Madame au départ de Villefranche-de-Conflent. On doit d'ailleurs à la société exploitante de cette ligne la construction du Grand Hôtel de Font-Romeu (1914), symbole du premier développement de la station. Le développement après-guerre des sports d'hiver (ski) est de la même manière à relier à l'amélioration des liaisons routières avec le Roussillon et la vallée de l'Ariège, tout comme l'explosion contemporaine de la résidence secondaire – toulousaine ou barcelonaise – a été rendu possible par le percement des tunnels du Cadi (1987) et du Puymorens (1994).

Sans que l'on doive parler, à l'échelle cerdane, de monoactivité, le tourisme tient aujourd'hui une place de premier plan²⁵ pour la communauté de communes « Pyrénées-Cerdagne » (8 874 habitants, 19 communes – dont 7 n'adhèrent que depuis 2013, et 2 [dont Font-Romeu] se sont retirées depuis la création en 1996 –, avec pour siège Saillagouse). Ce tourisme articule schématiquement trois modalités, tourisme de sports d'hiver centré sur différentes stations, tourisme rural et de pleine nature (randonnée en montagne) – plus diffus et principalement estival –, et tourisme résidentiel, avec près de 11 500 résidences secondaires (62 % du parc immobilier), phénomène ancien dont l'accélération récente (années 1990-2000) s'est traduite par l'importation du modèle espagnol des gros lotissements compacts (*cases adossades*) en périphérie des noyaux villageois anciens (Bachimon *et alii*, 2013 & 2009). Deux de ces composantes – stations de sports d'hiver et résidences secondaires – apparaissent aujourd'hui en crise, même si l'expression locale de ces déséquilibres et de ces tensions ne s'avère pas partout aussi nette.

Cet ensemble est donc particulièrement intéressant par rapport à notre questionnement puisqu'il montre à la fois une aire touristique fonctionnelle dont l'échelle est celle de la Cerdagne tout entière (dissémination de la résidence secondaire et possibilités de choix ouvertes tant pour les skieurs que pour les randonneurs), mais aussi la persistance de logiques stationnelles dans un contexte de faible niveau de coopération intercommunale (Vlès, 2012 ; Bachimon et Dério, 2015), en dépit de l'appartenance des quatre stations de ski du secteur au consortium des « Neiges catalanes »²⁶. Les menaces liées au réchauffement climatique dans une région réputée l'une des plus ensoleillées de France laissent augurer l'aggravation des problèmes d'enneigement, et les ont déjà contraintes à de lourds investissements, notamment pour produire de la neige de culture, qui grèvent des situations financières déjà très précaires (la fermeture depuis 2013 de la station Err-Puigmal en donne une illustration frappante).

Dans le même temps, les effets de la crise immobilière – particulièrement vive en Espagne – ont été très spectaculaires en Cerdagne, où non seulement le processus d'implantation des résidences secondaires a largement pris fin, mais où de gros projets d'immobilier de tourisme sont également restés à l'état de chantier en déshérence (Eyne). Les lenteurs et les difficultés du processus de construction des solidarités intercommunales pèsent donc ici d'un poids particulier alors même que la pérennisation du tourisme de sports d'hiver, mais aussi la recherche et le développement d'alternatives en matière d'activités récréatives passent inéluctablement par cette échelle-là.

²⁵ L'activité touristique en Cerdagne française représente environ 80 % de l'activité économique générale (Vlès, 2012).

²⁶ Les Neiges Catalanes comprennent aussi les trois stations de ski alpin (dont Les Angles) et les deux stations de ski nordique du Capcir. Dans notre zone d'étude, les stations concernées sont celles de Font-Romeu/Pyrénées 2000 et Espace Cambre d'Aze (commune d'Eyne), hors communauté de communes, Porté-Puymorens, et Err-Puigmal, fermée depuis 2013. De l'autre côté de la frontière, la grosse station de La Molina draine aussi une partie des clientèles espagnoles qui habitent du côté français.

Missions en Cerdagne : 24/04/2013 (P. Dérioiz) – 26/07/2013 (P. Dérioiz et V. Vlès) – 4 – 5/11/2013 (P. Dérioiz et V. Vlès) – 25 – 26/04/2014 (P. Dérioiz, P. Bachimon, M. Loireau, P. Upadhayaya) – 17 – 23/07/2014 (P. Bachimon et V. Vlès) – 2 – 5/09/2014 (P. Bachimon) – 25 – 27/10/2014 (P. Bachimon) – 13 – 20/02/2015 (P. Bachimon et V. Vlès) – 2 – 7/3/2015 (P. Bachimon) – 14 – 16/05/2015 (P. Bachimon et V. Vlès) – 5 – 8/06/2015 (P. Bachimon et P. Upadhayaya) – 18 – 19/6/2015 (P. Bachimon)

2 — Le Vicdessos (Ariège), présente un cas de figure radicalement différent, dans lequel le ski (avec le petit domaine skiable de Goulier neige) a toujours joué un rôle mineur, et où la notion même de « station », d'apparition récente, a pris une forme très spécifique. Le départ de Pechiney puis la fermeture en 2003 de l'usine d'Auzat y a marqué la fin d'un siècle d'histoire industrielle qui avait transformé en profondeur la société locale (Davasse et alii, 2012), et a amorcé une mutation radicale vers l'économie du tourisme et des loisirs : engagée dès les années 1990 par quelques élus qui avaient anticipé cette mutation, l'option retenue pour la reconversion de ce petit territoire de montagne (10 communes, 1400 habitants) est celle d'un développement fondé sur l'attractivité touristique et sur le déploiement d'une gamme diversifiée d'activités récréatives de pleine nature. Dès 1993 le concept novateur de *station sport nature* élargit à l'échelle du territoire la notion de station, et témoigne du caractère intercommunal de la mise en œuvre de cette stratégie, qui coïncide avec le regroupement des collectivités locales en district (1989) puis en communauté de communes (2002). L'espace large des pratiques *outdoor* (randonnée, parapente, canyoning...) s'articule alors avec des équipements plus lourds en fond de vallée (centre équestre, via ferrata, parc accrobranche, salle d'escalade) et une petite station de ski. Les ressources financières liées à l'activité industrielle passée ou à l'hydroélectricité, puis celles reçues au titre d'un Contrat territorial de Revitalisation économique (2004-2006), ont donné au territoire les moyens nécessaires pour investir. Les clientèles visées sont pour partie extérieure au territoire, notamment toulousaines (l'ouverture en 2001 du tunnel de Foix sur la quatre voie a mis Toulouse à un peu plus d'1 h 30 de voiture), mais une proportion importante de la fréquentation du territoire est aussi le fait de résidents secondaires qui ont majoritairement des attaches locales (2000 lits marchands environ, pour 1500 résidences secondaires, qui représentant 67 % du parc résidentiel). (Dérioiz et alii, 2012)

Dans le contexte traumatique de la perte des emplois industriels, c'est la durabilité socio-économique du nouveau modèle de développement qui a d'abord préoccupé, et a imposé un travail de remodelage de l'identité du territoire qui visait autant à renforcer la visibilité externe de cette « destination » vis-à-vis des clientèles potentielles, qu'à conforter l'adhésion de la population locale au projet territorial de substitution. Dans les deux cas, cela passait aussi par la valorisation sélective de certains éléments de patrimoine. Le paysage montagnard, ressource fondamentale, est présenté avant tout comme un décor et un support de pratique : en dépit de l'intégration au sein du récent PNR des Pyrénées Ariégeoises (2009), la communication insiste peu sur le patrimoine naturel, alors même que les milieux en fond de vallée ont beaucoup gagné avec l'arrêt d'une activité industrielle particulièrement polluante.

Ce sont surtout les activités humaines, prises dans leur dimension historique, qui font l'objet d'opérations de valorisation patrimoniale, au rythme d'un sentier d'interprétation par an depuis l'ouverture d'une *Maison des patrimoines* à Auzat (2007) : anciennes terrasses agricoles, château en cours de fouilles, anciennes mines, abris pastoraux (*orris*) restaurés ou aménagements hydroélectriques se trouvent de la sorte mis en scène *in situ* comme dans le « récit » collectif. Ce volet « patrimonial » de la communication territoriale s'adresse autant aux habitants et aux résidents secondaires qu'aux touristes *stricto sensu*. Ainsi le basculement vers le mode « patrimonial » a-t-il été regardé comme un moyen de mieux tourner la page de l'ère industrielle en évitant le stade douloureux de la friche : sa mise en patrimoine (espace muséographique dédié, *chemin de l'Aluminium* à Auzat) s'est accompagnée d'une entreprise radicale d'effacement de son empreinte matérielle (destruction de l'usine dès 2006, réhabilitation des crassiers). (Dérioiz & alii, 2015a)

Composante majeure de la formation des paysages montagnards, marginalisée durant la phase de plein emploi industriel, les activités pastorales sont garantes de la ressource paysagère sur laquelle repose l'attractivité touristique (abords des villages, estives). Si la pression des troupeaux reste parfois insuffisante pour contenir la progression des arbres, la mise en place d'Associations Foncières Pastorales centrées sur des villages témoigne chez les élus de la prise de conscience précoce de cet enjeu, et du facteur-clé de l'accès au foncier. La reconnaissance du rôle des exploitations dans l'entretien de l'espace, l'importance de la vente directe et l'effort collectif des éleveurs pour faire connaître leurs activités (foires, fête de la transhumance) (Cancel,

2013 ; Dérioiz et alii, 2014) tendent à souligner leur place – matérielle et symbolique – dans le fonctionnement de ce S.T.T., dont il importe d'apprécier aujourd'hui le degré de consolidation²⁷.

Sur ce terrain, les recherches ont été conduites dans le double cadre du programme **TRATSO** et du programme **SYSTERPA**, labellisé par l'Observatoire Hommes-Milieus *Pyrénées-Haut-Vicdessos* : http://w3.ohmpyr.univ-tlse2.fr/programme2013_6.php – **Labex DRIHM** (<https://www.drihm.fr/>)

Missions en Vicdessos : 10— 12/10/2012 (P. Dérioiz et P. Bachimon) – 16/04/2013 (P. Dérioiz) – 25 — 27/04/2013 (P. Dérioiz et E. Cancel) – 04 — 06/06/2013 (P. Dérioiz, P. Bachimon, V. Vlès, E. Cancel) – 02 — 05/07/2013 (P. Dérioiz, M. Loireau, E. Cancel, B. Guerrero, T. Houet) – 19/09/2013 (P. Dérioiz) – 09/11/2013 (P. Dérioiz) – 03 — 05/06/2014 (P. Dérioiz et P. Bachimon) – 24/07/2014 (P. Dérioiz et P. Bachimon) – 15— 17/10/2014 (P. Dérioiz, M. Loireau, L. Arcuset) – 23— 25/04/2015 (P. Dérioiz) – 16— 18/06/2015 (P. Dérioiz, M. Loireau, P. Bachimon, P. Upadhayaya, M. Pauget)

3 — Avec le doublet **Gourette – Les Eaux-Bonnes** (Pyrénées-Atlantiques), enfin, l'échelle est celle d'une station dédoublée de la vallée d'Ossau, qui regroupe quatre villages – Gourette (ski alpin depuis les années 1930), Eaux-Bonnes (thermalisme, dès la fin du XVIII^e siècle), Assouste et Aas –, pour 426 habitants en 2012. Avec 200 000 nuitées et 88 % des touristes qui pratiquent les sports de neige²⁸, c'est la 5^e station côté français pour la partie ouest des Pyrénées, même si la qualité des paysages montagnards au sein du Parc National lui vaut aussi depuis longtemps une fréquentation estivale, moindre toutefois que celle de la saison hivernale (Bachimon, Dérioiz, Vlès, 2015). La commune possède une situation géographique favorable pour un site touristique de montagne, en raison de sa proximité avec Pau (à une heure en voiture) et de son aéroport international, de grandes agglomérations comme Toulouse ou Bordeaux (à trois heures par autoroute) et de sa proximité relative avec l'Espagne (Saragosse est à moins de trois heures).

Le village des Eaux-Bonnes est devenu, à partir des années en 1808, une station thermale, aujourd'hui assez représentative de l'état des 23 stations thermales pyrénéennes qui représentent 19 % du marché national. Le thermalisme est vecteur de nuitées touristiques : du fait de la durée des soins établis sur trois semaines, il oblige le client à résider à proximité ou à l'intérieur du centre thermal. Dans les Pyrénées, les cures thermales ont ainsi généré en 2012 près de 2,7 millions de nuitées et représentées près de 50 % des dépenses indirectes pour les curistes et leurs accompagnants. Au début de la moitié du XIX^e siècle, l'urbanisation s'est intensifiée aux Eaux-Bonnes, et la limite sud du plateau s'est vue recouverte de résidences et d'hôtels de type haussmannien servant à accueillir des curistes de plus en plus nombreux. Mais l'agrandissement du village d'Eaux-Bonnes s'arrête brutalement au XX^e siècle, la mode du thermalisme passe, les cures n'attirent plus qu'une clientèle régionale moins aisée. Les hôtels ferment et les résidences de tourisme sont abandonnées, seule la pratique des sports d'hiver à Gourette permet à la commune de maintenir une activité touristique plus ou moins stable.

La station de Gourette a été construite *ex nihilo* dans les années 1960-1970 avec le soutien du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Sa construction a été réalisée au gré des opportunités foncières des propriétaires locaux ou des aménageurs venus des villes proches. Située sur un domaine communal qui fait d'elle une station bipolaire (station thermale, station de sports d'hiver), elle est « *le fruit de l'euphorie d'une époque qui envisage le tourisme comme un remède au déclin démographique et à la déprise agricole* ». Comme presque toutes les stations des Pyrénées françaises (Piau-Engaly excepté), son aménagement n'a pas été financé ni réalisé par un promoteur unique, encore moins coordonné par un architecte en chef : le paysage urbain est le fruit d'aménagements disparates qui lui confèrent une grande hétérogénéité. Tout au plus note-t-on que du fait de l'intervention du département dans sa création, la station dans les années 1970 est passée ainsi d'une urbanisation en hauteur avec vue sur la montagne et la vallée à une urbanisation en front de neige au pied d'une grenouillère.

Dans la mesure où ce sont largement les rentrées financières induites par la construction et la vente de logements de tourisme qui ont permis la réalisation de leurs équipements, il n'est pas excessif de dire que c'est la résidence secondaire qui a produit ce doublet stationnel : Gourette et Eaux-Bonnes comptent respectivement 97 % et 95 % de résidences secondaires, très majoritairement sous la forme d'appartements, dont les propriétaires résident aux trois quarts en région Aquitaine et ont en moyenne 63 ans à Gourette, et 68 ans à Eaux-Bonnes. Forme ici ultra-dominante de la résidentialité touristique, ce parc résidentiel est

²⁷ Alors même que les dernières élections municipales ont vu la défaite à Auzat (et à l'échelle de la Communauté de Communes) de l'équipe qui avait porté ce projet de reconversion, dont certains aspects paraissent aujourd'hui remis en cause.

²⁸ Le ski de fond est pratiqué par 26 % des visiteurs et les autres formes de glisse par 12 %.

aujourd'hui en crise (Vlès, 2010) : pour la plupart, les propriétaires de ces logements à l'occupation aujourd'hui très faible — 2 % pendant l'été 2013, 8,2 % pendant l'hiver 2013-2014 — ont acheté dès la construction des immeubles de la station (à partir du début des années 1970), et ils transmettent leurs biens à leurs descendants (Loope, 2014). Ce public vieillissant, qui se renouvelle très peu et abandonne souvent peu à peu la pratique du ski, tend également à se détourner, pour des raisons financières, de l'entretien et de la rénovation de ces bâtiments gérés dans le cadre de copropriétés : le parc résidentiel se dégrade ainsi progressivement, évolution qui renforce l'érosion progressive du nombre des locations disponibles, quand l'état des appartements ou des immeubles rend leur location difficile. Cette érosion (de l'ordre de -2 % par an pour les « lits marchands » sur l'ensemble des deux stations, qui totalisent moins du tiers de la capacité d'hébergement, 2800 unités à peine sur quelques 10 000 lits en tout²⁹) découle aussi de la sortie de la période obligatoire de location de leur bien (9 ans) pour des propriétaires qui ont acheté en résidence de tourisme en bénéficiant d'un régime de défiscalisation, et cessent de louer une fois libérés de cette obligation.

Cette crise résidentielle – sous fréquentation, perte de lits marchands, absence de requalification du bâti... –, qui pèse sur la capacité de la station à faire face aux coûts d'investissement et de fonctionnement de ses équipements (remontées, neige de culture...), se combine ici avec une baisse tendancielle de la fréquentation de la station. Alors même que la Cour des comptes³⁰ considérait en 2011 que le point d'équilibre financier de la station de Gourette se situait à 360 000 jours-skieurs, la fréquentation n'a plus jamais atteint ce niveau depuis 2008-2009 (363 132 j.s.), la moyenne des six saisons suivantes s'établissant plutôt un peu en dessous des 300 000 j.s. (avec seulement 267 500 j.s. pour 2014-2015, en baisse de 16 % par rapport à l'année précédente). En année déficitaire, c'est le Département des Pyrénées Atlantiques, propriétaire de la station, qui ajuste les comptes de l'établissement public des stations d'altitude (EPSA) par le versement d'une subvention d'équilibre. Des questions liées à la gouvernance de la station et à son articulation avec d'autres instances territoriales viennent donc se superposer à cette remise en cause latente du modèle économique de la vallée : la communauté de communes de la vallée d'Ossau, qui rassemble 18 communes (10 000 habitants), comporte d'autres communes où les résidences secondaires sont également nombreuses (55 % à Louvie-Soubiron, 52 % à Laruns, 47 % à Béost...), ainsi qu'une deuxième station de sports d'hiver, la petite station d'Artouste (29 200 j.s. en 2013-2014, sous gestion privée).

Missions Station de ski de Gourette et station thermale des Eaux-Bonnes : réunions avec le Maire, le directeur général des services, le bureau d'études Comète (Chambéry), le chargé d'études (stagiaire Master 2 Tourisme de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, stage de 5 mois : avril-août 2014), et Vincent Vlès :

- 12 février 2014 à Pau (définition du programme de recherche) ;
- 17 juin 2014 : comité de pilotage (avancement de la mission : base Excel de recensement des propriétaires des 12 569 lits en résidences secondaires : 9 486 en appartements et 384 en maisons individuelles) ;
- 20 juin 2014 : réunions avec les élus du conseil municipal et le bureau d'études Comète qui gère la mesure des taux d'occupation et de fréquentation de ces stations (présentation du tableau de bord de l'étude des résidences secondaires) ;
- 23 septembre 2014 à Pau : présentation des résultats devant les élus et les scientifiques.

²⁹ 2400 sur 7800 pour la seule station de Gourette.

³⁰ Rapport de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine sur l'examen des comptes, pour les exercices 2004 à 2007, et de la gestion de 2004 jusqu'à 2010, de l'établissement public des stations d'altitude des Pyrénées-Atlantiques (EPSA), en ligne : https://www.ccomptes.fr/content/.../JF00114614_JF_INTERNET1.pdf



Figure 40. Localisation des trois terrains d'étude dans le massif Pyrénéen

3. Méthodologie

Outre la dimension bibliographique, la démarche suivie s'est appuyée sur le recours alterné, itératif et interactif à trois champs méthodologiques différents :

- l'analyse paysagère de terrain (relevés, cartes schématiques, couverture photographique)
- les entretiens avec des personnes ressources (sous diverses formes, libre ou semi-directif, en salle ou sur le terrain...)
- l'inventaire et l'analyse de contenu de corpus documentaires (notamment documentation touristique des OT et projets d'aménagement touristiques)

Cette démarche a toujours poursuivi simultanément des objectifs spécifiques (renseignement, mise en œuvre et test des indicateurs retenus) et un objectif général – servi par les précédents – de compréhension générale, éventuellement formalisée (schématisations graphiques), des S.T.T. étudiés.

1 – indicateurs spatiaux et paysagers (intensité et formes de mise en tourisme/dynamique des délaissés)

- L'analyse de la distribution spatiale des activités touristiques et/ou récréatives (y compris hébergement), de la signalétique, de l'organisation des réseaux/accès... etc. a exploité conjointement les informations issues du parcours systématique du terrain, des cartes disponibles, des entretiens, et de la documentation touristique (utilisée en tant que source de données directe sur la mise en tourisme (ex. localisation d'équipements) ET en tant que produit de communication traduisant un projet et des représentations du tourisme à l'échelle du S.T.T. (ex. : choix des toponymes cités, des images emblématiques... etc.)
 - types de produits : analyse de « lieux » spécifiques, cartes d'inventaire (doc. 4), typologie paysagère (Videssos)...

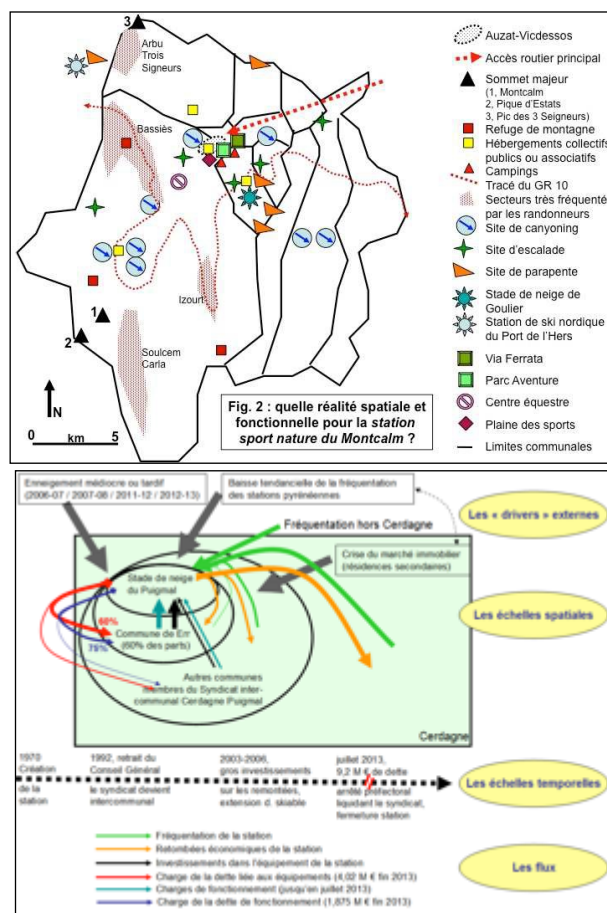


Figure 41. Activités récréatives en Vicdessos (Dérioz et alii, 2015a) et doc. 5 (gche) : trajectoire d'une station aujourd'hui à l'arrêt (Puigmal-Cerdagne, Pyrénées-Orientales) (Dérioz et alii, 2015b)

- En ce qui concerne la mesure des délaissés, l'hypothèse sous-jacente est que les friches sont présentes, voire prégnantes, dans les stations alors que paradoxalement elles n'y sont pas facilement saisissables. Elles sont rendues « invisibles » par leur mise à l'écart de l'espace « utile », leur « naturalisation » au sein du paysage, la faiblesse (pour ne pas dire l'absence) de discours politique à leur propos (non dit communicationnel). L'approche méthodologique en est sensiblement la même qu'au-dessus : repérage des délaissés propres aux S.T.T. (fiche d'identité et de situation), calage typologique (délaissés anciens, « inachèvement » de programmes actuels, friches à usage touristique [ou autre] marginal...), étude de l'histoire des sites (phasage et calage historique, cf. doc. 5), recensement et évaluation des discours (et absences de discours) tenus à leur propos (nostalgie, rejet, projets de réhabilitation...) et donc de leur valeur symbolique. Bilan (quantitatif / spatial) de l'effet stock mort (les délaissés) sur le stock vif (l'offre actuelle).

2 — indicateurs du résidentiel touristique

- En termes de méthodes, la compréhension fine du phénomène du « dédoublement résidentiel » et de sa place au sein de systèmes territoriaux complexes en mutation a imposé une approche à grande échelle. La mesure de la proportionnalité entre résidentiel marchand et les résidences secondaires a d'abord pris appui sur les statistiques communales de l'INSEE et leur évolution. Mais les enquêtes de terrain réalisées *in situ* sur plusieurs années (entre 2007 et 2014) ont souvent conduit à descendre à des échelles beaucoup plus fines, intracommunales (études de cas approfondies sur des villages, à la parcelle ou au lot cadastral près). L'observation de terrain (à des saisons différentes pour saisir les rythmes d'occupation des résidences) et les entretiens (entretiens de terrain « à la volée » comme entretiens approfondis avec des personnes ressources (techniciens, élus, présidents d'associations, exploitants agricoles...) ont permis de questionner les données chiffrées, et de les raccorder à des

pratiques (de fréquentation, d'aménagement, de prêt ou de location, de transmission... etc.) concrètes.

- Dans le cas de la commune d'Eaux-Bonnes – Gourette, une enquête exhaustive (Loope, 2014) a été conduite par un stagiaire de M2, sous la direction de V. Vlès, qui a permis la constitution d'une base de données Excel de recensement des propriétaires des 12 569 lits en résidences secondaires (9 486 en appartements et 384 en maisons individuelles) : identification des propriétés en résidence secondaire par quartier, ajout des hébergements collectifs, identification des biens classés (via OT, Préfecture), identification des sièges de résidence principale des propriétaires, cartographie de l'ensemble, et repérage des « lits tièdes » via les sites (le bon coin, homelydays, abritel, PAP, vivastreet...) [cf. section 4-1 pour les résultats spécifiques de ce travail]
- La compréhension fine du phénomène nous a également amenés à déployer une méthode d'enquête spécifique, permettant l'inventaire exhaustif des résidences secondaires, sur la base du plan cadastral, de deux villages de Cerdagne (Nahuja [17/07/14] et Valcebollère [23/7/14]) et quatre villages du Vicdessos (Olbier, Saleix, Sem et Lercoul) : la visite complète des localités, plan cadastral en main, en compagnie d'une personne-ressource (en général – mais pas toujours – un élu du conseil municipal)³¹ capable d'apporter, maison par maison³², les informations essentielles (origine de propriété, nature et ancienneté des liens des propriétaires avec le village, profession, âge, commune de la résidence principale, modalités de fréquentation de la résidence secondaire [durée, périodicité...], possession éventuelle de foncier et degré d'investissement local dans la commune de résidence secondaire...). En fait, la richesse de l'information recueillie dépasse très largement ces seules données de base et offre dans le même temps un aperçu très complet du fonctionnement social global des villages étudiés. [cf. section 4-1 pour les résultats spécifiques de ce travail]

3 – indicateurs de structuration administrative et politique

Là encore les trois champs évoqués en introduction de cette section ont été mis à contribution, pour tenter de saisir les processus complexes de la coopération intercommunale, depuis ses manifestations visibles sur le terrain (effets de « marquage » du territoire et réalisations à mettre au crédit d'instances intercommunales) jusqu'aux discours tenus sur ce thème par les élus et les techniciens (mais aussi les citoyens) et aux documents administratifs (statuts, budgets, documents de communication [bulletins périodiques], CR de réunions, projets...). Il a ainsi été possible de confronter la « réalité » de terrain au discours « figé » des projets comme au discours « à chaud » des entretiens. Il s'agissait notamment de :

- recenser les formes prises par l'intercommunalité (inventaire des structures) et d'en retracer l'historique (personnages clés, étapes majeures, cartographie à géométrie variable selon les structures et les périodes [cf. doc. 6]...)
- préciser les champs dans lesquels interviennent les instances intercommunales, tout particulièrement mesurer leur rôle (niveau d'investissement, moyens et ressources dédiées) en matière d'animation ou de développement touristique
- identifier les enjeux politiques de la solidarité intercommunale à différentes échelles (rapports de force entre communes, entre intercommunalités et instances départementales, entre courants politiques...) : au besoin, cela a pu conduire à faire un peu de géographie électorale locale, ou encore à comparer les effectifs de population en âge de voter avec ceux des listes électorales (cela a par exemple permis de mesurer en Vicdessos le nombre parfois élevé de résidents secondaires qui avaient fait le choix d'être électeur dans la commune où se trouve leur résidence secondaire...)

³¹ Pour Valcebollère : Jean-Marie Bertrand (conseiller municipal), pour Nahuja : José Dominguez (maire), pour Olbier : Michèle Granchamp (conseillère municipale) et Marie-Lou Crouzet, pour Sem : Patrick Berleureau (maire), pour Saleix : Jean-Pierre Ruffé (maire de la commune d'Auzat), pour Lercoul : Gérard Galy (maire) et François Delmas (adjoint).

³² Chaque maison est précisément repérée par le plan, et identifiée par le (ou les) numéro(s) cadastral(aux) correspondant(s), ainsi que le nom du ou des propriétaire(s). Ce dernier disparaît ensuite dans le traitement de l'information, mais il est indispensable pendant l'enquête pour saisir les liens de parenté ou d'amitié au sein du village.

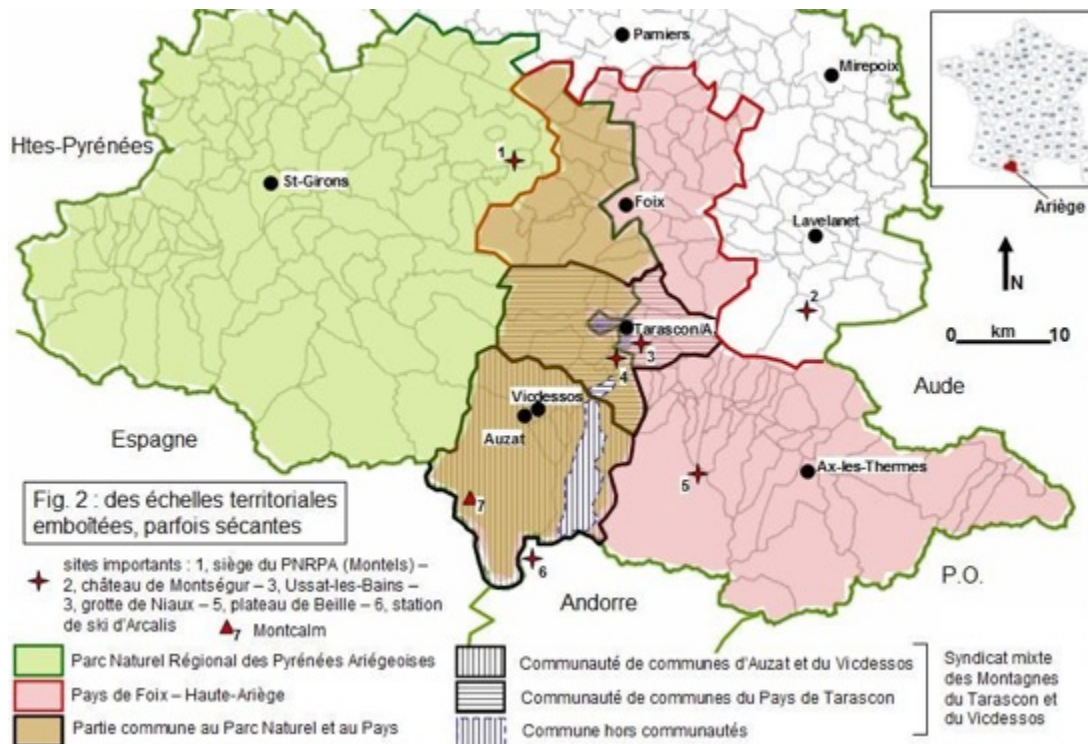


Figure 42. Un état (2012) de l'intercommunalité en Vicdessos (Dérioz *et alii*, 2012). Les communes « hors communauté » ont depuis lors été intégrées dans les communautés de communes au sein desquelles elles formaient une enclave (cas de la commune de Siguer pour la CC d'Auzat et du Vicdessos).

4 – indicateurs de contenu/cohérence de l'image territoriale

L'analyse de la communication territoriale a aussi mobilisé le terrain (repérage des formes de marquage (panneaux explicatifs, sentiers de découverte, affiches publicitaires, nom de devantures des commerces... etc.), les entretiens (pas d'entretien spécifique sur cette question : il s'agit plutôt d'une grille de lecture spécifique [lieux cités, images, jugements sur le territoire...] de l'ensemble des entretiens réalisés), et de très nombreux documents de communication, tant touristique (plutôt « à usage externe ») que non touristique (plutôt à « usage interne », par exemple pour les bulletins communaux, ou ceux d'intercommunalités). Certains documents, par exemple ceux produits par les PNR, s'adressent en principe autant aux habitants qu'aux touristes. Les principes d'analyse du matériau riche (et assez disparate) recueilli ont été ceux de l'analyse de contenu (repérage des récurrences dans les thématiques, les lieux évoqués ou les images), retravaillés à la fois dans une perspective systémique (systèmes de représentation) et dans une perspective stratégique (stratégies de communication) :

- identification des systèmes de représentation du territoire portés par des démarches de communication, réflexion sur leur structuration et leur cohérence interne, éventuellement sur leur degré de compatibilité (figure XX)
- identification des groupes sociaux émetteurs, des stratégies sous-jacentes et des « publics cible »
- confrontation systématique entre l'image du territoire construite et la « réalité de terrain »



Figure 43. Éléments de stratégie de communication de la Station sport-nature du Montcalm (Vicdessos), entre nature terrain de jeu et processus patrimoniaux (Dérioz et alii, 2015a)

5 – efforts de formalisation des systèmes touristiques territoriaux et de leurs trajectoires

Deux formes de représentation synthétiques du passage du contexte stationnel à l'aire touristique, mobilisant ces différents indicateurs, avaient été envisagées, notamment pour permettre :

- de recouper site par site nos indicateurs pour évaluer l'intensité et les formes prises par le phénomène que TRATSO tente de mettre en évidence
- de disposer d'outils synthétiques de comparaison entre les sites analysés

Le recours à ces modèles graphiques à tous les stades de l'analyse leur permet de jouer tout autant le rôle de matrice des hypothèses (articulation des indicateurs) que celui de représentation synthétique des systèmes territoriaux. Seule la deuxième forme a été véritablement utilisée.

- ⇒ Dans la mesure où il s'agit de caractériser la structuration nouvelle et les éléments de cohérence fonctionnelle d'un espace touristique plus ou moins nouveau (ou en émergence), l'utilisation de modèles graphiques spatialisés pouvait être envisagée, notamment pour faciliter la comparaison entre les espaces d'étude (a minima des territoires de montagne, éventuellement aussi des territoires littoraux pris en compte dans le cadre de TRATSO). En pratique, ce type de modèle n'a pas été réalisé : ce sont plutôt des cartes qui ont été produites.
- ⇒ Dans la mesure où il s'agit aussi de lire ces espaces comme autant de systèmes territoriaux d'échelle locale, clairement individualisés au-delà de leurs caractères communs, une formalisation systémique (graphes sagittaux) pouvait être proposée, selon des principes partiellement inspirés des travaux d'A. Moine (2005 & 2007) – articulation de trois sous-systèmes, géosystème, système socio-économique, et système des représentations (cf. aussi McKercher, 1999 ; Farrell & Twining-Ward, 2004 ; Gerbaux & Marcelpoil, 2006). Elle a été tentée en Vicdessos (Pyrénées ariégeoises), en lien avec les recherches conduites dans le cadre de l'OHM du Haut-Vicdessos, pour essayer de caractériser, dans le système territorial en émergence (depuis la fin de l'activité industrielle), l'articulation entre éléments nouveaux (formes adaptatives, innovations...) et héritages (pastoraux, forestiers, industriels...) des systèmes antérieurs. C'est sur le sous-système socio-économique que les travaux ont été poussés le plus loin pour le moment en Vicdessos (figure 44).

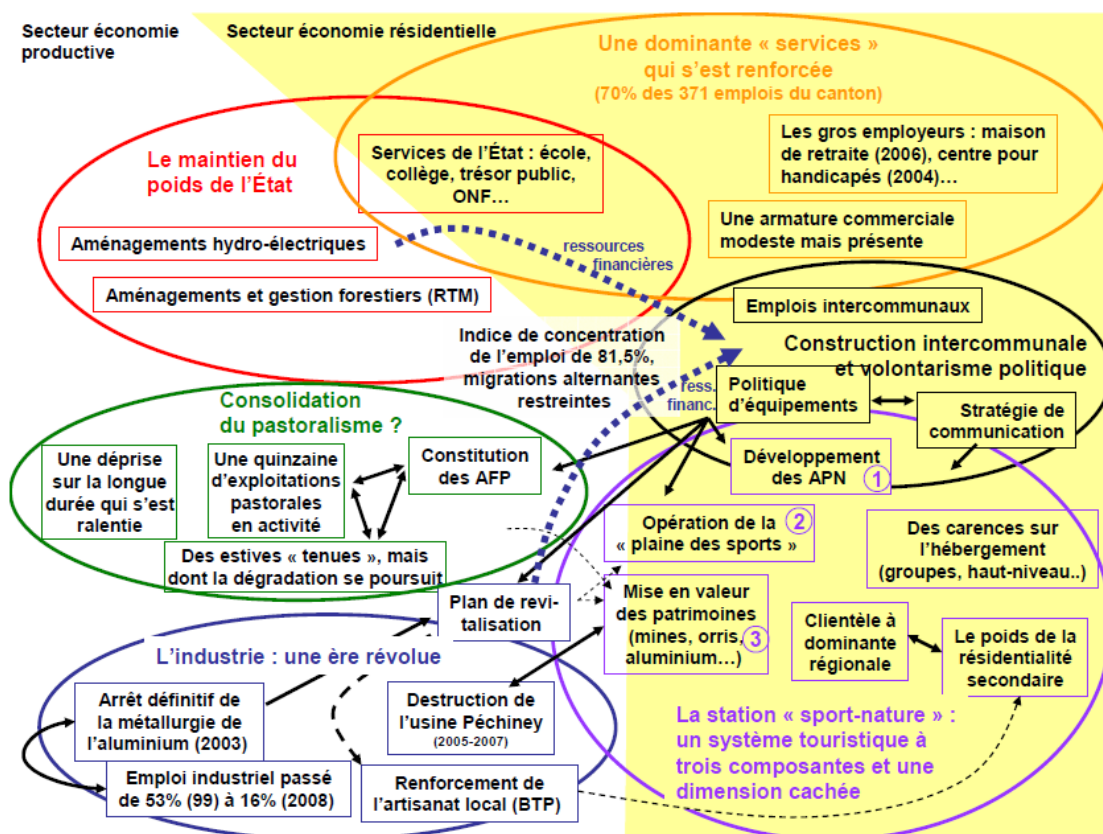


Figure 44. Esquisse systémique sur le Vicdessos, issue d'un travail d'identification des registres principaux du système (ici au nombre de 6). Figure « testée » auprès des acteurs locaux à plusieurs reprises (par construction progressive sous animation Power Point), avec des retours intéressants.

- ⇒ Une réflexion spécifique a aussi été menée sur les degrés de cohérence et d'ouverture du territoire, fondée sur la mise en évidence des interactions entre l'échelle du système territorial et son environnement extérieur à différentes échelles, du micro régional au globalisé (degré d'autonomie/dépendance du territoire (emplois, services, ressources...), emboîtement des constructions intercommunales (cf. doc. n° 1 et n° 7). Les rapports entre le système territorial et ses déclinaisons internes (appréciées à l'échelon de types paysagers) ont également été explorés.

Telles qu'elles sont envisagées, ces différentes voies de modélisation n'ont jamais prétention à se suffire à elles-mêmes : elles visent seulement à rompre la linéarité du discours scientifique, et à proposer une forme textuelle synoptique, à entrées multiples et simultanées, qui met l'accent sur les interactions actives qui spécifient le fonctionnement du territoire (Dérioz, 2012). C'est dans cet esprit-là qu'elles ont été mises à contribution au cours de plusieurs séquences de restitution auprès des acteurs locaux.

4. Résultats de l'opération 3

Une bonne partie des résultats de cette recherche a déjà fait l'objet de publications (dont certains des résumés sont incorporés ci-après à ce rapport, cf. listes des sections 4.2 à 4.4) et de communications scientifiques plus ou moins directement centrées sur les informations recueillies dans le cadre de TRATSO.

Le bilan global en est le suivant :

- Direction d'ouvrages ou de n° de revue scientifique : 2

- Ouvrage scientifique : **1**
- Chapitres d'ouvrage scientifique : **6**
- Articles dans des revues à comité de lecture (liste AERES) : **3**
- Actes de colloques internationaux : **2**
- Communications dans des colloques internationaux : **7**
- Rapports de stage : **3**
- Autres conférences invitées : **9**

Les seuls résultats qui seront développés dans ce rapport, terrain par terrain, sont ceux qui concernent l'enquête sur les phénomènes de « dédoublement résidentiel ».

Enquête dédoublement résidentiel :

Cerdagne : Valcebollère et Nahujà :

- À Valcebollère, le village compte 45 habitations, dont 27 résidents secondaires, à Nahuja, le village compte 107 habitations, dont 70 secondaires. Dans ces deux villages de Cerdagne, le rapport à la station de ski alpin n'est pas absent, même si ces villages n'appartiennent pas formellement à une station : les deux communes en sont plus ou moins dépendantes par la topographie, par la route d'accès et par la participation ou non à la dette. Ainsi, du fait de son appartenance au syndicat intercommunal gestionnaire de la station du Puigmal, Nahuja a pour 49 habitants permanents contracté une dette colossale de 3 millions € à rembourser... ce qui représente sa part du déficit accumulé par la station dont elle relève, fermée depuis 2013 par arrêté préfectoral en raison de sa dette (cf. doc n° 5). Mais la proximité réelle de cette station a joué comme facteur discriminant positif pour l'implantation dite « espagnole » (elle est le fait de ressortissants de la Generalitat) en résidence secondaire (Bachimon & coll, 2013). Ainsi, à Nahuja, elle représente 39 des 58 résidences secondaires alors qu'à Valcebollère elle n'est que de 52 % (37 résidences catalanes pour 70 secondaires).
- Dans le premier village, le plus proche de la station, la *multirésidentialité* prend deux formes. Celle d'une installation dans les maisons « abandonnées » du vieux village et celle d'un investissement dans un lotissement d'*adosados* (maisons accolées, forme urbaine très courante en Espagne) qui leur est quasiment dédié et qui a lui seul représente plus des 2/3 du parc (soit 27 des 39 résidences secondaires « espagnoles »). Les 12 résidences catalanes du village ancien sont pour leur part indistinctes des 19 « françaises » (qui pour 14 d'entre elles appartiennent à des habitants des « P.O. »). En ce sens qu'elles ne sont pas « anonymes » contrairement aux « espagnoles », par exemple pour le maire du village, qui n'a pu identifier de mémoire aucun habitant du lotissement... mis à part l'unique Français qui y a installé sa résidence principale.
- La recherche a permis de mettre en avant différentes formes d'occupation des résidences, selon la nationalité des propriétaires. Elle a défini plusieurs indicateurs permettant de différencier les processus d'occupation accompagnant des trajectoires de territoire bien distinctes : le gradient résidentiel, l'absentéisme, le nomadisme... (Bachimon et coll., 2015). Par exemple, la résidence secondaire française relève d'un ancrage plus ancien que celle des Barcelonais arrivés depuis peu (le lotissement espagnol de Nahuja a été habité en 2008). Mais pour la résidence barcelonaise sise dans le cœur des vieux villages, il y a peu de différence visible avec celle des Français, si ce n'est un investissement financier très souvent supérieur. Ainsi le bien immobilier est-il partagé en studios ou multiples appartements qui sont en général prêtés aux amis et parfois loués hors déclaration (quand ils n'ont pas fait l'objet d'un projet de vente à la découpe comme à Valcebollère). La rénovation soignée des vieux bâtiments et la décoration archétype des nouvelles bâtisses, l'entretien régulier et méticuleux des pelouses et jardins par des jardiniers professionnels... tout cela permet de reconnaître « au premier coup d'œil » la nationalité du propriétaire : un mode d'occupation de l'espace très éloigné de celui du haut Ossau. C'est par contre sur l'invisible que se fait la césure. En particulier, la résidence française s'est souvent mise en place en fonction de liens amicaux et/ou intrafamiliaux anciens, de quasi « filières », comme celle qui a progressivement amené à Valcebollère plusieurs personnes de Montauban.

Haut-Ossau : Gourette — Eaux-Bonnes :

- Dans ces stations de la vallée d'Ossau, le poids de la résidence secondaire est considérable, même si elle est surtout le fait d'habitations sous la forme d'appartements. Dans la station de ski de Gourette, seulement 34 des 1320 propriétés (le cadastre parle de « lots ») dont elle est constituée sont désignées comme des résidences principales par leurs propriétaires. Ces résidents principaux, qui pour la plupart vivent du tourisme de la station, ont en moyenne 57 ans et ne résident que pour 20 % d'entre eux dans une maison ou un chalet dont la surface équivaut à environ à 80 m². Les résidences secondaires représentent donc plus de 97 % des lots de la station. Parmi eux, seuls neuf sont des maisons ou des chalets. Les propriétaires de ces résidences secondaires ont en moyenne 63 ans et résident à 73 % en région Aquitaine, 13 % en région Poitou-Charentes. Gourette a du mal à renouveler les clientèles qui résident dans ces appartements non marchands. En effet, les relevés cadastraux montrent que ce sont en grande majorité des propriétaires de très longue date (en général à l'origine de la station) qui transmettent les lots à leurs familles (Loope, 2014).
- Dans la station thermale des Eaux-Bonnes, distante d'une dizaine de kilomètres en aval de Gourette, 5 % des 534 lots qui la composent sont identifiés comme des résidences principales. Comme pour la station de sports d'hiver, ces propriétaires résident en majorité dans des appartements dont la surface est proche des 60 m². Leur âge moyen, 68 ans, est à l'image d'une station thermale vieillissante. Les résidences secondaires y représentent 95 % des biens, en grande majorité des appartements avec 484 lots contre 22 lots de maisons ou chalets.
- Dans les hameaux dispersés du reste du territoire (Aas, Assouste et quelques habitations à l'écart d'un des quatre villages), 20 % seulement des 228 lots sont des résidences principales : leurs propriétaires vivent du pastoralisme et du tourisme, leur moyenne d'âge est de 63 ans. Les résidences secondaires dans cet habitat dispersé représentent 185 lots occupés par des familles nombreuses. En conséquence, les biens y sont essentiellement des maisons ou des chalets disposant d'une surface supérieure à 110 m². Leurs propriétaires sont presque aussi âgés que dans les deux stations, leur âge moyen est de 65 ans, 78 % viennent de la région Aquitaine, 8 % de la région Poitou-Charentes, 3 % de la région Rhône-Alpes.
- L'hébergement touristique de la commune des Eaux-Bonnes-Gourette est donc constitué à 95 % de résidences secondaires. Ne souhaitant pas vraiment mettre leur logement en location lorsqu'ils n'y résident pas, rares sont les propriétaires qui passent par une agence immobilière ou l'office de tourisme. Les sites d'annonces de location de particulier à particulier gagnent quant à eux un peu d'ampleur. Comme pour l'hébergement marchand, ces lits révèlent des taux d'occupation extrêmement faibles. En hiver 2013, le taux de remplissage de ces résidences secondaires était seulement de 8,2 % et l'été 2013, seulement de 2 % ! (Loope, 2014).
- Face à des coûts d'investissement et de fonctionnement d'équipement en constante augmentation, le taux de remplissage de l'hébergement touristique de ces stations fondées sur un immobilier de loisirs en résidences secondaires pose aujourd'hui un problème essentiel au modèle économique des vallées. Par ailleurs, du fait des sorties du marché locatif des hébergements marchands, les deux stations perdent annuellement 2 % de lits marchands, comme dans toutes les stations françaises (Comètes 2014). Ce phénomène de déperdition s'explique en partie par le vieillissement du parc qui touche également la résidence secondaire : la plupart des grands ensembles d'immeubles collectifs construits autour des années 60-70 sont aujourd'hui dégradés du fait de leur âge et du manque d'entretien. Les représentants des copropriétés eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas réussi à mettre d'accord l'ensemble des propriétaires afin d'effectuer des rénovations et entretiens jugés jusqu'ici trop coûteux. À Eaux-Bonnes — Gourette, la question de la requalification des hébergements a déjà été évoquée dans les années 1990. Mais face aux problèmes grandissants du stationnement des voitures en station, c'est finalement la requalification des espaces publics et des accès qui a été programmée entre 2010 et 2012. Cet effort indéniable a pourtant été insuffisant pour enrayer la baisse de fréquentation (cf. section 1) qui a été estimée, entre 2009 et 2012, à - 15.7 %. La station de Gourette Eaux-Bonnes a perdu en l'espace de 5 ans près de 26 500 nuitées. Depuis l'année 2006, cette baisse est plus inquiétante encore puisqu'elle représente une diminution d'environ 28 % de sa fréquentation alors que l'enneigement y a été excellent (Comètes 2014).
- Pourtant des solutions existent : les collectivités peuvent aider les propriétaires dans l'acquisition de prêts bonifiés ou l'obtention de crédits d'impôt. Le crédit d'impôt « développement durable » en est un bon exemple. Il permet aux ménages de déduire de leur impôt sur le revenu une partie des dépenses faites pour des travaux de performance énergétique. Ce crédit peut être attribué dans la mesure où le propriétaire met en location son logement pendant cinq ans. La loi ne précise pas la durée de location annuelle qui doit être respectée. Le montant du crédit d'impôt est plafonné à 8 000

euros pour une personne et 16 000 euros pour un couple. Une seconde solution est l'incitation fiscale locale. L'allègement de la taxe d'habitation, de la taxe foncière dans le cadre d'une concertation entre collectivités et services de l'État peut-être envisagé en fonction des biens remis en location. Pour entreprendre cet allègement de taxe, la commune peu d'abord s'appuyer sur l'instruction 6 C -1-08 — n° 27 du 3 mars 2008 concernant la taxe foncière sur les propriétés bâties. En effet, la commune des Eaux-Bonne-Gourette est située dans une zone de revitalisation rurale : elle peut, sur délibération, être exonérée de la taxe foncière sur les propriétés bâties, les locaux classés meublés de tourisme (tout comme les gîtes ruraux, hôtels et chambres d'hôtes). Cependant, cet allègement suppose une transformation d'une résidence secondaire en un bien classé « meublé de tourisme ». Rien n'empêche cependant le propriétaire de le louer à sa famille ou à des amis. Identifier son bien comme une location saisonnière peut dès lors s'avérer une meilleure solution pour les propriétaires. En effet, la location saisonnière bénéficie d'une fiscalité et d'un cadre réglementaire très souple pour les propriétaires. L'arrêté du 16 mai 1967 ne limite pas la durée de la location saisonnière si elle est occupée à des fins touristiques ou de vacances. Les revenus des locations saisonnières sont imposés dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux. Dans la majorité des cas, les propriétaires bénéficient donc d'un abattement forfaitaire de 50 % des loyers et charges perçues, tant que les revenus ne dépassent pas 32 100 euros par an.

- C'est donc avant tout à un effort d'information, de sensibilisation, de réflexion et de gouvernance que le vieillissement de l'immobilier lié à la double résidentialité mal maîtrisée place les gestionnaires des systèmes touristiques pyrénéens.

Vicdessos (communes d'Auzat (Olbier, Saleix), Sem et Lercoul :

- Dès les années 1950, le Vicdessos apparaît comme un lieu de vacances « vertes » pour des citadins qui ont souvent là leurs racines familiales et réoccupent de manière temporaire des maisons de famille progressivement transformées en résidences secondaires. Le territoire se trouve alors largement dédoublé, entre un fond de vallée répulsif à cause des multiples nuisances liées à l'activité industrielle (pollution des eaux, fumées, va-et-vient des camions...), et de vastes espaces montagnards semés de lacs de barrage, d'étangs et de sommets qui attirent déjà les randonneurs. À titre d'exemple, la commune de Goulier, dont la petite station de sports d'hiver éponyme voit le jour dans les années 1970, compte déjà 75 % de résidences secondaires en 1975, alors que la population permanente, en légère hausse depuis le recensement précédent après plusieurs décennies de baisse continue, totalise à peine 47 résidents. La situation est du reste identique au même moment dans l'ensemble des petites communes du canton, avec 70 % de résidences secondaires à Orus, 71 % à Siguer, 74 % à Suc-et-Sentenac, 83 % à Sem...
- La prépondérance contemporaine des résidences secondaires telles que les enregistre l'INSEE au sein de la Communauté de communes d'Auzat et du Vicdessos (doc. n° 9) correspond donc à un état de fait vieux de près d'un demi-siècle, qu'il faut regarder comme structurel dans ce territoire : avec quelques 1492 résidences secondaires (66 % du parc résidentiel en 2011), le phénomène du dédoublement résidentiel concerne en Vicdessos un potentiel de population dont l'importance numérique, certes difficile à estimer, apparaît supérieure tant à celle des habitants permanents qu'à celle des touristes séjournant (si on évalue leur effectif maximal sur la base du nombre des lits marchands connus)³³. La question de la « clientèle », stratégique pour tout système touristique – de manière globale comme de manière spécifique par rapport à chacun des équipements et chacune des structures mises en place –, se trouve donc ici très largement dominée par celle des modalités du dédoublement résidentiel en Vicdessos.
- Au-delà de l'analyse des données INSEE, l'étude de ces modalités a combiné observation directe pour différentes saisons (comptages de maisons fermées, de véhicules, relevés de plaques minéralogiques), entretiens avec des acteurs clés du territoire et enquêtes exhaustives sur quatre villages³⁴ (2013-14). Ces différentes approches ont dessiné de manière complémentaire le portrait de cette population, et confirmé le rôle déterminant qu'elle joue dans l'animation du territoire. Même si ces dernières années semblent indiquer un début d'ouverture sur l'extérieur du marché des résidences secondaires à l'occasion du règlement de certaines successions, leurs propriétaires restent encore aujourd'hui très

³³ Avec un ratio minimal de 2,5 personnes par résidence secondaire comme base de calcul, on obtient 3730 résidents secondaires, pour 1440 résidents permanents (2011), et quelques 2000 lits marchands.

³⁴ Olbier, Sem, Lercoul, Saleix.

majoritairement issus de familles enracinées localement : à la maison de famille s'ajoutent parfois des granges restaurées ou des maisons rachetées à des voisins lorsque les enfants d'une même famille ont souhaité s'établir à leur tour dans le village d'origine. Il n'est pas rare de recenser dans le même village trois ou quatre maisons relevant d'une même parentèle, auxquelles s'ajoutent aussi celles achetées par des amis venus en vacances et qui ont fini par profiter d'une opportunité pour sauter le pas et s'installer à leur tour (cf. tableau ci-dessous). À cet enracinement local s'ajoute une fréquente proximité géographique, dans la mesure où les résidences principales de ces personnes se situent majoritairement dans ou à proximité de l'agglomération toulousaine³⁵, parfois en Ariège même (Foix, Pamiers, Tarascon-sur-Ariège...). Le grand sud-ouest (Auch, Bordeaux, Montauban...), le Sud-est languedocien et provençal (Marseille) sont également bien représentés, ainsi, sans surprise, que la région parisienne.

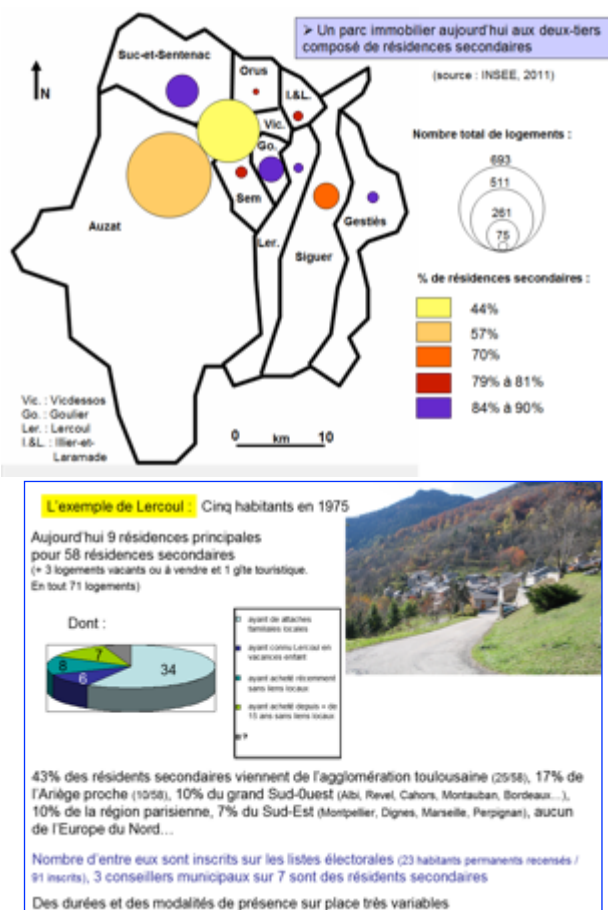
³⁵ Ces résultats sont très cohérents avec la carte de la location des résidences secondaires des Toulousains établie par l'étude d'Atout France (2010, p.24).

Village	Nombre de résidences secondaires	Taux de résidentialité secondaire	% de familles originaires	% de familles ayant connu le village par des amis originaires	% de familles venues de l'extérieur sans lien local	% de familles dont la résidence principale se trouve dans le 09 ou le 31
OLBIER	55	90 %	58 %	22 %	20 %	38 %
SEM	67	85 %	65 %	7 %	28 %	63 %
LERCOUL	58	86 %	59 %	10 %	26 % (5 % non renseignés)	60 %

- Cette proximité géographique, pourtant, n'implique pas nécessairement des durées de présence ou une fréquence des séjours dans les résidences secondaires particulièrement élevée. Ces paramètres peuvent s'avérer extrêmement variables d'une famille à l'autre, mais aussi d'une période de la vie à une autre pour une même famille : l'âge venant, il n'est pas rare que les visites s'espacent, alors qu'à l'inverse l'obtention du permis de conduire par les petits-enfants peut aussi correspondre à une augmentation du nombre des séjours. Des cas d'installations en résidence principale au moment de la retraite peuvent également être observés, mais ils ne constituent pas une tendance lourde. Le constat dominant est en réalité celui d'une durée de présence sur place assez réduite, centrée sur l'été, avec un spectaculaire pic de fréquentation durant la première quinzaine d'août, qui se trouve logiquement être celle de toutes les festivités locales. À Goulier, où l'on dénombre 39 habitants permanents (2011), le maire considère que la population peut ne monter à près de 700 personnes durant la première semaine d'août, au moment de la fête du village. Le contraste avec l'ambiance du reste de l'année et particulièrement des mois d'hiver est alors saisissant.
- Bien que les volets des résidences secondaires soient souvent fermés, l'enracinement local de leurs propriétaires ne s'en traduit pas moins par un fort désir d'appartenance à ce territoire, revendication identitaire omniprésente non seulement dans leur discours, mais aussi dans la manière dont ils s'impliquent de diverse manière dans la vie locale : en tant que propriétaires d'un foncier très morcelé dont ils ont hérité en même temps que de leur maison, ils sont nombreux à être membres des quatre Associations Foncières Pastorales mises en place sous l'égide des municipalités (Auzat) et de la communauté de communes pour installer des éleveurs autour des villages et lutter contre leur encercllement par des accrus forestiers plus ou moins denses (Dérizot *et alii*, 2014). Majoritaires au sein des AFP, à Sem comme à Goulier, Saleix ou Olbier, les résidents secondaires sont aussi parmi les principaux animateurs des associations locales, notamment celles qui prennent en charge l'organisation de la fête du village. Bon nombre d'entre eux, enfin, ont fait le choix de s'inscrire sur les listes électorales – ou même celui de se présenter sur une liste municipale –, et leur vote s'avère souvent déterminant. À Lercoul, par exemple, où ne résident en permanence que 23 personnes, la liste électorale en comptait 92 lors des dernières municipales, qui ont vu l'affrontement de deux listes composées l'une comme l'autre d'un mélange de résidents permanents et secondaires.
- Il n'est donc pas excessif d'affirmer que les résidents secondaires constituent le socle, au sens presque géologique du terme, de ce système touristique. C'est avant tout à leur présence que le Vicdessos doit une bonne partie de son animation estivale, au-delà des courtes flambées de fréquentation extérieure liée aux manifestations qui accompagnent le *Marathon du Montcalm*³⁶, ou le passage de *'Ariégeoise*³⁷. Complexe à évaluer, leur part dans le chiffre d'affaires des diverses activités de pleine nature qui sont proposées n'est peut-être pas prépondérante, mais celle qu'ils prennent dans les rentrées financières des commerces, ou dans la part de vente directe que réalisent les éleveurs locaux ne fait aucun doute. Ils participent aussi directement à l'hébergement touristique, dans la mesure où nombre de résidences secondaires se trouvent souvent prêtées à des amis durant les semaines (plutôt estivales) où elles auraient été inoccupées, plus rarement louées. Si réduit que soit le marché immobilier qu'elles représentent, enfin, elles continuent à faire l'objet de transactions, à des prix relativement élevés ; la rénovation plus ou moins licite de granges et de bergeries, qui se développe depuis une petite dizaine d'années, assez haut sur les versants, semble alors offrir une solution à moindre coût.

³⁶ Compétition de trail.

³⁷ Course cycliste, dont les retombées pour le territoire sont évaluées à 300 000 euros pour l'édition 2013 (source OT Montagnes de Tarascon et du Vicdessos)



Figures 45. Part des résidences secondaires en Vicdessos et principaux résultats de l'enquête résidences secondaires à Lercoul (Bachimon *et alii*, 2015)

Bibliographie de l'opération 3

Bachimon P. 2013. *Vacance des lieux*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 255 p.

Bachimon P., Dérioz P., Vlès V., 2013. « Quelle place pour les patrimoines culturels et paysagers dans le développement touristique de la Cerdagne (Pyrénées, France) ? Rémanences, fragilités contemporaines et interrogations sur la durabilité du modèle », in M. Duval, V. Peyrache-Gadeau & M. Oudada (coord.), *Ressources patrimoniales et alternatives touristiques entre oasis et montagne*, Actes du Colloque international de Ouarzazate (Maroc, 21-22 novembre 2011), Edytem – Cahiers de Géographie n° 14, Université de Savoie, Le-Bourget-du-Lac, pp. 15-24.

Bachimon P., Dérioz P., Marc M. 2009. « Développement touristique et durabilité en Cerdagne française », *Revue de Géographie Alpine / Journal of alpine research*, n° 97-3 / 2009, « Le tourisme montagnard au crible de la durabilité ? », P. Dérioz & P. Bachimon (dir.), [en ligne : <http://rga.revues.org/index1056.html>, <http://rga.revues.org/index1071.html> (trad. anglaise)]

Boudières V., Marcelpoil E., Gerbaux F. 2004. « L'univers complexe des stations », in *Stations de montagne, vers quelle gouvernance ?*, Éditions Comp'Act / FACIM, 230 pages.

Bourdeau P. 2009. « De l'après-ski à l'après-tourisme, une figure de transition pour les Alpes ? », *Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research*, n° 97-3 | 2009, [En ligne, URL : <http://rga.revues.org/1049> ; DOI : 10.4000/rga.1049]

Cancel E. 2013. « État des lieux socio-économique, spatial et environnemental des activités pastorales sur le territoire de la communauté de commune d'Auzat-Vicdessos », mémoire GAEMP-université Toulouse-Le-Mirail.

Clarimont S., Vlès V. (edts). 2008. *Tourisme durable en montagne. Entre discours et pratiques*, Ed. AFNOR, La Plaine St-Denis, 223 p.

Clarimont S., Vlès V. 2006. *Tourisme durable et intercommunalité dans le massif pyrénéen, Analyse comparée transfrontalière*, ministère de l'Écologie et du Développement durable, ministère de l'Équipement – PUCA, UPPA/Laboratoire SET, UMR CNRS 5603, 96 p.

Clary D. 1993. *Le tourisme dans l'espace français*, coll. géographie, Masson, Paris, 355 p.

Davasse B., Briffaud S., Carré J., Henry D., Rodriguez J.-F. 2012. « L'observation environnementale au prisme du paysage. Dynamiques paysagères, actions territoriales et représentations sociospatiales contemporaines dans le territoire de l'OHM Pyrénées-Haut Vicdessos », *Sud-Ouest européen*, n° 33, p. 57-68.

Dérior P., Bachimon P., Loireau M., Upadhyaya P.K., Arcuset L. 2015 b (à paraître). « Systèmes touristiques territorialisés, degré de spécialisation fonctionnelle des territoires et coviabilité : approche générale et enseignements de quelques études de cas », in O. Barrière, S. Morand, M. Behnassi, G. David, V. Douzal, V.R. Canete, C. Prost, T. Libourel, M. Fargette, M. Loireau, L. Pascal, F. Seyler (edts), *Co-viability of Social and Ecological Systems : Reconnect Man to the Biosphere in a Global Era of Change*, Part. 3 : La coviabilité interrogée par la diversité des situations, ed. Springer.

Dérior P., Loireau M., Bachimon P., Cancel E. Clément D. 2014. « Quelle place pour les activités pastorales dans la reconversion économique du Vicdessos (Pyrénées ariégeoises) ? », *Revue de Géographie Alpine / Journal of alpine research*, n° 2014-2, « Espaces et acteurs pastoraux : entre pastoralisme et pastoralité », O. Turquin & C. Mounet (dir.) [en ligne : <http://rga.revues.org/2287> (Français) / <http://rga.revues.org/2398> (Anglais)]

Dérior P., Bachimon P., Loireau M., Laques A-E., Dessay N. 2012. « La mise en tourisme d'un territoire montagnard fragilisé. Sports de nature et patrimoine au cœur du projet de développement et de la politique de communication en Vicdessos (Ariège, France) », *Revue des Régions Arides*, n° 28 (2/2012, n° spécial), Actes du colloque international LOTH *Développement territorial, patrimoine et tourisme en zones fragiles et menacées : entre dynamiques économiques, démocratie participative et communication*, Djerba (Tunisie, 14-16 novembre 2012), pp. 17-31.
[en ligne : http://www.ira.agrinet.tn/imgcommon/files/Colloque_LOTH_2012.pdf]

Dérior P. 2012. *L'apparence des choses. Analyser les paysages pour comprendre les systèmes territoriaux*, Habilitation à Diriger des Recherches, E.N.S. de Lyon, 348 p.

Fablet G., 2014. « La croissance immobilière des stations de sports d'hiver en Tarentaise », *Journal of Alpine Research / Revue de géographie alpine* [en ligne : <http://rga.revues.org/2188>]

Farrell B.H., Twining-Ward L. 2004. "Reconceptualizing Tourism", *Annals of Tourism Research*, 31(2), pp. 274-295.
[en ligne : http://www.uvm.edu/~mceroni/ecotourism_course/scientific_tourism.pdf]

Fablet G. 2013. « Entre performance de l'outil de production et pérennité de l'outil d'aménagement : le dilemme immobilier dans les stations intégrées d'altitude », *Tourisme & Territoires / Territories & Tourism*, Vol. 3, Performance touristique des territoires, pp. 93-113. [en ligne : papyrus.uqtr.ca/ojs/index.php/tourter/article/download/65/37]

François H. 2007. *De la station ressource pour le territoire au territoire ressource pour la station. Le cas des stations de moyenne montagne périurbaines de Grenoble*, Thèse de Doctorat, Université Joseph Fourier, Grenoble, 352 p.

George-Marcelpoil E. 2007. « Réflexions sur l'ancrage territorial des stations de montagne », in Ph. Bourdeau (dir.), *Les sports d'hiver en mutation. Crise ou révolution géoculturelle ?* coll. Finance-gestion, management, Eds Hermès, Lavoisier, Chapitre 12, pp. 161-172.

Gerbaux F., Marcelpoil E. 2006. « Gouvernance des stations de montagne en France : les spécificités du partenariat public-privé. In : *Revue de géographie alpine* », T. 94, n° 1. pp. 9-19. [en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rga_00351121_2006_num_94_1_2380]

Loope J. 2014. *Diagnostic et stratégie de développement de l'hébergement touristique à Eaux-Bonnes-Gourette*, Mémoire de master 2 « Loisirs, tourisme et développement territorial » sous la direction de V. Vlès, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 75 p.

McKercher B. 1999. « A Chaos Approach to Tourism », *Tourism Management*, 20, pp. 425-434.

Moine A. 2007. *Le territoire : comment observer un système complexe*, coll. Itinéraires géographiques, éd. L'Harmattan, Paris, 176 p.

Moine A. 2005. « Le territoire comme un système complexe. Des outils pour l'aménagement et la géographie », Actes des Septièmes Rencontres de Théo Quant (janvier 2005), Besançon, 11 p. [en ligne : <http://thema.univcomte.fr/theoq/pdf/2005/TQ2005%20ARTICLE%2017.pdf>]

Stock M. (coord.). 2003. *Le tourisme. Acteurs, lieux et enjeux*, coll. Sup Géographie, Belin, Paris, 303 p.

Vlès V. 2015. "Inter-Municipal Cooperation and Tourism: New Local Roots", in *"Tourism, Recreation and Regional Development : Perspectives from France and Abroad"*, edited by Jean-Christophe Dissart, Jeffrey Dehez and Jean-Bernard Marsat, Series "New Directions in Tourism Analysis", Chapter 4, Farnham, Surrey, England : Ashgate, pp. 61-73.

Vlès V. 2014. *Métastations. Mutations urbaines des stations de montagne. Un regard pyrénéen*, coll. Le territoire et ses acteurs, Presses universitaires de Bordeaux, 195 p.

Vlès V. 2012. « Stations de ski en crise et construction territoriale en Catalogne française. La gestion intercommunale de la ressource touristique, un débat confisqué », *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research*, 100-2 | 2012, [En ligne, URL : <http://rga.revues.org/1815> ; DOI : 10.4000/rga.1815]

Vlès V. 2010. « Du moderne au pastiche : questionnement sur l'urbanisme des stations de ski et d'alpinisme ». *Mondes du tourisme*, n° 1, juin 2010, pp 39-48. [En ligne 12 juin 2010 URL : <http://www.revues-espaces.com/librairie/7743/urbanisme-architecture-stations-sports-hiver-stations-montagne.html>]

Vlès V. 2007. « Tourisme durable et attractivité : peut-on relancer le projet urbain des stations touristiques ? L'exemple des stations de montagne », *L'attractivité des territoires : regards croisés*, Paris, 3 avril 2007, ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable, Plan Urbain Construction Architecture – Université Paris 12, pp. 99-103.

Opération 4 — Diversification des territoires littoraux : aménagement durable des stations

E. HATT (coord.), J. PIRIOU, L. FALAIX, A. GOMBAULT

La troisième action de recherche a porté sur les **modes de gouvernance et des modes de gestion de l'urbanisation des stations et aires touristiques littorales**. Ce terrain s'intéresse aux déséquilibres, blocages, adaptations et mutations contemporaines du système territorial (évolutions urbaines dans le temps et dans l'espace, analyse des processus de diversification, approche multiscale du territoire touristique et des politiques mises en œuvre par les différents échelons : station, PNR, pays, département, etc.). Le but recherché était d'évaluer les contraintes qui se posent ou se poseront sur le littoral en termes de développement territorial, de même que les effets induits en matière de reconfigurations urbaines (tendances, évolutions, bifurcations du système, etc.). La prise en compte par les collectivités de leur capacité d'accueil touristique (ouverture ou non de droits à construire, emplacements, types d'hébergement proposés, aménagement des espaces publics, etc.) y est analysée en tenant compte à la fois de l'échelle spatiale (commune, intercommunalité, département, etc.) et de celle temporelle (évolutions passées et futures). La complexité du système de construction territoriale a fait l'objet d'une analyse croisée des interactions entre le système et le cadre dans lequel il s'inscrit, entre le système et ses sous-systèmes (spatiaux et sociaux) ainsi qu'à l'intérieur même du système (repérage des combinaisons qui spécifient le système et celles qui contribuent à le mettre en mouvement et à le faire évoluer). La question de la gouvernance et de la durabilité des territoires touristiques littoraux a été ainsi pensée de façon transversale, à la fois spatialement et thématiquement.

1. Contexte, thématique et objectifs de l'opération 4

Le littoral, aujourd'hui première destination touristique de France en termes de nuitées, fait l'objet d'un fort investissement affectif et symbolique depuis le XVIII^e siècle, incarnant la fonction de plaisir et de ressourcement (Corbin, 1988 ; Urbain, 2002a). Si l'enjeu du tourisme littoral n'est plus à démontrer, il convient néanmoins de s'interroger sur les dynamiques d'évolution de ces territoires et les modalités de leur valorisation touristique. Parallèlement à l'enjeu majeur que constitue la maîtrise conjointe de la croissance résidentielle, touristique et industrielle, il existe un enjeu de reconversion et de développement économique en vue de répondre aux besoins des populations qui vivent sur ces territoires. Les stations littorales s'affirment comme des ensembles majoritairement urbains, occupés par des habitants temporaires (touristes, visiteurs), mais également, de plus en plus, par une population permanente qui exprime des attentes et des besoins en logements, services publics, emplois et qualité du cadre de vie. Répondre à ces évolutions constitue un défi qui interroge le cadre politique de gestion et de développement touristique, tant à l'échelle des bassins de vie qu'à celle des grands espaces régionaux et interrégionaux. Ces territoires sont en effet confrontés à un triple processus de mutations (sociétal, économique et environnemental) qui interroge les cadres et les référentiels traditionnels de l'action publique, appelant un renouvellement de la réflexion sur les conditions et les enjeux de durabilité et de gouvernance (DGUHC, 2006). C'est dans ce contexte que le littoral a été choisi comme territoire d'application au programme de recherche en cours sur les « *trajectoires des stations et aires touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIX^e siècle : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs* » (projet Tratsos – 2012/2015). Il s'agit dans ce cadre de mettre en avant les causes et conséquences des décrochages et des ruptures d'ancrage fonctionnel, territorial et temporel des espaces productifs touristiques, afin d'éclairer, dans un souci prédictif, les mutations à venir d'une économie essentielle pour ces territoires (Vlès, 2012).

L'action 3 s'attache à montrer que l'évolution des attentes sociétales et, notamment, l'attention accrue portée à l'environnement couplée à la lente transformation des destinations touristiques littorales en territoires créatifs, en lien avec de nouvelles pratiques récréatives et une prise en compte plus spécifique du patrimoine sous toutes ses formes conduit les stations à une prise en compte de plus en plus forte des ressources territoriales (Falaix, 2012 ; Hatt, 2011). Le modèle de développement, initialement conçu selon une conception

« fordiste », se revendique aujourd'hui « durable » et participe au phénomène combiné de diversification des activités, de spécialisation des stations et de reterritorialisation du tourisme.

Les conditions nécessaires à la réussite de ce mouvement de « réinscription » territoriale et de requalification des espaces balnéaires sont appréhendées à partir de l'identification des leviers développés par les gestionnaires et de leurs rôles dans la construction et l'évolution de l'image et de l'attractivité du territoire littoral. Ce faisant les regards que portent les élus sur les mutations socio-environnementales sont analysés afin de saisir notamment s'ils envisagent de prendre en compte les risques liés au changement climatique et aux mutations introduites dans le cadre des pratiques sportives et culturelles au sein des stratégies de *réenchantement* touristique de la station.

La recherche évalue ainsi les contraintes qui se posent en termes de gestion et de gouvernance des stations et aires touristiques littorales, dans un contexte marqué par de multiples injonctions paradoxales, dont celle de l'attractivité, de l'habitabilité des territoires, de la durabilité et de la prise en compte des risques (naturels et industriels). Les effets induits en matière de valorisation des ressources territoriales sont analysés par une lecture qui questionne le choix des ressources sélectionnées et mises en avant, les formes de gouvernance mises en œuvre, ou encore les conflits d'usages que cela peut faire émerger. La question de la diversification des stations littorales est finalement posée selon 3 angles :

- la fonctionnalité des stations et leurs aires,
- les formes d'ancrage,
- les images et les représentations.

2. Terrains d'étude : Biarritz, Lacanau, Martigues

Ayant opté pour une analyse différenciée, le choix s'est porté sur des stations aux formes et modalités de conception variées : une station « ancienne » (créée au XVIII^e siècle durant la première phase de développement touristique des territoires littoraux), une station contemporaine (créée ex nihilo durant les Trente Glorieuses selon un mode de conception fordiste) et une station « nouvelle » (labellisée récemment – fin des années 2000 – sur un territoire urbain déjà structuré autour d'autres activités économiques).

Le parti pris est également de travailler sur des terrains dans lesquels la dimension du risque et de la résilience est prégnante, qu'il s'agisse de risques naturels (recul du trait de côte) ou de risques industriels ; celle-ci pouvant constituer un effet de catalyseur dans les processus de gouvernance environnementale et de diversification.

Cette recherche est ainsi étayée par trois études de cas :

- la commune de **Biarritz**, dans les Pyrénées-Atlantiques, ville balnéaire mise en valeur dès le XIX^e siècle autour de la pratique des bains de mer ;
- la commune de **Lacanau**, en Gironde, dont la station de Lacanau-Océan a été développée durant les Trente glorieuses sous l'égide de la Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine (MIACA) et qui subit un important recul de son trait de côte ;
- la commune de **Martigues**, dans les Bouches-du-Rhône, entre Méditerranée et étang de Berre, ville industrielle labellisée station balnéaire en 2008.

De façon complémentaire, une observation flottante d'un échantillon plus large de destinations a été menée sur la question spécifique des ressources mobilisées par les stations du littoral pour se transformer en territoires plus créatifs : Royan, Arcachon, Port-Barcarès, Hossegor, Saint Jean-de-Luz, Collioure, Hyères, Cannes.

2. Méthodologie

Au regard de l'objectif de recherche privilégié dans cette action, le parti pris est d'approcher les modes de conception et de gestion des stations et aires touristiques littorales étudiées. Partant du constat réalisé par la

DATAR en 2004 sur les limites avérées dans la gestion de l'occupation de l'espace littoral³⁸, on tâche d'identifier les leviers existant aujourd'hui pour améliorer la gestion durable des territoires littoraux soumis à de multiples pressions.

On s'intéresse pour ce faire, d'une part, aux déséquilibres, aux blocages, aux adaptations et aux mutations contemporaines de ce système territorial (évolutions urbaines dans le temps et dans l'espace, analyse des processus de diversification – urbaine et touristique –, etc.). D'autre part, on questionne les effets des modes de gouvernance et des modes de gestion de l'urbanisation dans ces stations (identification des acteurs intervenants sur le territoire à différentes échelles et des partenariats public/public ou public/privé). La méthodologie retenue articule différentes composantes :

- L'observation directe des lieux : entre autres, deux journées d'observation en marchant (ou « itinérance pédestre »), dans chaque station ;
- L'analyse critique des documents d'aménagement et de planification touristique et d'urbanisme (PLU, SCOT, SMVM, PDU, PLH, PPR, charte de PNR, DTA, Agenda 21, Schéma régional de développement touristique, etc.³⁹) ;
- Des entretiens libres et semi-directifs auprès des gestionnaires des territoires littoraux (une vingtaine d'enquêtes par station) ;

La méthodologie de recherche mobilisée dans cette action 3 se structure en 3 temps :

- Phase 1 (mai-août 2013) : observations de terrain et entretiens exploratoires
- Phase 2 (sept 2013– juillet 2014) : entretiens semi-directifs
- phase 3 (été 2013 et été 2014) : observation participante flottante sur les ressources créatives d'un échantillon plus large de stations littorales.

Étude de cas : Biarritz

Fonction de la personne rencontrée	Date des entretiens
Rencontre Adjoint au Maire en charge des sports	Mars 2013 – Entretien libre
Participation au comité de pilotage inauguré pour le lancement du livre blanc sur le surf	Avril 2013
Rencontre avec la FF de Surf	Mai 2013 – Entretien libre
Rencontre avec les techniciens de la ville de Biarritz : Directeur des sports et DGA	Juin 2013 – Entretien libre
Rencontre avec l'Adjoint au maire en charge des sports	Juin 2013 – Entretien semi-directif
Remise d'un rapport intermédiaire aux élus	Novembre 2013
Rencontre techniciens et élus de la ville	Juillet 2014 – Entretien semi-directif
Remise rapport définitif « <i>Le surf à Biarritz : éléments de cadrage théorique pour une méthodologie de l'action publique pensée à travers le marquage culturel territorialisé</i> » — 116 p. (Confidentiel)	Septembre 2014
Conférence introductive dans le cadre des Etats généraux du surf à Biarritz	Octobre 2014

Étude de cas : Lacanau

Fonction de la personne rencontrée	Dates des entretiens
Directeur Office de tourisme intercommunal Médoc-Océan	Rencontré à Lacanau les 14/01/2013 et 17/06/2013 (entretien libre)
CRT Aquitaine Responsable Marketing et Promotion	Rencontrée à Bordeaux + le 27/11/13 (semi-directif)
Commune de Lacanau	Rencontré à Lacanau le 15/01/14 (entretien semi-

³⁸ « Les tendances à l'œuvre montrent un urbanisme éclaté, une occupation de plus en plus déstructurée de l'espace et bien peu économe en ressources. Les communes littorales comptent plus d'un million de résidences secondaires, occupées seulement quelques semaines par an. Le goût pour les constructions individuelles en zones naturelles entraîne un recours quasi obligatoire au tout-automobile. Des zones d'activités sont développées à l'écart des villes, alors que ces villes disposent d'importantes friches industrielles et portuaires. La situation générale est celle d'une occupation de l'espace peu optimale, et souvent du gaspillage d'une ressource rare » (DATAR, 2004, p.8).

³⁹ Plan local d'urbanisme (PLU), Schéma de cohérence territoriale (SCOT), Schéma de mise en valeur de la mer (SMVM), Plan de déplacements urbains (PDU), Programme local d'habitat (PLH), charte de Parc naturel régional (PNR), Directive territoriale d'aménagement (DTA).

Adjoint au tourisme Directeur Camping 4* à Lacanau	directif)
Office National des Forêts Responsable Unité Littoral Centre-Atlantique	Rencontré à Lacanau le 15/01/14 (entretien semi-directif)
UCA Lacanau Directeur de site de regroupement	Rencontré à Lacanau le 25/03/2014 (entretien semi-directif)
Commune de Lacanau Adjoint à l'urbanisme Ancien journaliste et rédacteur en chef politique	Rencontré à Lacanau le 26/03/14 (semi-directif)
CDT Gironde Directeur	Rdv reporté à deux reprises 14/01/2014 et 25/03/2014 (sans nouvelle date)

Étude de cas : Martigues

Fonction de la personne rencontrée	Date des entretiens
Commune de Martigues – Adjoint au tourisme	Rencontré le 27/05/13 (semi-directif)
Commune de Martigues – Responsable du service tourisme et animation	Le 30/07/13 (entretien libre) + le 22/11/13 (semi-directif)
Commune de Martigues – directeur de la Direction urbanisme	Le 28 /01/13 (semi directif)
Commune de Martigues – Architecte en chef de la ville	Rencontrée le 13/12/13 (semi-directif)
SPLTE de Martigues (équivalent OT) — Directeur	Le 03/07/13 (entretien libre)
Professeur de géo retraitée, ancienne élue et habitante de Martigues	Rencontrée le 27/05/13 (semi-directif)
SEMOVIM (SEM d'aménagement de la ville) — Directeur	Le 17/07/13 (entretien libre)
CAPM (communauté d'agglomération Pays de Martigues) – directrice de l'aménagement	Le 11/02/14 (semi-directif)
BdR Tourisme (CDT) – responsable pôle ingénierie	Rencontrée le 10/07/13 (entretien libre) + le 11/04/14 (semi-directif)
CG13 – chef de service direction de l'environnement + responsable de l'animation du groupe « littoral » au CG	Le 25/03/14 (semi-directif)
CR PACA — Chargée de mission au service Mer et Littoral	Rencontrée le 16/05/14 (semi-directif)

Figure 46. Table des entretiens sur le littoral fin 2015

4. Résultats de l'opération 4

Cette recherche décrit et analyse les stratégies et les processus de valorisation de ressources territoriales spécifiques implémentés par les destinations littorales du Sud de la France. Ces stratégies émergent des facteurs de changement dans les trajectoires des stations : évolution de la relation homme/nature, tournant environnemental et exigence de durabilité, émergence d'un tourisme créatif centré sur les pratiques récréatives, sportives et culturelles.

La recherche, étayée par trois études de cas, Biarritz, Lacanau et Martigues, évalue les contraintes qui se posent en termes de conception et de gestion des stations et aires touristiques littorales, dans un contexte marqué par de multiples injonctions paradoxales, dont celle de l'attractivité et de la durabilité. Les effets induits par ces stratégies questionnent le choix des ressources sélectionnées, les formes de gouvernance liées, et les conflits d'usages qu'elles peuvent faire émerger.

Au sein des trois stations, les modes de mobilisation des ressources territoriales sont singuliers : nature à Lacanau, surf à Biarritz et patrimoine à Martigues. Mais ils traduisent néanmoins l'appropriation par les décideurs politiques des nouveaux registres dogmatiques qui structurent le néo-paradigme des politiques

publiques en matière de tourisme fondé sur la recherche d'une habitabilité des territoires tant pour les touristes que pour les résidents.

Biarritz

Dans le cadre de l'étude de cas de Biarritz, les recherches ont permis de démontrer que le surf constitue un axe majeur des stratégies de développement de la ville. Néanmoins, même si les élus considèrent cette pratique sportive comme un vecteur de développement touristique, une ressource territoriale singulière, leurs préoccupations restent essentiellement focalisées sur la gestion de l'espace public et sur la régulation des conflits introduits au cœur de l'espace maritime par la démocratisation de cette pratique sportive. D'autre part, en marge de la marchandisation de l'activité qui se caractérise par des conventions d'occupation de l'espace public avec les écoles de surf, les décideurs publics à Biarritz s'interrogent sur les outils qu'ils pourraient mobiliser pour que l'emprise sociospatiale du surf aboutisse à un véritable marquage culturel de la ville qui se revendique comme capitale européenne du surf. À titre d'exemple, les élus se demandent dans quelle mesure un événement d'envergure internationale pourrait renforcer la notoriété de la station. Sur le même registre, ils envisagent de diversifier l'offre culturelle autour du surf et se demandent comment la promotion sociale du surf auprès des habitants pourrait participer de l'apprentissage d'un « vivre ensemble » fondé sur la protection environnementale et une conscience maritime. Ces questions appellent à une réflexion quant à l'ingénierie de formation en surf dans la mesure où le déclin de l'engagement bénévole associatif interpelle les pouvoirs publics.

Par ailleurs, les travaux de recherche se traduisent par la communication aux élus locaux d'un rapport intitulé « le surf à Biarritz : éléments de cadre théorique pour une méthodologie de l'action publique pensée à travers le marquage culturel territorialisé ». Ce rapport présente les théoriques scientifiques dans le champ du tourisme. Dans ce contexte, le rapport évoque les enjeux relatifs aux mutations introduites par l'avènement de pratiques sportives et récréatives qui bouleversent le rapport des individus au temps, à l'espace, à l'altérité et à la nature. Le rapport présente également les enjeux relatifs à la mise en place d'une démocratie participative pour que les acteurs du surf à Biarritz prennent part aux processus décisionnels.

Lacanau

À Lacanau, l'étude de terrain réalisée a permis de mettre en exergue les jeux d'acteurs et les conflits potentiels d'usage et de gouvernance liés à ces processus. Le développement rapide de la station à la fin du XXe siècle, notamment avec la création des unités principales d'aménagement, a débouché sur des problématiques de gouvernance. La situation transitionnelle de Lacanau, de bourg rural à petite ville littorale en quarante ans, mais aussi l'évolution de sa population qui en découle demande aux acteurs locaux de s'interroger sur les actions à mener : poursuivre la croissance ou freiner le développement ? Pourtant, la commune qui a gagné plus de 3 000 habitants en un siècle cherche à poursuivre son accroissement démographique tout en souhaitant échapper à la périurbanisation bordelaise et au risque de devenir une banlieue-dortoir sur le littoral. Nous avons constaté que la station rencontre une démobilitation de certains acteurs et un individualisme d'autres acteurs. Cette situation caractérise une nouvelle gouvernance, qui se voulait à son origine, collaborative et innovatrice, et, qui aujourd'hui demeure bien complexe, rendant difficile l'élaboration d'une vision de développement à moyen ou long terme. Nous pouvons en rendre compte à partir de quelques cas, témoignant de jeux d'acteurs distincts, qui ont évolué dans le temps. Nous citerons l'exemple de l'Office National des Forêts qui autrefois, perçu comme un acteur régulateur, plutôt contraignant, est devenu un acteur développeur dans un souci de participer à l'économie touristique. Un autre exemple est celui du surf : bien qu'ayant contribué à un réel essor de l'image « océanique » de Lacanau, cette activité cristallise aujourd'hui un débat concernant la relation entre les investissements réalisés et les retombées économiques pour la commune. Aussi malgré les changements stratégiques des acteurs dans l'intérêt collectif de la station qui contribuent à faire stagner les projets d'aménagement, la structuration organisationnelle autour d'un office de tourisme intercommunal permet déjà de créer une situation de pôle avec davantage de relations entre les acteurs ainsi qu'une lisibilité de l'offre autour d'une marque de destination « Médoc-Océan ». Lacanau a acquis un statut de petite « ville-centre » littorale, notamment grâce aux activités commerciales, reléguant au statut de villages-satellites les communes périphériques (Carcans, Hourtin). L'office de tourisme intercommunal a adopté une logique de destination multipolaire « Médoc-Océan », mais dont chaque commune contribue par son offre à une complémentarité. L'enjeu pour Lacanau réside donc à la fois dans une intensification de la

fonction urbaine, mais aussi dans l'accroissement d'une force de commandement en tant que pôle d'une vaste aire touristique.

Martigues

Dans le cas de Martigues, on observe que la récente demande de classement de la commune en station touristique et balnéaire a été rendue possible par l'évolution des mentalités sur ce territoire industriel. Le patrimoine, urbain et naturel, a peu à peu été considéré comme une ressource à valoriser. En effet, l'ouverture progressive (bien que relative) de cette commune au développement touristique s'inscrit dans la continuité de la valorisation du patrimoine local initié dans les années 1980 (opérations de résorption de l'habitat insalubre et dispositif « Martigues en couleur » notamment), parallèlement aux difficultés que rencontre alors le secteur industriel. Au-delà du patrimoine urbain, c'est le patrimoine naturel qui constitue la seconde ressource mobilisée par la collectivité. La commune de Martigues fait en effet exception sur la côte Bleue : parallèlement au développement industriel, une politique volontariste d'acquisition foncière a permis de limiter l'urbanisation du linéaire côtier au profit d'une urbanisation dans des secteurs limités et en profondeur (ce qui a favorisé le développement des pratiques de loisirs de proximité puis de tourisme). Le territoire martégal est devenu touristique et s'est peu à peu revendiqué comme tel. La ville a ainsi développé les infrastructures et amélioré la qualité du cadre de vie pour ses habitants dans un premier temps avant de valoriser cette évolution vers l'extérieur en s'engageant dans une démarche d'obtention du classement en station balnéaire et touristique. Nouvelle étape aujourd'hui dans cette évolution : la politique de valorisation patrimoniale du territoire s'est également traduite par l'obtention en 2012 du Label Ville d'Art et d'Histoire. Si la commune a fait le choix de valoriser ses ressources patrimoniales afin de favoriser son attractivité, la question des ressources sélectionnées et mises en scène reste entière et révèle des conflits internes à la collectivité dans les choix opérés. Le choix s'est ainsi porté sur la valorisation conjointe de la ville balnéaire et de la ville historique, au détriment de la ville industrielle, selon un processus de « *réduction narrative* » (Vlès, Berdoulay, Clarimont, 2005) regretté par certains. Le processus de sélection des ressources territoriales apparaît finalement comme un enjeu déterminant, et non consensuel, des politiques de développement touristique.

Observation d'un échantillon plus large de stations littorales

En marge des mutations introduites par les acteurs institutionnels et l'avènement du paradigme de la durabilité dans la déclinaison des objectifs opérationnels dans le champ du développement touristique, l'émergence du tourisme créatif est une autre évolution significative qui vient également bouleverser l'organisation sociospatiale des aires et des stations littorales.

Cette nouvelle approche, définie dans les pays anglo-saxons (Richard et Wilson, 2006), s'implante progressivement sur tous les territoires, urbains et ruraux (Gombault, 2011). Les destinations de nature, littorales et de montagne, ne font pas exception et la France n'est qu'au début de cet apprentissage. Le tourisme a toujours profité de son interdépendance avec l'identité et les pratiques culturelles des territoires, sport et nature inclus. Et inversement. À la fois cause et conséquence de la croissance du tourisme de masse, le tourisme culturel, bien que difficile à évaluer, estimé par l'Organisation mondiale du tourisme à environ un tiers du tourisme mondial, ne cesse de croître. Ce tourisme prend aujourd'hui une nouvelle forme, plus créative. Après un tourisme de masse centré sur le *having holidays*, puis un tourisme culturel classique et élitiste de *must see sights*, les consommateurs chercheraient à vivre des expériences touristiques créatives. Ce « tourisme créatif » est défini comme un tourisme qui, à partir de ressources patrimoniales (incluant la nature), culturelles et de création, offre l'occasion aux visiteurs de développer leur potentiel créatif à travers une participation active aux expériences caractéristiques offertes par la destination touristique, expériences à visée transformative. Il sous-tend que, par cette participation, le touriste devient l'habitant du territoire qu'il visite, qu'il fait partie de la communauté en cocréant avec elle et que l'habitant devient le touriste de son propre territoire, en le revisitant par la création. L'émergence du tourisme créatif est parfaitement ancrée à la fois dans le « nouveau comportement du consommateur ».

L'observation d'un plus large échantillon de stations littorales que les trois cas étudiés en profondeur, mais les incluant montre :

- Dans un contexte de concurrence intense des stations sur le plan international et particulièrement européen, l'émergence de la valorisation de ressources créatives, auparavant négligées dans les stations ou au moins non systématiquement valorisées : exposition d'art, festivals de musique ou autre, actions culturelles autour du patrimoine immatériel, équipements ludiques ou sportifs sophistiqués... Ex : Hyères, Arcachon, Hossegor, Hendaye, Port-Barcarès, Royan...

- L'émergence de stratégies de spécialisation dans des industries créatives visant à différencier les stations :
- Nature et sports outdoor : Lacanau
- Surf : Biarritz
- Patrimoine (différentes formes) : Martigues, Saint-Jean-de-Luz, Cannes
- ...
- La valorisation sous différentes formes de ces ressources créatives
- L'attraction dans les stations de créateurs et créatifs produisant ces ressources et les problématiques singulières liées à la présence de ces populations dans les territoires
 - Un marketing plus ou moins intégré de la destination : plus (Saint-Jean-de-Luz...) / moins (Martigues...)
 - Une construction progressive et ardue du positionnement et de la réputation de la station
 - Une gouvernance peu adaptée pour implémenter ces nouvelles stratégies (Arcachon, Lacanau...).

Ces résultats sont étayés par différents exemples issus de l'observation et de méthodes triangulées dans certaines stations (Arcachon, Cannes, Royan...).

POURSUITE DE LA RECHERCHE JUSQU'EN 2017

Les analyses conduites dans le cadre du programme de recherche Tratso ont ouvert la voie à des recherches complémentaires. Il s'est notamment agi pour l'équipe « littoral » d'approfondir les analyses en termes de représentations des usagers en prenant appui sur les terrains d'étude identifiés dans cette première phase d'analyse. Cette mise en perspective se veut innovante en prenant le parti d'interroger les destinataires de l'espace urbain, principalement des touristes, afin de mieux comprendre ce qui fonde localement l'adhésion ou le rejet et, finalement, l'attractivité des territoires littoraux. Une étudiante de Master 1 de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour a ainsi été recrutée durant 4 mois par la MSHA, dans le cadre du programme Tratso pour effectuer un stage visant à mettre en place un dispositif méthodologique d'analyse des représentations des usagers et à effectuer les enquêtes sur le terrain.

Dans la continuité de cette démarche, un nouveau programme de recherche a été initié spécifiquement sur cette thématique et financé par la Fondation de France pour la période fév 2015 – fév 2017. Il s'intitule : « valorisation touristique des territoires littoraux : quelles représentations territoriales pour quelle gouvernance environnementale ? » (ValoLitto). De façon complémentaire à l'approche en termes de modes de gestion et de gouvernance des stations littorales, étudiée dans le cadre du programme de recherche Tratso, ce projet porte sur les représentations urbaines et paysagères portées sur ces territoires touristiques. L'objectif est d'engager un travail d'écoute auprès des destinataires par un recueil de données structurées des attentes et des points de vue sur le territoire analysé. Pour ce faire, ce projet de recherche propose d'étudier l'évolution des pratiques et représentations des usagers (habitants et touristes) : est-elle identifiée et intégrée par les gestionnaires des territoires touristiques ? Quels sont les effets de ces évolutions sur l'organisation spatiale ? Mettent-elles en péril les anciens équilibres territoriaux et sociaux, ou permettent-elles de les dépasser en intégrant les nouveaux usages ? Les nouvelles méthodes de planification permettent-elles aux décideurs publics locaux du littoral de renouveler leurs politiques urbaines, d'adapter les équipements et les lieux aux besoins changeants, de répondre aux exigences d'un développement durable dans un contexte de mutations socio-environnementales ?

L'analyse porte sur la prise en compte des problématiques d'ambiances urbaines à partir d'une étude de la réception du « dispositif territorial » par les habitants et les touristes. Les représentations de ces différentes catégories d'acteurs sont appréhendées afin d'identifier quels sont les points de convergence et de divergence entre les espaces conçus (premier temps de l'analyse) et les espaces vécus (second temps de l'analyse). En termes méthodologiques, on s'appuie sur la mobilisation d'enquêtes photographiques exploratoires (environ 80 par station) pour appréhender les représentations paysagères des différentes catégories d'acteurs. L'objectif consiste à mener une analyse des différences perceptuelles, des conflits potentiels de valeurs et de pratiques entre ces différentes catégories et sous catégories d'acteurs. On cherche ainsi à nourrir l'analyse du devenir urbain et paysager des stations balnéaires en identifiant les options à privilégier pour la gestion et la planification durable de ces territoires littoraux.

Bibliographie de l'opération 4

- CORBIN A. (1988). *Le territoire du vide : l'Occident et le désir de rivage (1750-1840)*. Paris : Flammarion, 403p.
- D.G.U.H.C. 2006. *Planifier l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral*, Paris : MEDAD et ministère des transports, de l'équipement du tourisme et de la mer, 49 p.
- FALAIX L. (2012). « Les sports de nature dans le département des Landes : du développement maîtrisé à la mobilisation d'une ressource territoriale », *Annales de Géographie*, n° 686, pp. 410-432.
- GOMBAULT A. (2011). *Tourisme et Création : les hypermodernes*, Mondes du Tourisme, n° 4, p. 18-35.
- HATT E. 2011. *Requalifier les stations touristiques contemporaines : une approche des espaces publics. Application à Gourette et Seignosse-Océan*. Pau : Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, V. Vlès (dir.), 644 p.
- RICHARDS G. et WILSON J. (2006). "Developing creativity in tourist experiences: a solution to the serial reproduction of culture?", *Tourism Management*, vol. 27.
- URBAIN J-D. (2002). *Sur la plage : mœurs et coutumes balnéaires (XIX^e-XX^e siècles)*. Paris : Éditions Payot & Rivages (3^e édition). 500 p.
- VLES V. (dir.). (2012). *Trajectoires des stations et aires touristiques dans le grand Sud ouest-français depuis le XIX^e siècle : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*. Bordeaux : MSHA, Programme de recherche interdisciplinaire Tratsso, 2012-2015.
- VLES V. (dir.), BERDOULAY V. et CLARIMONT S. (2005). *Espaces publics et mise en scène de la ville touristique*. Paris : ministère délégué au Tourisme, direction du Tourisme – laboratoire SET UPPA-CNRS n° 5603, Rapport de recherche, 97 p.

3. Liste exhaustive des publications produites par la recherche TRATSO-MSHA

Articles dans des revues à comité de lecture :

BACHIMON P., DERIOZ P., VLES V., 2015 (sous presse). « Les phénomènes de dédoublement résidentiel dans les trajectoires de plusieurs systèmes touristiques pyrénéens (Cerdagne [P.O.], Vicdessos [Ariège] et Haute vallée d'Ossau [P.A.] », *Sud-Ouest-Européen*, n° spécial, « TRATSO » (*Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*), V. Vlès (dir.), p. 73-88.

Phénomène particulièrement développé en France, la « résidence secondaire » paraît consubstantiellement liée au développement des stations touristiques. Beaucoup de diversité se cache pourtant derrière les chiffres des enquêtes et des recensements, et la catégorie statistique « résidence secondaire » apparaît bien insuffisante pour rendre compte des multiples formes de la résidence temporaire. L'approche qualitative qui a été conduite depuis plusieurs années dans les Pyrénées en Cerdagne, en Vicdessos et en vallée d'Ossau, montre que les profils des propriétaires sont très hétérogènes. Constitutifs des systèmes touristiques quelles que soient leurs dynamiques (spatiale, socio-économique, culturelle, paysagère), les phénomènes de dédoublement résidentiel participent ainsi de manière variée aux trajectoires multifformes des aires touristiques en montagne.

BACHIMON P., DERIOZ P., 2015. « Extension transfrontalière de la résidence secondaire "barcelonaise". Processus identitaires réciproques en Cerdagne française », in C. Chavarochette, M. Demanget, O. Givre (eds), *Faire frontière(s). Raisons politiques et usages symboliques*, coll. « Hommes et Sociétés », éd. Karthala – MSH-M, p. 155-172.

Cet article décrypte le phénomène résidentiel observé du point de vue de son particularisme frontalier. En apparence, la période d'expansion s'est traduite par une atténuation de la césure frontalière, même si elle reste matérialisée dans le paysage par des « Bornes », des postes de douane en partie désaffectés... Pourtant, de nouvelles frontières intérieures (et culturellement intériorisées) se sont dessinées en Cerdagne française, dont les « entrées » closes des lotissements, rarement franchies par les habitants du cru, sont l'expression la plus perceptible. Ces ghettos de riches absentéistes traduisent ainsi la mobilité de la frontière et sa fragmentation, sur le principe archipelagique de la multiplication des enclaves. De toute évidence, le phénomène a plutôt joué a contrario de l'affirmation d'un sentiment d'appartenance commune à l'identité catalane. Certes, les locaux soulignent souvent la qualité du résidentiel catalan et y voient un respect de la tradition, alors que paradoxalement cette architecture constitue largement une réinvention kitsch du bâti pyrénéen. Mais le réflexe défensif semble l'emporter, en engendrant une « autochtonie » cerdane française dont l'articulation avec l'identité catalane pose problème. Ce paradoxe identitaire se traduit aujourd'hui, en période de repli de l'investissement par des formes de ré invocation de la césure frontalière, et de rappel de ses fondements historiques. La résidence secondaire barcelonaise a franchi la frontière française en Cerdagne il y a 25 ans à la suite de l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne. Avec la création de la zone euro (1999) et la mise en circulation de la monnaie unique (2002), le phénomène a pris une ampleur considérable, jusqu'au net ralentissement lié à la crise de 2008 et aux formes de déprises immobilières qu'elle a engendrées. En imposant le modèle du lotissement uniforme (pierres de schiste apparentes, boiseries vernies, parties communes paysagées à l'entretien méticuleux) là où il n'y avait qu'un résidentiel secondaire pavillonnaire peu dense sans style dominant, ce phénomène a bouleversé le paysage cerdan. Le faible taux d'occupation de ces *adosados* (inférieur à 3 semaines par an) a aussi créé des espaces urbanisés dont la vacuité tranche par rapport aux centres villageois parfois restaurés et même aux zones pavillonnaires « françaises » au décor moins policé.

BOUNEAU Ch., 2015 (sous presse), « Le rôle de la Compagnie des chemins de fer du Midi dans les trajectoires d'innovation des aires touristiques du Grand Sud-Ouest de 1852 à 1937 », *Sud-Ouest-Européen*, n° spécial, « TRATSO » (*Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*), V. Vlès (dir.),

Depuis sa création en 1852 par les frères Pereire, entrepreneurs saint-simoniens d'envergure internationale, jusqu'à sa nationalisation en 1937, la Compagnie des chemins de fer du Midi a joué un rôle multiforme de levier de développement d'une économie touristique régionale. Dans cette trajectoire le Midi a combiné les logiques d'innovation technologique, organisationnelle, commerciale et culturelle pour exploiter les ressources géographiques d'un Grand Sud-Ouest : il a

construit une offre touristique diversifiée, aboutissant à un système régional de stations et plus largement d'aires touristiques. En associant ainsi stations thermales, climatiques, balnéaires, de sports d'hiver et même de pèlerinage, la Compagnie a suscité, au bénéfice de son trafic et de ses intérêts privés, une dynamique de développement touristique de l'Atlantique à la Méditerranée.

Mots-clefs : chemins de fer, trajectoire, innovation, station touristique, Grand Sud-Ouest

BOTTI L., PETIT S., ZHANG L., 2016. « Destination performance: Introducing the utility function in the mean-variance space », *Tourism Management*, 52, 123-132.

Economic characteristics of home countries can cause tourism demand to vary considerably. For example, the average level of expenditure per tourist varies from one origin to another and these variations may alter overtime. Thus different tourist nationalities are associated with different level of expenditures and risks. Therefore strategies aimed at minimizing the variations may become an important issue for the policy makers. In this paper, we aim to use the productivity measurement theory in a mean-variance space to a French region (Nord Pas-de-Calais) by introducing the utility function in a mean-variance framework, to calculate the optimal portfolio share for each origin and to give some useful political advices to the policy decision makers to improve the performance of the tourist sector.

Keywords: Productivity Measurement ; Mean-Variance ; Tourism Efficiency ; Efficiency Decomposition ; Utility Function ; Nord Pas-de-Calais.

CLARIMONT S., VLES V., 2015. « Les contestations sociales du développement touristique dans les Pyrénées : archaïsme et changements », in *Montagnes et conflictualité. Le conflit, facteur d'adaptations et d'innovations territoriales*, Journal of Alpine Research, n°..., en évaluation.

Dans les Pyrénées, la décentralisation des procédures d'autorisation des projets pouvait laisser penser que l'extension des stations de ski était davantage en prise avec les sociétés locales, les conflits mieux anticipés, relevant du passé. Il n'en est rien : la contiguïté entre des espaces fortement artificialisés dédiés à la pratique des sports de glisse et des espaces à haute valeur environnementale et paysagère continue de provoquer de nombreux conflits, assez peu médiatisés, mais disposant d'une réelle capacité de blocage. Car les associations qui mobilisent aujourd'hui ont changé d'outils, de modes opératoires et leur contre-pouvoir est devenu une réalité indéniable. Offrant une « résistance solide, organisée et dotée de compétences juridiques », elles contrecarrent les projets de développement qu'elles jugent préjudiciables par la voie de la légalité, abandonnant les mobilisations de masse : c'est une différence notable avec les modes opératoires antérieurs. Mais, contrairement à ces mouvements des années 70, ces mouvements associatifs restent locaux, animés par « des gens de la montagne », opportunistes et peu hiérarchisés. Certaines mobilisations locales sont même parfois ambiguës, car elles regroupent des acteurs très hétéroclites, souvent juges et partis dans l'économie locale. Caractérisées par une posture protestataire, rares sont les associations qui parviennent à sortir du registre d'opposition pour proposer des alternatives, et par là initier de l'innovation territoriale.

DERIOZ P., LOIREAU M., BACHIMON P., CANCEL E. CLÉMENT D., 2014. « Quelle place pour les activités pastorales dans la reconversion économique du Vicdessos (Pyrénées ariégeoises) ? », *Revue de Géographie Alpine / Journal of alpine research*, n° 2014-2, « Espaces et acteurs pastoraux : entre pastoralisme et pastoralité », O. Turquin & C. Mounet (dir.) [en ligne : <http://rga.revues.org/2287> (Français) / <http://rga.revues.org/2398> (Anglais)]

Composante ancienne majeure de la formation des paysages montagnards du Vicdessos (Ariège), les activités pastorales ont été marginalisées durant la phase de plein emploi liée à l'activité industrielle : « l'ère Pechiney » (1906-2003) a favorisé la déprise et le retour de la forêt sur les versants et dans certains fonds de vallée. À l'heure de la reconversion volontariste de ce petit territoire vers les activités récréatives de pleine nature (*station sport nature du Montcalm*) la petite vingtaine d'élevages en activité apparaît garante de la ressource paysagère sur laquelle repose l'attractivité touristique (abords des villages, estives). La mise en place d'Associations Foncières pastorales centrées sur des villages témoigne de la prise de conscience de cet enjeu par les élus, et a permis l'extension ou la création de quelques exploitations. Quoique la pression des troupeaux reste parfois insuffisante pour prévenir le retour des ligneux et que les exploitations, pour certaines fragiles, participent rarement de manière très visible au système touristique en émergence, la reconnaissance de leur rôle dans l'entretien de l'espace, l'importance de la vente directe et l'effort collectif des éleveurs pour faire connaître leurs activités (foires, fête de la transhumance) mettent en lumière leur rôle – matériel et symbolique – dans le fonctionnement du territoire. L'enjeu de l'accès au foncier demeure toutefois décisif pour la poursuite de ce renouveau pastoral, qui passe par des formules nouvelles (diversification des cheptels, circuits courts, agrotourisme), au moment où plusieurs exploitants âgés vont cesser leur activité.

DERIOZ P., BACHIMON P., LOIREAU M., UPADHAYAYA P.K., ARCUSET L., 2015 b (à paraître). « Systèmes touristiques territorialisés, degré de spécialisation fonctionnelle des territoires et coviabilité : approche générale et enseignements de quelques études de cas », in O. Barrière, S. Morand, M. Behnassi, G. David, V. Douzal, V.R. Canete, C. Prost, T. Libourel, M. Fargette, M. Loireau, L. Pascal, F. Seyler (eds), *Co-viability of Social and Ecological Systems : Reconnect Man to the Biosphere in a Global Era of Change*, Part. 3 : La coviabilité interrogée par la diversité des situations, ed. Springer.

La notion de coviabilité, qui met en exergue l'interdépendance de tout système avec son environnement, est appliquée ici aux systèmes touristiques d'échelle territoriale (systèmes touristiques territorialisés, S.T.T.), qui correspondent à des systèmes territoriaux dont la fonction dominante est touristique ou récréative (ce qui pose la question de leur degré de spécialisation) : de tels systèmes peuvent être décrits comme articulés autour d'un cœur de système structuré autour de l'activité touristique, en interaction étroite avec un système touristique englobant qui s'actualise à différentes échelles (région, état, monde...), mais aussi avec un environnement intraterritorial conditionné par des processus géophysiques et écologiques d'une part, et par d'autres fonctionnalités sociospatiales (agriculture, élevage, industrie, résidentialité...) d'autre part. Medium d'interprétation du territoire, le S.T.T. n'implique donc pas directement la totalité de ses éléments, comme il ne se confond pas non plus avec le seul sous-système des activités touristiques *stricto sensu*. La question de sa viabilité conduit à explorer une double forme de coviabilité, à la fois intraterritoriale (potentiel de synergie et cohérence des relations avec les autres sous-systèmes identifiables au sein du territoire), et extraterritoriale (dépendance au métasystème touristique et aux fluctuations de son environnement). Plusieurs études de cas, liées à des recherches en cours portant notamment sur des espaces montagnards, sont mobilisées pour illustrer cette double co-viabilité, que conditionnent aussi les décalages temporels entre les évolutions de la modalité touristique et celles des autres modalités du territoire.

DERIOZ P., BACHIMON P., LOIREAU M., 2015a. « Mise en scène du paysage montagnard et valorisation sélective des patrimoines dans une vallée pyrénéenne en reconversion économique (Vicdessos, Ariège) », *Projets de paysage*, n° 11, articles issus du colloque « Paysage(s) et Patrimoine(s) : connaissance, reconnaissance, protection, gestion et valorisation », ENSPN Blois, 24-25 septembre 2013. [en ligne : http://www.projetsdepaysage.fr/mise_en_scene_du_paysage_montagnard_et_valorisation_selective_des_patrimoines_dans_une_vallee_pyreneenne_en_reconversion_economique]

La fermeture en 2003 de l'usine électrométallurgique d'Auzat marque en Vicdessos (Pyrénées ariégeoises, France) la fin d'un siècle d'histoire industrielle. Le choix politique volontariste d'une reconversion, fondée sur le tourisme et sur le déploiement d'une gamme diversifiée d'activités récréatives de pleine nature (partie I), a été soutenu par une communication territoriale cohérente autour du concept novateur de « station sport nature » (partie II). Un travail complexe de remodelage de l'identité du territoire a été engagé dans le même temps pour enrichir l'image touristique, mais aussi pour conforter l'adhésion de la population locale à un projet en rupture avec la prospérité industrielle révolue (partie III). Cette double démarche, qui s'inscrit dans une stratégie touristique commune associant le Vicdessos au Tarasconnais voisin, repose ainsi sur la mise en ressource du paysage de montagne et sur la valorisation sélective de certains éléments du patrimoine local. Ce volet « patrimonial » de la stratégie s'adresse autant aux résidents et aux nombreux résidents secondaires qu'aux touristes *stricto sensu* : en témoigne la manière dont la mise en patrimoine de l'ère industrielle s'est accompagnée de l'effacement rapide de son empreinte matérielle dans le paysage (destruction de l'usine), le basculement vers le mode de la reconstruction mémorielle ayant été regardé comme un moyen de mieux tourner la page de l'ère industrielle.

ESCADAFAL A., 2016. « Des territoires aux destinations touristiques : la fin d'une illusion ? ». *Sud-Ouest-Européen*, n° spécial, « TRATSO » (*Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*), V. Vlès (dir.), p.

Le principe d'une destination construite à partir de l'offre est contredit par le marketing, qui montre bien que la destination est d'abord une construction mentale, un ensemble de représentations qui légitime un territoire comme destination du déplacement. On montre le décalage entre les représentations des clientèles et les positionnements institutionnels des territoires, ainsi que les difficultés d'adapter leur gouvernance au caractère multiscalaire de la destination. On souligne ensuite que la mutation numérique permet une réappropriation du processus de choix par les clientèles, un changement dans le rapport aux lieux de séjour, dans la construction des représentations de ces lieux, et dans les étapes avant/pendant/après. Enfin, on conclut sur les évolutions possibles.

Mots clés : territoires touristiques, destination, numérique, marketing, clientèles touristiques

BOTTI L., BOULIN J-L., CASTANER E., MARTY N., PEYPOCH N., 2016. « Performance des organismes de gestion de destination (OGD) : une approche par l'efficacité appliquée aux Offices de Tourisme du Sud-Ouest de la France ». *Sud-Ouest-Européen*, n° spécial, « TRATSO » (*Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*), V. Vlès (dir.), p.

L'article expose une méthodologie d'analyse de la performance des organismes de gestion de destination (OGD) et son application à un groupe d'Offices de Tourisme du Sud-Ouest de la France. La méthodologie se base sur l'étude quantitative de l'efficacité des OGD (capacité à employer des ressources productives de manière optimale). Pour la première fois dans la littérature scientifique portant sur le secteur touristique, cet article adapte le corpus de l'analyse de l'efficacité aux OGD. L'étude se fait via la méthode d'analyse par enveloppement des données (méthode DEA). La méthodologie proposée prouve son intérêt pour les professionnels du tourisme puisqu'elle fournit des informations pertinentes sur les marges d'améliorations de leurs pratiques organisationnelles.

Mots-clés : Organismes de gestion de destination (OGD), Offices de tourisme, Performance, Efficacité, Méthode DEA, Taxe de séjour.

GOMBAULT A., FALAIX L., HATT E., PIRIOU J. 2015. Creative Resources for Attractive Seaside Resorts: The French Turn. *Journal of Investment and Management*. Special Issue: Attractiveness and Governance of Tourist Destinations. Vol. 4, No. 1-1, 2015, p. 78-86, doi : 10.11648/j.jim.s.2015040101.20

This article presents a qualitative analysis of the specific strategies used by coastal resorts in the South of France to valorise their creative regional resources. These strategies emerge from factors of change in the trajectories of the resorts: change in the relationship between man and nature, environmental turning point and the need for sustainability, emergence of creative tourism centred on recreation, sport and culture. The research is supported by three case studies, Biarritz, Lacanau and Martigues, and assesses the constraints that arise in terms of design and management of coastal resorts and tourist areas, against a background of numerous conflicting requirements, including attractiveness and sustainability. The effects of these strategies can call into question the choice of resources selected, associated forms of governance, as well as conflicts in use that may emerge.

Keywords: Seaside Resorts, Regional Resources, Nature, Heritage, Surf, Creative Tourism, Attractiveness, Governance

HATT E., PIRIOU J., FALAIX L., GOMBAULT A. 2015 (sous presse). « La valorisation des ressources territoriales dans les trajectoires de stations littorales. Les cas de Lacanau-Océan, Biarritz et Martigues. » *Sud ouest-européen*, n° spécial « TRATSO » (*Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*), V. Vlès (dir.), 13 p.

Cet article décrit et analyse les stratégies et les processus de valorisation de ressources territoriales spécifiques implémentés par les destinations littorales du Sud de la France. Ces stratégies émergent des facteurs de changement dans les trajectoires des stations : évolution de la relation homme/nature, tournant environnemental et exigence de durabilité, émergence d'un tourisme créatif centré sur les pratiques récréatives, sportives et culturelles, etc. La recherche, étayée par trois études de cas, Biarritz, Lacanau et Martigues, évalue les contraintes qui se posent en termes de conception et de gestion des stations et aires touristiques littorales, dans un contexte marqué par de multiples injonctions paradoxales, dont celle de l'attractivité et de la durabilité.

Mots clés : stations – territorialisation – gouvernance – durabilité – valorisation

PEYPOCH N., OHE Y., 2015. « Introduction of the special focus: Quantitative approaches in tourism economics and management », *Tourism Economics*, 21(2), 245-246.

This Tourism Economics Special Focus presents three of the best papers presented at the 4th QATEM ('Quantitative Approaches in Tourism Economics and Management') workshop held in Narita on 9 May 2014. The workshop was hosted by Chiba University, Japan, and co-organized by the University of Perpignan Via Domitia. The event was supported by the CAPEM (EA 4606) laboratory, the TRATSO-MSHA research project, and Chiba Convention Bureau. The QATEM workshop series provides an opportunity for scholars to gather, analyse and debate state-of-the-art academic research on this theme. Many papers were received, and the scientific committee selected only a few for presentation. We identified among those papers three contributions for this Special Focus. We were very keen to ensure that the selected papers would make a substantial contribution to our understanding of some of the many quantitative approaches in tourism economics and management. Moreover, by virtue of their mixed provenance, the chosen papers reflect the globalized nature of the QATEM workshop.

In the first paper, Andrea Saayman and Melville Saayman, from North-West University in South Africa, investigate the influence of socio-demographic variables and dining behaviour on tipping behaviour. Compared to previous research on this topic, this contribution is innovative as it provides an understanding of tipping from an economic perspective. The case study concerns visitors at a major national arts festival in South Africa, and the authors find that ability to pay is a driver of the magnitude and frequency of tipping decisions.

In the second paper, Arnaud Abad and Papangkorn Kongmanwatana, from the University of Perpignan in France, analyse the relative efficiency of 26 EU member countries. The methods used are the DEA super-efficiency and Nerlove Luenberger super-efficiency (NLSE) models. This is an innovative quantitative paper since, to our knowledge, it is the first application of the NLSE model in tourism, and the case study using EU countries is original. This contribution opens up new ways to measure efficiency and productivity in tourism.

In the third paper, Kamata and Misui, from Shukutoku University and Takasaki City University of Economics in Japan, respectively, examine Japanese tourists' choices of spa destinations. They categorize the spa tourists into five segments according to motivation. The main finding is that the choice can be explained by the authors' 'soothing qualities' factor – by the tourists' desire to experience a soothing environment. Recommendations for managers and marketing campaigns of spa destinations are derived.

The QATEM Scientific Committee worked hard to review and select these papers carefully. We hope that readers will enjoy them, and we look forward to the next QATEM workshop.

VLES V., BESSIERE J., CLARIMONT S., TORRENTE P., 2016. « La ressource patrimoniale, outil de diversification touristique ? Le Pôle d'Excellence Rurale du Néouvielle, entre innovation et recyclage », in *Natures Sciences Sociétés* (INRA-IRSTEA), en évaluation.

Face au renouvellement des pratiques touristiques et à l'évolution des territoires de montagne, l'enjeu de la diversification touristique demeure une problématique centrale. Le processus de valorisation des ressources patrimoniales, apparaît dès lors comme un levier de développement territorial pour lutter contre un modèle « *tout-ski* » monospécialisé. En s'appuyant sur l'analyse d'un dispositif d'excellence et d'innovation territoriale, le Pôle d'Excellence Rurale, mise en œuvre en 2011, dans le massif du Néouvielle (Pyrénées) l'article questionne le patrimoine comme ressource au service d'un nouveau système de production touristique ; il examine notamment, à travers les logiques de gouvernance et les jeux d'acteurs engendrés, les formes de régulations qui ont abouti à un processus de détournement de l'objectif de valorisation patrimoniale, rendant illusoire toute stratégie de diversification touristique.

Articles liés à la recherche :

FALAIX L., 2013. « L'encadrement du surf : enjeu sportif ou touristique », *Juristourisme*, n° 156, p. 45-47.

FALAIX L., 2013. « Le surf à Biarritz : de la mise en scène d'une histoire événementielle à l'emprise sociospatiale d'une culture sportive », in PUYAU A. (dir.), *Mémoire de Biarritz*, Cairn Éditions, p. 47-55.

FALAIX L., 2014. « L'habiter des surfeurs face au réenchâtement touristique du littoral aquitain », *Loisir et Société*, Vol. 37, n° 1, p. 132-150.

FALAIX L., 2014. « Le management de l'offre de formation des fédérations sportives : engagement bénévole ou tremplin vers la professionnalisation ? L'exemple du surf », *Juristourisme*, n° 165, p. 41-45.

Direction d'ouvrage et de revue

VLES V., BOUNEAU Ch. (dir), 2016. *Stations en tension*, Bruxelles : Peter Lang (parution 02/2016).

Pour son projet, l'action touristique a besoin de connaître les éléments constitutifs, contributifs aux trajectoires des territoires afin d'accompagner, par des politiques publiques adaptées et en les infléchissant, les évolutions prévisibles ; l'avenir n'est pas prédéterminé, il est par conséquent ouvert à plusieurs futurs possibles et c'est une des missions de la recherche que de les éclairer. Un certain nombre de mutations relevées ici montrent le rôle majeur de l'innovation pour leur devenir.

Aujourd'hui, les stations touristiques connaissent des conditions de production très différentes dans leur processus de développement. Les tensions de cette dernière décennie ont fait apparaître un doute porté sur le processus de développement touristique engagé depuis deux siècles. Les changements actuels, dans un contexte économique, social et culturel chamboulé, montrent avant tout des *stations en tension*, leurs mutations semblent marquées par des phases d'accélération ou de ralentissement qui relèvent de trois domaines différents, traités dans cet ouvrage : les processus de

territorialisation, l'adaptation au changement et le management des destinations. L'ouvrage vise à qualifier les différents indicateurs des formes des trajectoires des stations et de leurs aires touristiques : la ressource, le capital, les capacités (sociales, de formation, économiques), la notoriété, la réputation (l'imaginaire et les symboles, les expériences et les vécus), la gouvernance, les politiques d'adaptation et de changement comme apprentissage de nouvelles formes d'action collective sont autant de facteurs que la recherche mobilise avec utilité. Ces indicateurs aident à construire la ressource touristique, permettent sa valorisation, ils servent d'outils pour mettre en œuvre des dynamiques d'innovation et aident à la définition du projet de station et de territoire touristique.

VLES V., 2015. *Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*, Toulouse : Sud ouest-européen, décembre 2015.

À l'heure du développement durable, on pourrait penser que les rapports des stations à leur hinterland, à leur aire sont moins source de conflits que jadis, qu'ils sont intégrés, mieux anticipés. D'autant que l'affaiblissement de l'État et l'affirmation concomitante des collectivités territoriales opérée par phases successives en Europe depuis la décennie 1980 ont favorisé l'essor de projets supposés en prise avec les sociétés locales dans des perspectives où l'intercommunalité a été systématiquement privilégiée. Ce numéro spécial de Sud-ouest européen retrace donc cette perspective à partir de quelques cas et sur la longue durée. Il procède à un premier diagnostic des capacités de ces espaces touristiques à innover, c'est-à-dire à reformuler leurs systèmes et leurs politiques publiques touristiques, leurs ancrages territoriaux, voire à transformer le fonctionnement et les liens qui unissent les systèmes d'acteurs qui les gèrent.

Ouvrages

BOTTI L., PEYPOCH N., SOLONANDRASANA B., 2013. *Economie du tourisme*. Les Topos. Dunod.

Comment s'appliquent les modèles et concepts fondamentaux de la science économique au secteur du tourisme ? Que nous apprennent-ils sur ce secteur dont l'importance économique et sociale n'est plus à justifier ? Pour répondre à ces questions, cet ouvrage offre une présentation intuitive des principales bases théoriques de la science économique (Offre, Demande, Concurrence pure et parfaite, Rationalité, Efficience, Economies d'échelle, etc.) et expose leur application au secteur du tourisme tout en utilisant de nombreux exemples contemporains (Printemps arabe, développement du modèle Low Cost, désintermédiation de la filière...). Ancré dans l'actualité, cet ouvrage permet donc de situer théoriquement le secteur du tourisme et constitue par là-même une aide indispensable à la compréhension de l'un des principaux moteurs de l'économie nationale et mondiale.

VLES V., 2014. *Métastations. Mutations urbaines des stations de montagne. Un regard pyrénéen*, Presses universitaires de Bordeaux, 193 p.

Des recherches récentes envisagent désormais les stations de montagne comme des systèmes territoriaux en mutation. Les transformations de la mobilité les ont fait évoluer en même temps que la mondialisation prenait le contrôle de la gestion des temps et des espaces. Aujourd'hui, dans un même espace touristique, différents phénomènes ont lieu à différentes échelles spatiales au même moment. Notre société hypermoderne produit des lieux où les liens sociaux ne sont plus basés sur la concentration et la proximité géographiques. Les stations de montagne sont aussi concernées par cette « société hypertexte » et ce phénomène a transformé de nombreuses stations de montagne en *métastations*.

On y constate une forte déconnexion entre le temps figé, marqué par une architecture, des matériaux, un parc immobilier datés, et le temps en mouvement, celui des attentes et des représentations liées à l'évolution des pratiques touristiques et de l'économie présentielle. Ces lieux de séjours ont particulièrement vieilli et certaines formes de leur mutation voire de leur délaissement apparaissent partout de manière marquée.

Construit autour de travaux de recherches inédits, cet ouvrage pose un regard particulier, souvent critique, sur les mutations urbaines des stations de montagne. Il interroge leurs trajectoires et les confronte aux théories, aux faits, aux avis d'acteurs, aux études publiées dans les Pyrénées, pris comme « laboratoire des montagnes méridionales ».

Ouvrages liés à la recherche

CASTANER E., 2013. *Perpignan, 1848-1939 – La cité et les Architectes*. Editions du Lieu Dits.

Avec son nouvel ouvrage, la région Languedoc-Roussillon nous invite à parcourir un siècle d'architecture perpignanaise, mais pas n'importe quel siècle : de 1848 à 1939, Perpignan connaît un profond processus de transformation urbaine. C'est à cette période qu'elle abandonne son statut de place forte pour devenir la ville contemporaine que nous connaissons aujourd'hui. Perpignan, 1848-1939- La cité et les Architectes propose de révéler l'histoire de la ville et la spécificité de son

paysage architecturale à travers ses monuments et son bâti: de l'éclectisme du XIX^{ème} siècle au modernisme du XX^{ème} en passant par l'Art Nouveau, l'Art déco et le régionalisme.

CASTANER E., 2014. *Modernité et identité dans l'urbanisme et l'architecture de Perpignan*, Trabucaire.

Histoire de la recomposition du paysage urbain de Perpignan de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. De la destruction des remparts de la cité jusqu'aux nouveaux codes esthétiques des années 1920 et 1930, l'ouvrage s'articule autour de trois axes pour chaque époque : l'urbanisme, les architectes et la production architecturale

Chapitres d'ouvrage

BACHIMON P., DERIOZ P., VLES V., 2013. « Quelle place pour les patrimoines culturels et paysagers dans le développement touristique de la Cerdagne (Pyrénées, France) ? Rémanences, fragilités contemporaines et interrogations sur la durabilité du modèle », in M. Duval, V. Peyrache-Gadeau & M. Oudada (coord.), *Ressources patrimoniales et alternatives touristiques entre oasis et montagne*, Actes du Colloque international de Ouarzazate (Maroc, 21-22 novembre 2011), *Edytem – Cahiers de Géographie* n° 14, Université de Savoie, Le-Bourget-du-Lac, p. 15-24.

La Cerdagne fournit un cas particulièrement symptomatique d'un développement touristique ancien, précocement centré sur la valorisation des ressources naturelles et culturelles, puis progressivement déséquilibré par la tentation de la monoactivité du tout ski. Celle-ci aura contribué à altérer durablement le paysage rural et forestier par l'aménagement des pentes et une urbanisation néo-montagnarde dans ce qui est considéré comme un haut lieu de l'identité catalane. Les tensions qui traduisent cet état sont multiples et loin d'être résolues par les acteurs territoriaux tant du côté espagnol que français, alors même que la diversification des activités oblige les collectivités à redéfinir leur positionnement économique, social et politique.

BACHIMON P., DERIOZ P., 2013. « La résidence secondaire barcelonaise en Cerdagne française. Paradoxes d'un modèle transfrontalier catalan », *Geographicalia*, n° 63-64, *Régions frontalières pyrénéennes*, Université de Saragosse (Espagne), p. 27-41. [en ligne : <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=4660480>]

La résidence secondaire barcelonaise en Cerdagne française représente plus de la moitié du stock résidentiel touristique. Elle se présente majoritairement sous forme de lotissements périphériques, parfois contigus, mais disjoints des noyaux villageois anciens. Ce repli sur soi s'accompagne d'un taux d'occupation extrêmement réduit. En apparence, elle reste marginalement touchée par la crise immobilière espagnole, mais les programmes immobiliers non achevés qui se multiplient sous forme de friches n'en suscitent pas moins de nombreuses interrogations. Ce décalage expliqué, l'article analyse l'impact sur le tissu social local de ce phénomène urbain et paysager de grande ampleur, dont il retient surtout les aspects paradoxaux en matière de différenciation sociale et de réinvention de frontières mentales internes là où l'on pouvait s'attendre à une dynamique identitaire plus fusionnelle.

BOULIN J-L, 2015. « Le management numérique de destination au service de la stratégie marketing territoriale », in *Mettre en œuvre le marketing touristique* (sous la direction d'Alexandre Evin-Leclerc), 59-69, Territorial editions.

Le chapitre éclaire sur la façon dont le numérique a révolutionné l'économie touristique et présentera les fondamentaux d'un management numérique de destination.

CLARIMONT S. BESSIERE J., 2016. « La ressource patrimoniale, outil de diversification touristique ? », in V. VLES & C. BOUNEAU (dir), *Stations en tension*, Bruxelles : Peter Lang (sous presse).

Face au renouvellement des pratiques touristiques et à l'évolution des organisations des territoires de montagne, l'enjeu de la diversification demeure une problématique clé dans les processus de développement. Longtemps cloisonnés à leur seule vocation touristique et de loisir, les territoires de montagne sont traversés par de nouvelles recompositions socio-économiques, environnementales et culturelles qui mettent en question leur modèle touristique initial, monospécialisé et polarisé autour d'une seule activité, d'ailleurs souvent concentrée dans un seul lieu ou dans des chapelets plus ou moins isolés (les stations de montagne sont souvent comparées à des « archipels d'altitude » (Wozniak, 2006). Le modèle de développement de territoires organisés autour de l'exploitation d'une monoactivité touristique (produit neige pour le ski)

n'échappe pas à cette interrogation, et de nombreuses voies de diversification de l'offre touristique sont testées : le patrimoine en est une. Marqueur social inscrit dans le temps et dans l'espace, le patrimoine s'avère porteur d'enjeux de développement, en même temps qu'il participe à une reconstruction identitaire et culturelle des groupes sociaux. Étudier le processus de patrimonialisation — entendu comme un processus de construction et de valorisation des patrimoines (Bessière, 2001) — renvoi à des logiques de mobilisation d'acteurs autour de ressources au service de projets de territoire. Convoqué pour accroître, améliorer ou renouveler la production touristique locale, ce processus s'inscrit indéniablement dans les stratégies d'innovation (Bessière, 2012) et de mutation des aires qui utilisent l'héritage comme levier de projet d'un territoire, ou pour marquer « l'identité » d'une destination.

DERIOZ P., BACHIMON P., LOIREAU M., LAQUES A-E., DESSAY N., 2012. « La mise en tourisme d'un territoire montagnard fragilisé. Sports de nature et patrimoine au cœur du projet de développement et de la politique de communication en Vicdessos (Ariège, France) », *Revue des Régions Arides*, n° 28 (2/2012, n° spécial), Actes du colloque international LOTH *Développement territorial, patrimoine et tourisme en zones fragiles et menacées : entre dynamiques économiques, démocratie participative et communication*, Djerba (Tunisie, 14-16 novembre 2012), p. 17-31.

[en ligne : http://www.ira.agrinet.tn/imgcommon/files/Colloque_LOTH_2012.pdf]

Confrontée à l'arrêt (2003) d'une activité industrielle qui avait fait sa prospérité tout au long du XXe siècle, la vallée pyrénéenne du Vicdessos (Ariège) a engagé une politique de reconversion vers le tourisme de pleine nature. Appliqué à l'échelle d'un petit territoire de 1400 habitants où les résidences secondaires sont très nombreuses, le projet s'organise autour du concept novateur de « station de sports-nature ». Porté par les élus, soutenu par des moyens financiers importants, il combine la mobilisation d'une partie des espaces naturels (haute montagne, canyons) pour les pratiques *outdoor* (randonnée, escalade, canyoning), la réalisation de gros équipements (stade de neige, via ferrata, parc accrobranche), et des efforts systématiques de valorisation des patrimoines, archéologique, pastoral, mais également industriel (Maison du Patrimoine, sentiers thématiques). La communication très volontariste qui accompagne cette démarche sert simultanément la promotion touristique vis-à-vis des clientèles « extérieures », mais aussi le remodelage interne de l'identité locale, pour tourner la page de l'époque industrielle.

PIRIOU, J., HATT E., GOMBAULT A., FALAIX L. 2016. « La mobilisation des ressources territoriales dans les trajectoires de stations littorales. Les cas de Lacanau-Océan, Biarritz et Martigues », in V. VLES & C. BOUNEAU (dir), *Stations en tension*, Bruxelles : Peter Lang (sous presse).

Cette recherche aborde les modalités d'action publique dans la valorisation de ressources touristiques des stations littorales. L'analyse des trajectoires des stations contribue à interroger le rôle des acteurs dans la spatialisation et l'organisation de ces territoires, à partir notamment de l'étude de l'évolution de la relation homme/nature, du tournant environnemental et de l'exigence de durabilité, ou encore de l'émergence d'un tourisme créatif centré sur les pratiques culturelles, récréatives, sportives. La recherche, étayée par trois études de cas, Biarritz, Lacanau et Martigues, avec une approche diachronique de l'action publique, met en exergue les défis auxquels les gestionnaires des stations littorales sont confrontés dans leur développement et leur aménagement face aux impératifs d'attractivité et de durabilité.

SALVADOR M., FROCHOT I., 2016. « Authenticité et imaginaire des touristes en Néouvielle », in V. VLES & C. BOUNEAU (dir), *Stations en tension*, Bruxelles : Peter Lang (sous presse).

Les résultats montrent clairement la co-création de l'authenticité entre touristes qui vont venir projeter leur image idéalisée de l'authenticité de Néouvielle et la réalité que ce territoire propose (authenticité construite localement et/ou spontanément présente). On identifie ainsi quels sont les piliers de l'authenticité perçue d'un territoire :
L'influence des représentations collectives : lorsqu'un lieu est conforme à une représentation sociale, il influence positivement l'authenticité perçue,
Le poids des traditions idéalisées renvoyant à un autre mode de vie ancien, pastoral et clairement idéalisé,
Les sens de l'individu mis en éveil par les couleurs des paysages, les odeurs, les sons ; le pouvoir d'évocation de la nature est indéniable,
Mais en parallèle l'incapacité à aller au delà de la « vitrine » : les contacts réels et compréhensions de la nature sont absents (faute de guidage approprié) ; et les contacts avec la culture locale se limitent souvent à des échanges « commerciaux » (au marché traditionnel) ou en s'imprégnant du patrimoine bâti emblématique.

VLES V., 2015. « Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Introduction », *Sud-Ouest-Européen*, n° spécial, « TRATSO » (*Les trajectoires des stations touristiques dans le*

grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle. Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs), V. Vlès (dir.), p. 2-8.

Cette introduction retrace la perspective et le jalonnement qui marquent les bifurcations des stations à partir de quelques cas et sur la longue durée. Il procède à un diagnostic des capacités de ces espaces touristiques à innover, c'est-à-dire à reformuler leurs systèmes et leurs politiques publiques touristiques, leurs ancrages territoriaux, voire à transformer le fonctionnement et les liens qui unissent les systèmes d'acteurs qui les gèrent.

VLES V., 2015. Inter-Municipal Cooperation and Tourism: New Local Roots. In « Tourism, Recreation and Regional Development : Perspectives from France and Abroad », Edited by Jean-Christophe Dissart, Jeffrey Dehez and Jean-Bernard Marsat, Series "New Directions in Tourism Analysis", Chapter 4, p. 61-73, Farnham, Surrey, England : Ashgate.

In France, tourism has undoubtedly become an inescapable inter-municipal issue in the last ten years. This chapter is a synthetic presentation of the research which was conducted and published on this issue within an area that has been rather neglected by most researchers. Because of its institutional complexity and the many multidisciplinary skills involved, the scientists who deal with these issues are involved in the following areas: planning, law, geography, political science, sociology of organisations and management sciences. The purpose of this chapter is to summarize, for the first time, inter-municipal tourism in France. This summary presents demonstrations originating from the research work we have published on a variety of geographical areas (on the coast, in the mountain and in cities), as well as more in-depth comparisons between experiments in France – where municipalities have chosen to work together – and Spain, the world's second largest touristic destination, where regrouping was imposed by the autonomous regions. This comparison, initiated by Clarimont (2006, 2009), has shown that the inter-municipality issue is crucial for this sector, as it restructures and makes the tourism production and marketing more effective (Clarimont Vles 2009, Vles 2012). The chapter examine 1°) How inter-municipal cooperation constitutes a serious institutional challenge for the French tourist industry in Europe, 2°) How the production and management advantages are admitted by scientists, 3°) and finally, how the streamlining it generates seems to produce new territorial solidarity and better adjustment to sustainable development.

VLES V., 2016. « Des stations en tension », in V. Vlès & C. Bouneau [dir], *Stations en tension*, Bruxelles : Peter Lang [sous presse].

Ce chapitre conclut l'ouvrage en examinant les facteurs qui permettent de distinguer, dans les trajectoires des stations et aires touristiques, ce qui relève de la ressource générique, fluide, délocalisée, de ce qui est propre de la ressource territoriale, c'est-à-dire plutôt enracinée dans un territoire et qui l'est à ce point qu'il participe à l'existence, à la qualification et à l'identification de ce territoire au processus de territorialisation. Il insiste sur l'importance des indicateurs qui mesurent le degré d'enracinement de la ressource, sa nature (renouvelable, non renouvelable, y compris sur le plan des ressources imaginaires). La territorialité n'est pas l'enfermement dans le local, dans un espace, mais plutôt une manière de penser les différents modes d'existence à différentes échelles de lieux et d'espaces, la capacité de l'habitant et de l'acteur à se servir de la proximité organisée et à articuler ses actions à différentes échelles. Le choix se pose en termes de gouvernance et il se pose en termes de projet. Dans cette complexité, le capital extérieur, qui s'inscrit dans un projet multiéchelles, peut devenir ressource du territoire touristique. La gouvernance des stations et celle de la destination sont donc devenues de nature multiscalaires.

La ressource touristique des stations et des aires touristiques a évolué du « gisement » initial à un construit social fondé sur une reconnaissance, elle-même fonction de son utilité et de sa finitude. Ce qui fait ressource à un moment donné dans l'histoire des stations peut cesser à tout moment de faire ressource. Les bifurcations des trajectoires se font alors sur des points de distinction entre la ressource potentielle et la ressource mise en œuvre. Cette disjonction éventuelle souligne l'importance de l'évaluation avant l'action. Le chapitre insiste sur l'importance des indicateurs à mettre en place qui sont ceux de la vérification du niveau de la ressource, de son mode de mise en œuvre.

Communications

BESSIERE J., CLARIMONT S., 2015. *La ressource patrimoniale, outil d'adaptation au changement et levier de diversification touristique ?*, colloque TRAST 2015, Bordeaux, 16-17 avril 2015.

Le dispositif PER est questionné comme levier de diversification territoriale raisonné, d'adaptation spécifique ou comme simple outil d'aménagement et d'alternative politique. La démarche PER Néouvielle semble davantage être conçue comme un prolongement des modèles de développement jusqu'à privilégiés. Dans la continuité d'une logique de guichet héritière des années 70, 80, la démarche observée, bien que revendiquant la prise en compte de préoccupations patrimoniales, s'avère excentrée et déconnectée d'une démarche de projet. La question de la stratégie de diversification du territoire ne semble plus se poser clairement au vu des pratiques organisationnelles et politiques observées. Le patrimoine apparaît dès lors comme un alibi aux politiques locales de développement touristique qui visent ici prioritairement la poursuite et la prise en charge de projets isolés, dans la continuité d'un productivisme touristique encore intégré dans des modes de gouvernance très classiques. Processus légitimant, la patrimonialisation annoncée de ressources matérielles (patrimoines bâtis) comme immatérielles (patrimoine paysager, savoir-faire, agropastoralisme) apporte alors une garantie symbolique aux yeux des acteurs, qu'ils soient politiques, touristiques, ou issus de la société civile, allant jusqu'à permettre l'aboutissement de démarches conventionnées et résolvant alors des problématiques de financement de projets. Cet alibi patrimonial, porté par des systèmes de représentations positives et encouragé par un engouement indéniablement généralisé autour du patrimoine, se retrouve dans l'étude sur les perceptions des touristes du territoire du Néouvielle. Ce territoire de montagne reste en effet attaché dans les représentations des touristes, à des images liées à la tradition, au passé et à l'héritage, inhibant, au moins dans les perceptions, toute dimension innovatrice.

Fort d'une dimension sacralisante aux yeux de la société (locale et extralocale), l'argument patrimonial participe du processus de légitimation des formes de gouvernances locales. Il dénoue, cristallise et rassemble, apportant une garantie et un argumentaire clé s'agissant de politiques territorialisées ancrées dans la culture locale. Le dispositif PER Néouvielle semble avoir été le lieu d'un tel processus « d'habillage patrimonial ».

BOTTI, L., CORNE, A., GONCALVES, O., PEYPOCH, N., 2014. "Analyse compare de la compétitivité des destinations neige". 1^{ère} conférence de l'Association Francophone de Management du Tourisme, Institut d'Etudes Politiques, Aix en Provence, 21 mai 2014.

L'importance économique du tourisme d'hiver et les difficultés auxquelles il est confronté interpelle la compétitivité des destinations neiges et appelle aux analyses comparatives. L'objectif de cet article est de présenter une analyse des destinations neige françaises classées dans la revue professionnelle *Montagne Leaders* au travers de deux méthodes de mesure relative de la performance. Cette démarche s'inscrit dans la théorie des avantages comparatifs et compétitifs. La méthode multicritère de surclassement ELECTRE III est tout d'abord utilisée pour déterminer un classement des destinations sur la base de l'évaluation comparative de l'offre des stations selon cinq critères. La méthode *DEA (Data Envelopment Analysis)* est ensuite mobilisée afin d'interroger la capacité des destinations à optimiser l'utilisation de leurs ressources productives. Ce faisant, cet article propose un cadre d'analyse complet de la compétitivité des destinations touristiques pour des études en termes de *benchmarking*. Il apparaît que la compétitivité de 6 stations alpines s'explique tant par leur dotation en ressources que par la capacité de leur gestionnaire à employer ces ressources de manière efficiente. Pour les autres stations constitutives de notre population étudiée (50 destinations issues de tous les massifs français), nos résultats fournissent des informations pertinentes aux gestionnaires. Ils révèlent effectivement les points forts et faibles de toutes les stations et indiquent ce faisant les potentiels de progression de chacune des stations.

Mots-clés : Compétitivité touristique, destination neige, performance, efficience, ELECTRE III, méthode *DEA*.

BOTTI, L., BOULIN, J-L., FABING, P., PEYPOCH, N., 2015. « Mesurer la valeur touristique d'un territoire : Proposition d'un indice de touristicité ». 2^{ème} congrès de l'Association Francophone de Management du Tourisme, EM Strasbourg, 12-13 mai 2015.

L'article présente une méthode de mesure du caractère touristique du territoire de compétence des Organismes de Gestion de Destination (OGD). Cette méthode se concrétise par la détermination d'un « Indice de touristicité » propre à chaque territoire. Celui-ci s'est construit sur la base du modèle de compétitivité touristique de Ritchie et Crouch (2003) et dans le cadre des travaux communs entre l'Université de Perpignan Via Domitia et la Fédération Nationale Offices de Tourisme de France (OTF).

L'Indice de touristicité mesure le caractère touristique d'un territoire (sur une échelle de 0 à 100) à travers 4 dimensions : son accessibilité, son attractivité, son offre en tourisme de séjour et son offre en tourisme d'excursion. Chacune de ces dimensions intègre plusieurs facteurs dont la principale qualité réside dans l'objectivité qu'adopte leur mesure. Ce faisant, et contrairement au modèle de Ritchie et Crouch (2003), l'Indice de touristicité exposé dans cet article dispose d'un caractère opérationnel. Il est d'ailleurs l'objet d'une programmation sous logiciel tableur qui le rend exécutable par les OGD.

L'Indice de touristicité proposé effectue un apport indéniable à la littérature sur le management du tourisme dans la mesure où il n'existe à ce jour (à la connaissance des auteurs) rien de comparable en termes de mesure du caractère touristique d'un territoire à un niveau infranational.

Jusqu'en septembre 2014, près de 80 OT français ont testé et amélioré cet indice. Cette phase de test a prouvé l'intérêt de cet indice pour les professionnels du management touristique des territoires. Les analyses réalisées, notamment en termes de benchmarking, fournissent en effet des informations pertinentes sur les marges d'améliorations de leurs pratiques organisationnelles et managériales.

L'article s'organise autour de 4 sections. Après une première section introductive, la seconde section propose une revue de la littérature sur le néologisme touristicité. Il apparaît, en résumé, que ce terme qui n'existe pas encore dans le dictionnaire peut faire référence à la *potentialité attractive* d'un territoire (Lozato-Giotard et Balfet, 2004) ou, à l'inverse, au *degré de mise en tourisme* d'un lieu (Wakerman, 2005); le taux de fonction touristique⁴⁰ en constituant alors une approche statistique (MIT, 2000). Pour Théodat (2004), la touristicité repose sur différents types de facteurs, certains étant transitoires (situation politique), d'autres fixés durablement (environnement naturel du territoire ou culture de sa communauté). La touristicité peut ainsi apparaître, du moins en partie, comme une caractéristique subie par le territoire. Cette logique ferme la porte à toute réflexion sur les stratégies et pratiques des OGD et leurs impacts sur la valeur touristique de leur territoire de compétence (Botti, 2011). Nous n'adhérons pas à ce paradigme et l'indice développé intègre l'étude de la touristicité induite par les actions des OGD.

La troisième section présente l'opérationnalisation de notre indice de touristicité et expose en détail les modalités de son calcul. La quatrième section est l'objet de l'application de l'Indice de touristicité à une population d'Offices de Tourisme français. Cette application permet de tester la capacité de l'indice à traduire les atouts dont peut disposer un territoire pour exister dans la compétition entre destinations touristiques. Cette dernière section nous permet également de nous interroger sur l'aptitude de l'indice à mesurer la valeur touristique d'un territoire. Nous interrogeons *in fine* dans l'article les liens que l'indice de touristicité entretient avec les notions de valeur perçue et de valeur réelle, largement documentées dans la littérature en marketing.

Références :

- BOTTI L. (2011), *Pour une gestion de la touristicité des territoires*. Balzac.
 LOZATO-GIOTART J-P., BALFET M. (2004), *Management du Tourisme*, Pearson Education.
 MIT (2000), *La Mise en Tourisme des Lieux : un Outil de Diagnostic, Mappemonde*, Vol. 57, pp. 2-6.
 RITCHIE J.R.B., CROUCH G.I. (2003), *The Competitive Destination: a Sustainable Tourism Perspective*, CAB International.
 THEODAT J-M. (2004), L'endroit et l'envers du décor : la « touristicité » comparée d'Haïti et de la République Dominicaine, *Tiers-Monde*, Vol. 45(178), pp.293-317.
 WACKERMANN G. (2005), *Dictionnaire de Géographie*, Ellipses.

BOTTI, L., CORNE, A., 2015. « Benchmarking, attraction touristique et valeur du territoire français : une analyse par le secteur hôtelier ». 2^{ème} congrès de l'Association Francophone de Management du Tourisme, EM Strasbourg, 12-13 mai 2015.

Le but de cette communication est de contribuer à la compréhension du paradoxe du secteur touristique français. Une analyse de l'efficacité technique du secteur de l'hôtellerie française est menée à travers trois différentes catégories le constituant, à savoir le super-économique, l'économique et le milieu de gamme. Un modèle DEA hiérarchique par catégorie est employé afin de tenir compte de l'hétérogénéité entre les segments. Plusieurs hypothèses de recherche sont testées à travers l'impact de variables contextuelles sur la performance. Les résultats révèlent que la performance du secteur hôtelier français peut être reliée aux attractions touristiques des territoires. Des implications et recommandations managériales sont alors proposées aux décideurs autour de l'attraction comme source de « valeur » d'un territoire touristique.
 Mots clés : modèle DEA hiérarchique par catégorie; Efficience, hôtellerie française, attraction touristique.

BOTTI L., PETIT S., ZHANG L., 2015. « Destination performance: Introducing the utility function in the mean-variance space ». 5^{ème} conférence "International Association for Tourism Economics", The Hong-Kong Polytechnic University, School of Hotel & Tourism Management, 30 juin au 3 juillet 2015.

Tourism demand over time can vary considerably between tourists from different countries. These variations can be caused by the different economic characteristics between the origins. Meanwhile, the average level of expenditure per tourist also differs among the origins of the tourist. Thus different tourist nationalities are associated with different level of revenue and risk, for a host country or a host region. Then the strategy to attract tourist by nationalities in order to maximize the total tourist expenditure and minimize the variation become an important issue for the policy makers. In this paper, we aim to apply a productivity measurement theory in a mean-variance space to a French region (Nord Pas-de-Calais) by

⁴⁰ Rapport du nombre de touristes pouvant être accueillis sur le nombre d'habitants permanents.

introducing the utility function in a mean- variance framework, and to give some useful political advices to the policy decision makers to improve the performance of the tourist sector.
Keywords: Productivity Measurement, mean-variance, tourism efficiency, efficiency decomposition, utility function, Nord Pas-de-Calais.

BACHIMON P., DERIOZ P., 2012. « La résidence secondaire barcelonaise en Cerdagne Française. Expansion et Rétractions d'un modèle catalan », colloque *Frontières et identifications croisées. Constructions mémorielles et patrimoniales dans les espaces limitrophes*, MSH de Montpellier (CERCE/CREA/CREDA-CNRS), 3-4 octobre 2012.

BACHIMON P., DERIOZ P., VLES V., 2015. « Les phénomènes de dédoublement résidentiel dans les trajectoires de trois systèmes touristiques pyrénéens. Cerdagne (P.O.), Vicdessos (Ariège) et haute vallée d'Ossau (P.A.) », colloque international TRAST 2015, *Trajectoires des aires et stations touristiques : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*, MSH d'Aquitaine, Bordeaux, 16-17 avril 2015 (colloque final du programme TRATSO).

DERIOZ P., BACHIMON P., (2013) : *Penser le territoire en tant que station : échelles du volontarisme politique et modalités du développement touristique en Vicdessos (Ariège)*, Workshop TRATSO – MSHA, Collioure, 4 septembre 2013.

DERIOZ P., 2015 : Participation à la table ronde conclusive du colloque international TRAST 2015 « Trajectoires des aires et stations touristiques : dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs », MSH d'Aquitaine, Bordeaux, 17 avril 2015.

DERIOZ P., BACHIMON P., LOIREAU M., 2013. « Mise en scène du paysage montagnard et valorisation sélective des patrimoines dans une vallée pyrénéenne en reconversion économique (Vicdessos, Ariège) », Colloque international *Paysage(s) et patrimoine(s) : connaissance, reconnaissance, protection, gestion et valorisation*, Blois, 24-25 septembre 2013, ENSNP Blois / équipe IPAPE-UMR CITERES. [communication en ligne : http://w3.ohmpyr.univ-tlse2.fr/telechargement/seminaire08122014/RestitutionOHM2014_Pierre_DERIOZ.pdf]

DERIOZ P., BACHIMON P., LOIREAU M., LAQUES A.-E., DESSAY N., 2012. « La mise en tourisme d'un territoire montagnard fragilisé. Sports de nature et patrimoine au cœur du projet de développement et de la politique de communication en Vicdessos (Ariège, France) », conférence invitée, Colloque international *LOTH, Développement territorial, patrimoine et tourisme en zones fragiles et menacées : entre dynamiques économiques, démocratie participative et communication*, Djerba – Tunisie, 14-16 novembre 2012.

FALAIX L., GOMBAULT A., HATT E., PIRIOU, J. 2015. « *De la station à l'aire touristique : Les processus de territorialisation à l'épreuve des ressources mobilisées ?* » colloque TRAST 2015, Bordeaux, 16-17 avril 2015.

SALVADOR M., FROCHOT I., 2015. *Authenticité et imaginaire des touristes en Néouvielle*, colloque TRAST 2015, Bordeaux, 16-17 avril 2015.

Cette communication présente l'analyse des représentations des paysages transformés et en transformation – des stations appréhendées par les voyageurs qui les visitent temporairement dans le Néouvielle. Il s'agit de restituer la manière dont les touristes abordent la question du paysage et de l'importance qu'ils accordent à différentes représentations caractéristiques, à leurs yeux, de ce paysage.

PEYPOCH N., OHE Y., 2015. « Efficiency and productivity analysis of Japanese Ryokans ». 5ème conférence "International Association for Tourism Economics", The Hong-Kong Polytechnic University, School of Hotel & Tourism Management, 30 juin au 3 juillet 2015.

The purpose of this paper is to analyze efficiency and productivity of Japanese accommodations 'ryokans'. Ryokans are traditional Japanese style accommodations that are known as unique hospitality service different from western hotels. High-quality hospitality in ryokans is one of distinctive attractions not only for domestic tourists, but also for inbound tourists. In our knowledge, however, ryokans have not been studied previously from an economic perspective in the literature and this paper contributes to reduce this gap.

The nine regions of Japan are considered over the period from 2005 to 2010. On the one hand, a benchmarking of the Japanese ryokan sector is proposed by using the directional distance function and the Luenberger productivity indicator

(Peypoch, 2007; Peypoch and Solonandrasana, 2008). This approach allows considering both input contraction and outputting expansion in the calculation of efficiency and is dual to the profit function. It's a non-parametric approach based on linear programming which presents key advantages (not necessary to specify a functional form a priori, characterization of multi-outputs production technologies). A production technology is constructed with inputs related to capital (number of rooms, square building, capacity, etc.) and labor (number of employees), and outputs characterized by (revenue, tourist arrivals, tourist bed-nights). Productivity changes of ryokans are decomposed into efficiency change and technological change and the nature of this last is analysed with a subdecomposition (Botti et al., 2010). On the other hand, several contextual variables (size and business status of the ryokan) are tested by using the non-parametric statistical test of Kruskal-Wallis (Botti et al., 2009) in order to identify what are the factors of the ryokans performance. Managerial recommendations are derived from the results.

The remainder of the paper is organized as follow. Section 2 surveys briefly the literature review on efficiency in hospitality sector and presents the specificity of the Japanese case. Section 3 introduces the methodological framework. Section 4 presents the data and the empirical results. Finally, conclusion and discussion are in section 5. The results are mixed and reveal that only some ryokans experienced positive productivity changes. The decomposition underlines that positive efficiency change is the result of a better management between the use of resources while technological progress indicates investments and adoption of new techniques. Inefficient ryokans should follow these best practices in order to improve their operational performance. Finally, the location of the ryokans plays a role in its productivity scores. Then managerial recommendations are provided for decision makers according to these findings.

Keywords: Efficiency, productivity, Japanese accommodation, ryokan, tourism.

PEYPOCH N., GIANNINI S., 2015. « Hotel efficiency in a destination with strong seasonality: the case of Corsica ». 5ème conference "International Association for Tourism Economics", The Hong-Kong Polytechnic University, School of Hotel & Tourism Management, 30 juin au 3 juillet 2015.

This paper studies hotel efficiency in the Corsican context characterized by a strong seasonality. Corsica is a small island with a population of 316 000 inhabitants and a tourism flow over 2.5 millions in 2013. But this flow is highly seasonal. According to the data, the total number of night stays in 2013 for the 378 hotels of Corsica amounts to 2.8 millions (INSEE, ATC). The same data show that 69% of the night stays are realized between June and September. In a study for the Corsica Tourism Agency (UMR LISA, 2012), a Gini coefficient of 0.623 has been computed for the period 2005-2010. During this period, 71% of the night stays were realized in 3 months.

This high level of seasonality obviously impacts the efficiency of Corsican hotels and hotel owners develop a set of management strategies to account for seasonality. The main aim of our paper is to investigate how some features related to seasonality affect efficiency.

A sample of 30 hotels from Corsica has been built. This sample includes an important range of information: financial data, high season and low season rates, hotel features, occupancy rates and room characteristics.

In a first section, the Corsican hotel sector is briefly presented in order to highlight its specificities and especially the seasonality phenomenon. In a second section, efficiency scores are computed by using Data Envelopment Analysis (DEA) in order to identify the benchmarks, that is hotels that achieve the best practices in terms of performance.

The impact on efficiency scores of contextual variables related to seasonality are analysed by following the recent approach of McDonald (2009). Some variables such as variability of occupancy rates, level of prices, length of opening of the hotel are considered.

The final section presents a discussion of the main findings and proposes some managerial recommendations and policy implications.

BOTTI L., PEYPOCH N., 2015. « The French tourism paradox: a MCDA Analysis ». 5ème conference "International Association for Tourism Economics", The Hong-Kong Polytechnic University, School of Hotel & Tourism Management, 30 juin au 3 juillet 2015.

France is the country the most visited in the world by international tourists. According to the WTO statistics, this first position of France regarding international tourist arrivals can be continuously observed from 1980. But the world ranking about international tourism receipts indicates that France was only 2nd in the 80's before to fall down in 3rd position, after US and Spain. And all the forecast from statistical institutes confirm that France will lose its third place in favor of China soon. These facts are well known under the name of French paradox (Botti et al., 2009) which characterizes the relative France lack of performance as it obtains relative few economic receipts with more tourist than some other countries. The French tourism situation is deteriorating from 35 years and few researchers paid attention to this phenomenon. Indeed the literature about tourism in France is restricted to few contributions and most of the time the French paradox is not the key point. The purpose of this paper is to reduce this gap by analyzing the French tourism paradox. To do so, it proposes a global reflection on the tourism performance of countries.

This paper adopts two multi-criteria decision analysis (MCDA) approaches which permit to obtain an international ranking. First, an efficiency analysis is conducted. Efficiency means the capacity of optimising the resources (inputs) in order to achieve results (outputs). In this perspective, this paper proposes a tourism production technology adapted at the country level. It then enriches previous contributions in the literature like Barros et al. (2011). Second, ELECTRE III (Roy, 1991) is used to obtain a ranking of countries from few criterions. These ones are based on the Ritchie and Crouch (2003) model. In order to permit this second performance analysis, weights of criteria are given by using the Analytic Hierarchy Process (AHP) method on a questionnaire submitted to tourism experts (scientists and professionals) around the world.

The paper is organized around four sections. The first section depicts the context of tourism in France and discusses the main existing rankings of countries. The light is shed on the World Economic Forum ranking ("Travel and Tourism Competitiveness Index") in which 140 countries are ranked. Our paper argues for a criticism of this ranking which is not based on a robust theoretical model and used arithmetic mean (without weights for criterion). In the second section, the two multi-criteria methods are exposed: super-efficiency DEA model (Andersen and Petersen, 1993; Tone, 2002) and ELECTRE III. The section 3 exposes the data on international countries. The results are presented in section 4. Section 5 concludes and discusses countries tourism performance.

VLES V., 2015. « Les processus de transformation des trajectoires locales des stations et aires touristiques : des questions modélisables ? », conférence introductive du colloque international *Les trajectoires des stations touristiques dans le grand Sud-Ouest français depuis le XIXe siècle, Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*, Conseil régional d'Aquitaine, 16 avril 2015.

VLES V., 2015. *La station générique*, Conférence conclusive du colloque scientifique international *Durabilité et tourisme*, Lausanne [Suisse], Faculté des géosciences et de l'environnement, 4 mars 2015.

VLES V., 2014. « Métastations, mutations territoriales des stations de montagne – Un regard pyrénéen », *Le tourisme hors des sentiers battus : coulisses, interstices et nouveaux territoires touristiques*, 4e colloque international de l'Association ASTRES [Association Tourisme, Recherche et Enseignement supérieur], 21 au 23 Mai 2014.

VLES V., CLARIMONT S., 2015. « Impacts des mesures de préservation des grands sites naturels », 2015. Séminaire de recherche *Les sites exceptionnels : quel développement local ?*, Paris : ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'Énergie, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, PUCA, La Défense, 6 mars 2015.

La mise en tourisme des patrimoines, et notamment des patrimoines naturels, met au jour des enjeux politiques et économiques autour de lieux convoités et des grands sites naturels. Dans cette optique se pose de façon conjointe à l'innovation technologique ou touristique de gestion des flux et de leurs retombées économiques, sociales, environnementales, le problème de la gouvernance et notamment de l'anticipation dans des contextes variés de prise de décision par les décideurs. À l'heure de la transition touristique, la question de la conciliation entre la protection des milieux et la fréquentation touristique demeure posée. La gestion des sites classés ou inscrits bénéficiant d'une forte notoriété se doit donc de combiner la protection (interdiction générale de modifier l'aspect des lieux) et la valorisation, essentielles à l'économie touristique dans un contexte souvent contraint. La « restauration de l'esprit des lieux » doit également permettre d'améliorer les conditions d'ouverture au public et la qualité de la visite. Quelle est l'efficacité, en la matière, des mesures mises en œuvre ? Quel est l'impact des actions visant à réduire l'accessibilité au site non seulement sur le plan économique, mais aussi social, politique et environnemental ? Comment apprécier ces impacts en termes tant quantitatifs que qualitatifs ?

VLES., 2015. « Les processus de transformation des trajectoires locales des stations et aires touristiques : des questions modélisables ? », conférence introductive du colloque international *Les trajectoires des stations touristiques dans le grand sud-ouest français depuis le XIXe siècle, Dynamiques d'innovation, mises en tension et enjeux prospectifs*, Conseil régional d'Aquitaine, 16 avril 2015.

Au cours de leur histoire, les stations touristiques ont connu des conditions de production très différentes. Il faut prendre au sérieux leur évolution, car elle s'insère dans celle de l'idéal de la modernité (au sens où l'entend Ivan Illich), qui est celui de la quête d'autonomie des personnes et des groupes sociospatiaux auxquels elles appartiennent. La voie suivie depuis 2 siècles par la modernité pour réaliser cet idéal d'indépendance et d'autonomie de l'individu a atteint ses propres limites, ce point qu'Illich appelle la *contre-productivité*. Lorsqu'elles atteignent un seuil critique, les grandes institutions de nos sociétés modernes industrielles s'érigent, parfois sans le savoir, en obstacles à leur propre fonctionnement. Les stations ont ainsi élaboré des moyens techniques pour répondre aux questions du développement touristique et, pour un temps, le développement de ces moyens a servi effectivement à traiter la question et à échapper à l'hétéronomie, à l'aliénation.

Mais, passé un certain seuil, on constate un retournement : le développement du moyen se met à nuire au lieu touristique qu'il était censé aider, au lieu de lui être bénéfique. La modernité a permis à certains lieux et sociétés la conquête de l'autonomie, mais à un moment donné, le monde a été reconfiguré par la technique. Dans le tourisme aussi, ce monde devient alors un monde qui enferme l'individu, le réduit, voire l'asservit, au lieu de le libérer. Comment fonctionne le système de production touristique responsable de ces variations ?

Conférences invitées issues de la recherche :

CASTANER E., 2014. « *Patrimoine industriel et patrimoine architectural contemporain catalan : quêtes identitaires et stratégies de tourisme culturel* ». Département de Culture et Communication, Université du Québec à Trois Rivières, octobre 2014.

DERIOZ P., BACHIMON Ph., 2014. *Quelle place pour les résidences secondaires dans le fonctionnement des territoires touristiques ? Études de cas en Vicdessos et en Cerdagne*, conférence publique, Lercoul (Vicdessos, Ariège), 24 juillet 2014.

DERIOZ P., 2013. *Le Vicdessos, un petit territoire de montagne en reconversion : nouveautés et rémanences*, conférence à l'occasion de l'atelier terrain des 4^{es} Rencontres scientifiques du PNR des Pyrénées Ariégeoises, Montréal-de-Sos (Auzat, 09), 9 novembre 2013.

DERIOZ P., 2013. *Sports de nature et patrimoines au cœur du projet de reconversion d'un territoire montagnard fragilisé : du travail sur l'image au changement de système en Vicdessos*, conférence dans le cadre des animations du Barri, Maison du Patrimoine, Auzat (09), 6 juin 2013.

FALAIX L. 2014. « Surf et ingénierie socioterritoriale : quelle place pour l'habitabilité des territoires dans l'action publique », *Transcreativa, 1st European Conference : Creative industries and social innovation – Concepts, practices and policies*. Bordeaux, Kedge BS, 25 septembre 2014.

HATT E., 2015. « L'aménagement des stations littorales françaises : approche conjointe de territoires conçus et perçus ». Conférence Espacetur Planeamento dos Espaços Turísticos em Áreas Costeira, Lisbonne (Instituto de Geografia e Ordenamento do Território da Universidade de Lisboa), 30 juin 2015

VLES V., 2015. *L'architecture moderne en montagne*, Tarbes : Département des Hautes-Pyrénées, Archives départementales, 22 octobre 2015.

VLES V., 2015. *Métastations, mutations urbaines des stations de montagne*, conférence Alternatiba, Bagnères-de-Bigorre, 7 juin 2015.

VLES V., 2014. *La station générique : le tourisme, vecteur de conformité urbaine dans les Pyrénées transfrontalières*. Workshop « Tourisme transfrontalier et cultures dans l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée », CERTOP UMR 5044, 21 février 2014, Foix.

VLES V., 2014. *Métastations, mutations urbaines des stations de montagne*, conférence dans le cadre du Congrès *Henry Jacques Le Même [1897-1997], Art du détail et génie des lieux*, CAUE 64, Pau, 11 février 2014.

VLES V., 2014. *La mutation en cours des stations touristiques du littoral et de la montagne : quelle est la contribution des stations à la vie des territoires ?* Conférence-débat Union Atrium : confédération des associations de la Caisse des Dépôts et Consignations et de ses filiales, 23 janvier 2014, 9 boulevard du Port Royal 75013

VLES V., 2013. *Attractivité des montagnes*. 5^e Biennale européenne de la Montagne, La Bresse : Conférence et table ronde, Chambre de Commerce et d'Industrie des Vosges, 17 octobre 2013.

Autres productions, articles soumis

BAUDRON K., BISCARO E., DABADIE Th., LALANNE C., MENGUE ASSEKO F., SANDOVAL A.-M., 2014. *Le patrimoine agropastoral peut-il faire l'objet d'une valorisation touristique ?* Université de Pau et des Pays de l'Adour, Master 1 Loisirs, tourisme, développement territorial, 75 p.

BUGNOT N., CARCHET J., HÜBNER S., DANYLYUK O., NAAOUTCHÉ K., CLEMENT M., 2014. *Diagnostic de territoire touristique de Néouvielle*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Master 1 Loisirs, tourisme, développement territorial, 41 p.

BOTTI, L., CORNE, A., GONCALVES, O., PEYPOCH, N. "De la mesure de la compétitivité touristique".

Au niveau théorique, la compétitivité touristique a fait l'objet de nombreuses études. Depuis le début des années 90, de nombreux modèles de compréhension de la compétitivité des destinations ont été proposés. En se basant sur les théories économiques de l'avantage comparatif et les travaux de Porter (1990) sur les avantages compétitifs, Ritchie et Crouch (2003) développent un modèle qui présente l'ensemble des particularités de la compétitivité des destinations. À ce jour, leur modèle reste le plus influent de la littérature. Au niveau méthodologique, Botti et Peypoch (2013) ont démontré l'intérêt des méthodes multicritères d'aide à la décision (Multi Criteria Decision Analysis – MCDA) dans l'opérationnalisation du modèle de Ritchie et Crouch pour l'analyse relative de la compétitivité de destination.

Généralement, les démarches multicritères s'effectuent en 4 étapes. La première étape consiste à déterminer des alternatives potentielles. Dans le cas qui nous occupe, ces alternatives sont les pays qui constituent l'Union Européenne (hormis la Croatie entrée dans l'UE en 2013). La deuxième étape dresse la liste des critères à prendre en compte pour, dans une troisième étape, évaluer chacune des alternatives au regard de chacun des critères. Lors de ces étapes, nous présentons le modèle de Ritchie et Crouch (2003) et critiquons par là-même celui du World Economic Forum (WEF) sur la base duquel cette fondation a déterminé un classement en termes de compétitivité touristique de 140 pays (WEF, 2013). La dernière étape des démarches multicritères agrège les évaluations établies lors de la troisième étape pour déterminer un classement des alternatives. Si deux approches de l'agrégation peuvent être considérées (agrégation complète et partielle), nous argumentons en faveur de l'agrégation partielle et de la méthode multicritère de surclassement ELECTRE III (pour Elimination et Choix Traduisant la Réalité ; Roy, 1991). Celle-ci nous permet de classer toutes les alternatives étudiées de la meilleure à la moins désirable, à partir des préférences du décideur qui sont révélées à travers les divers paramètres de la méthode, notamment les poids et les seuils des critères. La méthode ELECTRE III est appliquée à 27 pays de l'UE sur la base des données quantitatives du WEF et du modèle théorique de Ritchie et Crouch (2003). Ce faisant, nous proposons dans cet article un classement qui diffère de celui du WEF et dont les avantages sont manifestes. Basée sur un cadre théorique scientifiquement admis et une méthode robuste, notre approche apparaît comme plus convaincante que celle du WEF pour mesurer la compétitivité touristique des pays.

BOTTI L., VO THANH T., ZAMAN M. "Weight of criteria in hotel selection: An empirical illustration based on TripAdvisor criteria"

The aim of this paper is to calculate the weight of criteria that influences the decision making process of potential hotel customers. By taking into consideration the growing importance of electronic word-of-mouth (eWOM) and the popularity of hotel reviews websites, this research note exposes the framework to calculate the importance weight of the 6 "Trip Advisor" criteria by using the Multi-Criteria Decision Analysis (MCDA) – Analytic Hierarchy Process (AHP) method. The AHP method is based on a pair-wise comparison between criteria. 120 tourists visiting Paris (France) have been questioned in order to apply the AHP method and to determine the weight of Trip Advisor criteria: location, bed quality, comfort & equipment, service, value for money and, cleanliness. By doing so, this research note facilitates the understanding of AHP method and its application to the hotel sector. The empirical study proposes weight for each criterion by taking into consideration tourists' point of view.

Keywords : AHP Method, Weight of Criteria, Hotel Attributes, Electronic Word-of-Mouth (eWOM), TripAdvisor

CANCEL E., 2013. « État des lieux socio-économique, spatial et environnemental des activités pastorales sur le territoire de la communauté de commune d'Auzat-Vicdessos », mémoire GAEMP, Université Toulouse-Le-Mirail, 95 p. + annexes.

EGIZIANO L. 2015. *Les représentations urbaines et paysagères en station littorale*, Travail d'étude professionnel, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Master 1 Loisirs, tourisme, développement territorial, 70 p.

EL ATIA I., BAULAC M., KOEHL M., HERNANDEZ M., WINOGRAD S., 2014. *Le patrimoine bâti en vallée d'Aure*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Master 1 Loisirs, tourisme, développement territorial, 54 p.

FALAIX L. 2014. « Le surf à Biarritz : éléments de cadrage théoriques pour une méthodologie de l'action publique pensée à travers le marquage culturel territorialisé », Rapport de recherches, 116 p.

LOOPE J., 2014. *Diagnostic et stratégie de développement de l'hébergement touristique à Eaux-Bonnes-Gourette*, Projet de fin d'études de master 2 « Loisirs, tourisme et développement territorial » sous la direction de V. Vlès, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 75 p.

STROMBONI, M., 2012. *Valorisation de la ressource paysagère et place de la filière touristique dans le système territorial du Haut-Vicdessos*, mémoire Master 1, Université d'Avignon, 106 p.

4. Perspectives : des destinations et stations touristiques en transition

L'avenir n'est pas prédéterminé. Ouvert à plusieurs futurs possibles, c'est une des missions de la recherche que de les éclairer. Pour mener à bien le projet de station ou de destination, les politiques touristiques ont besoin de connaître les éléments constitutifs, contributifs de leurs trajectoires anciennes et récentes pour accompagner, en les infléchissant plus ou moins, les évolutions prévisibles. Soulignés dans ces travaux, les mutations, les tensions, l'amplitude des évolutions des lieux touristiques, leurs itinéraires prévisibles permettent d'enrichir les schémas théoriques de la science.

Les trajectoires des stations analysées dans cet ouvrage montrent une grande diversité des transformations en cours et le rôle de l'innovation dans leur devenir. Au XXe siècle, l'époque de la « catégorisation » des sites, de la classification, de la taxinomie, de la systématique, de la hiérarchie a décrit un système dans lequel les lieux attractifs, les villes-champignons du littoral, les néo-villages des campagnes ou les « archipels d'altitude » connaissaient des phases de création, d'extension ou de désarmement obéissant à des trajectoires assez simplifiées, regroupées en quelques types schématisés (Préau, 1968 ; Cumin, 1970 ; Perret, 1994 ; Knafou, 1978 ; Butler, 1980 ; Équipe MIT, 2002, 2005 ; George-Marcelpoil ; Clivaz et coll., 2010, 2011).

Les résultats des recherches qui précèdent montrent que les dynamiques actuelles s'écartent largement de ces « catégories » ; la « typologie » de leur appartenance initiale ne semble plus le seul facteur de leur évolution, et encore moins avoir un impact certain sur leur avenir : la courbe de vie de la station ou du territoire n'est pas prédéterminée. Le déterminisme catégoriel fournit peu d'explication sur l'apparition de phénomènes nouveaux — parfois insoupçonnés, dans la postmodernité radicalisée (Olivier Rey, 2014) qui conditionne les facteurs d'avenir des stations et des aires touristiques. Leur catégorisation, le « séquençage » de leur cycle de vie, étapes de la démarche scientifique un temps utile, peut-être, à la conceptualisation de l'évolution contemporaine du tourisme, à sa représentation, à l'idée que les scientifiques pouvaient s'en faire à une époque où la modernité était synonyme de la raison utilitaire (Caillé, 2003), se révèlent désormais d'un apport limité pour que la science puisse apporter une lecture raisonnée des enjeux liés à leur avenir.

Aujourd'hui, les stations touristiques connaissent des conditions de production très différentes dans leur processus de développement. Si leur mouvement initial s'insérait dans l'idéal de la modernité, celui de la quête d'autonomie des personnes et de leurs groupes sociospatiaux, le système de fonctionnement de la production touristique localisée a produit de fortes disparités de situations. Le processus de la modernité est sans doute venu à bout de la modernité comme époque. Les analyses des trajectoires publiées dans cet ouvrage sonnent comme une critique de cette modernité, qui n'est plus, désormais, synonyme de dynamiques et de progrès. Révélées ici, les tensions apparues ces dernières décennies ont fait apparaître un doute porté sur le processus de développement touristique engagé depuis deux siècles. Les changements en cours, dans un contexte économique, social et culturel chamboulé, montrent avant tout des « stations en tension », voire font pressentir une transition en cours : leurs mutations semblent marquées par des phases d'accélération, de ralentissement, des bifurcations. On est aujourd'hui dans une situation où, dans certains sites tout paraît compromis (et pas seulement dans une « catégorie » de tourisme ou un « type » de territoires). Cette situation est loin d'être négative, car on assiste ici et là à toute une série d'initiatives de la société civile qui se saisit des problèmes et les résout en les transformant, en sortant de la seule logique productiviste. La recherche en a évalué les forces et la résilience, qui pointent de plus en plus dans les systèmes productifs locaux en matière de tourisme et de patrimoine (naturel, culturel).

Pour saisir cette transition, ces travaux ont identifié les changements qui touchent trois dynamiques sociales et territoriales : celle des processus de territorialisation, celle de l'adaptation au changement, celle de la gouvernance des destinations.

1— les processus de territorialisation peuvent s'entendre comme une combinaison de territoires autour des stations, une structuration (socio-économique, administrativo-politique, communicationnelle) d'aires touristiques dont le point d'origine est l'existence d'une station (par effet de polarisation) ou de plusieurs stations (par effet de coalescence), phénomène dont l'économie du tourisme et des loisirs représente un facteur majeur d'évolution ;

2 — l'adaptation au changement est marqué par de multiples facteurs depuis les années 1990, tels que la concurrence accrue entre les destinations, le vieillissement de la population touristique, le déploiement de nouvelles pratiques récréatives (activités, modalités de fréquentation...), l'affaiblissement des dynamiques internes, l'apparition d'initiatives nouvelles, les déficits chroniques d'exploitation d'équipements, les exigences croissantes de qualité esthétique et environnementale ou encore la gestion des risques et incertitudes ;

3 — la gouvernance des stations touche dorénavant un large territoire, car les aires touristiques, devenues des « destinations », sont des systèmes économiques, sociaux, environnementaux dans lesquels un sous-système de décision organise et régule des politiques opérantes, plus étendues que celles des stations initiales qui fournissent aux touristes les biens et les services nécessaires à leur séjour.

L'aire touristique, ce territoire lui-même produit touristique, est touchée par l'évolution de l'ensemble de biens et de services qui gravite autour d'éléments attractifs répondant désormais plus largement aux besoins d'un segment de touristes que la station historique. Ce rapport nouveau au produit transforme la destination, dans sa globalité, il gagnerait à être assimilé à une entreprise virtuelle qui tente de répondre, à partir de son activité, aux besoins de ses clients, les touristes.

1 — Les processus de territorialisation

Les processus de territorialisation permettent de dégager les indicateurs pour appréhender la question de l'évolution des territoires touristiques. Ils mettent en avant la nécessité de penser le renouvellement des méthodes pour appréhender, de façon interdisciplinaire, le changement touristique. La question du modèle des transformations socio-économiques pour aborder les évolutions des trajectoires des stations touristiques, la notion de « capital touristique », celle de « ressources », mais également aussi celle de « divergence touristique » montrent le rôle considérable de l'approche interventionniste dans les trajectoires, le facteur essentiel de la gouvernance. Surtout, le statut des facteurs endogènes ou exogènes dans ces évolutions apparaît déterminant. Il révèle les trajectoires des processus de territorialisation plus que les trajectoires des stations elles-mêmes. Les descripteurs qui permettent d'en évaluer les formes et les effets de levier apparaissent ici clairement. Les facteurs qui caractérisent les processus d'évolution se détachent des typologies et permettent d'expliquer les évolutions qui ont été en action dans le passé, insister sur les bifurcations potentielles à venir, mettre en alerte sur les décisions à prendre : ils alimentent un tableau de bord qui, pour peu qu'on en ait le désir, tient informé des directions possibles et aide à choisir les trajectoires par la société locale. Donc des facteurs exogènes, d'autres endogènes ou, à l'interface, des facteurs transitionnels expliquent les bifurcations de manière plus complète que le contexte géographique ou historique et, surtout, permettent d'agir sur le devenir des stations et territoires.

Un premier volet d'indicateurs utiles est constitué par un « socle » (potentiel, ressources) produit par les logiques de développement et de territorialisation, composé de ressources territoriales coconstruites entre les habitants (permanents et « intermittents »), les touristes présents et la stratégie politique. Les lieux longtemps isolés, tel le Couserans, en fournissent un exemple parfait : à un moment donné de son histoire touristique, les acteurs du tourisme du Couserans étaient dans une posture d'autodévalorisation, malgré des ressources dont ils n'étaient pas conscients. Mal informés, peu formés, insuffisamment aidés, ils sont longtemps restés dans un processus contre-

productif en termes de développement. En définitive, on voit ici que la notion de ressource territoriale, sa valeur signifiante (plus que sa valeur substantielle), la notion de logique de différenciation, de « mise en scène territoriale » jouent très fortement dans l'efficacité de l'intervention. Le concept de « ressource touristique » et celui de « capital touristique » semblent sur ce point assez similaires. Dans le cas d'une filière, il y a peu d'identification au territoire par le touriste (l'exemple du spot surf à Biarritz est marquant). Intégrée dans le processus de construction du territoire, la ressource permet de dépasser le seul potentiel de filière, que l'on retrouve ailleurs dans le monde. Les valeurs sensibles du territoire paraissent également être des facteurs déterminants de différenciation. La composante spatiale, l'aménagement des espaces publics urbains ou naturels dans les stations, la maîtrise du foncier à long terme avec la constitution de réserves publiques et la nécessité d'avoir de bonnes connaissances des patrimoines apparaissent comme autant de facteurs très qualifiants conditionnant l'avenir.

Le second volet d'indicateurs de territorialisation relève de la gouvernance et de son fonctionnement. Selon les territoires, certains modes de gouvernance et de choix de gestion collective du « bien touristique » valorisent la destination, d'autres peinent à agir. Ici le facteur de la capacité d'investissement joue pleinement et implique parfois des choix entre la mise en valeur de la tradition et la mise en scène de la modernité. Le facteur de la notoriété, de la réputation donnée au territoire s'inscrit en seconde position dans la hiérarchie des facteurs à maîtriser par les acteurs et les institutions pour pouvoir mieux attirer, maximiser le pouvoir « d'attractivité territoriale », son attrait.

Pour autant, cette batterie d'indicateurs ne constitue pas, en tant que telle, un « modèle » scientifique de l'évolution des trajectoires. La modélisation est un outil d'appréhension du réel, une grille de lecture de la réalité du territoire touristique. Elle est « l'idéal type » de Max Weber, c'est-à-dire une accentuation unilatérale de certains traits pour permettre une appréhension intelligible du réel. L'importance entre le virtuel et le réel est donc fondamentale dans le processus de territorialisation du tourisme : on croit que le réel est suffisant pour le caractériser, mais l'exemple du « dédoublement résidentiel » (décrit au chapitre 2) montre qu'en fait l'image du « touriste » ancré avec sa résidence secondaire dans le territoire compte autant, pour le processus de développement, que lorsqu'il en est absent, car il continue à faire vivre ce territoire à distance. On le voit partout, par exemple dans l'Aubrac : les visiteurs y achètent des produits locaux, mais lorsqu'ils en repartent, ils continuent à les acheter même à 800 km. Le dédoublement résidentiel met bien lumière cette importance à accorder, désormais, au « virtuel » par rapport aux indicateurs très souvent focalisés sur le réel.

2 — L'adaptation au changement

L'adaptation au changement est le second facteur qui intervient dans les trajectoires. Elle est un processus davantage qu'un but, une réponse des opérateurs à une menace et traduit une capacité d'anticipation des menaces sociétales, économiques ou politiques. Invoquée comme un moyen de diversifier des activités anciennes parfois obsolètes ou devenues inadaptées aux nouvelles règles, l'adaptation pose la question des formes de diversification de l'offre touristique, celle des facteurs de cette modification et ses difficultés.

Ce processus, défini au chapitre 4 comme « un processus par lequel, à partir d'un diagnostic interne et en vue de quelques finalités, un système complexe passe d'un niveau d'organisation à un autre niveau d'organisation différent du précédent » (Taché, 2003), induit et produit des formes d'évolution et des bifurcations de trajectoires très variées : le renouvellement du rapport à la nature, notamment, semble peser par exemple très fortement sur les valeurs des visiteurs en retournant parfois complètement la vision que les professionnels ou les scientifiques voyaient dans leur rapport au monde. On peut se demander si cette rupture est réelle ou apparente, mais il semble que la valorisation entraîne des modifications structurelles dans les équipements collectifs en usage jusqu'ici. Les facteurs de changement sur le temps long sont déterminés à la fois par le facteur de l'innovation et la capacité des acteurs à mobiliser les différents modes d'innovation, techniques, organisationnelles ou de produit. Le rôle de la gouvernance dans l'évolution différenciée des lieux touristiques est ici aussi structurant : la mise en évidence du poids du leadership local, le rôle de la

multimodalité des acteurs locaux obtenu grâce au cumul des fonctions ou des mandats participant à la création d'un réseau de connaissances et d'actions capable de mobiliser.

Les difficultés, risques et controverses suscités par la mise en œuvre de ces stratégies d'adaptation sont néanmoins évidents : risques financiers et techniques autour des nouvelles technologies, tensions autour des mises en place de produits nouveaux, modifications des aménagements non touristiques qui modifient les comportements des visiteurs.

Ces différentes formes de développement et d'évolution s'imposent aux organismes locaux, on en voit les marques de manière cyclique dans la capacité des opérateurs et professionnels à amorcer une évolution de leurs produits ; l'efficacité de la méthode historique pour en dessiner les trajectoires apparaît réelle.

3 — Le management des destinations

Les travaux sur le management des destinations permettent, en dernière analyse, de définir la destination dans sa globalité, celle pouvant être assimilée à une entreprise virtuelle, qui, à partir de son activité, tente de répondre au besoin de ses clients, les touristes.

L'analyse des performances des organismes de gestion des destinations, celle de la performance des territoires, celle du rôle du numérique montrent un changement profond de paradigme dans le management des destinations.

L'efficacité apparaît comme une nécessité absolue dans le tourisme et la méthode d'analyse par développement des données compare des éléments entrants (input) - par exemple le nombre d'employés, les formations ou encore le nombre de chambres dans un parc de réceptif d'une région, qui apparaissent comme des ressources - à des éléments sortants (nombre de nuitées produites, le taux d'occupation) qui en sont les résultats. Cette comparaison entre les différents opérateurs permet à un territoire ou à un opérateur de se comparer à des performances médianes. Dans le cas de l'analyse des organismes de gestion des destinations sur un panel d'une centaine d'offices de tourisme réalisé par l'une des équipes, on obtient des indicateurs importants qui sont la touristicité du territoire (avec proposition méthodologique d'un indice de touristicité), le nombre d'emplois en office de tourisme, ou encore, en facteurs sortants, le taux de récolte de la taxe de séjour sur un territoire, indicateur qui traduit assez bien l'efficacité. Ceci permet de pouvoir comparer des dynamiques locales, les organismes de gestion des destinations des communes très touristiques étant moins efficaces que ceux des stations moins touristiques, par exemple. La nature des indicateurs apparaît ici essentielle pour choisir les éléments entrants et les éléments sortants.

La vulnérabilité et la résilience des stations poussent à s'interroger sur les dimensions structurelles, économiques, institutionnelles et sociales de ces facteurs. L'analyse comparée montre que les grandes stations les plus intégrées ne sont pas finalement les modèles les plus efficaces ; par ailleurs, les modèles plus intégrateurs de territoires sont les plus viables à long terme et les modèles qui ont suivi un processus de fuite en avant, notamment immobiliers, semblent reprendre en main leur propre histoire.

La dimension numérique n'est pas juste une évolution des fonctions touristiques locales : elle permet de revisiter en profondeur l'ensemble des fonctions touristiques, ne serait-ce que les limites mêmes de la destination, puisque c'est le consommateur, notamment par ses requêtes faites sur les moteurs de recherche, qui définit ce qui « est » la destination perçue, pratiquée. Ce n'est plus l'offre promue par la collectivité qui détermine ce qui est signifiant comme territoire et comme produit. Par ailleurs, on n'est plus face à une réalité où l'on trouvait des packages ficelés pour les touristes et qui déterminaient une aire touristique constitutive des pratiques et des consommations. Ce que le numérique a amené, c'est un changement total de la place du consommateur : il prend désormais un pouvoir important dans la façon de construire la réputation d'une station et son management est aujourd'hui au centre du processus de promotion-construction des produits. Il y a, de ce point de vue et sans conteste, une réduction du décalage entre la réalité touristique virtuelle et la réalité réelle. À Médoc Océan (Carcans, Lacanau, Hourtin) par exemple, en quelques années, l'ensemble des métiers des organismes de gestion de la destination ont évolué et se sont spécialisés autour de nouveaux métiers fondamentaux, les « animateurs numériques de territoires ». Les stations négocient des

accords avec les plateformes de réservation plutôt que de développer leur propre système de réservation, l'organisation de l'accueil a été également totalement restructurée. On serait donc passé de la station qui faisait de la réservation — intermédiaire entre le touriste et le producteur — à la station « centre de ressources » pour les professionnels afin de les aider à accroître leurs performances.

La culture d'une destination et de son histoire permet de mieux comprendre comment toutes les formes de production touristique locale ont évolué par la co-construction construite avec l'e-tourisme. « L'authenticité » est un concept approché désormais en fonction des perceptions et des représentations des visiteurs, elle échappe au moins partiellement à l'analyse réflexive des territoires. Des décalages importants naissent ici entre ce qui est demandé et ce qui est proposé et le rôle de l'intermédiation devient primordial pour créer un lien entre les touristes et l'histoire de la station.

Le changement global en cours qui pousse à réfléchir et à redéfinir les formes de l'offre a un impact très fort sur les finances, le respect de l'environnement, il produit une résilience sociétale non négligeable ; l'évolution du numérique et les nouveaux comportements qu'elle induit amènent au constat de rupture des modèles, à la nécessité de prendre du recul par rapport à l'existant, au besoin de mettre en place des outils de mesure puissants pour l'évaluation de l'efficacité du système productif local.

Qualifier ces différents indicateurs des formes des trajectoires des stations et aires est délicat : la ressource, le capital, les capacités (sociales, de formation, économiques), la notoriété, la réputation (l'imaginaire et les symboles, les expériences et les vécus), la gouvernance et sa co-construction sont autant de facteurs que la recherche sait désormais qualifier avec utilité. Ces indicateurs aident à construire la ressource, permettent sa mise en œuvre, elle induit l'idée d'exploitation.

En termes d'évaluation, l'examen de ces facteurs permet de distinguer ce qui relève de la ressource générique, fluide, délocalisée, de ce qui est propre de la ressource territoriale enracinée dans un territoire — et qui l'est à ce point qu'elle participe à l'existence, à la qualification et à l'identification de ce territoire au processus de bifurcation de trajectoire. On gagnerait ainsi à retenir des indicateurs qu'ils mesurent le degré d'enracinement de la ressource, sa nature (renouvelable, non renouvelable, y compris sur le plan des ressources imaginaires). Car la territorialité n'est pas l'enfermement dans le local, dans un espace, mais plutôt une manière de penser et de mobiliser les différents modes d'intervention à différentes échelles de lieux et d'espaces, la capacité de l'habitant et de l'acteur à se servir de la proximité organisée et à articuler ses actions à différentes échelles. Ce choix se pose en termes de gouvernance et il se pose en termes de projet. Dans cette complexité, le capital extérieur, qui s'inscrit dans un projet multiéchelles, peut devenir ressource du territoire touristique. La gouvernance des stations et celle de la destination sont donc devenues de nature multiscale.

La ressource touristique des stations et des aires touristiques a évolué du « gisement » initial à un construit social fondé sur une reconnaissance, elle-même fonction de son utilité et de sa finitude. Ce qui a fait ressource à un moment donné dans l'histoire des stations peut cesser à tout moment de faire ressource. Les bifurcations des trajectoires se font alors sur des points de distinction entre la ressource potentielle et la ressource mise en œuvre. Cette disjonction souligne l'importance de l'évaluation avant l'action. Les indicateurs à mettre en place sont ceux de la vérification du niveau de la ressource, de son mode de mise en œuvre. Par exemple, les cas étudiés ici montrent clairement que le fait d'avoir de très beaux paysages fait ressource potentielle, mais en l'absence d'accessibilité, d'hébergements, de reconnaissance par les pratiques des e-touristes, de mise en « récit » mobilisant un imaginaire, cette ressource n'est que virtuelle et ne débouche pas sur un développement.

La mobilisation de l'ensemble de ces indicateurs peut servir d'outil de mobilisation, de mise en œuvre d'une dynamique fondée sur l'appropriation par les habitants et les décideurs pour définir leur projet.

*

*

*

Ces résultats montrent que les destinations et les stations touristiques sont entrées en transition. Notamment parce qu'après une période longue de croissance plus ou moins bien contrôlée, ordonnée autour de la protection de « l'industrie touristique » naissante puis de l'accélération du développement, la notion de « développement durable » est venue marquer une phase de changements à partir des années 2000. Issue de la conjonction, d'une part, de la contestation environnementaliste – d'abord focalisée sur les catastrophes et accidents, les destructions de sites naturels – et, d'autre part, de la remise en cause du « tourisme de masse », la thématique du « tourisme durable » a constitué les bases d'une nouvelle approche du développement (Clarimont, Vlès, 2008). Cette approche a été caractérisée d'abord par l'intégration de dimensions écologiques dans les politiques publiques, centrales ou locales et dans les pratiques d'entreprises avant de toucher, de manière très inégale et plus récente, les territoires et stations touristiques. Il s'en est suivi un aménagement plus ou moins effectif (avec des effets de greenwashing) des activités.

La remise en projet des ensembles territoriaux touristiques semble d'autant plus importante que la transition touristique ouvre aujourd'hui une troisième phase du développement. La notion de transition est à prendre non dans son sens empirique de cadre et d'objet d'action publique, mais comme le révélateur d'un changement du statut de la thématique écologique et des rapports nature/société dans les stations et territoires touristiques contemporains. Cette thématique de transition touristique n'est pas réductible à une séquence dont le point de départ serait les décisions managériales ou politico-administratives tenant mieux compte de la préservation de l'environnement, et le point d'arrivée les dynamiques propres aux territoires ou encore les différentes formes de la contestation civique des aménagements touristiques programmés. Le tourisme et la transition globale (écologique, mais aussi de la société) entretiennent des relations pour le moins ambivalentes qui traduisent bien le nouveau rapport à la nature des sociétés occidentales. On ne saurait oublier que le tourisme a souvent été – et est parfois encore – à l'origine de la protection et de la transformation des territoires, que les premières associations de tourisme ont joué un rôle majeur dans l'institutionnalisation des règles de protection pour des espaces, des monuments, des sites remarquables. Cependant, la démocratisation et la massification des loisirs observées durant les Trente Glorieuses se sont accompagnées de grandes opérations d'aménagement fordistes fondées sur le productivisme, souvent destructrices des milieux. Les chercheurs l'ont démontré dans cet ouvrage, aujourd'hui, la concurrence accrue entre les destinations, les difficultés des initiatives locales à anticiper les changements qui s'annoncent, les déficits chroniques d'exploitation dans des pans entiers de l'espace touristique productif mondial, de nouvelles pratiques des clientèles, la quête d'univers de séjours plus esthétiques et plus respectueux des sociétés et de la nature, l'émergence forte d'un tourisme de proximité qui touche dorénavant l'espace du quotidien, d'un tourisme « expérientiel » (à la recherche de sens, d'émotion, de participation) et d'un tourisme « responsable » (écotourisme – tourisme éducatif, « slow-tourisme ») confirment que l'ensemble de la sphère sociale de la production et de la consommation touristiques mondiales est en mutation forte.

Dans ce nouveau contexte sociétal, l'idée d'une refonte du modèle de développement touristique moderne s'installe progressivement un peu partout, et la rhétorique de l'anticipation, qui pourrait la porter dans les documents programmatiques et les réalisations concrètes, gagnerait encore à être mieux mobilisée. Le développement touristique porté par les pouvoirs publics comme outil d'aménagement du territoire impose au secteur de contribuer positivement aux économies locales en tenant compte de l'impératif écologique pour garantir la croissance touristique.

L'ensemble de ces enjeux implique que la recherche se saisisse des connaissances nouvelles de « l'expérience » des visiteurs pour parfaire les savoirs des disciplines du tourisme notamment dans l'action, l'intervention sur l'espace touristique, le planning, la programmation, la transformation de l'offre, l'amélioration des conditions de visite, les perceptions nouvelles du monde matériel à faire découvrir et à comprendre l'autre et l'ailleurs. La question de la connaissance du comportement du touriste sur le territoire n'a un sens pour les scientifiques que si l'observation des pratiques nouvelles, qui sont apparues si déterminantes pour l'évolution du secteur d'activité, peut être interprétée afin d'aider à faire des choix pertinents (valeur économique, valeur ergonomique, valeur culturelle – paysagère, patrimoniale...), sortir de la vision purement productiviste de l'espace, analyser et qualifier les atteintes aux territoires des espèces vivantes, améliorer les prévisions d'évolution des espaces sociaux, naturels, en tirer des lignes d'action (l'espace, les hommes et les échanges) pour intervenir (l'action est ici un but légitime de la recherche) : donner un sens aux sciences du tourisme, c'est intervenir sur l'espace et l'entreprise, c'est veiller à assurer l'équilibre entre espaces naturels, pôles urbains et réseaux, c'est améliorer l'accueil des hommes dans leur fonction résidentielle et leur activité de production ou de récréation : où intervenir ? Pourquoi ? Comment ? En améliorant les méthodes et les actions, fondées sur l'interdisciplinarité et la construction d'une culture commune entre les disciplines qui traitent du tourisme.

Au-delà de ces connaissances sur les stations apportées par la recherche scientifique, il lui reste aussi à construire et gérer des bases de données exhaustives, tant sur le littoral qu'en montagne ou en milieu rural, afin d'appliquer à l'ensemble de l'effectif des stations et aires touristiques les analyses quantitatives et qualitatives qui seules permettent d'acquérir une compréhension fine de l'ampleur territoriale des mutations ou des transitions en cours. Ces opérations de recherche ont débuté en montagne, notamment grâce à deux outils mis en place récemment par l'État, par certaines collectivités et à l'initiative d'opérateurs de recherche : la « BD Stations » (banque de données) développée par l'Irstea⁴¹ pour les Alpes⁴² (à étendre aux autres massifs, au moins en France) et le très récent groupement d'intérêt scientifique « CIMES » (centre international des montagnes du Sud) porté, dans les Pyrénées, par les collectivités territoriales et les laboratoires de recherche impliqués (notamment par l'Université de Toulouse). Ces deux outils, fondés sur la connaissance fine des modes de gouvernance des stations, sur leur processus d'ancrage dans leurs territoires environnants, alimentés par la recherche, pourraient assurer dorénavant une meilleure centralisation et diffusion des ressources, des expériences et des connaissances, le développement de projets, la production d'outils d'aide à la décision et un accompagnement d'une vision prospective, par la recherche et sa médiation. En ce qui concerne le littoral, la question de la création d'un outil d'analyse, de diagnostic et de réflexion prospective similaire est encore à l'agenda des collectivités impliquées, notamment dans le cadre du GIP littoral aquitain⁴³ ou de la Mission interministérielle d'Aménagement du Littoral Languedoc-Roussillon.

Ainsi, cette observation fine des mutations à l'œuvre dans les territoires touristiques permet de rapprocher aujourd'hui l'agenda de la recherche « stations » de l'action collective et de la rendre

⁴¹ Institut national de recherches en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, anciennement nommé Cemagref

⁴² <http://www.observatoire-stations.fr/>

Les recherches et expertises de l'Unité de Recherche Développement des Territoires Montagnards mobilisent principalement les sciences humaines et sociales.

⁴³ <http://www.littoral-aquitain.fr/>

attentive aux attentes des praticiens, de continuer à proposer une connaissance scientifique rigoureuse qui puisse être mobilisable dans et pour les politiques publiques et les stratégies privées, ainsi que des outils d'aide à la décision, de conseil au pilotage et à l'évaluation des pratiques professionnelles. Pour cela, on voit ici combien on gagne à toujours mettre en valeur une démarche interdisciplinaire (ce qui n'exclut pas la référence privilégiée à la discipline de chaque chercheur), une dimension spatiale dans la façon de traiter les thèmes abordés, une approche théorique et critique d'une part, concrète ou opérationnelle d'autre part, ces deux dimensions s'enrichissant l'une l'autre.

À n'en pas douter, cette réflexion sur l'action et [ou] vers l'action implique désormais une posture prospective de la part des disciplines qui travaillent sur les trajectoires des stations et des destinations touristiques.

Table des figures, photos et tableaux

- Figure 1. Le colloque international TRAST 2015, Hôtel de Région, 16-18 avril 2015
- Figure 2. Résumé et auteurs de l'ouvrage de synthèse *Stations en tension*, 2016, Peter Lang
- Figure 3. Nombre de publications issues de la recherche TRATSO (2012-2016)
- Figure 4. La destination touristique et ses parties prenantes
- Figure 5. Échantillon de diapositives utilisées lors du congrès annuel OTF
- Figure 6. Timeline de la collaboration avec OTF
- Figure 7. L'indice de touristicité des territoires ayant participé à l'analyse en 2014
- Figure 8. Répartition des OT entre Départements constitutifs du Sud-Ouest de la France
- Figure 9. La maison du pastoralisme des vallées d'Aure et du Louron, en Néouvielle
- Figures 10 et 11. La réserve et le massif du Néouvielle
- Figure 12. Néouvielle, espace naturel remarquable aux 100 lacs
- Figure 13. Le projet des « portes d'entrée » du « tour du massif » de Néouvielle et ses « portes d'entrée »
- Figure 14. Massif du Néouvielle – Sites classés ou inscrits
- Figure 15. Au lac d'Agalops, Aygues Cluses
- Figure 16. Massif du Néouvielle – Lacs d'Aumar et d'Aubert (vue de Hourquette d'Aubert, 2 498 m)
- Figure 17. Table des entretiens fin 2015
- Figure 18. Lac de l'Oule
- Figure 19. Lac de Port Bielh
- Figure 20. Lac et parking d'Orédon
- Figure 21. Randonneurs sur le GR 10 au col de Madamète
- Figure 22. Lacs de Bastan
- Figure 23. Page titre du dossier de candidature PER
- Figure 24. Répartition des financements entre les opérations du PER
- Figure 25. Un des nombreux clichés promotionnels des Encantats
- Figure 26. Évolution de la fréquentation des visiteurs sur les différents sites de la réserve nationale du Néouvielle
- Figure 27. La station de ski de Piau-Engaly
- Figure 28. Pin à crochet à 2 400 m d'altitude
- Figure 29. Lac d'Aumar
- Figure 30. L'art de bâtir en vallée d'Aure et du Louron
- Figure 31. Station de ski de Saint-Lary-Soulan
- Figure 32. La Maison du pastoralisme, à Azet
- Figure 33. Authenticités perçues, mises en scène ou réelles du territoire de Néouvielle
- Figure 34. Un des accès au domaine skiable de Saint-Lary (Pla d'Adet)
- Figure 35. Panneau rappelant les pratiques interdites dans la réserve
- Figure 36. Le pic de Néouvielle
- Figure 37. L'autre transhumance... Résidence secondaire d'Auzat
- Figure 38. Approche multicritères du territoire en tant que construit sociospatial à géométrie variable
- Figure 39. Les S.T.T. et leur environnement (dimensions internes et externes)
- Figure 40. Localisation des trois terrains d'étude dans le massif Pyrénéen
- Figure 41. Activités récréatives en Vicdessos
- Figure 42. Un état (2012) de l'intercommunalité en Vicdessos
- Figure 43. Éléments de stratégie de communication de la Station sport-nature du Montcalm
- Figure 44. Esquisse systémique sur le Vicdessos
- Figures 45. Part des résidences secondaires en Vicdessos et principaux résultats de l'enquête résidences secondaires à Lercoul
- Figure 46. Table des entretiens sur le littoral fin 2015

Contributions à la recherche TRATSO-MSHA

Ce programme de recherche, dirigé par Vincent Vlès et Christophe Bouneau, a bénéficié d'une contribution scientifique et financière de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, subventionnée par la Région Aquitaine,



de l'appui scientifique du laboratoire Société, Environnement, Territoire (laboratoire SET) UMR 5603 CNRS/Université de Pau et des Pays de l'Adour,



et de l'appui scientifique et communicationnel du laboratoire Travail Organisation Pouvoir (CERTOP), UMR 5044 CNRS/Université de Toulouse

